

N. 38

SEANCE DE L'APRES-MIDI

PRESIDENCE
DE

M. Jean DEFRAIGNE, PRESIDENT

NAMIDDAGVERGADERING

VOORZITTERSCHAP
VAN

DE HEER Jean DEFRAIGNE, VOORZITTER

M. Gondry, secrétaire, prend place au bureau.
Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
La séance est ouverte à 14 h.

De heer Gondry, secretaris, neemt plaats aan het bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.
De vergadering wordt om 14 u geopend.

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

Continuation de la discussion

REGERINGSMEDEDELING

Voortzetting van de bespreking

M. le Président. — La parole est à M. Busquin.

M. Busquin (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, chers collègues, je voudrais essayer, Monsieur le Premier Ministre, de démontrer pourquoi, dans l'opinion et particulièrement dans l'opinion francophone nous avons le sentiment que votre plan n'est pas efficace.

M. Martens, premier ministre. — Vous êtes efficace, vous ?

M. Busquin. — Je vous donnerai donc mes impressions ...

M. Martens, premier ministre. — Vous en êtes convaincu ?

M. Burgeon. — M. Busquin l'a prouvé, dans la Région wallonne, comme ministre du Budget.

M. Busquin. — Oui, et si vous m'écoutez, vous pourrez peut-être répondre parfois à mes questions et discuter. Je n'ai pas dit que tout était inefficace. Je dis ...

M. Martens, premier ministre. — Heureusement que tout n'est pas dit.

M. Burgeon. — Mais il faut le dire.

M. Busquin. — Qu'est-ce que cela veut dire ?

En m'adressant à vous, je m'adresse par votre intermédiaire à l'opinion francophone. Je constate qu'il n'y a évidemment que peu de francophones présents dans cette assemblée. Il est intéressant de constater que lorsque des francophones interviennent ici à la tribune, il n'y a pas de ministres francophones pour leur répondre. Or, on sait que, dans ce pays, il y a deux opinions qui se dessinent. Et les réponses que vous pourrez me donner, vous les exprimerez en fonction de votre sensibilité, qui ne correspond pas toujours à la sensibilité des francophones.

Je voudrais, Monsieur le Premier Ministre, vous dire que s'il y a des doutes sur votre efficacité, c'est parce que vous avez présenté vos résultats d'une manière assez triomphaliste le 13 octobre. Nous sommes des démocrates. Nous avons reconnu que le corps électoral avait cautionné vos choix, mais nous vous disons quand même que pour le corps électoral,

entre le 13 octobre et aujourd'hui, une série de désillusions se sont fait sentir.

Première désillusion : Vous prétendiez que trois quarts du chemin étaient parcourus. En réalité, il s'agissait de trois quarts des objectifs, ce qui ne signifie pas la même chose. En effet, le solde net à financer n'avait pratiquement pas évolué depuis 1981. On l'a dit et répété aussi, et il n'est peut-être pas inutile de revenir sur ces problèmes. Mais vous disiez aussi, Monsieur le Premier Ministre, que le solde net à financer serait inférieur à 500 milliards en 1985. Or, et ce fut la première désillusion, d'après les graphiques que montrait le gouvernement à grand renfort de médias au mois d'août, donnant le solde net à financer. Celui-ci indiquait une diminution, et l'opinion a pu constater qu'il y avait un dépassement de 75 milliards. C'était déjà un premier doute.

Deuxième élément de doute. Vous avez traîné — volontairement ou involontairement, c'est peut-être difficile à dire — et laissé ce pays pratiquement sans gouvernement depuis un an. C'est la première fois que nous avons une discussion budgétaire sérieuse, puisque vous n'avez pas préparé le budget de 1986 en juillet et août 1985, contrairement à la tradition parlementaire. Mais ce sont des éléments qui ont déjà été répétés plusieurs fois. Mais pourquoi, Monsieur le Premier Ministre, fallait-il attendre ? Là, je crois qu'il faudrait en discuter, car il y a une incohérence qui apparaît aux yeux de l'opinion publique entre les Martens I, II, III, IV et les Martens V, VI et peut-être les suivants.

Sous les gouvernements Martens I à IV, vous avez consacré toute votre énergie — et elle est grande — à un projet de réforme de l'Etat, et vous l'avez fait sincèrement, nous le pensons. Aujourd'hui, ce projet de réforme de l'Etat qui a été engrangé, lors des lois d'août 1980, vous êtes en train de le démolir, et j'aurai l'occasion d'entrer dans les détails pour expliquer l'incohérence de votre politique. Finalement, ce qu'on regrettera, peut-être, dans l'histoire des gouvernements Martens, c'est qu'ils étaient présidés par un premier ministre volontaire mais aux actions inachevées et contradictoires. Pendant quatre ans, vous avez voulu modifier la structure de cet Etat pour qu'il soit plus efficace, qu'il réponde mieux aux problèmes de nos communautés et de nos clivages. A présent, vous ne tenez plus compte de ces éléments, et vous allez même en sens contraire.

Troisième et dernier élément qui peut aussi faire douter de l'efficacité de vos mesures, c'est le sentiment, pour le moment encore un peu confus dans la population wallonne et francophone mais qui, dans les jours et dans les semaines à venir, va apparaître plus clairement. Une fois de plus, vous avez été injuste vis-à-vis des Wallons et des francophones. (*M. Gendebien prend place à son banc.*) Voici justement M. Gendebien. Je pense que nous en discuterons tout à l'heure, M. Gendebien. Je disais que j'ai

le sentiment que ce gouvernement a été injuste vis-à-vis des francophones et des Wallons dans les mesures prises. Je vais étayer mon affirmation d'arguments.

Revenons tout d'abord au problème de l'efficacité. J'ai parlé tout à l'heure des 75 milliards de dépassement budgétaire, Monsieur Verhofstadt. C'était votre surprise, début janvier 1986, et c'est cela qui tue la crédibilité de M. Martens et pas encore la vôtre. Quand on a fixé le chiffre de 200 milliards, on oublie de dire qu'on a dû le porter à ce niveau, parce qu'on avait dépassé de 75 milliards les prévisions pour 1985. On oublie aussi de dire que dans les 200 milliards, il va y avoir 70 milliards dus à des effets que vous ne maîtrisez pas et qui sont ceux de la chute du dollar et des taux d'intérêt, et qui n'ont aucune signification politique spécifique pour vous. Je sais que vous vous êtes donné une marge de manœuvre dans les fluctuations qui peuvent intervenir grâce aux taux d'intérêt liés à la situation économique. Toutefois, cette marge de manœuvre peut fluctuer certainement dans un sens ou dans l'autre, car les taux d'intérêt ne diminueront peut-être pas aussi vite, ou peut-être même plus. Le prix du pétrole peut remonter. Donc, nous nous trouvons devant une série de variables que vous ne maîtrisez pas. Ce qui me paraît important, c'est que ces 200 milliards que vous vous êtes fixés comme objectif apparaissent plus comme un élément subjectif, ne visant qu'à montrer à l'opinion que l'on veut faire un effort qu'on ne fera peut-être pas. Mais vous le dramatisez, et c'est votre stratégie. Vous ne réunissez pas le Parlement, vous ne discutez pas avec ceux qui connaissent les problèmes — et je reviendrai tout à l'heure sur un secteur précis, celui de l'enseignement. Vous avez voulu éviter des concertations. Le résultat en est que vous avez pris des mesures aveugles, mais vous dramatisez chaque fois l'événement.

Vous créez une atmosphère qui engendre elle-même les conditions de la révolte des personnes. Des fuites sont organisées, orchestrées ou non — nous finirons par en douter. Nous ne savons plus très bien qui orchestre les fuites chez vous, parce que c'est un moyen de sensibiliser un groupe politique par rapport à l'autre. Nous avons assisté hier à ce spectacle affligeant qui consiste, pour les partis de la majorité, à faire porter le poids de mesures impopulaires sur l'un ou sur l'autre.

Nous doutons de la clarté de cette stratégie. Enfin, vous reculez toujours, et vous allez reculer encore, quoique vous en disiez. Vous allez reculer certainement dans le domaine de l'enseignement. Il est impensable que vous ne reculez pas. Vous avez fait de nombreuses déclarations, et il y a eu déjà des déclarations provocantes de la part de certains des ministres de votre gouvernement, et vous reculez.

L'assainissement prévu ne se fera pas. Pourquoi? Parce qu'il est inapplicable — et j'y reviendra brièvement. De même en ce qui concerne les cohabitants, il s'agit de mesures injustes, car elles vont trapper surtout les jeunes et les femmes dans des régions qui sont déjà porteuses d'un taux de chômage élevé.

Dans cette situation, vous essayez d'équilibrer vos mesures en les teintant d'une série de touches néolibérales; vous essayez d'équilibrer ces impulsions néolibérales et la profondeur des réalités. Les mesures que vous prenez peuvent, en outre, donner l'impression que vous voulez être agréable à M. Verhofstadt. Elles peuvent d'ailleurs être agréables aussi à d'autres personnes, par exemple quand vous affirmez que vous frapperiez d'une taxe la RTT, parce qu'elle se trouve dans une situation de monopole. N'est-ce pas vouloir simplement institutionnaliser une mesure à propos de monopole pour faire plaisir à vos collègues libéraux qui n'ont pas obtenu la privatisation de la RTT? En outre, en quoi cette mesure a-t-elle un sens? Quel sens cela a-t-il de frapper d'une taxe une entreprise publique? Si l'on suivait ce raisonnement consistant à taxer toute situation de monopole, je ne pourrais que vous inviter à prélever des taxes sur les producteurs d'électricité, car ils sont aussi dans une situation de monopole (*applaudissements sur les bancs socialistes*), et leurs bénéfices sont nettement plus importants que ceux que la RTT pourrait jamais espérer.

Votre politique apparaît fallacieuse aussi quand vous dites que les sacrifices sont équitablement répartis. C'est faux! Et la population s'en rend compte, car vous avez dû faire quelques petits cadeaux au moment de la négociation à la famille néolibérale et à certains de ses fantasmes. La taxe sur le monopole de la RTT, par exemple, est une invention risible. Il faudrait instaurer une taxe sur les monopoles de production d'électricité. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. M. Harmegnies. — Ce que le gouvernement fait est risible.

M. Tobback. — Cette taxe, ils ne l'instaureront pas.

M. Busquin. — Dans le même ordre d'idées, vous inventez, à la page 57, un abattement fiscal... (*Interruption de M. Gendebien.*)

M. Tobback. — Où est la tronçonneuse, Monsieur Gendebien?

M. M. Harmegnies. — Quand on disait que c'était risible, ce n'était pas de vous qu'on parlait, Monsieur Gendebien.

M. Busquin. — Lorsque vous parlez d'un abattement fiscal pour le seul personnel domestique, est-ce un retour aux situations du dix-neuvième siècle? Que signifie cette mesure? Quel sera son impact? J'espère que vous vous en expliquerez. Est-ce pour lutter contre le travail en noir ou pour accorder un cadeau de défiscalisation aux personnes aux revenus les plus élevés? Quel est ce système d'abattement? Faut-il entendre par là qu'il y aura abattement complet pour le personnel domestique qui, par exemple, coûte 300 000 à 400 000 francs à des personnes dont les revenus atteignent 2 millions, ce qui représentera un abattement de l'ordre de 150 000 francs? Ou bien est-ce une mesure visant à créer de l'emploi? J'attends aussi les explications de M. Hansenne à ce sujet.

M. Mottard. — Pour une fois qu'au cours de ce débat il y a un ministre francophone aux bancs du gouvernement, ne partez pas, Monsieur Hansenne, restez avec nous!

M. le Président. — Décidément, au groupe socialiste, vous avez des circonstances atténuantes. Vous interrompez ceux qui ne sont pas de votre parti mais vous empêchez presque autant les vôtres de parler. Poursuivez votre exposé, Monsieur Busquin.

M. Busquin. — Cela me gêne moins, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je l'ai dit, ce sont des circonstances atténuantes. Veuillez continuer.

M. Mottard. — Vous prenez vos désirs pour des réalités, Monsieur le Président. (*Interruption de M. Simonet.*)

M. Moureaux. — M. Simonet peut chahuter, lui.

M. le Président. — Il n'avait rien dit jusqu'à présent. Il peut chahuter parce que ce qu'il dit a peut-être moins d'importance.

M. Busquin. — J'en arrive à un point essentiel, au sujet duquel on n'a pas encore débattu jusqu'à présent: c'est le problème de la régionalisation et de la communautarisation. J'ai dit tout à l'heure, Monsieur le Premier Ministre, que vous êtes un homme contradictoire, parce qu'au cours de vos quatre premiers gouvernements, vous avez essayé de réaliser une réforme de l'Etat que vous démolissez aujourd'hui. Vous le faites d'une manière très précise en vous en prenant aux moyens des Régions et des Communautés. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*) Que se passe-t-il pour les Régions et les Communautés? Elles subissent une diminution des dotations.

M. Wauthy. — Ce n'est pas le cas pour les communes.

M. Busquin. — Monsieur Wauthy, dans votre commune, vous avez le pouvoir d'augmenter la fiscalité, mais les Régions et les Communautés ne l'ont pas.

M. Van der Biest. — Vous ne serez plus réélu, Monsieur Wauthy.

M. Wauthy. — Chez vous, Monsieur Van der Biest, il n'y a pas d'élections.

M. Van der Biest. — La prochaine fois, il y en aura.

M. Busquin. — Je répète qu'en ce qui concerne les Régions et les Communautés, on est en train d'anéantir ce qui a été fait jusqu'à présent, et je m'en explique. La dotation de la Région wallonne se verra amputée d'un milliard l'an prochain, celle de la Communauté française d'environ deux milliards. Quel pourcentage cela représente-t-il dans le budget? Plus de 5 p.c., mais cela n'est peut-être pas l'essentiel.

L'essentiel, c'est la phrase relativement incompréhensible et incomplète de votre rapport au sujet du logement social, et plus particulièrement du déficit de ce secteur. Monsieur Verhofstadt, je voudrais que l'on m'explique une phrase que je retrouve à la page 53 de ce rapport, où il est dit que la loi du 5 mars 1984 sera appliquée et « en application de cet accord l'Etat transférera aux Régions, après déduction, de sa part, des remboursements effectués par les sociétés. Cela implique un transfert de 87 milliards au bénéfice des Régions sur la période entière. Pour le refinancement des charges des Régions, les deux sociétés nationales du logement pourront émettre des emprunts exonérés de précompte immobilier. » Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que vous allez donner aux Régions un remboursement de 87 milliards, mais que la charge de la dette actuelle du logement social de 237 milliards va, elle, être à charge, si je comprends bien votre texte, en grande partie des Régions. Vous, qui prétendez être un orthodoxe budgétaire, vous transférez une partie du déficit qui était à charge de l'Etat vers les Régions et les Communautés.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Nous appliquons la loi.

M. Cools. — « *De wet is de wet!* »

M. Busquin. — La loi que les exécutifs ont toujours refusée.

Monsieur Verhofstadt, Monsieur Martens, ce n'est pas à vous que je dois m'adresser, mais aux membres francophones du gouvernement : ont-ils mesuré que la charge du logement social va être assumée par les budgets régionaux ? Cela signifie 60 milliards pour le budget régional wallon. Quelqu'un me dément-il ou non ? Si l'on veut faire une comparaison, vous allez mettre à charge du budget régional wallon une dette publique égale à deux fois et demie ses recettes ; c'est comme si vous étiez vous, Ministre du Budget, devant un accroissement de votre dette publique égal à 3 000 milliards d'un coup. Cela signifie que les Régions seront incapables d'assurer la mission pour laquelle elles ont été conçues ; elles seront incapables de remplir leurs fonctions essentielles, qui sont les fonctions de reconversion industrielle qui leur ont été confiées ; Elles seront incapables d'assurer un développement économique beaucoup plus harmonieux lorsque le pouvoir est plus décentralisé.

Vous êtes un hypercentralisateur, Monsieur le Premier Ministre, vous êtes un jacobin. Alors que, partout dans le monde où l'on veut sortir de la crise, on décentralise en laissant les pouvoirs aux Régions, aux Communautés et aux Communes, vous êtes un jacobin... (*Applaudissements sur les bancs socialistes et sur les bancs de la Volksunie.*) ... alors que vous étiez un fédéraliste.

M. Cools. — Il est devenu un jacobin.

M. Busquin. — Ces 150 milliards signifient, concrètement, que les nouvelles institutions régionales et communautaires vont devoir entrer dans la même stratégie que l'Etat avec les causes du mal belge, c'est-à-dire la débudgétisation, le recours à l'emprunt et une charge publique importante, alors qu'elles avaient essayé jusqu'à présent de maintenir leur équilibre. Et le premier ministre Martens, qui dialogue maintenant avec des amis politiques dans les exécutifs communautaires et régionaux, oserait-il dire qu'il existe un accord de ces exécutifs sur une répartition de la dette de cette manière ? MM. Geens et Wathélet ont-ils marqué leur accord ?

M. Cools. — Répondez. Puisque vous répondez aux Flamands, répondez un peu aux francophones, pour une fois ! Vous avez répondu à Nelly Maes tout à l'heure.

M. le Président. — Vous avez posé des questions et vous aurez peut-être la réponse quand le gouvernement prendra la parole, mais sûrement pas maintenant.

M. Busquin. — Je constate que le premier ministre est beaucoup plus sensible aux interventions flamandes qu'aux interventions francophones. (*Signes de dénégation de M. Verhofstadt.*)

M. le Président. — C'est très possible, mais là n'est pas le problème.

M. Busquin. — Oui, Monsieur Verhofstadt, quand ce sont les francophones, vous vous en moquez, parce que ce n'est pas votre électoral. Je demande donc au gouvernement de me répondre.

M. le Président. — On va vous répondre !

M. Busquin. — J'en prends note. J'attends.

J'attends aussi avec intérêt la réponse sur un point qui pourra intéresser mes collègues francophones de la majorité : la clef de répartition de la dette pour le logement social. Pendant quatre ans, unanimement, à l'exécutif wallon, au Conseil régional wallon, nous avons voté une répartition de la dette qui tenait compte réellement des engagements, de la clef de répartition qui avait été octroyée aux Régions et aux Communautés. Ce que je crois, ce dont je suis pratiquement certain dans le rapport de forces de ce gouvernement, où l'aile flamande impose sa loi dans des problèmes de ce type, c'est que la clef de répartition va être défavorable aux francophones ; on va leur faire payer les retards de la Société nationale du logement, alors qu'on ne fera pas payer les dépassements de trésorerie à la Communauté flamande. Si on ose me démentir, qu'on le fasse maintenant. Cela représente des milliards, qui vont être transférés vers la Région flamande, vers les régions les moins touchées par la crise, alors que les régions touchées par la crise comme la Wallonie et Bruxelles s'enfoncent chaque fois dans vos systèmes de soi-disant équité.

M. Cools. — M. Hansenne réfléchit. (*Tumultes.*) Il commence à comprendre qu'il a été trompé.

M. Busquin. — Il y en a qui aiment ça, qui sont contents.

M. Burgeon. — ... et d'assister à la scène en plus.

M. Cools. — ... de tenir la chandelle. Quant à M. Wauthy, il ne comprend rien, lui !

M. Busquin. — Je voudrais, puisque l'on est occupé à parler des déséquilibres qui se sont créés, que vous, Messieurs du PSC, vous vous rendiez compte que vous allez payer chèrement votre « petit tour » du mois de septembre, où vous avez fait campagne contre la communautarisation de l'enseignement, où vous avez empêché de l'inscrire dans les articles à réviser dans la Constitution. Je me souviens de vos discours : « Nous sommes contre la communautarisation de l'enseignement. »

M. Cools. — Wilfried se venge !

M. Busquin. — « Nous sommes contre la communautarisation de l'enseignement, parce que cela va faire perdre des milliards de francs et des milliers d'emplois aux francophones. » Eh bien ! Messieurs du PSC, on n'a pas attendu longtemps pour vous faire payer votre petite indiscipline du mois de septembre ! Vous avez déjà la facture : huit mille emplois en moins, au minimum, dans le secteur francophone, et même plus, parce qu'il y a les effets de la dénatalité qui contribuent à élargir le problème ; moins de six mille emplois dans le secteur néerlandophone, d'après les chiffres de M. Coens.

Vous allez payer maintenant la non-communautarisation de l'enseignement, et ce qui est dramatique, ce qui est peut-être beaucoup plus important pour les jeunes qui nous écoutent, pour les jeunes de la Communauté française, c'est que n'ayant pas communautarisé l'enseignement, vous vous êtes placés dans une impasse, parce que le budget de l'Education nationale, lui, devra être comprimé. Mais vous avez un iot d'enseignants que vous ne pouvez pas faire intervenir dans les centres de formation professionnelle, dans les centres de Classes moyennes. Vous ne savez pas créer une unité de formation dans notre Communauté, parce que ce sont des instances totalement différentes, alors que si, dans un pays normalement constitué, à partir du moment où on a admis la communautarisation, la régionalisation, on allait jusqu'au bout du raisonnement, si les matières culturelles et les matières d'enseignement étaient regroupées sous un même pouvoir, on aurait une cohérence, on aurait au moins des plans de formation des jeunes qui impliquent l'école, qui la mettent dans ce contexte.

Maintenant, qu'êtes-vous obligés de faire ? Vous retirez de l'argent à l'Education nationale pour mettre des jeunes enseignants au chômage. Et vous avez inventé — ce qui apparaît comme une merveille d'incohérence — le recyclage pour jeunes enseignants, pour lesquels vous allez payer 600 millions à la Communauté française. C'est une nouvelle notion. Les jeunes terminent leurs études de licencié, de régent. Ils ont choisi comme voie l'enseignement. Et avant qu'ils commencent ne fût-ce qu'un cycle de travail, il faut déjà les recycler. C'est comme des constructions, des maisons nouvellement bâties où, deux mois après, on modifie complètement l'architecture. C'est absurde, et c'est vous qui êtes responsable de cette absurdité, parce que vous ne voulez pas voir l'évolution des choses, vous ne voulez pas comprendre que la Communauté française a droit à la cohérence. Vous êtes enfermé dans des tabous du dix-neuvième siècle, que l'on ne comprend plus, que même les enseignants ne comprennent plus, parce qu'ils sont surannés. Nous allons, nous, en tout cas, en être victimes, parce que ce sont des jeunes enseignants — et il va y en avoir des milliers, — qui vont être des chômeurs.

Les mesures que vous avez prises sont inapplicables. Idéologiquement, on crie qu'on a tué le rénové. C'est un phénomène freudien. Il y en a sans doute qui voulaient revenir à l'école traditionnelle, qui se souvenaient de leurs bancs d'école, qui trouvaient que de leur temps, c'était très bien. C'est le bon vieux thème que nous avons rencontré lorsque nous avons généralisé l'enseignement rénové, Monsieur Michel, les fantasmes de certains. Pour satisfaire un de ces fantasmes, vous allez créer un système aberrant, parce qu'on improvise pas une réduction des taux d'encadrement, on n'improvise pas des modifications de normes dans les écoles au mois de mai pour la rentrée de septembre. Vous n'avez pas voulu dialoguer. Vous vous êtes enfermé dans votre tour d'ivoire depuis le mois d'octobre. Si vous aviez négocié avec ceux qui s'y connaissent, avec les enseignants, vous n'en seriez pas là aujourd'hui. Vous auriez affaire à des gens qui connaissent le sujet. (*Vifs applaudissements sur les bancs socialistes.*) Mais vous ne voulez pas négocier, vous ne voulez pas dialoguer. Comme l'a dit M. Spitaels, pour vous, gouverner c'est donner l'impression qu'on fait mal, parce qu'alors on a l'impression qu'on existe.

Je ne suis pas toujours sûr que vous vous attaquez vraiment aux vrais problèmes de la société belge. Vous ne vous attaquez pas aux vrais enjeux,

parce que vous avez une série de tabous qui vous empêchent de faire des pas décisifs, et la communautarisation de l'enseignement en était un exemple. Si je dis que vous n'êtes pas crédible, c'est parce qu'on sait que vous êtes un peu tricheur. Vous changez les règles du jeu en fonction des données. En mars 1984, sous la pression du CVP, vous avez changé les règles du jeu pour les secteurs nationaux. Aujourd'hui, quoi que vous en disiez, vous les changez encore.

Hier, M. Tobback posait une question à M. Wauthy... (*Tumulte.*)

M. Moureaux. — Monsieur Wauthy, hier vous avez été démenti par M. le Premier Ministre.

M. Busquin. — Je pense que, pour éclairer le débat, il serait intéressant de savoir qui dit la vérité. Est-ce M. Wauthy, qui disait positivement du gouvernement, hier qu'on avait maintenu la loi de mars 1984, ou est-ce le premier ministre, qui affirme d'une manière plus floue qu'on n'a pas modifié la loi de mars 1984, parce qu'il n'oserait pas le dire, mais qu'on a trouvé une nouvelle formule? Modifier les règles du jeu, cela s'appelle tricher.

M. Wauthy devrait peut-être se renseigner convenablement. M. Gendebien aussi. Vous pourriez peut-être essayer de savoir si les mines de Campine, par exemple, seront financées de la même manière que Cockerill Sambre. Cockerill Sambre a été financé et l'est toujours par les droits de succession wallons. Cela veut dire que nous avons déjà versé 6 à 7 milliards, nous, Wallons, de notre budget régional. Les mines de Campine ne l'ont pas encore fait, puisque l'enveloppe n'est pas encore régionalisée. Elle doit l'être maintenant. Vous avez trouvé, heureusement, 2,5 milliards à la SNCI. On ne sait d'où ils venaient, mais vous les avez trouvés pour donner une petite « *rawète* », comme on dit chez nous. Maintenant il faut financer les mines de Campine. Et vous trouvez de nouveaux systèmes. Sidmar vendra ses obligations, et le plan textile viendra en aide. Cela veut dire qu'on est en train de recycler de l'argent national en fonction d'un impératif régional, parce que vous n'avez pas le courage de faire dans les mines de Campine ce que vous avez voulu faire à Cockerill Sambre!

M. Cools. — Et ce qu'on prépare à faire nouveau!

M. Busquin. — Je comprends le combat des mineurs de Campine. C'est un combat social que nous respectons, comme nous respectons le combat social des travailleurs de Cockerill Sambre.

Mais, Monsieur le Premier Ministre, vous et le groupe CVP, vous trichez, parce que vous essayez de faire croire que vous avez un langage juste, alors que les règles du jeu sont modifiées. Il est question — et vous me direz si je dis vrai — de 39 milliards de recyclage d'argent des secteurs nationaux de la sidérurgie et du textile vers les mines de Campine. Par contre, il n'est même pas question de 14 milliards pour la sidérurgie wallonne, qui va en avoir besoin, d'ailleurs.

Monsieur Martens, quand je vous dis que vous êtes un tricheur et un triomphaliste à contretemps, vous devez dire à l'opinion wallonne, à l'opinion francophone qui vous a vu sourire à la RTBF en disant: « C'est résolu. De Cockerill Sambre, on n'en parle plus. » C'était avant les élections.

Et, aujourd'hui, vous donnez des autographes à « un illusioniste » comme M. Gandois qui fait des livres, comme vous, d'ailleurs. C'est peut-être plus facile que de gérer Cockerill Sambre.

Et nous constatons qu'aujourd'hui, M. Lévy — dont M. Simonet appréciera certainement les paroles de ce matin, qu'il n'aura pas manqué d'écouter... (*Apertés inaudibles sur les bancs libéraux et socialistes.*)... — Je crois qu'il serait quand même intéressant de savoir ce qu'a dit M. Lévy. M. Lévy a dit ceci: « Je ne vais pas vendre les bijoux de famille pour les fins de mois difficiles. » C'est cela que je voulais vous faire apprécier, Monsieur Simonet. — Pourquoi dit-il cela aujourd'hui? N'y a-t-il pas une certaine coïncidence? N'auriez-vous pas l'intention de vendre une filiale ou l'autre de Cockerill Sambre, comme il y en a déjà eu quelques-unes? N'y aurait-il pas des intentions à cet égard de retirer de Cockerill Sambre les quelques morceaux viables pour laisser mieux s'enfoncer le reste? N'y aurait-il pas un plan de réduction d'emploi pour Cockerill Sambre dans les mois qui viennent?

Par conséquent, quand vous osez dire que l'on ne parle plus de Cockerill Sambre grâce à vous, Monsieur Martens, je serais curieuse de vous voir revenir à cette tribune ou à la RTBF pour expliquer pourquoi Cockerill Sambre n'est pas sauvé aussi miraculeusement — et l'on viendra prétexter les grèves d'aujourd'hui —, alors qu'il y a eu 6 milliards de dépassement en 1985 et 4 milliards en 1986 et que l'on ne connaît pas encore les perspectives de demain. (*Interruption inaudible de M. Petitjean.*) Nous savons que ce sont des dossiers difficiles. Au contraire, Monsieur Petitjean,

vous pourriez être d'accord avec moi si vous m'écoutez. (*Interruption de M. André Cools.*)

Je pense que le dossier de Cockerill Sambre mérite que l'on s'y attache quelque peu. Nous savons que ce dossier de Cockerill Sambre est et reste un dossier difficile. Nous sommes conscients du fait qu'il est difficile à traiter, parce que la sidérurgie européenne a des difficultés et que Cockerill Sambre est dans une situation de handicap dans cette sidérurgie européenne. Nous l'aurions tous compris dans nos bassins industriels. Les syndicalistes et les hommes responsables de ces bassins industriels l'ont compris. Mais ce que nous n'admettons pas, c'est que vous ayez menti devant l'opinion. Venir dire avant les élections, qu'il n'y a plus d'effort à faire revenait à tricher. Et c'est là que votre opinion ne peut plus accepter.

Nous sommes pour l'effort. Nous savons qu'il faut fournir des efforts, mais nous n'acceptons pas que certains viennent se moquer de nous à la télévision en disant que l'on n'en reparlera plus — alors que nous, nous savions fort bien que l'on en reparlerait encore — pour les raisons purement électoralistes qui sont les vôtres. (*Vifs applaudissements sur les bancs du Parti socialiste.*)

Et ce sort réservé aux secteurs nationaux n'est qu'une facette des attaques qui sont portées à la capacité de la Wallonie d'affronter sa rénovation industrielle. Vous menez une politique non différenciée. C'est votre politique néolibérale. Vous deviez comprendre que s'il faut conserver une certaine solidarité nationale dans ce pays, il faut aussi mener des politiques différenciées dans les bassins industriels qui sont surtout basés sur les commandes publiques par exemple, ou sur des secteurs en régression qui doivent assurer leur transition. Mais vous ne faites pas cet effort d'établir une spécificité de nos régions. Vous ne voulez pas les comprendre, et c'est pourquoi elles sont en colère.

Qu'est-ce que nous ne comprenons pas? Nous ne comprenons pas le rôle positif que vous semblez trouver dans la suppression du Fonds de rénovation industrielle. Surtout dans une région comme la nôtre, où 35 p.c. des entreprises sont encore dans une situation difficile, de reconversion, le Fonds de rénovation industrielle était le moyen de leur donner la possibilité de faire des investissements et de s'inscrire dans le progrès de technologies nouvelles. Mais, vous supprimez le Fonds de rénovation industrielle. Par ailleurs, vous diminuez de 2 p.c. l'impôt sur les sociétés, et cela d'une manière non sélective. Voilà la politique que vous menez! Et c'est d'autant plus grave dans une région comme la nôtre qui a besoin d'un effort particulier. Les Wallons et les francophones ont compris que vous ne voulez pas faire l'effort pour eux et que vous n'apporterez pas la solution à leurs problèmes.

Vous ignorez totalement la grogne à la base dans notre région. Vous ignorez totalement pourquoi les travailleurs sont mobilisés par le mouvement syndical. Les travailleurs de chez nous ne méritent pas la politique qui leur est faite par ce gouvernement. Ils insistent pour qu'un effort soit fait en vue de leur procurer du travail. Mais voilà, Monsieur le Premier Ministre, le fonctionnement de notre pays. Il vit peut-être à deux vitesses mais ne parvient pas à reconnaître les besoins d'une région, parce que vous ne voulez pas comprendre les francophones.

M. Van der Biest. — Ils n'existent pas pour ce gouvernement!

M. Busquin. — Les grandes entreprises wallonnes doivent opérer une restructuration. Je donne comme exemple les ACEC.

M. Martens, premier ministre. — C'est vrai.

M. Busquin. — Les commandes publiques ont besoin d'oxygène. Nous sommes conscients de tout cela, mais tout le monde ne l'est pas, et certainement pas le gouvernement. Si la restructuration n'était par réalisée, la Wallonie va manquer de vie et de survie. Les commandes publiques sont un élément essentiel de notre activité. Vous savez sans doute, aussi bien que moi, qu'en quatre ans, vous avez diminué de plus de 5 milliards les commandes aux ACEC. En mettant le taux d'investissement à 64 p.c., vous allez diminuer les commandes vers les grandes entreprises comme les ACEC, la Brugeoise et Nivelles, la FN, alors qu'une série d'autres entreprises ont également besoin d'oxygène, mais vous ne leur offrez pas les possibilités d'une reconversion. Les travailleurs des ACEC se rendent bien compte du manque de reconversion qui leur est offert. Ils demandent que des commandes publiques soient attribuées à l'entreprise. Ces commandes sont nécessaires pour assurer une activité essentielle à l'entreprise. Par contre, vous refusez toute possibilité de restructuration aux ACEC en Wallonie.

M. Martens, premier ministre. — Il y a aussi des ACEC à Gand.

M. Busquin. — Je le sais. Et je ne tomberai pas dans ce piège. Il y a à Gand des ACEC, et la Brugeoise et Nivelles, et les travailleurs ressentent les problèmes de la même manière, que ce soit à Gand ou en Wallonie.

J'ai bien écouté l'émission à la RTBF dimanche dernier, et j'ai entendu votre déclaration en ce qui concerne les commandes publiques. Vous avez dit que nous allions avoir des commandes publiques.

M. Martens, premier ministre. — Je n'ai pas dit cela.

M. Busquin. — Nous allons alors écouter ensemble l'enregistrement de cette émission. J'ai clairement entendu que vous disiez que des commandes publiques allaient être réalisées à Anvers. Vous avez d'ailleurs mentionné le projet CANAC. Qu'en disent vos amis de l'exécutif wallon? Ne sont-ils pas en conflit avec le gouvernement national? Et il répète: plus de commissions d'arbitrage, plus rien. Vous savez que M. De Croo a pris des dispositions contrairement à la volonté de concertation de l'exécutif. M. Watheler, qui n'est certainement pas un de vos adversaires politiques, est en conflit avec vous sur ce problème. L'exemple de travaux publics que vous allez réaliser est celui d'un projet usurpé aux Wallons qui a été mis aux mains des Flamands.

Monsieur Gol, lui, a davantage le sens de l'humour. S'apercevant que vous étiez en difficulté, il a trouvé un projet wallon. Oui, Monsieur le Premier Ministre, et il en a ri lui-même. Il s'agit du métro de Charleroi. C'est le projet qu'il a trouvé! Il oublie sans doute — et M. le Hardy de Beaulieu et M. Petitjean le savent — que le projet d'investissement du métro à Charleroi a été diminué de moitié. Cela veut dire que les derniers travaux sont reportés à dix ans; cela veut dire que les retombées économiques, pour les entreprises de construction vont être pratiquement nulles dans les mois et les années à venir, et donc que le chômage, qui est la plaie de nos régions, va croître. Monsieur Martens, il ne faut pas faire semblant de ne pas comprendre. On pourrait parler aussi des aéroports régionaux et des retombées qu'ils engendreraient pour l'économie wallonne qui connaît plus de difficultés.

Mais dans tous les pays du monde, il y a une espèce de solidarité pour ceux qui doivent se reconverter, d'autant plus que, pour votre part, vous bénéficiez aussi de certains avantages par le biais d'une série d'éléments. Nous ne demandons pas la lune, nous demandons justice. Mais cette justice, vous ne nous l'apportez pas dans ce dossier. Dois-je vous citer l'exemple regrettable de la politique scientifique...

Vous souriez, Monsieur le Ministre du Budget.

M. Van der Biest. — C'est un Flamand!

M. Busquin. — Vous supprimez 4 milliards du budget de la politique scientifique. (M. Martens, premier ministre, gagne la sortie.)

Monsieur le Premier Ministre, ne partez pas, je parle de vos crédits.

M. Martens, premier ministre. — Permettez que je m'absente un moment. Ces matières, concernent d'ailleurs M. Verhofstadt.

M. Busquin. — Je reprendrai l'exemple de projets comme celui de Bel-Airbus. Vous le connaissez certainement, Monsieur le Vice-Premier Ministre.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre de Budget, de la Recherche scientifique et du Plan. — Oui, il s'agit du 320.

M. Busquin. — C'est ça. Il y a des crédits indispensables.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Recherche scientifique et du Plan. — Ce que vous dites n'est pas juste. On continue le 320, et on est en train de discuter des programmes 330 et 340. Je répète que ce que vous dites n'est pas juste.

M. Busquin. — C'est vite dit!

Si vous le permettez, je vous poserai quand même une question. Qu'allez-vous faire en ce qui concerne le 320? Allez-vous verser ce que M. Maystadt avait prévu pour l'outillage? Qu'allez-vous faire? Et le 330? Et les investissements que vous n'avez même pas prévus dans votre budget — et je ne parle pas d'un budget que vous connaissez bien, et qui est celui du secteur privé flamand. Mais que ferez-vous pour les sociétés wallonnes et le 320?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Recherche scientifique et du Plan. — La moitié du montant nécessaire est prévu au budget du premier ministre, et la moitié à celui des Affaires économiques. C'est la Région wallonne qui refuse des montants.

M. Busquin. — Quels montants? La Région wallonne est en train de se demander s'il faut continuer avec le 320. C'est nouveau! Monsieur le

Hardy de Beaulieu, Monsieur Petitjean, il faut venir ici pour l'apprendre. (Interruption sur les bancs socialistes.)

M. Moureaux. — Il faudra l'expliquer à Charleroi.

M. Busquin. — Monsieur Hansenne, puisque vous êtes, malheureusement, le seul ministre francophone présent. Monsieur Maystadt essaie sans doute encore de convaincre les écoles alors que l'on parle de secteurs nationaux...

M. Coëme. — Soyons heureux aujourd'hui, car hier, aucun ministre francophone n'était présent durant toute la soirée. (Interruption de M. Hansenne.)

M. Busquin. — Je voudrais simplement, en terminant, à propos de ce secteur, montrer combien vos mesures paraîtront peu crédibles en Région wallonne, même dans les milieux qui vous sont favorables, lorsque seront analysées convenablement les conséquences de vos plans, lorsque les PME qui vivent de la sous-traitance de certaines entreprises publiques importantes de nos régions constateront les effets de votre plan, lorsque le secteur de la construction mesurera encore un peu mieux, lui qui, dans nos régions, est déjà dans une impasse déflationniste, que dans les constructions scolaires il n'y aura plus rien à faire, et nous avons mesuré que 80 p.c. de réduction des investissements représentent cinq mille emplois de moins dans les secteurs des travaux routiers, à quoi s'ajoute l'effet complémentaire de la réduction des possibilités communales, comme M. Wauthy l'a dit hier, d'entreprendre des travaux nécessaires, parce qu'une des bases de votre argumentation technique est que chacun doit produire le même effort.

C'est risible et tout à fait contradictoire. Les Régions et les Communautés n'ont pas le pouvoir fiscal.

M. Hansen, ministre de l'Emploi et du Travail. — Si fait, elles ont ce pouvoir.

M. Busquin. — Lequel? C'est la loi que vous avez faite en août 1980 et n'appliquez plus depuis longtemps.

M. Van der Biest. — Elle est vidée de sa substance.

M. Martens, premier ministre. — A ce sujet, je vous promets une réponse complète.

M. Ylieff. — A ce sujet seulement! Evidemment, puisqu'il n'y a pas de réponse pour le reste.

M. Busquin. — C'est noté, Monsieur le Premier Ministre. Votre jubilation actuelle me permet de mesurer ce qu'est la jubilation d'un grand fauteur et d'un grand pécheur quand ses souvenirs égrillards ressurgissent du moment où il ne régionalise pas.

Il est vrai que vous êtes très fort juridiquement sur le problème institutionnel et que vous connaissez bien les lois d'août 1980, et c'est à ce propos que je dis que vous êtes un pécheur, parce que vous avez tout fait pour nous donner une lueur d'esérance et que depuis 1982, vous avez tout mis en œuvre pour que les lois d'août 1980 ne soient pas appliquées correctement, et vous faites tout maintenant pour étouffer les Régions et les Communautés. (Applaudissements sur les bancs de l'opposition.) Vous êtes un pécheur repentini par rapport aux textes juridiques, et vous allez nous citer des articles des lois d'août 1980, que nous connaissons bien.

Mais vous allez devoir nous expliquer aussi pourquoi le ministre des Finances pourrait accepter certaines ristournes d'impôts. On devrait en discuter un jour de ce problème des ristournes. Nous sommes conscients du fait qu'on prépare la négociation en diminuant d'abord les dotations. Vous essayez maintenant de nous dire que nous pouvons lever des impôts dans les Régions et les Communautés. Que pensent vos amis libéraux de la libération de la fiscalité dans les Régions et les Communautés? Ah! M. Petitjean me fait signe qu'il n'est plus d'accord. Ils ne sont donc pas d'accord pour une nouvelle fiscalité. Voyez dans quel système contradictoire vous vous êtes engagé. Ce système fait porter l'effort que vous ne faites pas vous-même sur les autres pouvoirs: les Régions, les Communautés, les provinces, qui sont des ferments de relance économique, de relance sélective, parce qu'ils sont plus près des citoyens. Ils ne tirent pas, eux, de plan sur la comète, ils ne font pas du vent comme vous en avez fait pendant cinq ans. Ils sont moins jacobins que vous.

C'est là que vous ne mesurez pas votre injustice. Notre sentiment à nous socialistes, qui représentons nos régions, et comme d'autres qui ne disent rien ici mais n'en pensent pas moins, est que vous êtes injuste envers la Wallonie, injuste envers les victimes de la crise, envers les femmes et les jeunes, qui, dans nos régions, n'ont plus d'esérance. Voilà ce dont nous

vous accusons. (*Applaudissements prolongés sur les bancs du groupe socialiste, suivis d'altercations entre ces bancs et le premier ministre.*)

M. Mottard. — Monsieur le Président, je constate une fois de plus la disparition de membres du gouvernement. Il n'y a plus de ministres francophones en séance. Puis-je vous poser une question?

M. le Président. — S'agit-il d'une demande d'information ou d'une critique? De toute façon, j'ignore tout des activités des membres du gouvernement.

M. Mottard. — Voudriez-vous, Monsieur le Président, m'accorder la parole 30 secondes à propos de l'éducation nationale et de déclarations de M. Damseaux dans le journal *Le Soir*? A-t-on retrouvé la trace de M. Damseaux? Peut-on espérer qu'il sera présent ici à un moment donné de la discussion? (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Pourquoi posez-vous cette question au président?

M. Mottard. — Je m'inquiète du sort de M. Damseaux. Peut-être va-t-il paraître?

M. le Président. — Je suis sûr que, s'il s'était perdu, vous seriez le premier à le retrouver. (*Hilarité.*)

Nu heeft de heer Claes het woord.

De heer Claes (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Mijnheer de Vice-Premier, geachte collega's, voor degenen die permanent de budgettaire en sociaal-economische politiek volgen, is dit Pinksterplan geen verrassing. Voor de vele burgers die op een naïeve manier geloofd hebben dat drie vierde van de harde weg reeds waren afgelegd — ik zeg wel degelijk de «harde» weg die reeds afgelegd werd. —, komt dit plan natuurlijk des te pijnlijker aan. Men kan niet ontkennen dat de vier voorbije jaren van de doorsnee burger zware inspanningen hebben vereist én voor belangrijke transfers naar de industrie, én voor transfers naar de begroting. Ik ontken niet dat door deze operatie het concurrentievermogen van de industrie hersteld is. Ik wil evenmin blind zijn voor de vaststelling dat het evenwicht op de courante betalingsbalans hersteld is — tussen haakjes: veel meer door vermindering van de import dan door de expansie van de export.

Voor het overige kan ik uw optimisme niet delen, wanneer u het in uw mededeling had over «merkwaardige resultaten», Mijnheer de Eerste Minister. Ik wil mij beperken, tot drie vaststellingen.

Ten eerste, wat de begroting betreft. In de vier voorbije jaren hebt u allerhande objectieven voorgeschoteld aan dit Parlement, en vandaag zitten wij uiteindelijk met een netto te financieren saldo van rond de 13 pct. van het BNP. Ik weet nog altijd niet wat het resultaat is dat u verwacht voor de begroting van 1986. Daar bent u zeer voorzichtig aan voorbijgegaan. Het is enkel via een verklaring in de pers van de vice-premier dat blijkt dat wij nogmaals gelijk hadden toen wij, reeds weken geleden, stelden dat voor één keer de dingen wat zwaarder werden voorgesteld tijdens de negotiaties dan ze op het moment zelf waren. Hoe dan ook, qua begroting werden geen denderende resultaten geboekt. Ik betwist ook ten stelligste dat u «merkwaardige resultaten» inzake tewerkstelling zou behaald hebben. Ik heb mij de moeite getroost een andere, meer betrouwbare statistiek te raadplegen, deze van de «budgettaire» werklozen. Het blijkt immers dat u meer werklozen betaalt dan de officiële statistieken aangeven. Mijnheer de Eerste Minister, er waren eind 1981 363 000 budgettaire werklozen; eind 1985 telden wij er 515 000 — ik rond af —, of 150 000 meer. Ik geloof dus niet dat u het recht hebt te spreken van merkwaardige resultaten ter zake.

Vervolgens, wat de investeringen betreft — en wanneer ik dit punt aansnijdt, weet ik dat mijn PVV-collega's steeds zenuwachtig worden —, is het niet enkel zo dat in 1982 en in 1983 in dit land gedesinvesteerd werd, maar dat ook vandaag het investeringsquotum in dit land... (*Onderbreking van de heer Baysen.*) In economische termen noemt men dat bruto kapitaalvorming. Deze ligt nog altijd onder het Europees gemiddelde. Een paar cijfers ter illustratie: voor de periode 1982-1985, Europese Gemeenschap: plus 18,8 pct., België: plus 16,6 pct. Dat is veel minder dan Duitsland, met 20,3, Frankrijk, met 19,6, en zelfs minder dan Groot-Brittannië, met 16,9 pct. Ook op dat vlak is er dus zeker geen reden tot optimisme.

Wat ik echter wel weet, is dat tijdens de vier voorbije jaren onze maatschappij hervormd is geworden in averechtse zin. De meerderheid gaat angstvallig voorbij aan studies zoals deze gemaakt in opdracht van het *Mouvement ouvrier chrétien*, waarbij de heer Savage bewijst dat de laagste inkomens niet gespaard zijn geworden, dat ook de families met kinderlast er bekaaid zijn uitgekomen, dat de inlevering niet progressief is verlopen en dat, fiscaal gezien, sommige maatregelen onbillijk werden

genomen, omdat hoe lager de inkomens waren, hoe zwaarder de aanslag was.

Mijnheer de Eerste Minister, dit alles was, door ons althans, gekend vóór de verkiezingen. Maar, u hebt blijkbaar gedacht: «Geen nood, ik ga niet achteruit» — en ik wik mijn woorden — «voor één van de grootste politieke oplichterijen die sinds de bevrijding zijn gebeurd.» Men verklaarde toen dat driekwart van de weg was afgelegd. Gisteren hebben wij, liberale collega's hier horen zeggen dat dit Pinksterplan slechts het begin is en dat nu reeds nieuwe etappes moeten worden voorbereid. Ik overdrijf dus niet wanneer ik spreek over politieke oplichterij. Ik ontzeg de liberale collega's niet het recht te stellen dat nieuwe etappes nu reeds moeten worden voorbereid. Men had echter de moed moeten opbrengen om dat te zeggen vóór de verkiezingen, voor het oog en het oor van heel de publieke opinie. Dit is wat niet gebeurde en wat ik u verwijt.

Mijnheer de Eerste Minister, u hebt campagne gevoerd rond het thema «Geen ommekeer». Ik denk dat er wel een ommekeer is. Ik meen persoonlijk dat Martens V zich onderscheidt van Martens VI. Martens V voerde volgens mij een centrum-rechtsde politiek, terwijl Martens VI zich formeel inschrijft in een liberaal beleid van een vrij bedenkelijk allooï. Bedenklijk, inderdaad. Ik heb een ander idee van wat modern liberalisme is, althans volgens wat ik lees in bepaalde publikaties. Ik bedoel hiermee dat het algemeen belang, de zin voor solidariteit en de bescherming van de zwakke het steeds meer moet afleggen tegen individueel winstbejag. Het is daarom dat systemen die de emanatie zijn van solidariteit, zoals sociale zekerheid en openbare diensten, vandaag geleidelijk aan moeten worden ontmanteld onder het motto: «Dit is de enige weg uit de crisis.»

Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's, sta mij toe te zeggen dat, wat mij betreft, dit niet alleen een vergissing is, maar vooral een voorwendsel, niet zozeer, zoals de heer Gol het zei in een interview in *Le Soir*, «om tegemoet te komen aan een budgettaire obsessie», maar veel meer om bepaalde ideologische standpunten door te drukken.

Een vergissing, en wel om volgende reden. Mijnheer de Eerste Minister, volgens mij kent de Belgische economie vijf problemen:

Ten eerste, daar waar de economie in de Europese Gemeenschap groeit bij een tempo dat eens zo traag is dan dat van de Verenigde Staten, ontwikkelt België zich eens zo traag als de Europese Gemeenschap. Wij hebben dus onvoldoende groei.

Ten tweede — dit houdt verband met het eerste punt —, de groei is te traag omdat de investeringsquota te laag liggen. Ik heb daarnet reeds cijfers in dit verband geciteerd. Nochtans — om het te zeggen met Helmut Schmidt —, de investeringen van vandaag betekenen de tewerkstelling van morgen.

Ten derde, ons produktenpakket is onvoldoende aangepast aan de internationale vraag. Dat is de reden waarom de minister van Buitenlandse Handel, de liberaal Herman De Croo, zich publiek ongerust maakt over het feit dat wij marktsegmenten aan het verliezen zijn.

Ten vierde, inzake tewerkstelling staan wij in Europa aan de top van de werkloosheid, samen met Ierland, en gedeeltelijk met Nederland. Dat hoort of dat hoeft niet zo te zijn. Er zijn andere kleinere landen, zoals Denemarken, Oostenrijk, Zweden en Finland, die een werkloosheidsquota kennen van 4 tot 6 pct.

Ten vijfde, is er, *last but not least*, het begrotingsprobleem, een wel bijzonder begrotingsprobleem. Wij kunnen gerust de schulden die wij maken, financieren, gezien er voldoende aanbod is. De gezinnen boeken nog altijd een spaaroverschot van 10 pct. van het BNP. Zelfs de industrie, bij verhoogde winst en bij gebrek aan investeringen, kent een overschot van 2 pct. Er is dus een aanbod van 12 pct. Ik geef evenwel toe — en hier komt de aap uit de mouw — dat wij dreigen kapot te gaan onder het sneeuwbal effect van de rente. Aldus heeft de begroting opgehouden een werkelijk beleidsinstrument te zijn. Ik aarzel daarom niet om, samen met de leden van de meerderheid, te zeggen dat wij behoefte hebben aan een begrotingssanering. Daarover kan geen discussie bestaan.

Wat ik deze regering verwijt, is het feit dat zij blijkbaar «geobnubieerd» is door de begrotingssanering, waarbij zij absolute totale prioriteit geeft aan dit probleem en waarbij zij op een bijna blinde en brutale manier kapt, de deflatie nog meer accentuerend en de andere vier problemen die ik daarnet citeerde, totaal verwaarlozend of totaal ondergeschikt makend.

Men gaat inderdaad brutaal tewerk. Waarom het nu precies 8 pct. BNP moet zijn dat u eind 1987 wil bereiken, is, vanuit economisch standpunt, zeker niet gemakkelijk te verklaren. Immers, enige tijd geleden was die 8 pct. het Europees gemiddelde. Mijne Heren, indien u het Europees gemiddelde wilde bereiken, zou u nu naar 6 pct. of 4 pct. moeten gemikt hebben.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het is 4 pct.

De heer Claes. — Ik ben van oordeel dat u blind kapt. Ik denk dat u aldus op zijn minst voor het jaar 1987 1 pct. BNP-groei prijsgeeft. Ik heb het niet precies berekend, maar het is ook moeilijk om aan de hand van de documenten waarover wij beschikken, een nauwkeurige prognose te maken. U gaat dus — en dat is mijn groot verwijt — de grote structurele zwakte van onze economie nog meer versterken.

Degenen die gehoopt hadden dat de binnenlandse inflatie zou gecompenseerd worden door exportstimulatie, zijn er ook aan voor de moeite. Ik zal hierop dadelijk terugkomen. Maar toch wil ik nu reeds vermelden dat de middelen ter beschikking van de minister van Buitenlandse Zaken, of het nu gaat om Copromex, Delcredere, of om de leningen van Staat tot Staat, bijzonder worden aangevretten. En tussen haakjes, graag had ik van u vernomen hoe men in 1987 een nieuw mechanisme van leningen van Staat tot Staat denkt tot stand te brengen. Hoe dan ook, door totale prioriteit te geven aan dat budgettaire objectief en door de andere fundamentele problemen te verwaarlozen, zal u België niet opnieuw op de goede weg zetten. Ik vrees dat hier de ideologie om de hoek komt kijken. Het budget wordt voor een deel voorwendsel om te komen tot de ontmanteling van de instrumenten van het economische beleid, om de openbare diensten nog meer te verzwakken en te privatiseren, om het systeem van de sociale zekerheid aan te tasten, en zelfs om alles wat progressief is in het onderwijs — ik denk aan het VSO —, te ontmantelen.

Mijnheer de Eerste Minister, wat het economisch beleid betreft, vestig ik er uw aandacht op dat ik geen etatist ben. Ik geloof dat de privé-industrie een belangrijke rol moet spelen en dat zij dat moet kunnen doen. Ik behoor echter niet tot degenen die zeggen dat het de markt is die regeert en dat de regering alleen maar voor een gunstig fiscaal klimaat moet zorgen. Naar mijn overtuiging moet de gemeenschap regulerend optreden in het belang van die gemeenschap. Daarom moet elke Staat over instrumenten beschikken om een economisch beleid te voeren. Aan de hand van wat u ons hebt voorgedragen, vraag ik mij af wat er nog aan instrumenten overblijft. Het Planbureau is gedegradeerd tot een studie- en documentatiecentrum. Er wordt niet meer gepland.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het Planbureau heeft precies de berekeningen gemaakt in verband met de saneringsoperatie.

De heer Claes. — Daarom is het nog een studiebureau. Daar blijft het bij.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Wil u dat het een planificatiebureau wordt zoals in de Oosteuropese landen?

De heer Claes. — Neen, als het maar al de rol vervulde van het Franse Planbureau, Mijnheer Verhofstadt.

De heer Van Miert. — De eerste minister heeft een CVP-congres aan de planificatie gewijd.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het is lang geleden, toen we daar allemaal nog in geloofden.

De heer Claes. — U gelooft er niet meer in. Dat is het juist. Hier komt de ideologie om de hoek kijken. Indien wij echter een Planbureau zouden hebben, al was het maar in de geest zoals wijlen Monnet het in Frankrijk had ontworpen, of zoals de MITI in Japan, zouden wij al heel ver staan. (Onderbreking van de heer Verhofstadt.) Mijnheer Verhofstadt, u moet er geen karikatuur van maken. U weet goed dat wij geen sovjetmodel bedoelen. Ik ga verder met mijn opsomming.

Ik weet dat sommigen de economische expansiewetgeving als totaal voorbijgestreefd en verouderd beschouwen. Mijnheer de Eerste Minister, u brengt nu die hulp terug tot de helft, zonder de Gewesten te raadplegen.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het gaat om de nationale begroting. Vindt u het normaal dat nog rentetoeelagen worden toegekend van 7 pct., die gelijkstaan met de intrestvoet? Vindt u het normaal dat rentesubsidies worden toegekend die gelijkstaan met de intresten zelf?

De heer Claes. — Vindt u het normaal dat er miljarden weggekegeld worden in de coördinatiecentra? (Applaus bij de leden van de SP.)

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — U omzeilt de vraag.

De heer Claes. — Ik omzeil de vraag helemaal niet, ik zal u antwoorden. Er is in die economische expansiewetgeving geen letter die zegt dat men voor om het even welk dossier 7 pct. moet geven. Dat staat nergens

vermeld, Mijnheer Verhofstadt, tenzij u de wet van 1970 zeer slecht zou kennen. U kan maximaal 5 pct. geven.

De heer Verhofstadt, vice-premier minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — 7 pct.

De heer Claes. — Neen, ik ga u dat uitleggen. U kan maximaal 5 pct. aan kapitaalpremie of rentebonificatie geven, en u kan dan eventueel 2 pct. conjunctuurtolage bijvoegen. Zo komt u inderdaad aan 7 pct. Collega Dhoore is daarvan zeer goed op de hoogte.

De heer Dhoore. — Op voorwaarde dat het bedrijf minstens 1 pct. ten laste houdt.

De heer Claes. — Inderdaad, maar, Mijnheer Verhofstadt, die 7 pct. is nooit een *must* geweest. U zegt nu dat de economische expansiewetgeving moet worden afgebouwd en vervangen door een fiscale politiek, fiscale *incentives*. Ik ben niet systematisch tegen fiscale aanmoedigingen. Wel ben ik van oordeel dat een veralgemening van die fiscale politiek fout is:

Ten eerste, die fiscale maatregelen zijn algemeen. U past ze dus ook toe voor de beschermende sectoren die het helemaal niet nodig hebben.

Ten tweede — dit is heel belangrijk, zeker voor liberalen die het steeds hebben over de aanmoediging van jong en nieuw initiatief —, fiscale aanmoedigingen kan u met succes geven aan bedrijven die veel winsten boeken, maar jonge bedrijven, die nog in hun expansiefase zitten en niet veel belastingen kunnen aftrekken omdat zij geen winsten hebben gemaakt, hebben precies behoefte aan steunmaatregelen zoals die waarin de economische expansiewetgeving voorziet. Die worden nu met 50 pct. verminderd, wat ik u ten kwade duid en wat ik onverstandig vind. Inzake die fiscale steunmaatregelen voeg ik er nog aan toe dat volgens mij de controlemiddelen nog veel zwakker zijn dan in een systeem van selectieve hulp.

Ten derde, het Fonds voor Industriële Vernieuwing. Mijnheer de Eerste Minister, moet het met eigen middelen runnen, dus *self-supporting, revolving*?

Mijnheer Verhofstadt, wij hadden daarnet reeds een kleine discussie. Dit fonds, dat het onder andere mogelijk maakte Volvo in Gent te krijgen, wordt geleidelijk aan ontmanteld. Ik verklaar mij nader. Het ontvangt dus geen subsidies meer. Alleszins zullen de gewestelijke investeringsmaatschappijen dus minder trekkingsrechten krijgen. Belangrijker nog is dat de GIM's geen enkele risicovolle plaatsing meer zullen durven doen, zeker niet op lange termijn, daar zij weten dat dit fonds geen nieuwe middelen meer toegespeeld krijgt. Aldus zal geen enkel initiatief, dat enig ernstig risico inhoudt, nog kunnen aangemoedigd worden. Wij zullen een FIV krijgen dat ofwel spoedig is uitgeput, ofwel zijn rol niet meer zal kunnen vervullen. Als ik de fiches van 21 mei mag geloven, verwacht u voor 1987 trouwens drie miljard budgettaire besparingen. Ik begrijp dit niet te best, omdat er budgettair maar in 1,7 miljard was voorzien. Betekent dit dat u verwacht dat er 1,3 miljard terugstortingen zullen gebeuren vanwege de twee GIM's naar het FIV?

De heer Verhofstadt, vice-premier minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijnheer Claes, bij ongewijzigd beleid was er in 1987 in 3 miljard budgettaire voeding voorzien voor het FIV. De in 1986 voorziene budgettaire voeding van 3 miljard wordt in 1986 teruggebracht tot 2 miljard en wordt in 1987 definitief geschrapt, wat dus 3 miljard besparing voor 1987 uitmaakt. Het betekent dat het FIV vanaf 1 januari 1987 volledig *revolving* zal moeten werken.

De heer Claes. — Hoe dan ook, ik geloof niet in de theorie van de *revolving*. Men ontnemt de regering, en meer nog de Gewesten, een efficiënt middel van economische politiek. Wij hebben zopas op deze tribune de Waalse grieventrommel gehoord. Welnu, ik zeg dat er, wat de Vlaamse reconversiedossiers betreft, voor 1986 geen frank meer beschikbaar is. Ik nodig u uit dit na te kijken.

Ten vierde zal ik even handelen over onze export, echter zeer bondig, gezien ik er reeds over heb gesproken. Mijnheer de Eerste Minister, het is mijn overtuiging dat de door u aangekondigde maatregelen, vooral wat de vermindering inzake leningen van Staat tot Staat betreft, spoedig gevolgen dreigen te hebben voor dynamische bedrijven die op de buitenlandse markt zijn aangewezen. Ik denk dat u hier een kapitale vergissing begaait, op een ogenblik dat wij marktsegmenten in het buitenland aan het verliezen zijn.

Ten vijfde, op het vlak van het wetenschappelijk onderzoek wil men mij doen geloven dat, met een vingertip, de 5 miljard die u bespaart, zullen worden ingevuld door de privé-sector. Ik begrijp een beetje uw paniek wanneer ik lees dat uw respectieve partijbureaus nu een beroep doen op het patronaat opdat deze hun investeringsplicht eindelijk ouden vervullen.

Zomin als voor de investeringen, hebt u de minste garantie dat die 5 miljard door de privé-sector inderdaad zullen worden ingevuld. Ik heb daarover al mijn twijfels.

Het wetenschappelijk onderzoek is in elk geval, samen met het onderwijs, een essentieel element in elk modern industrieel beleid. Ik vrees dat u op dat stuk de toekomst aan het hypothekeken bent. U vermindert de middelen voor prototypes. Is dit daarvoor het moment? U vermindert ook de middelen van het IWONL, een instelling waarvan ik getuig dat zij sinds de bevrijding aan de economie van dit land enorme diensten heeft bewezen. Ik ben ervan overtuigd dat u inzake *research*-beleid een vergissing begaat.

Ten zesde, u brengt onze investeringsbegroting terug op 64 pct. van het niveau van 1985. Ik heb het recht te geloven dat dit in meerdere industriële privé-sectoren negatieve gevolgen zal hebben. Ik vrees dat niet alleen de bouw, maar ook andere sectoren daar zullen onder lijden, met alle nefaste gevolgen van dien op de tewerkstelling.

Ten zevende, ook de prijzenpolitiek wordt op dit ogenblik als instrument voor een economisch beleid onvoldoende gebruikt. Men gaat er prat op dat wij een inflatie boeken van anderhalf procent. Het is maar goed dat deze zo laag is, dat betwist ik niet, maar u zal het met mij moeten eens zijn dat wij, wanneer we even de petroleumrijzen uit de tabel halen, op dit ogenblik een levensduurte kennen van 4,5 pct. De vermindering van de dollar wordt praktisch niet doorgedrukt in de prijs van de produkten naar de verbruiker toe. Ik verklaar dus dat inzake prijzenbeleid de vroegere gevolgde beleidslijn terug moet opgenomen worden.

Ten achtste, wat heeft de Nationale Investeringsmaatschappij u aangedaan, Mijnheer de Eerste Minister? Waarom weigert u aan die maatschappij nog de staatswaarborg te verlenen? Ik daag u uit mij één Europees land te noemen waar de openbare holding geen staatswaarborg mag genieten. In Frankrijk, ook dat van Chirac, in Italië, Oostenrijk, Spanje, Zweden, Nederland, vindt men het helemaal normaal dat de nationale publieke holding, die onbetwistbare diensten aan de ganse gemeenschap bewijst, ook aan de privé-industrie, bij kapitaalsverhoging een beroep mag doen op de staatswaarborg. In dit land kan dat nu niet meer. Ik zou voor deze beslissing toch eens een zinnige uitleg willen horen.

Ten negende kom ik nu tot de nationale sectoren. Men zegt dat de herstructurering zal worden voortgezet. Men voorziet wel in een overgangperiode, waarvan de duur niet wordt bepaald. Die overgangperiode wil men financieren met de opbrengst van de verkoop van de aandelen in staal, textiel en sommige investen. In naam van mijn partij, Mijnheer de Eerste Minister, maak ik principieel bezwaar, niet enkel omdat het hier gaat om een duidelijke privatisering, maar omdat dit totaal indruist tegen de industriële strategie die in dit land reeds meer dan vijftien jaar wordt gevolgd.

Ten tweede deel ik de mening van de heer Van Rompuy. Ik zeg dit niet om een wig te drijven in de meerderheid.

Mevrouw Maes. — Mocht dat nu toevallig het effect daarvan zijn, dan zou dat toch niet zo erg zijn.

De heer Claes. — Daarover heb ik mij nog nooit bekommerd.

De heer Tobback. — Maar u hebt het voordeel dat u het mag zeggen.

De heer Claes. — Zoals de heer Van Rompuy denk ik ook dat de opbrengst van dergelijke operatie op korte termijn zeer twijfelachtig is. Ik zal de berekening maken. Voor Vlaanderen bedraagt de theoretische opbrengst in de textielsector 10 à 11 miljard, voor het staal 17 miljard, en voor de investen 12 miljard. Samen is dit dus ongeveer 40 miljard. Om te beginnen denk ik dat dit geld niet beschikbaar is. De investen — Alinvest, Shipinvest, Sidinvest, enzovoort — hebben stuk voor stuk hun geld geïnvesteerd in bedrijven die dit, op dit ogenblik althans, niet kunnen terugbetalen. Tenzij de twee Gentenaars op de ministeriële banken mij bijvoorbeeld zouden kunnen bevestigen dat Flanders Expo zijn *soft loan* van 300 miljoen onmiddellijk zal terugbetalen.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Dat is niet nodig.

De heer Claes. — Dat is niet nodig? Goed, dat is genoteerd.

Dan gaan wij naar de ander sectoren, naar de textiel bijvoorbeeld.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Wij kunnen de investen zelf als waarde nemen. Dat is een andere techniek.

De heer Claes. — Ja, u kan een budgettaire «kabel» leggen door de investen in pand te geven. Ik begrijp waar u naartoe wil.

Inzake de textiel, Mijnheer de Eerste Minister, veronderstel ik dat u de aandelen die u in de textielbedrijven hebt, niet op de markt zal gooien. U gaat ze toch niet in de handen van de concurrenten spelen? Dat zou in strijd zijn met de letter en met de geest van het textielplan.

De heer Tobback. — Dat zal hen niet storen.

De heer Claes. — Dat weet ik nog zo niet, want er zou wel eens een oplawaai vanuit Kortrijk kunnen komen. Ik moet getuigen dat wij, vooral voor de kleine *textieliens*, de *non voting shares* hebben ingevoerd, met de duidelijke overeenkomst dat deze enkel door het betrokken bedrijf konden worden teruggekocht in de mate dat zij winst zouden maken. Wij voorzagen in een periode van vijftien jaar met een franchise van vijf jaar, dus tot 1997. Wanneer de heer De Cadt van de kledingfederatie nu stelt dat 415 miljoen opbrengst per jaar al niet zo slecht zou zijn, dan zeg ik dat die man de zaken nauwelijks overschat en dat hij behoorlijk gelijk heeft, rekening houdend met de niet zo bijster goede gang van zaken in die sector. De studie van McKenzie van 1985 voorziet immers een nieuw verlies van 10 tot 15 000 arbeidsplaatsen.

Wat echter nog veel belangrijker is, Mijnheer de Eerste Minister, is dat het altijd de bedoeling is geweest het gerecycleerde geld in de textielsector te houden. Dat was de geest van het textielplan. Dat is hier vanop deze tribune door de toenmalige minister bevestigd.

De heer Dupré. — Moet dat volgens u ook voor de sectoren die het niet nodig hebben?

De heer Claes. — Neen, ik pleit niet voor een recyclage tot in het eindeloze. Vermits u het toch hebt over sectoren, die het niet nodig hebben, kan u mij misschien inlichten wat er met de 560 investeringsdossiers moet gebeuren die reeds werden goedgekeurd en waarvoor nog geen frank is uitgekeerd.

De heer Dupré. — In het kader van het budget voor de economische expansie?

De heer Claes. — Neen, wij zitten in het textielplan.

De heer Dupré. — Er komt een afzonderlijke budgettaire post voor economische expansie buiten de recyclage van de *non voting shares*.

De heer Claes. — De expansiewetgeving? Die wordt afgebouwd! Mooie logica!

De heer Dupré. — Dat moet niet komen van de recyclage.

De heer Claes. — Het spijt mij, maar van die afzonderlijke budgettaire posten, daar geloof ik geen snars van. Ik wil die aparte budgettaire post eens zien. Dan zullen wij elkaar eens spreken over die 560 dossiers.

Ik herhaal dus dat er de komende jaren weinig geld te halen valt bij de textielsector. Ik vraag er trouwens niet naar. Ik vraag dat het geld, in de mate van de noodwendigheden, in die sector blijft.

Wat het staal betreft — ik beperk me tot de bedrijven in Vlaanderen —, bestaat er een overeenkomst met Sidmar en ALZ voor de terugbetaling over een periode van twintig jaar, dus tot in 2004, en een franchise van tien jaar, dus tot in 1994. Mijnheer de Eerste Minister, u die zo bekommerd bent om het respect van de contracten en de marktconformiteit wanneer u met de bankiers moet onderhandelen, gaat u hier de hand forceren van Sidmar en ALZ, ondanks een getekend contract dat slechts vanaf 1994 in een eerste terugbetaling voorziet?

De heer Dupré. — En als ze het zelf doen?

De heer Claes. — Dat moet u dan eens aan ALZ in Genk komen uitleggen, op een ogenblik dat het bedrijf in volle investeringsfase zit.

De heer Dupré. — U haalt het voorbeeld van Sidmar aan.

De heer Claes. — Dit geldt ook voor Sidmar. Ik kan mij indenken dat men aldaar vroegtijdig wat niet stemgerechtigde aandelen wil terugkopen, maar dat is dan ook alles.

De heer Dupré. — Dat is toch 11 miljard.

De heer Claes. — Die belofte is niet gedaan. Bovendien situeert heel onze redenering zich in het kader van de operatie KS. Het gaat niet over enkele miljarden, het gaat over KS in de overgangsfase.

U kan ook aandelen op een andere manier verkopen, maar daar wil ik waarschuwen voor de structurele gevaren. De heer Busquin is daarmee erg uitgevaren tegen deze techniek. Indien ooit deze verkopen publiek zouden gebeuren, zou u wel eens hard kunnen ontwaken, wanneer u op een dag

zou vaststellen dat Sidmar volledig in handen van ARBED-Luxemburg zou zijn. Veel belangrijker en veel ernstiger wordt het voor ALZ.

De heer Dupré. — Dat is correct.

De heer Tobback. — Wat doet u eraan?

De heer Claes. — Mijnheer de Eerste Minister, wij hebben er altijd over gewaakt dat ALZ, dat uit Cockerill is gehaald, een serieuze industriële partner had, namelijk Klöckner-Duitsland. Wij hebben er terzelfder tijd over gewaakt — de heer Eyskens kan dat getuigen — dat wij daar altijd een Belgische meerderheid behielden, namelijk de Belgische Staat en de Kempense Investeringsvennootschap. Het is geen grote meerderheid, maar het is een meerderheid, en ze is voldoende. U weet misschien dat ondertussen Klöckner in de aantrekkingsfeer van Thyssen is gekomen, de grootste producent van roestvrij staal in Europa, die het kleine ALZ allang als hinderend op de markt beschouwt.

Mijnheer de Eerste Minister, een verschuiving van 5 pct. van de aandelen is genoeg om het doodvonnis van ALZ te tekenen. Ik pleit dus de grootste voorzichtigheid ten aanzien van de techniek van de verkoop van aandelen die wij vandaag in de staalsector controleren.

Samengevat, de opbrengst zal op korte termijn onvoldoende zijn. Bovendien houdt de techniek niet te onderschatten bedreigingen in voor de bedrijven in de textiel- en in de staalsector. Het toppunt van cynisme is wel dat u op joviale wijze toelaat met het « overschot » reconversiepolitiek te ontwikkelen, goed wetende dat er geen overschot is.

Dat brengt mij tot KS, Mijnheer de Eerste Minister. Blijkbaar zal ik uitermate voorzichtig moeten worden om nog over KS te spreken. Het schijnt dat wanneer men vanuit de oppositie over KS spreekt, men blijkbaar de intentie heeft « bloedige onlusten » in het Limburgse te willen provoceren. Ik kan slechts misprijzen hebben voor dergelijke insinuaties.

Mijnheer de Eerste Minister, ik heb uw nieuwe tekst over KS gelezen en herlezen. Ik heb hem natuurlijk vergeleken met de tekst van het kabinet van de heer Verhofstadt van 5 mei en van 21 mei. Ik kan u alleen zeggen dat de tekst nog aan onduidelijkheid en dubbelzinnigheid heeft gewonnen.

Ik heb u reeds verteld wat ik dacht over de financiering van de overgangperiode, waarvan u de duur nergens vermeldt. Er is echter één vraag waarop ik een precies antwoord wens te krijgen. Wat gebeurt met KS na de uitputting van de middelen die uit de recyclage van de aandelen komen? Moet KS dan verder alleen met successierechten, of is er bovenop in een andere vorm van permanente financiering voorzien? Mijnheer de Eerste Minister, ik zal mij niet meer tevreden stellen met het antwoord volgens hetwelk er na die overgangperiode nog een « belangrijke mijnactiviteit » zal zijn, weliswaar met een « draaglijk verlies ». Wat is belangrijk? Eén mijn, twee mijnen, drie mijnen, vier mijnen? Wat is « draaglijk verlies »? Eén miljard, vijf miljard, tien miljard? Ik wens alleen, in alle kalmte, in alle sereniteit, maar met de nodige overtuiging, te beklamentonen dat als het alleen om de successierechten gaat, het niet nodig is, een nieuwe steenkoolmanager naar Limburg te halen om nog te investeren in ondergrondse verbindingen tussen Waterschei en Winterslag, in luchtschachten en wat dan ook. Dat men het dan laat zoals het is, dan heeft dat helemaal geen zin. Dan gaan er immers drie mijnen dicht.

Ik heb nooit gesteld dat KS niet toe was aan een zekere rationalisering. Ik heb nooit gezegd — en ook niet vandaag — dat in KS om het even welk verlies kan worden gemaakt.

Wij hebben echter recht — en vooral de mijnwerkers — op voldoende klaarheid.

Mijnheer de Eerste Minister, ik vrees te moeten vaststellen dat de dag na het conclaaf de nodige klaarheid is gebracht door de voorzitter van de PSC, de heer Deprez, en gisteren hier bevestigd door de heer Wauthy, namelijk « dat er geen twee maten en twee gewichten zullen komen inzake de nationale sectoren, in die zin dat de wet van maart 1984 ook op de Limburgse mijnen evenals op de scheepsbouw van toepassing blijft ». Ziedaar wat de PSC-voorzitter letterlijk verklaarde.

De essentiële instrumenten, nodig voor het economisch beleid hebben door dit Pinksterplan een stevige klap gekregen. Bedankt voor Limburg, Mijnheer de Eerste Minister, om het tekort aan een duidelijke uitspraak wat de mijnen betreft, om de halvering van de expansiewetgeving — en dat in de grootste ontwikkelingszone —, om de liquidatie van het Fonds voor Industriële Vernieuwing en de afbouw van de investen. Driemaal bedankt! Voor Limburg ziet het er mooi uit!

Thans kom ik tot de openbare diensten, die een tweede element van liberale politiek zijn en die in een tweede fase van afbraak en privatisering treden. In een eerste fase werden aan de openbare diensten onvoldoende middelen ter beschikking gesteld, waardoor onvoldoende diensten aan de verbruiker konden worden geleverd en zeker de kwaliteit niet kon worden verbeterd. Thans wil u ons doen constateren dat de openbare diensten hebben gefaald en dat er een beroep moet worden gedaan op de privé-sector. De openbare kredietinstellingen, waarvan niet kan worden gezegd dat zij de financiële markten in dit land beheersen, worden duidelijk op de weg van de privatisering gezet. In verband met de vervoersector meen ik dat de aan de NMBS opgelegde supplementaire 5,5 miljard slechts vijf uitwegen voor deze maatschappij biedt, met name verder diensten afbouwen, nieuwe tariefverhogingen, uitstel van dringende werken en investeringen, vermindering van het personeel en privatisering. In verband met de buurtspoorwegen, waar ook reeds 1 100 werknemers zijn afgevoeld, is er maar één oplossing, namelijk de diensten verder verpachten en de investeringen uitstellen.

Mijnheer de Eerste Minister, weet u dat er bij de buurtspoorwegen en bij het stedelijk vervoer op dit ogenblik 420 000 te recupereren overuren zijn, of tien dagen per tewerkgesteld personeelslid? Weet u dat op dit ogenblik, om de autobussen te laten rijden, andere autobussen worden afgebroken bij gebrek aan vervangstukken? Zo is de situatie vandaag bij de buurtspoorwegen.

De heer Tobback. — Hij weet dat niet!

De heer Claes. — Weet u dat in dezelfde sector de grote herstellingen vandaag worden uitbesteed aan privé-bedrijven, dit bij gebrek aan personeel? Weet u dat deze herstellingen 30 pct. meer kosten dan voorheen? Dit alles is toch niet meer ernstig!

De heer Tobback. — Maar het is liberaal!

De heer Claes. — Wat de Regie der Luchtwegen betreft, heb ik een precieze vraag in het kader van de uitgesproken privatisering. Mijnheer de Eerste Minister, wat is het lot van de regionale luchthavens? Ik kan mij niet voorstellen dat u daarvoor gemakkelijk een afnemer zal vinden. Waarin voorziet de regering ter zake?

Wat de Posterijen aangaat, denk ik dat zij er nog het hardst aan toe zijn van allemaal. Mijnheer de Eerste Minister van Begroting, ik denk niet dat u de besparingsdoelstellingen voor 1986 zal kunnen realiseren. Wij zullen mekaar daarover nog spreken eind 1986. Naar mijn mening hebben de Posterijen zeer weinig uitwegen, behoudens verhoging van tarieven en vermindering van personeel. Dat laatste weten wij door *Team Consult*: eerste fase, min 4 800; rationalisatie van de sorteercentra, min 2 200. Hoe het verder moet, weet ik niet. Wat ik echter wel weet, is dat men vandaag reeds geen garantie meer kan geven dat de brieven binnen 24 uur worden besteld. Ik weet ook dat de vervroegde uitreiking van kranten en de zakpost wordt teruggeschroefd. Welnu, wanneer de krantenwereld zou worden geconfronteerd met nog hogere tarieven en met een nog hogere terugschroefing van de bedeling, zou het wel eens kunnen dat zij een beroep zou doen op de privé-sector. Dit zou het onherstelbaar verlies van 10 000 banen in de Posterijen betekenen. Ik zeg dat ook daar, allicht gewild, met vuur wordt gespeeld.

Geachte collega's, het prachtigste voorbeeld van liberaal privatiseringsbeleid vindt men, mijns inziens, bij de RTT. De RTT heeft zelf een saneringsplan. Zij heeft niet op haar minister gewacht. Zij voert dat zelf uit. Zij maakt winst. Zij betaalt belasting op die winst. Zij heeft voldoende middelen om haar eigen investeringsplannen te realiseren. Maar dat mag dus niet, want de telecommunicatiesector is te toekomstgericht om hem aan een regie te laten. Daar moet dus een stuk voor de privé bij zijn! Wat doet men dan? Twee zaken. Ten eerste zegt men: « Wij zullen ervoor zorgen dat de regie een beetje minder winst maakt, zodat zij niet meer kan investeren. » Dus maar snel een monopolierente van 1 pct. op het zakcijfer bedacht! Wel te verstaan wordt er geen monopolierente opgelegd aan de elektriciens en aan de privé-partners in de intercommunales. Dit alles heeft duidelijk slechts één bedoeling: de regie beletten haar politiek van investeringen te financieren. Men gaat echter nog veel verder. Aldus zegt men: « Wanneer u wil digitaliseren tegen het jaar 2000 of 2005, is zulks veel te traag. Dat moet veel sneller gebeuren. » Daardoor komt men tot een investeringsplan dat een zo enorme financiële last meebrengt, dat men niet anders kan dan beroep doen op andere financieringsbronnen. Ziedaar de dubbele privatiseringsstrategie voor de RTT. Dat is het prachtigste voorbeeld om te stellen dat hier geen begrotingsobjectieven worden nagestreefd, maar duidelijk ideologische doelstellingen

die niets meer te maken hebben met een gezond begrotingsbeleid. (*Applaus bij de SP en de V.U.*)

De heer Tobback. — En ook geldobjectieven!

De heer Claes. — Mijnheer Verhofstadt, u kan enigszins fier zijn dat er een liberale stempel op het beleid wordt gedrukt. Ik respecteer iemand die een andere mening heeft dan de mijne. Ik bevestig echter dat ik uw mening niet deel en dat ik er mij blijf tegen verzetten, te meer omdat ik vaststel dat diezelfde trend ook in de sociale zekerheid al te veel wordt doorgezet. Zeer zeker, de heer Dehaene kan zeggen dat de sociale zekerheid nog «rechtstaat», en dat de heer Verhofstadt er niet in geslaagd is het systeem af te breken en te privatiseren. Het hangt er natuurlijk vanaf wat men onder «rechtstaan» verstaat. Mag ik eraan herinneren dat, in de periode 1981-1985, de sociale zekerheid reeds driekwart heeft gedragen van uw saneringsinspanningen, met name 170 miljard meer bijdragen op jaarbasis, 80 miljard minder voordelen op jaarbasis, 30 miljard minder toelagen?

Mijnheer de Eerste Minister, u moet natuurlijk niet meer bekommerd zijn om een aantal werklozen waaraan u geen frank meer betaalt. Alleen het systeem telt nog: meer bijdragen, minder voordelen en minder toelagen! Nu komt er plots 50 miljard uit de hemel vallen die onvermijdelijk de verzekerden moeten raken. De samenwonende werklozen. Laten wij niet in de theorie vervallen, maar proberen te berekenen. Ik ben altijd bereid mijn berekeningen te confronteren met de uwe. Een samenwonende werkloze verliest tussen de 4 940 en de 7 072 frank per maand. Ik zeg wel per maand. En dan maar zegedcommuniqué's uitgeven dat de zwaksten beschermd worden!

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik wens te benadrukken dat het gaat over die samenwonenden met een maandelijks netto belastbaar inkomen van meer dan 40 000 frank. U geeft de indruk dat het ook om de samenwonenden gaat die minder verdienen.

De heer Claes. — Het is juist wat u zegt, Mijnheer de Minister.

De heer Dupré. — Dat is niet onbelangrijk.

De heer Claes. — Maar er zijn er zo heel veel. U kan niet ontkennen — en ik probeer volledig te zijn, om niet de indruk te wekken foute voorlichting te geven — dat er thans 40 000 samenwonende werklozen in een derde fase bedreigd zijn met automatische schorsing.

De ziekteverzekering. Ik weet niet, Mijnheer Verhofstadt, of u uw berekeningen hebt nagezien, zoals ik heb gevraagd. Wij maken de berekening voor samenwonende invaliden, altijd in een gezin met een inkomen van 40 000 frank per maand. Minder vergoeding: 28 666 frank per jaar. Meer belasting: 18 500 frank per jaar. Samen: 47 000 frank. Daarbij komen nog de meeruitgaven door de uitvoering van een matigingsticket voor technische prestaties, waarvan de «opbrengst» op 4 miljard geraamd wordt. En dan spreek ik nog niet over de inkrimpingen ter waarde van 3 miljard in de sectoren klinische biologie en radiodiagnose. En dan zwijg ik maar best over de besparing ten belope van 2 miljard door de minister nog te beslissen. Van duidelijkheid gesproken!

Op het ogenblik dat de patiënt meer en meer door de mazen van het sociale net dreigt te gaan, worden er vier totaal onbegrijpelijke maatregelen getroffen. Vooreerst dit. Ik kan mij indenken dat u althans vindt dat de verplichte ziekteverzekering te zwaar weegt op de begroting. Maar in naam van welke liberale theorie verbiedt u dan het ontwikkelen van de vrije verzekering? U schaft niet alleen de meeste subsidies af aan de vrije verzekering; u zet een supplementaire stap — ik ben geen jurist — die, op het eerste gezicht, anticonstitutioneel is. Ik verklaar mij nader: afgezien van het feit dat u de fiscale aftrekbaarheid van de bijdrage van de vrije verzekering afschaft, zegt u dat de gewone man die naar de polikliniek gaat voor behandeling, rechtstreeks moet betalen aan het loket. U schaft aldus de derde betaler af. Erger nog, u verbiedt de terugbetaling van of de herverzekering tegen het verlies van matigingsticket in de sector ambulante verzorging. Ik heb de heer Verhofstadt reeds gezegd dat ik kan begrijpen dat in sommige kringen wordt gesteld dat het systeem van de poliklinieken, of zij nu georganiseerd zijn door mutualiteiten, hospitalen of groepen geneesheren een oververbruik teweegbrengen, en dat dit oververbruik moet worden gestopt, zodat bijgevolg de derde betaler wordt afgeschaft.

Als u daar echter aan toevoegt dat er verbod is tot terugbetaling en tot herverzekering van de ambulante verzorging, vraag ik u, Heren Ministers, met welk recht u iemand kan verbieden een verzekering in te richten en met welk recht u aan de burger kan verbieden zich te verzekeren tegen welk risico ook. (*Applaus bij de leden van de SP.*)

Ik ga verder en ik richt mij tot de eerste minister, de christen-democraat. Mijnheer de Eerste Minister, ik stel u volgende vraag: de derde betaler is dus verboden voor de ambulante verzorging; ook de herverzekering is verboden. Ambulante verzorging bestrijkt niet enkel de poliklinieken. Dit geldt ook voor het Wit-Gele Kruis, voor de verpleegsters, de familiale werksters, die elke dag bij de zieken aan huis komen. Ook dat is ambulante verzorging; ook hier geldt dus het verbod voor derde betaler en voor herverzekering. Ik kan mij niet indenken dat de socialistische poliklinieken verdwijnen en het katholieke Wit-Gele Kruis blijft bestaan! (*Applaus bij de leden van de SP.*) Ik hoop dat, vóór het einde van dit debat, opheldering wordt gebracht over het juridisch waarom van het verbod op herverzekering. Ook wens ik een duidelijk antwoord op mijn vraag, te weten of de aangekondigde maatregelen inzake ambulante verzorging ook gelden voor de diensten thuisverzorging. Dat men mij op de christen-democratische banken niet verkeerd begrijpe. Ik pleit daar niet voor. Ik denk dat het werk van het Wit-Gele Kruis en andere thuisverzorgingsdiensten beantwoordt aan een dwingende en dringende sociale noodzaak. Ik geloof bovendien dat de grote meerderheid van de patiënten van die instellingen niet bij machte zijn dadelijk de volle pot te betalen. Zij hebben behoefte aan derde betalende en aan herverzekering. Ik vraag alleen maar dat, wanneer men bepaalde maatregelen uitschrijft, de lijn wordt doorgetrokken en dat men niet vervalt in de Belgische ziekte van de eenzijdige politisering.

Mijnheer de Eerste Minister, hetzelfde is waar wat de thermische kuren betreft. U weet dat bij uitstek een socialistische coöperatieve — een verzekeringsmaatschappij — nooit winsten heeft uitgekeerd. Zij heeft haar winsten geïnvesteerd in sociale werken, in Spa, Oostende, Klemsterke, enzovoort. Voor de behandelingen sociaal thermalisme wordt elke tussenkomst geschrapt. Mij goed. U zal dat moeten uitleggen aan alle ouders van astmatische kinderen die behoefte hebben aan een kuur aan zee; u zal het moeten uitleggen aan herstellenden die na een zware operatie behoefte hebben aan convalescentie; u zal het moeten uitleggen aan de reumaijders; u zal moeten uitleggen welke de sociale beweegredenen zijn geweest om zo hard, zo brutaal en blind toe te slaan. In uw politiek ontbreekt een hart, elke menselijke consideratie. Ik hoop dat het nog tijd is om bepaalde van uw beslissingen te herzien, dit in het belang van het sociale karakter van onze cultuur, want het gaat hier voor een stuk over onze cultuur! (*Applaus bij de leden van de SP.*)

De heer Tobback. — Minister Verhofstadt uitgezonderd, mag niemand nog kuren hebben!

De heer Claes. — Mijnheer de Minister van Financiën, wat de beroepsziekten betreft, zie ik nog altijd niet goed waar men de 7,5 miljard frank gaat halen. Het Fonds voor Beroepsziekten kent een jaarlijks verlies van 600 miljoen frank, ondanks de subsidie van de Staat ten belope van 7,5 miljard frank, subsidie die gelijk is aan 60 pct. van de kost van één risico, de stoffing of pneumoconiose. Kan u zich indenken dat de privé-verzekeringsmaatschappijen een sector met een verlies van 600 miljoen per jaar gaan overnemen en dat zij bovendien 7,5 miljard frank voor hun rekening gaan nemen, zonder te raken aan de voordelen die de oud-mijnwerkers vandaag genieten? Ik kan mij zulks niet indenken. Ik vrees dat dit een zeer dikke budgettaire «kabel» is, zoals de *Câbleries* van Charleroi er nog nooit één hebben kunnen maken.

Ik wil ook nog een kleine praktische vraag stellen, want ik heb de indruk dat er nogal is geïmproviseerd. Neem dat de verzekeringsmaatschappijen voormeld fonds toch overnemen. Wat zal er in dit geval gebeuren met de 400 personeelsleden, en in het bijzonder met de belangrijke medische staf? Welke is hiervoor de oplossing?

De heer Tobback. — Dat is allemaal geregeld!

De heer Claes. — Wat de pensioenector betreft, denk ik persoonlijk — en dit is niet goed voor de tewerkstelling — dat u een definitieve nekslag heeft gegeven aan het systeem van de brugpensioenen.

Wat mij vooral bedroeft, is de nieuwe redenering met liberale inslag. In het officiële regime van de pensioenen is er blijkbaar niet meer voldoende geld. Om deze reden moet de vrouw nu tot 65 jaar werken, wordt de welvaartcoëfficiënt verminderd, wordt, Mijnheer Verhofstadt — van kabel gesproken —, geput in de reserves voor een bedrag van 4 à 4,5 miljard frank. Mijnheer de Eerste Minister, voor de PPR heeft u blijkbaar wel geld.

De heer Martens, eerste minister. — Neen.

De heer Claes. — Dit staat nochtans in uw verklaring vermeld.

De heer Martens, eerste minister. — In de regeringsverklaring.

De heer Claes. — Op het officieel pensioensysteem moet worden bespaard. Zelfs de erfgenaam van een alleenstaande die sterft de 28ste van de maand, ontvangt geen pensioen meer. Hiervoor is geen geld meer. Voor pensioensparen echter is er wél geld. Het spijt me, maar ik vind dat hierin heel duidelijk een ideologische contradictie zit.

De heer Tobback. — Dat is geen kwestie van ideologie; dat is een kwestie van geld; de vriendjes zitten erop te wachten.

De heer Claes. — Dit alles gebeurt zonder enige concertatie. Ik meen dat men bij voorbaat met de betrokkenen had kunnen spreken, Mijnheer de Eerste Minister. Ik stel vast dat er één categorie is waarmee u op voorhand wél gaat concanderen, met name met de banken en de institutionele beleggers.

Het woord «consolidatie» van de schuld mag niet meer worden gebruikt; ik kan begrijpen waarom. Het gaat trouwens niet meer om een consolidatie. U zegt zulks *à la carte* te gaan doen, vrijwillig, marktconform, en ik citeer u: «Contractuele verplichtingen van verleden, heden en toekomst moeten worden gerespecteerd.» Ik kan hiermee akkoord gaan, maar dan wel voor iedereen. Ik stel vast dat dit niet het geval is.

Mijnheer Verhofstadt, ik heb geen bezwaar tegen het feit dat u met de bankiers een verlaging van de rente gaat negotiëren, dat obligaties worden omgeuild, en dat u dit alles doet op een marktconforme manier. Minister Eyskens kan getuigen dat wij in vele debatten vóór de verkiezingen steeds als standpunt hebben ingenomen dat men diende op te passen met consolidatieoperaties die eenzijdig zouden worden uitgevoerd in een land waar de regering dagelijks geld moet lenen. Wanneer u marktconformiteit en vrijwilligheid inroept, vraag ik u enkel wat meer respect op te brengen voor overeengekomen contracten in andere sectoren.

Hoe men het kere of draaie, de 5 miljard frank waarin u voor meer werkloosheid heeft voorzien — voor het eerst erkent u het deflatoer karakter van uw ingreep —, zal ruim onvoldoende zijn.

Ik overliep de meeste maatregelen die u in de openbare dienst gaat treffen, namelijk RTT, PTT en NMBS, onderwijs, verhoging van de pensioenleeftijd voor de vrouwen naar 65 jaar. Ik voeg eraan toe: het afwentelen van lasten op Gewesten en gemeenten, nieuwe financieringstechnieken met betrekking tot de opsloringsprogramma's, beperking van wetenschappelijk personeel. Telkens staat er verlies van duizenden werkplaatsen aan de sleutel. Ook in de privé-sector, Mijnheer de Eerste Minister, dreigen heel wat plaatsen verloren te gaan, om nog te zwijgen van de nationale sectoren.

Aldus kom ik tot mijn besluit. Als ik alles wel overschouw, dan kom ik tot de conclusie dat dit plan het werk is van een serie boekhouders. Zij hadden een bepaald bedrag neergeschreven dat zij absoluut wilden bereiken. Zij hebben zolang gediscussieerd, zij hebben zoveel sommetjes op papier gezet, tot zij uiteindelijk de 200 miljard, al dan niet fictief, bereikten. Het is het werk van boekhouders, maar ik vind daar geen enkele beheersconceptie meer achter, noch wat het economische betreft, noch wat de tewerkstelling betreft, noch wat het sociale aangaat, noch wat het onderwijs betreft.

Ik herhaal dat er moet bespaard worden, maar in dat opzicht verschillen wij van mening. Ik vind het vervaarlijk te proberen van 4 à 5 pct. BNP op 18 maanden tijd te besparen. Dit komt neer op het aantasten van het sociaal-economisch weefsel. Ik meen dat de budgettaire gezondmaking op geleidelijke manier moet gebeuren, met maximum 1 pct. per jaar, en dit alleen in een klimaat van uitgesproken groei, waarin de tewerkstelling als hoofdoelwit, niet als afgeleide staat. Het fabeltje van «meer concurrentiekracht is gelijk aan meer investeringen, is gelijk aan meer leveringen, is gelijk aan meer werk» werkt niet. Dat hebt u nu toch zelf al ervaren, tijdens de voorbije vier jaren. Trouwens in heel de geschiedenis van de twintigste eeuw is er geen enkel voorbeeld van deflatoer beleid dat als geslaagd kan betiteld worden. Sla er de geschiedenis maar eens op na.

Betekent dit nu dat in de begroting niets te doen is? Zowel langs de kant van de inkomens als langs de kant van de uitgaven is zeker heel wat te realiseren. Wij, socialisten, zouden heel wat verder gaan inzake fiscale vrijstellingen en fiscale aftrek. U weet wat wij denken over uw charter van de belastingbetaler. Wij hebben niets tegen het charter, maar wel tegen het feit dat u de middelen tot strijd tegen de fraude, via dat charter, probeert te nekken. Wij zijn de overtuiging toegeedaan dat de belasting op de arbeid veel te zwaar is in verhouding met de fiscale druk op de roerende vermogens. Ik vraag u niet met ons akkoord te gaan, maar wij denken dat daar een fundamenteel onevenwicht bestaat in dit land.

Wat de uitgaven betreft, kan u het beschouwen als een dooddoener dat in Landsverdediging moet bespaard worden. (*Onderbreking bij sommige leden.*) Ik zeg niet dat u het niet doet, maar een beetje laat. En meer ten gronde nog, wij moeten ons eens ernstig bezinnen over de kwaliteit van

het leger ten aanzien van het veel te hoge aantal opdrachten die het te vervullen heeft. Wij moeten eens de moed opbrengen hierover een fundamentele discussie te voeren.

Ook inzake de gezondheidszorgsector zijn wij aan een grondige herstructurering toe. Niet zoals u vandaag doet, met wilde slagen links en rechts, maar met een herbouw naar de eerstelijnsverzorging toe, met een zekere rem op het principe van de vergoeding per prestatie.

En uiteindelijk zou het niet mogen zijn, Mijnheer de Eerste Minister, dat hier elk jaar, sinds vele decennia, tientallen miljarden verloren gaan door ons even onzinnig als uitzichtloos zuilenstelsel. De heer Dehaene beweerde, voor u aan uw besparingsoperatie begon, dat al die pacten ontstaan in de tijd van ongebreidelde groei, nu niet meer houdbaar zijn. Daarop heb ik heelwat te zeggen. Het enige wat ik u als voorafgaande voorwaarde vraag, is dat u minstens de regels van de concertatie zou respecteren, dat wij rond de tafel zouden gaan zitten, wij allen die deze pacten hebben opgesteld, ondertekend en zelfs ontwikkeld. Het gaat niet op dat — zoals vandaag het geval is met de schoolpolitiek — eenzijdig de spelregels verandert. Wij althans zijn bereid om over die pacten en die vele verzuilde structuren een debat ten gronde te voeren en aldus na te gaan in welke mate de ontzuiling een belangrijke bijdrage zou kunnen leveren tot de sanering van ons inderdaad belangrijk budgettaire probleem.

Ziedaar, Heren van de regering, wat ik u wilde zeggen. Het blijft niet alleen mijn overtuiging dat u met dit Pinksterplan uw budgettaire doelstellingen niet zal bereiken, maar bovendien dat u dit land zeker niet op weg zult zetten naar een definitief herstel. (*Applaus bij SP, PS, en Agalev.*)

M. le Président. — La parole est à M. Simonet.

M. Simonet (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames, Messieurs, j'ai écouté M. Claes avec énormément d'intérêt, et dans un certain sens, il va me faciliter la tâche, parce qu'avec beaucoup d'objectivité et de courage, il a indiqué que certains choix étaient inéluctables. Même s'il a contesté la manière dont ils ont été opérés par le gouvernement, il ne conteste en tout cas pas l'évidence de la nécessité d'entamer sérieusement et de poursuivre, sans doute pendant plusieurs années, un effort d'assainissement en profondeur de l'Etat et de son budget.

Pour le surplus, ayant suivi avec une relative assiduité les débats en cours, j'ai eu l'impression, à un certain moment, que le Parlement était devenu un des derniers salons où l'on cause encore. On y entend des choses intéressantes, instructives.

Je reconnais que la première heure du débat m'a amené à tempérer quelque peu la considération que j'avais pour ce genre de débat, parce que, si j'ai bien retenu les propos qui ont été tenus ici, Monsieur le Premier Ministre, on vous a traité successivement de pêcheur — c'est une chose contre laquelle un chrétien ne peut pas réagir: tout homme est un pêcheur; de menteur — ce qui est déjà beaucoup plus désagréable et, en l'occurrence, inexact; de tricheur — ce qui est à la limite du supportable; et de cocu — ce qui, venant de certaines personnes qui se prétendent les défenseurs du droit à la vie privée, me paraît être une immixtion dans les affaires privées d'un membre du gouvernement! (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

Vous me permettrez de donner à mon intervention un ton plus civilisé et plus courtois, et de la développer dans l'esprit d'objectivité que M. Claes a bien voulu conférer en tout cas à l'essentiel de son intervention, puisque — opposition oblige — on ne peut pas lui demander de pousser l'impartialité jusqu'à vous dire et à dire à tout le Parlement, et au-delà de celui-ci à l'opinion, que s'il était à votre place, il ferait la même chose. (*Protestations sur les bancs socialistes.*) Ce serait évidemment gênant. D'ailleurs, je ne le demande pas.

Monsieur le Premier Ministre, je vous dirai toute la vérité. Pendant quelque temps, vous m'avez fait peur, parce qu'à voir la sage lenteur avec laquelle les délibérations de votre gouvernement — coupées d'ailleurs par des débats au sein de ce Parlement — procédaient, je me suis demandé si, à quarante ans d'intervalle, après que l'histoire parlementaire et l'histoire gouvernementale de la Belgique ont connu le gouvernement de la mouette, nous allions connaître le gouvernement de l'escargot. En effet, il faut bien dire qu'en dépit de l'urgence, un certain nombre de mois ont été consacrés à des délibérations laborieuses, qui étaient sans doute inévitables, parce que la Belgique est un pays dans lequel rien ne se règle sans palabres laborieuses. Mais je constate avec un certain plaisir, avec un certain soulagement aussi, que vous en êtes finalement sorti! Bien entendu, je le répète, à entendre certains propos qui sont tenus ici, je ne suis pas encore complètement dégagé de ce sentiment. A certains moments, je me suis dit que, tel ce ministre anglais dont parlait Winston Churchill, vous reculiez non pas pour mieux sauter, mais pour mieux reculer. Mais

finale, vous avez sauté. Vous avez pris un certain nombre de décisions difficiles, en dernière minute, peut-être, des décisions courageuses, et c'est à ce sujet que je voudrais dire quelques mots.

Votre plan — n'en déplaise à ceux qui ont tendance à le minimiser, tout en critiquant d'ailleurs la « sauvagerie » — je cite — avec laquelle il s'attaque à un certain nombre d'acquis sociaux, est d'abord courageux. Il a fallu du courage à un certain nombre de membres de votre gouvernement pour reconnaître que certains éléments qui faisaient partie de la structure même de l'Etat devaient être aménagés et corrigés parce qu'ils étaient devenus tout simplement insupportables.

A la différence du chef du groupe CVP, qui a une certaine propension à séparer le bon grain de l'ivraie, je ne commencerai pas à distinguer parmi le groupe de vos ministres ceux qui sont les boucs et ceux qui sont les brebis. Des deux côtés, ou plus exactement des quatre côtés, il y a des gens qui ont eu le courage de faire un certain nombre de choses qui n'étaient pas celles auxquelles ils croyaient spontanément et qui étaient conformes à leur idéologie ou au programme qu'ils avaient défendu. C'est pourquoi, je le répète, votre programme est courageux. Il est aussi ambitieux parce qu'à nouveau, quelles que soient les critiques — d'ailleurs contradictoires — que l'on formule à son encontre, d'être à la fois trop peu et trop, il vise à toucher fondamentalement un certain nombre d'éléments qui étaient devenus partie intégrante de l'Etat et de la société, pour permettre un meilleur équilibre entre le citoyen et la collectivité, un meilleur équilibre aussi entre ceux qui vivent de l'Etat et de la sécurité sociale et ceux qui, finalement, doivent permettre à l'Etat et à la sécurité sociale de faire vivre l'ensemble de la société.

C'est une chose que l'on oublie trop souvent. La Belgique, à de nombreux égards — et cela n'est ni critique, ni discourtois, ni méprisant à l'égard des uns comme des autres —, est devenue en sa majorité un pays d'assistés et de rentiers. Il ne peut y avoir d'assistés qui ont le droit de l'être, il ne peut y avoir de rentiers qui ont cédé une partie de leur épargne à l'Etat pour qu'il finance son effort économique et financier, qu'à la condition qu'il y ait des actifs qui acceptent de travailler, et qui le font avec conscience, avec le sentiment qu'il leur restera quelque chose pour réaliser leurs propres objectifs. En cela, je le répète, votre programme, que j'ai d'abord qualifié de courageux, est aussi ambitieux.

En troisième lieu, — et je crois que cela explique une partie de la fureur et du bruit que l'on entend ici et que l'on va peut-être entendre hors de cette enceinte —, votre programme est ingénieux, en ce sens que vous avez compris où résidait l'élément principal du mal belge, dans un Etat qui était devenu pléthorique et dans une organisation sociale qui était devenue insupportable pour la société et pour l'Etat. Vous avez opéré la distinction entre ce qui devait être élagué et l'effort considérable qui avait déjà été fait par les contribuables. Heureusement, cette fois-ci, on s'est dispensé d'accroître la pression fiscale, parce que nous sommes arrivés, là aussi, à la limite du supportable.

Vous avez donc franchi le Rubicon, vous avez fait le saut devant lequel vous-même et vos partenaires aviez longtemps reculé, pour des raisons qui tiennent à la structure de notre Etat. Et à ce sujet, je voudrais dire deux choses :

Premièrement, ce n'est pas un saut simple, c'est de toute manière un saut périlleux, un triple saut, parce que vous faites le premier, qui vous permet de gagner le pari que vous avez pris à cette tribune il y a un peu plus de six mois.

Je vous avais dit, à l'époque, que votre première véritable échéance, c'était en fait à l'expiration des pouvoirs spéciaux que vous aviez demandés pour mettre en œuvre votre politique d'assainissement, et aussi à l'occasion de la première vérification de la mise en œuvre de ce programme d'assainissement. C'est à ce moment-là, en effet, que l'on pourra voir si, ayant passé, comme on le dit en matière scolaire, « l'écrit », c'est-à-dire le long examen que vous avez passé avec vos condisciples au prieuré Sainte-Anne, vous devrez passer « l'oral », c'est-à-dire démontrer que vous avez bien compris et bien appliqué ce que vous avez dit que vous alliez faire. Cet oral, vous le passez dans six mois. C'est alors que l'on devra savoir si, avec les pouvoirs spéciaux que vous ont été conférés par le Parlement, vous aurez réussi cette entreprise à vrai dire presque impossible à laquelle personne ne croyait véritablement à certains moments, sauf peut-être les quelques initiés qui étaient autour de vous et qui le sont encore aujourd'hui. Il s'agissait, en fait, de refaire de la Belgique une société dont l'Etat n'est pas systématiquement — je dirais presque irrémédiablement — malade. La Belgique est malade de son Etat, et vous êtes aujourd'hui celui qui doit élaguer un certain nombre de choses pour permettre à cet Etat de revivre et de faire ce pourquoi il est véritablement fait.

C'est, je crois, la première étape que vous allez devoir franchir. Dans six mois, vous devrez démontrer qu'en plus de la résolution dont vous

avez fait preuve en arrêtant les choix que vous avez pris, vous aurez eu la persévérance, la volonté et aussi la cohésion et la solidité de votre coalition pour réaliser effectivement ce que vous vous étiez engagé, à faire devant le Parlement et devant le pays.

Viendra alors une troisième étape, dont je ne sais pas si vous ou d'autres y serez encore associés. Mais ce que je sais, c'est qu'elle est indispensable si l'on veut éviter que la Belgique ne retombe un jour dans l'ornière.

A cet égard-là, je voudrais, avant de poursuivre, vous poser une question. Il y a une chose que je n'ai pas très bien comprise, et pourtant, elle me paraît essentielle dans l'ensemble des dispositifs d'assainissement : c'est quand, comment, on va effectivement soulever et résoudre le problème de la dette publique. En effet, une chose me paraît anormale dans ce pays. J'ai fait allusion tout à l'heure au fait que nous étions devenus un pays d'assistés et de rentiers. Pendant les années qui viennent de passer, on a chargé au-delà de leur capacité contributive, pour beaucoup, les gens actifs, et finalement au profit de gens non actifs, dont je ne conteste pas le droit à la rémunération, mais qui ont évidemment bénéficié d'une conjoncture exceptionnelle qui a entraîné des taux d'intérêts extrêmement élevés.

Je crois qu'aujourd'hui — et je pense que le gouvernement en est convaincu —, le temps est venu de procéder aux ajustements indispensables sans lesquels il n'y aura pas là non plus d'assainissement fondamental, compte tenu du poids gigantesque que représente la dette publique dans les dépenses publiques.

Il est vrai que du côté du fonctionnement de l'Etat comme cellule d'autorité, un effort indéniable a été fait et continuera à l'être. Tout cela risque d'être absorbé par le poids actuel de la dette publique. Cela rencontre nécessairement et inévitablement, me semble-t-il, une grande opération sur la dette publique, qui doit être faite de manière ambitieuse, mais aussi rapidement. Vous auriez intérêt à l'annoncer rapidement pour éviter que cela ne donne lieu à d'autres mouvements ou à trop de rumeurs. Cela me paraît nécessaire. Il faut l'amener presque comme une opération chirurgicale, dans le respect d'un certain nombre de principes qui tiennent à l'économie des marchés et aussi à l'absolue nécessité pour l'Etat de respecter les engagements qu'il a pris, et de ne pas être spoliateur. Mais en tout cas, cela doit être fait.

Troisième chose. A supposer que vous passiez, vous ou ceux qui vous suivront, ce troisième saut qui consiste à changer fondamentalement ou à continuer le changement fondamental de cet Etat, vous devez faire en sorte que ce ne soit plus simplement une société dans laquelle on crée de la richesse pratiquement à partir de l'épargne, soit de l'extérieur, soit de l'épargne existante, mais en faisant peser le poids de tout cela sur des générations futures, une société dans laquelle véritablement on recrée de la richesse et la possibilité d'en créer plus dans dix, quinze ou vingt ans. C'est là le troisième saut, et cela suppose aussi un changement qualitatif dans la structure de la dépense nationale, une réduction de la dépense publique par rapport aux dépenses globales et, bien sûr, une réduction de la fiscalité.

J'aborderai un dernier point, Monsieur le Président. Je ne m'adresserai pas spécialement à vous, Monsieur le Premier Ministre, ni au gouvernement, mais surtout à la majorité. Vous devez faire face à un défi, à d'énormes difficultés, parce que personne n'est, en définitive, certain de la manière dont va évoluer la situation sociale. Nous pouvons estimer qu'un certain nombre de grèves ne s'expliquent pas, encore que personnellement, je crois qu'elles s'expliquent en fait par la lenteur avec laquelle les décisions ont été prises. J'estime qu'on aurait dû agir plus rapidement — mais là, c'est tout le problème belge —, comme vous en aviez d'ailleurs reçu le mandat. En effet, nous nous trouvons, dans ce pays, dans la situation paradoxale où, à la limite, la population a été plus courageuse qu'elle ne paraissait l'être pendant un certain temps. A partir de là, je suis convaincu que vous avez perdu du temps, mais qui peut être regagné : cela dépendra de votre courage et de votre sens de l'autorité, de votre capacité à faire face à l'adversité. Nous avons donc perdu un certain temps qui, sinon, aurait pu être mis à profit, parce que personne dans ce Parlement ou hors de ce Parlement n'était en mesure de contester la politique que vous auriez proposée au pays, pas plus d'ailleurs que — je le crois en toute sincérité — un certain nombre d'hommes, dans cette enceinte, même de l'opposition, ne peuvent le contester.

Mais cela suppose qu'en cette période difficile, vous ayez derrière vous une majorité solide, cohérente et bien soudée. A cet égard, j'affirme qu'en tout cas, ce ne sera pas moi, et certainement pas ceux qui sont proches de ma manière de voir et de penser, qui vous feront des difficultés. Mais encore faut-il que l'on ne nous rende pas la vie impossible. De ce point de vue, il faut admettre qu'un certain nombre d'incidents peuvent se produire, que vous connaissez bien, puisqu'une partie de votre existence

politique se passe sans doute à jouer le pompier, c'est-à-dire à éteindre les incendies que d'autres allument. Je déclare que de notre côté, cette volonté d'aller jusqu'au bout existera. Je voudrais simplement être assuré qu'elle existe de tous côtés et qu'à partir de là, chacun soit résolu à prendre sa part de l'effort collectif, sachant, comme je l'ai déjà dit, que chacun a une part du mérite collectif. Ce n'est certainement pas moi qui vais commencer à saucissonner la confiance et à dire: Je donne une rondelle à M. Coens ou à M. Damseaux, je ne donne rien à M. Coens ou rien à M. Damseaux, je donne une grosse rondelle à M. Martens et rien du tout à M. Gol! C'est une équipe qui s'engage sous la direction d'un homme qui en a la responsabilité première, et c'est cette équipe qui devra mener à bien, avec le soutien de sa majorité et jusqu'au bout, la tâche qu'elle s'est promise de mener à bien. (*Exclamations sur les bancs socialistes et applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De heer Voorzitter. — De heer Van de Brande heeft het woord.

De heer Van den Brande. — Mijnheer Simonet, ofwel was de vertaling niet goed, ofwel heeft u niet goed begrepen wat ik heb gezegd. Ik heb heel klaar gesteld dat het vertrouwen dat gegeven wordt — en dat was mijn letterlijke uiteenzetting van gisteren —, een collegiaal vertrouwen betreft, maar dat vanuit de CVP-fractie met volle recht en reden mag geduid worden op het feit dat ministers — en u is ook minister geweest — bevoegd zijn in een bepaald beleidsdomein. Wanneer dan uit een dergelijk conclaaf een aantal resultaten komen, mogen deze genummerd worden. Ik heb dan ook gesteld dat op het vlak van de sociale zekerheid en van het onderwijs — dat zijn de twee voorbeelden die ik heb aangehaald — dit vertrouwen ten volle gaat naar deze mensen die bevoegd zijn voor dat heleid en daarvoor de verantwoordelijkheid dragen. Dit doet niets af aan de collectieve verantwoordelijkheid van en het vertrouwen in de regering. (*Geroep bij de leden van de SP en de PS.*)

De heer Beysen. — Eén keer is meer dan genoeg. Ik hoop nu dat inderdaad, zoals de heer Simonet het heeft onderstreept en zoals ik gisteren zelf ook heb benadrukt namens mijn fractie, wij een *teamwork* zullen willen honoreren en dat wij moeten stellen dat alleen een eendrachtige meerderheid deze regering kan steunen. (*Applaus bij de leden van de PVV en de PRL.*)

De heer Tobback. — Mijnheer de Voorzitter, ik signaleer alleen maar aan de fractievoorzitters van de meerderheid dat, indien onze aanwezigheid génant zou zijn voor hun explicaties, wij wel even zullen buitengaan. (*Applaus bij de leden van de SP en de PS.*)

De heer Voorzitter. — Daarmee ga ik akkoord. Het zou dan een beetje kalmer zijn.

Mevrouw Neyts heeft het woord.

Mevrouw Neyts-Uyttebroeck (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren Ministers, Staatssecretarissen, collega's, de commentaren die tijdens de jongste week en gedurende de voorbije dagen en uren ten beste werden gegeven bij het spaarplan van de regering, doen me onweerstaanbaar terugdenken aan de beroemde alexandrijnen die Junie richt tot keizer Nero in het derde toneel van het eerste bedrijf van *Britannicus*, de tragedie van Jean Racine. De romanisten onder ons — en dat is het geval voor de socialistische fractieleiders — kennen ongetwijfeld die verzen die als volgt luiden:

*«J'ose dire pourtant que je n'ai mérité
Ni cet excès d'honneur, ni cette indignité.»*

«Ni cet excès d'honneur.» Waarom? Omdat het thans voorliggend Pinksterplan gewoon de politieke belichaming is van de beginselen die werden ingeschreven in het regeerakkoord, en omdat de strikte naleving van het regeerakkoord het minste is wat men van een regering mag verwachten. Dat verdient vanuit de meerderheid een positieve waardering, maar geen bazuïngeschal. De regeringsleden, de meerderheidspartijen, zijn, in tegenstelling tot de indruk die in sommige krantenartikels werd gewekt, geen Rambo's, geen Rocky's, geen *«Me Tarzan, you Jane»*-figuren. Zij leven gewoon de aangegane verbintenissen na.

«Ni cet excès d'honneur.» Waarom ook niet? Omdat voorliggend saneringsplan de Belgische wereld niet meteen verandert. Het bevat structurele wijzigingen — daar kom ik zo dadelijk op terug —, maar ze zijn niet zo ingrijpend als de enen misschien hadden gehoopt, en evenmin zo drastisch als anderen hadden gevreesd. Het plan kadert volkomen in de geleidelijke, voorzichtige evolutie van de geeste en van de feiten die tijdens de voorgaande legislatuur werd ingezet en die nu resoluut doch behoedzaam wordt voortgezet.

Dit betekent echter geenszins dat het Pinksterplan helemaal geen eresaluut zou verdienen. Het verdient wel degelijk een saluut, omdat het een

grondig, degelijk voorbereid, voorzichtig en uitgebalanceerd plan is. De voorbereiding werd onmiddellijk na het aantreden van de regering aangevat vanuit het kabinet van de Begroting. Elke departementsbegroting werd uitgepluisd, elke begrotingspost werd getaxeerd op zijn nut en financiële implicaties. De verantwoordelijke ministers en administraties werden uitvoerig geraadpleegd. De uitgangspunten van de begroting 1986 werden grondig doorgelicht, de zogeheten «facturen» — die toch moeten worden betaald — werden meegerekend, de te verwachten effecten van de vooropgestelde maatregelen werden ingecalculeerd. Men vertrok van voorzichtige, dat wil zeggen bescheiden ramingen voor de ontvangsten, voor de evolutie van de intrestlasten, voor de weerslag van de internationale monetaire evolutie. Kortom, eerst vanuit het kabinet Begroting, en vervolgens door de regering, werd resoluut geopteerd voor de budgetaire waarheid. Na deze grondige en realistische voorbereidingsfase, werden maatregelen bepaald die in volledige overeenstemming zijn met de regeringsverklaring. Naast de integrale uitvoering van de laatste herstellwet, met de gestemde verlaging van de belastingen, met de aanpassing van de kinderbijlagen, met de beperking van de fiscale uitgaven, werd resoluut geopteerd voor maatregelen die uitsluitend bestaan uit verminderingen en beperkingen van de staatsuitgaven.

Deze besparingen bedragen, zoals geweten, circa 195 miljard tegen 1987. Na aftrek van 30 miljard die moeten voortkomen uit de marktconforme herschikking van de schuld en na aftrek van de 13 060 miljard die voortvloeien uit de vermindering van fiscale uitgaven, houdt men circa 150 miljard besparingen over. In dit bedrag zitten voor 16 950 miljard maatregelen met een eenmalig effect. Al het overige, te weten circa 126 miljard is het produkt van structurele maatregelen, die ook na 1987 zullen blijven doorwerken. Circa een derde ervan zal in eenzelfde mate blijven doorwerken na 1987, de overige twee derde zullen versterkt ofwel cumulatief blijven inwerken na 1987. Het zijn immers in hoofdzaak wel degelijk uitgavenmechanismen die worden aangepakt en gewijzigd. Daarin vooral onderscheidt dit plan zich van de voorgaande spaarplannen en herstellwetten, die niet zelden hun toevlucht namen tot eenmalige, in de tijd beperkte maatregelen die na afloop ofwel moesten worden verlengd, ofwel vervangen door andere, wilde men het besparingseffect bestendigen.

Deze aanpak stemt overeen met wat de PVV al jaren voorhoudt, niet enkel vanuit de ons eigen ideologische ingesteldheid, maar ook vanuit een nuchtere analyse van de feiten en situaties, die ook nu sterker blijken te zijn dan alle *lords mayors*. In 1979 reeds maakte de PVV de analyse dat vele van onze kwalen te wijten zijn aan overdreven staatsinmenging en aan de overdreven staatsuitgaven die hiervan het gevolg zijn en die op hun beurt onvermijdelijk leiden tot alsmar stijgende belastingen en lasten allerhande. In 1980, toen de PVV in de oppositie zat, pakten we uit met een voorstel van spaarplan ten belope van 125 miljard. En alhoewel we toen oppositiepartij waren, maakten we duidelijk dat besparingen pijnlijke en onpopulaire maatregelen noodzakelijk zouden maken, indien men te minste niet de gemakkelijke weg van de belastingverhogingen wou inslaan. In tegenstelling tot wat nu door sommige oppositiepartijen wordt beweerd, hebben wij de bevolking nooit voorgehouden dat het mogelijk zou zijn het staatsapparaat in te perken en gezond te maken zonder dat iemand daar ongemak of hinder van zou ondervinden.

Bij de verkiezingen van november 1981 centreerden we onze campagne rond de diagnose die we hadden gesteld. Toen we tot de regering toetraden, bleek die Staat er nog slechter aan toe te zijn dan we zelf hadden gevreesd. Het bleek onontbeerlijk allereerst de concurrentiekracht van de bedrijven te helpen herstellen om de economische teloorgang te keren, om de betalings- en handelsbalans te herstellen, om de dramatische stijging van de werkloosheid proberen te keren. Zelfs met tegenzin zal men moeten erkennen dat we daarin lukten. En er werd een begin gemaakt met de beheersing van de staatsuitgaven. Pas in 1985 bleek er nipt ruimte te zijn om een eerste gefaseerde belastingverlaging in te zetten. Wat de verkiezingen ons brachten, weten we allen. De meerderheid kwam er versterkt uit — weze het dat niet alle coalitiepartners in dezelfde mate beloofd werden — met een mandaat om het ingezet beleid voort te zetten.

Het thans voorliggend regeringsplan kadert daar volkomen in, omdat het, in meerdere mate dan voorheen, de mechanismen zelf van een aantal uitgaven aanpakt. De grote beginselen kent u:

Er wordt een eind gemaakt aan de quasi automatische jaarlijkse stijging van uitgaven. Daarom worden werkingstoelagen allerhande geblokkeerd op het peil 1985.

De grote uitgavendomeinen worden herzien, en daarom ontsnappen noch de legeruitgaven, noch de investeringen, noch onderwijs, noch sociale zaken, noch verkeerswezen aan de besparingen.

Lopende verbintenissen worden erbijgedigd, maar nieuwe zullen herzien worden. Daarom zal de regeling voor nieuwe brugpensioenen anders zijn. Daarom zullen nieuwe nationale rentetoelagen lager zijn.

Uitgaven die gevoed worden met staatsgeld, zullen gealigneerd worden op de lopende uitgaven van het Rijk — minus de schuld — en zullen moeten uitkijken naar bijkomende, externe financiering. Daarom worden dotaties herzien, om ze aan te passen aan de evolutie van de staatsuitgaven. Daarom worden investeringen verminderd en zal de vermindering kunnen gecompenseerd worden met externe, particuliere financiering.

De essentie zelf van alle belangrijke van staatswege gefinancierde stelsels wordt echter gevrijwaard. Daarom wordt het bestaansminimum verhoogd, daarom wordt het pensioenstelsel gevrijwaard, terwijl het pensioensparen zal worden ingevoerd. Daarom behouden alle werklozen hun statuut, ook al zal een beperkte categorie na verloop van het dubbele van de gemiddelde regionale en categoriële werkloosheidsduur geen uitkering meer krijgen.

Bij het begin van mijn tussenkomst zei ik dat dit plan evenmin « *cette indignité* » verdient als het overdreven eerbetuigingen rechtvaardigt. Inderdaad, de oppositie overlaadt ons met alle en dus met tegenstrijdige zonden. Het plan is drastisch, te onbarmhartig, wordt gezegd. In één adem wordt eraan toegevoegd dat het zijn doel zal missen en wezenlijk niets zal veranderen. Er wordt wel met mondjesmaat toegegeven dat het nodig is te saneren, maar dit zou, zegt de oppositie, ook mogelijk zijn zonder dat de burgers worden geraakt. Het is alleen maar jammer dat de oppositie, die daarvoor toch alle tijd heeft gehad, niet zegt hoe dat dan zou kunnen. Men heeft ons conservatisme verweten, doch tegelijkertijd wordt gezegd dat we te drastisch ingrijpen.

De regering gaat inderdaad voorzichtig en geleidelijk tewerk. Zij heeft bijvoorbeeld de verzuiling niet geschrapt. Daarbij moeten mij enkele persoonlijke bedenkingen van het hart. De verzuiling is diep ingebakken in onze geschiedenis, in ons maatschappelijk bestel, en zij kost geld. Dat is juist. De verzuiling milderen kan enkel wanneer daarrond een ruime maatschappelijke consensus groeit, die de partijpolitieke sfeer uiteindelijk dwingt de doorbraak op het terrein te volgen. Opdat een eventuele mildering of — we mogen even dromen — de opruiming van de verzuiling geldbesparend zou werken, zouden ook besparingen en personeelsrationalisering nodig zijn, wat evenmin populair zou zijn. Dit gezegd zijnde, wil ik graag proberen bij te dragen tot deze mildering, vooropgesteld dat dit niet uitmondt in de brutale wet van het getal. Ik betwijfel de eerlijkheid niet van degenen die de verzuiling weg willen, maar kan mij toch niet van de indruk ontdoen dat men inmiddels kleinere veranderingen afwijst. Ik vraag mij af of dat geen uiting van conservatisme is.

Sommigen schijnen niet in te zien dat het « *én-én* » tijdperk » afgesloten is, het tijdperk waarin we ons lieten meevoeren door de illusie dat het mogelijk was alles tegelijkertijd te doen, alle categorieën van de bevolking meer van alles te bieden zonder dat daarvoor overeenkomstig moest bijgedragen worden. Die illusie hebben we allen volgehouden tot zo'n vijf jaar geleden. Het is die illusie die ons zo duur is komen te staan dat we jaarlijks één kwart meer uitgaven dan we ontvingen. Omwille van die illusie werden heel wat verhoudingen op hun kop gezet. Men zou daarmee willen doorgaan. Zo willen sommigen dat de Staat wegen bouwt, tunnels graaft, viaducten aanlegt, niet omdat we die nodig hebben, maar omdat er ondernemingen zijn die dat goed kunnen en die zich liever niet reconverteren. Zo wordt het onderwijs gezien als een tewerkstelling voor onderwijsmensen, eerder dan als verstreker van liefst kwaliteitsonderwijs. Zo worden openbare diensten gezien als bestaande ten behoeve van wie er werken. Zo wordt het openbaar vervoer gezien als dienstig aan het personeel, en daarom is er nu al weken geen vervoer en kan men niet meer van vervoer spreken.

Deze illusie wordt doorgeprikt, niet uit onbarmhartigheid, niet uit ideologische vooringenomenheid, maar omdat ze verstikkend en wurgend is geworden. De « *én-én* »-illusie is een gevaarlijke illusie. Zij moet wijken voor de « *of-of* »-realiteit, voor het inzicht dat er moet gekozen worden, dat prioriteiten moeten bepaald worden, ook in de publieke sectoren, in alle openbare sectoren. Wie dit weigert, blijft vaststeken in gisteren, weigert verder te zien dan vandaag, en offert onvermijdelijk de toekomst op aan het krampachtig vasthouden aan wat een illusie blijkt te zijn.

Dames en Heren, ik kom tot mijn besluit. Het regeringsplan is een eerbaar plan. Het wettigt geen triumfalisme. Het verdient evenmin de anathema's waarmee het overladen wordt. Dit regeringsplan is geen kroonstuk, noch een eindwerk, het is de solide fundering van het verder regeringswerk. Zodra het zal zijn goedgekeurd, moet het uitgevoerd worden en zal er nauwlettend moeten worden toegekeken op de stipte naleving ervan. Daarnaast en vervolgens verwachten we dat de regering werk maakt van de andere luiken van het regeerakkoord. Er is nog veel opruimingswerk te doen opdat de burgers van ons land, opdat alle burgers van ons land opnieuw adem-, leef-, en initiatiefruimte zouden vinden. Heren Ministers, omdat u ons een evenwichtig plan voorlegt, waarin we ons herkennen, omdat we uw slagvaardigheid kennen en waarderen, zal

de PVV-fractie u haar vertrouwen schenken. (*Applaus bij de PVV, de PRL, de CVP en de PSC.*)

De heer Voorzitter.— Na de heer Schiltz beschikken nog mevrouw Vogels en de heer Willockx over een uur spreektijd.

Mon intention est de siéger jusqu'aux environs d'une heure du matin, peut-être un peu plus tard. Il me paraît préférable de poursuivre les débats lorsqu'il n'y a que quelques personnes plutôt que de vous retenir tous, demain car il y a encore beaucoup d'inscrits. J'afficherai tout à l'heure la liste de ceux qui prendront la parole aujourd'hui. Les autres interviendront demain matin et au début de l'après-midi.

M. Claes. — Monsieur le Président, n'avez-vous aucune prévision en ce qui concerne l'heure du vote ?

M. le Président. — Cela dépendra de la durée des réponses du gouvernement et des répliques, ce qui est imprévisible. Il y aura peut-être quatre, voire cinq répliques d'une demi-heure; cela fait au minimum 2 heures. Quant à la réponse du gouvernement, je ne sais pas si le ministre du Budget répondra après le premier ministre...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Oui, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je voudrais pouvoir terminer les débats — je veux dire l'intervention des inscrits — vers 15 h 30, demain, mais je ne peux le garantir.

De heer Schiltz heeft het woord.

De heer Schiltz (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, ik kan mij voorstellen, Mijnheer de Eerste Minister, dat wie niet behoort tot het professionele politieke personeel en enkele jaren uit ons land afwezig zou geweest zijn en zich bij zijn terugkeer vertrouwd wenst te maken met het klimaat, als hij er de kranten van de laatste vijf jaar op naslaat en de politieke commentaren leest van de kranten die de regering al die tijd hebben gesteund, tot een eigenaardige vaststelling zou komen. Hij zou vaststellen dat wij in 1986 al de verschijnselen van een soort collectief geheugenverlies vertonen. Inderdaad, wanneer men afstandelijk de commentaren van al deze jaren naast elkaar legt, moet men wel tot de vaststelling komen dat dit een eentonig verhaal wordt, een verhaal in de aard van het verhaal van « *Saidjah's vader had een buffel* », zoals Multatuli had ontdekt en bij herhaling in zijn verhalen neerschreef. Want er is in de ponering van de premissen voor de te voeren politiek niets veranderd, en men doet niets anders dan herhalen wat men vijf jaar geleden reeds had ontdekt en gezegd.

Uw eigen regeringsverklaring, die u in december 1981 op deze tribune hebt voorgelezen, lijkt als twee druppels water op wat u nu nog altijd zegt. Ik citeer wat u op 18 december 1981 zegde: « *La diminution de la charge d'intérêts résultera de la réduction du déficit budgétaire.* » U preciseerde nadien: « *Aan de uitgavenzijde wordt een globaal pakket van maatregelen genomen om de overheidsuitgaven op alle niveaus en in alle sectoren te beperken.* » U zei: « *Deze terugschroefing van de uitgaven is zowel dringend als dwingend, zonet dreigen de lasten van de rijksschuld de produktiviteitsbasis van onze economie aan te tasten.* » Dat was december 1981!

Ik meen te mogen stellen dat wat vandaag wordt gezegd, precies hetzelfde is, en dat bijgevolg opnieuw dezelfde motieven worden ingeroepen om aan het Parlement de goedkeuring van een spaarplan te vragen, waarin wel wordt meegedeeld wat men wil bereiken, maar waarin bijzonder weinig wordt gezegd over de manier waarop men dat zal bereiken. Eens te meer krijgt de uitvoerende macht de vrije hand. De gelijkenis gaat zover, dat u vroeger ook reeds de voorzorg nam om, naast deze versoberingsintenties, in een bijzonder tewerkstellingsplan voor de jongeren te voorzien. Ook ditmaal legt u naast uw spaarplan een intentieverklaring, houdende een bijzondere tewerkstellingspolitiek gericht op de jongeren.

Dus, « *l'histoire se répète.* » Eigenlijk krijgen wij, inzake de motivering, een heruitgave. Dit is begrijpelijk, omdat, op het vlak van de openbare financiën, u en uw meerderheid inzake de uitvoering van de regeringsverklaring van 1981 volledig hebt gefaald. Ik zeg dit zonder passie. Van de voorziene budgettaire saneringen, waarvoor u in de periode 1981-1985 over bijzondere machten beschikte, is niets in huis gekomen. In het prioriteitenplan dat bij uw regeringsverklaring van 1981 was gevoegd, was aangekondigd dat zonder verhoging van de fiscale of de parafiscale druk, saneringen zouden worden doorgevoerd. Wat dat betreft, is het geheugenverlies bij de media en bij de meerderheid ontstellend. De blokkering van de fiscale druk is geen uitvinding van vandaag, want reeds in 1981 werd die ook voorgespiegeld. Daarvan is niets in huis gekomen. De meerderheid

repeeteert altijd opnieuw dezelfde motieven, dezelfde premissen, dezelfde intenties. Niemand schijnt de moed te hebben om vast te stellen: «De Koning is naakt.»

Met uw budgettaire vierjarenplan hebt u in april 1982 nog eens gesteld dat in 1985 het overheidstekort in percentage van het BNP gedaald moest zijn op 6,9 pct., om niet 7 pct. te zeggen — een bekend cijfer, dacht ik. Is het niet zo dat ook nu weer voor deze legislatuur in de regeerverklaring is gesteld dat op het einde van de legislatuur het overheidsdeficit 7 pct. van het BNP zal mogen bedragen? Hebt u niet in het spaarplan van maart 1984 nog eens opnieuw als streefdoel gezegd dat u in 1987 de 7 pct. van het BNP wilde bereiken, en dat u daarom in 1984 opnieuw bijzondere machten hebt gevraagd om dit te garanderen en mogelijk te maken?

Het is een eentonig verhaal, Mijnheer de Eerste Minister. Maar het is verwonderlijk dat dit verhaal telkens opnieuw werd geloofd en dat de bevolking zich steeds opnieuw in slaap liet wiegen, zich liet misleiden door dat rookgordijn dat voor de realiteiten werd opgetrokken. Dat geeft mij toch te denken over het feit hoe men er kan in slagen grote delen van de bevolking telkens opnieuw ertoe te brengen zich bij een bepaalde politiek neer te leggen, op grond van beloften die niet worden vervuld.

U kent het klassieke beeld van de kar met de ezel en de stok met de wortel die voor de ezel wordt gehouden, die denkt dat hij er bij de volgende draai is en zomaar blijft doorlopen, zonder die begeerde wortel te pakken te krijgen.

De heer Claes. — En die ezel, blijft die een ezel?

De heer Schiltz. — Wanneer ik over de filosofie van het sanerings- en soberheidsbeleid zal uitweiden, zal ik op die parabel van de ezel nog wel terugkomen. Intussen is het resultaat er ook naar. Eind 1985 stonden wij met het overheidsdeficit in percentage van het BNP precies even ver als bij het begin van de koers in 1981. Daarover dient te worden nagedacht.

Vroeger was het zo, dat regeringen werden beoordeeld naar de door hun beleid bereikte resultaten. Blijkbaar is die tijd voorbij. Thans worden partijen beoordeeld naar de schijnbare geloofwaardigheid van hun beloften voor de toekomst. Dit moet ons toch wel een tikje verontrusten. Indien het mogelijk is de bevolking wijs te maken dat men op de goede weg is, dan wanneer cijfermatig kan worden bewezen dat inzake overheidsfinanciën helemaal niets werd bereikt, dan rijzen er vragen over de pluriformiteit van de informatie. Dan rijzen er vragen over de mogelijkheid om een bevolking collectief een juist inzicht in de gegevens te verschaffen. Dan rijzen er vragen in verband met het fanatisme waarmee bepaalde politieke partijen de greep van het privé-kapitaal in de mediasector willen vergroten en de waarborg dat er dan nog voldoende neutrale openbare informatie kan overblijven, willen verminderen. Alhoewel ik echt geen collectivist ben — daarvoor kent u mij voldoende —, maak ik mij bedenkingen en stel ik mij de vraag wat in een land waar de media compleet en uitsluitend in handen zouden zijn van het privé-kapitaal, van een objectieve meningsvorming, van de bevolking nog zal overblijven. Gaat men een dergelijke obnubilatie, zoals de bedrieglijke voorstelling van wat met de openbare financiën gebeurt, zeer lang en zeer massaal en op tal van terreinen invoeren? Het is een verbazende goocheltruuk die werd uitgehaald, en blijkbaar kan dat. Is dat misschien de reden, Mijnheer de Eerste Minister, waarom in uw besparingsvoorstellen het propagandaministerie Inbel zorgvuldig wordt gespaard, alhoewel het nut van al deze uitgaven van dat instituut erg betwijfeld mag worden? Ik kom nu tot het Pinksterplan, het vierde herstelplan voor de publieke financiën. Indien u er zou in slagen reëel netto het volume van de overheidsuitgaven met 200 miljard te verlagen, en indien de renteëvolutie niet in uw nadeel omslaat, maar integendeel eerder nog naar een matiging evolueert — en het kost ons geen moeite dat te zeggen —, indien u dat doel zou bereiken — en dan spreek ik niet over de manier waarop —, kan ik er volmondig in komen dat er dan een mogelijkheid ontstaat dat de fameuze viciëuze cirkel, waarvan u hebt gesproken, Mijnheer de Minister van Begroting, zou worden doorbroken. Wij hebben onze berekeningen ook gemaakt. Inderdaad, een reële nettovermindering met 200 miljard en een gunstige ontwikkeling van de rentevoet kunnen u over het cumulatief effect van de renteëvolutie en de schuldevolutie in de toekomst heen helpen, op voorwaarde dat u nadien niet in de oude ziekte hervalt. Ook dat is nog een kapittel waarin men niet zo gerust kan zijn. Ter zake heb ik ook nog een reeks vragen te stellen. Een ervan werd hier reeds gesteld, met name de fameuze vraag naar het netto of het bruto van uw cijfers. Want — en ik denk dat de minister van Begroting het best geplaatst is mij daarop te antwoorden — om 200 miljard netto, dat wil zeggen, reël, balans, per saldo, vermindering in uw uitgaven te grijpen, moet u de begrotingskredieten minstens met 300 miljard verminderen. Het terugkoppelingseffect dient ongeveer op één derde te worden gerekend. Welnu, bij lezing en herlezing van uw document is het mij niet duidelijk geworden. Ofwel hebt u in uw document

het netto resultaat van uw voorgenomen maatregelen gecomptabiliseerd, maar dan verzwijgt u iets aan de bevolking, zelfs iets zeer belangrijk, want dan wil dat zeggen dat, in plaats van de vermindering van transferten enzovoort van 200 miljard, het in de realiteit 300 miljard zal zijn, die men zal verdelen in investeringen, in transfers, in consumptieve uitgaven, in alles wat de Staat op die manier aan herverdeling van de koopkracht voorstaat. Als uw cijfers netto eindcijfers zijn, zal de operatie veel harder aankomen dan nu uit deze cijfers kan worden opgemaakt. Ofwel zijn uw cijfers bruto en zijn het inderdaad de kredieten en niet de uitgaven die worden geschrapt. Er is een verschil tussen krediet en uitgave. In dat geval weet u dat u geen 200 miljard vermindering op kasbasis van uw uitgaven zal hebben, dat u hooguit 120 tot 130 miljard vermindering van het netto te financieren saldo zal hebben, en dan, Mijnheer de Minister van Begroting, blijft u zeker in een viciëuze cirkel.

Tevens weet u dat uw 200 miljard een minimum is op nettobasis. Zoniet zal men, ondanks de hele besparing, in de komende jaren, toch een stijging van de schuldendruk en van de rentelast op de begroting hebben. Ik denk dat er weinig mensen zijn, helaas, die bij machte zijn om te berekenen hoe heel dat schuldmechanisme in mekaar zit. Ik denk dat er veel mensen zijn die de illusie hebben dat een paar jaar ceintuur zal volstaan om de evolutie om te buigen. Dat is niet waar. In de structuur van die schuld zitten tijdbommen die over drie, vijf of acht jaar tot ontploffing kunnen komen en die men nu reeds moet incalculeren. Met andere woorden, de discussie over bruto of netto is niet zo onschuldig. Het is geen discussie van theoretici, maar integendeel een zeer reële vraag.

De heer Claes. — Er is een derde verklaring, namelijk dat er blijkbaar een nieuwe economische theorie geboren is in die abdij, en die luidt: «Nieuwe wet: bruto is gelijk aan netto plus conjunctuur.» Dat moet wel nog worden bewezen.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Neen, dat is niet juist.

De heer Schiltz. — Dat is het verschil tussen wel overwogen politiek en gokken. Dat is het verschil tussen naar een economische faculteit gaan of naar de casino. (*Applaus bij de leden van de VU.*)

De heer Vandenbroucke. — Als u me toestaat, Mijnheer Schiltz, wens ik te zeggen dat het hier louter om een kwestie van presentatie gaat en een camouflage van presentatie die ongelooflijk is. Wat heeft men gedaan? Men somt een aantal brutobesparingen op. Vervolgens brengt men in rekening dat de economische toestand ietwat anders is geëvolueerd dan men oorspronkelijk had voorzien. In plaats dus, Mijnheer de Minister van Begroting, van niet te foefelen en gewoon uw basishypothesen te veranderen en uw initieel netto te financieren saldo te veranderen overeenkomstig de economische vooruitzichten, in plaats van dat te doen op pagina 5 van uw fiches, in plaats dus van 624 miljard netto te financieren saldo uitgangshypothese te wijzigen en te verminderen omwille van de economische toestand, hebt u...

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Als we dat hadden moeten doen, dan zou u de eerste geweest zijn om te zeggen dat we foefelden.

De heer Vandenbroucke. — Absoluut niet! Thans somt u een aantal brutobesparingen op. Vervolgens stelt u dat er nog een effect is dat zal worden betiteld als netto-effect, waardoor op enkele weken tijd de uitgangshypothesen moeten worden veranderd. Ik meen dat de heer Desaeeyere dit, zij het ietwat ingewikkeld, perfect heeft verwoord. Indien de economische toestand anders evolueert, verdwijnt uw netto-effect. Uw netto-effect is gewoon het verschil in economische prognoses tussen twee data.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik wens daarop te antwoorden, Mijnheer de Voorzitter.

De heer Voorzitter. — U kan daarover de hele nacht nadenken, Mijnheer de Minister, en morgen antwoorden.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ik was zinnens morgen te antwoorden, Mijnheer de Voorzitter, maar als de heer Vandenbroucke nu in onze plaats het antwoord wil geven aan de heer Schiltz, ben ik verplicht er thans ook op in te gaan. Ik wens alleen het volgende te zeggen. Indien wij de methode hadden aangewend die de heer Vandenbroucke nu voorstelt, dan hadden hier zeer velen, zeker uit de oppositie, gezegd dat wij aan het foefelen waren en dat wij die oorspronkelijke voorzichtige hypothesen, genomen vóór de economische groei, vóór de daling van de rentevoeten, de dollarkoers en de energieprijzen, bewust hadden gemani-

puleerd om nu de besparingsinspanningen te minimaliseren. Ik wens er nog aan toe te voegen dat wij bij het berekenen van onze cijfers rekening hebben gehouden met de fiscale minwaarden en de meeruitgaven veroorzaakt door de saneringsoperatie. Daarover zal ik de heer Vandembroucke morgen, tijdens mijn uitgebreid antwoord met betrekking tot netto en bruto, meer concrete cijfers verstrekken.

De heer Schiltz. — Mijnheer de Minister, het kost mij geen moeite te stellen dat u inderdaad bent uitgegaan van parameters die behoedzaam werden gekozen en dat u ter zake gepoogd hebt niet te veel aan *window-dressing* te doen. U hebt wel een zekere voorzorg genomen. Maar, de fiscale mininkomsten en de meeruitgaven hebben niets te maken met mijn vraag naar het bruto of het nettobedrag.

Mijn vraag is dat, wanneer u, bijvoorbeeld, door het schrappen van investeringen 4 miljard wil besparen, u een veel groter bedrag kredieten in uw begroting moet schrappen. Dat is mijn vraag. Ik vraag niet of u rekening hebt gehouden met de fiscale mininkomsten en meeruitgaven.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Als dit uw vraag is, kan ik u zeggen dat daarmee rekening werd gehouden. Sta mij toe u één voorbeeld te geven: de beperking van de vastleggingen inzake openbare investeringen tot 64 pct. veroorzaakt een daling van het vastleggingsniveau van enkele tientallen miljarden. Maar ingeschreven in de begroting is dit slechts een vermindering van de ordonnancerings van 13 miljard. Het gaat dus om het netto-effect en niet om het bruto-effect.

De heer Schiltz. — Dat wil zeggen dat, wat de vastleggingen voor investeringen betreft, voor de prognoses die voor de bouwsector kunnen worden gemaakt, men zich aan een grotere inkrimping moet verwachten dan wat uit de eerste lectruur van de cijfers blijkt. Dit betekent dat programma's dienen te worden geschrapt die zich over meerdere jaren uitstrekken en dat bijgevolg de schok veel groter is dan uit een eenvoudige lectruur van de cijfers zal blijken.

Mijn tweede vraag: In welke mate betreffen de 195 miljard tijdelijke dan wel structurele ingrepen? U beroemt er zich op dat u belangrijke uitgavenmechanismen hebt doorbroken. Het is echter wel duidelijk dat een aantal van uw besparingen een eenmalig karakter vertonen en dat, indien zij in de volgende jaren niet worden aangevuld door nieuwe besparingen, het eindresultaat uiteindelijk, op het vlak van de financiën, niet zal worden bereikt. Inderdaad, u calculeert een dubbele rentebesparing: een rentebesparing ingevolge de veranderingen in de marktvoorwaarden en veranderingen van de internationale omstandigheden. Vervolgens berekent u een rentebesparing ingevolge marktconforme negotiatiës met de financiële instellingen. Welnu, het is duidelijk dat de reductie van de uitgaven die u daarmee tijdelijk kan bereiken, geen structurele maatregel is en dat...

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Geef toe dat de spontane rentedaling niet werd ingecalculeerd in de 195 miljard, maar er bijkomt. Deze voorzorg hebben wij in onze benadering genomen. (*Twistgesprek tussen minister Verhofstadt en de heer Schiltz.*)

De heer Schiltz. — Ik wil enkel zeggen dat, wat de conversie betreft, u in feite een omschakeling van het netto te financieren saldo naar het bruto te financieren saldo doorvoert. Dat wordt ook niet gezegd. Dit wil bijgevolg zeggen dat deze besparingsoperatie geen saneringsoperatie, maar een uitsteloperatie is. Alhoewel het bruto te financieren saldo niet als dusdanig in uw verhoudingscijfer bij het BNP wordt betrokken, zal u wat u door conversie aan rentedaling zal uitsparen, nadien in uw schuldaflossing opnieuw ontmoeten en zal dat bijgevolg, via de thesaurie, opnieuw op de rentebetaling en op de toekomst wegen. Dat is evident. Met andere woorden de marktconforme conversie betekent een overhevelen van het netto te financieren saldo naar het bruto te financieren saldo. Dit is dus geen doorbreking van perverse mechanismen of wat dan ook; dit is geen structurele maatregel; dit is een zuiver tijdelijke ontlasting van de begroting.

De heer Dupré. — Ik aanvaard dat er een lastenverschuiving is in de tijd. Maar het ontgaat u blijkbaar dat er door de druk op de rente, daarna een gunstig extern effect kan zijn, waarbij wij een voordeel hebben om dit in deze conjunctuur te doen.

De heer Schiltz. — Mijnheer Dupré, ik zeg niet dat deze ingreep op dit ogenblik geen gunstig effect heeft. Ik wil alleen uw aandacht erop vestigen dat het gevaarlijk is zich op de gunstige ontwikkeling van de externe factoren blind te staren. Inderdaad, als het totale volume van de schuld niet vermindert maar vergroot, is het evident dat al deze soberheid in feite u uiteindelijk ertoe brengt dat uw thesaurie even arm en benepen blijft als

tevorens. Als u aan een lagere rente een groter schuldvolume hebt, blijft dit hetzelfde dan wanneer u een kleiner volume aan een hogere rente hebt. Ik wil u waarschuwen voor schijnsaneringen in de diepte. Het is een ontlasting op korte termijn, die echter geen echte fundamentele sanering betekent. Vandaar mijn waarschuwing bij het begin van mijn uiteenzetting, dat men niet moet denken wanneer een of twee jaar dit systeem wordt gehandhaafd, men uit de problemen is. Integendeel, men heeft een aantal problemen naar de toekomst verschoven.

De heer Dupré. — Mijnheer Schiltz, ik aanvaard uw argumentatie in verband met de lastenverschuiving. Ik zeg echter dat, naast deze lastenverschuiving, een gunstig extern effect bestaat door rentedaling, die de economische groei kan bevorderen en een voordeel kan opleveren op gebied van de inkomsten.

De heer Schiltz. — Over de rentedaling en de economische groei zal ik seffens spreken. Dit verband is niet zo direct en evident als men bij sommige liberale auteurs beweert. De moderne economen hebben in dit verband heel wat genuanceerder inzichten.

Het schrappen van investeringen is wel een momentele oplossing maar betekent een eenmalige operatie. Ofwel moet u in de toekomst systematisch uw investeringsniveau en uw investeringsvolume op dezelfde lage drempel houden; zoniet keert nadien vanzelfsprekend dit probleem terug.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Dat is niet juist.

De heer Schiltz. — Indien u de militaire uitgaven slechts uitstelt en niet definitief schrapt, is dit vanzelfsprekend ook maar een verplaatsen van bepaalde verplichtingen. Hetzelfde geldt voor het bevrozen van het Fonds voor Schoolgebouwen. Ik beweer niet dat dit onbelangrijke zaken zijn, die geen enkel effect sorteren. Alleen wil ik stellen dat het misleidend is de zaken zo voor te stellen alsof deze 200 miljard frank aangekondigde besparingen voor eens en altijd definitief de drempel van het netto te financieren saldo verlaagt, omdat een aantal zaken geschrapt worden die na twee jaar zullen terugkeren en opnieuw zullen moeten worden ingeschreven. Zal u dan voldoende op andere uitgaven hebben gespaard om hiervoor ruimte te hebben gecreëerd? Met andere woorden, ik wil het onderscheid maken tussen tijdelijke opluchting, tijdelijk toedienen van zuurstof en fundamenteel doorbreken van uitgavenmechanismen. Welnu, wat dit laatste betreft, is dit niet voor de hele 200 miljard frank het geval. Alleen kan ik niet nauwkeurig de verhouding berekenen. Sommige specialisten zeggen dat het ongeveer op *fifty-fifty* zal uitkomen en dat men daarmee al zeer tevreden zal mogen zijn.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijnheer Schiltz, de voorbeelden die u geeft met betrekking tot het schrappen van militaire aankopen, het verlagen van het niveau van de investeringen en het verminderen van de dotatie aan de fondsen voor schoolgebouwen door deze dotatie niet meer over te maken aan de rekening bij de Nationale Bank, is een schrapping die men nu doet, maar waarvan men gedurende 5, 6, 7 jaar budgetair rendement heeft. Inderdaad, het schrappen van een vastlegging nu betekent dat men gedurende 5 of 6 jaar een verlaagd niveau van ordonnancerings krijgt.

De heer Schiltz. — Ik meen dat ik hiervan wel op de hoogte ben. Ik heb met dit probleem zelf genoeg te maken gehad.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Wat ik wil zeggen, Mijnheer Schiltz, is dat het wel degelijk gaat om een structurele aanpak. Als wij vandaag zoveel problemen hebben met de openbare financiën, is het vaak te wijten aan de tientallen en tientallen miljarden die bijvoorbeeld op het Wegenfonds betrekking hebben, interesten die nu moeten worden betaald en engagementen die tien of vijftien jaar geleden zijn aangegaan. Het gaat wel degelijk om een structurele ingreep wanneer deze niveaus naar beneden worden gebracht.

De heer Schiltz. — Stel u voor dat ik deze dingen de vorige jaren ook in de Vlaamse Raad, bij herhaling, heb gezegd: Pas op, want als u vastleggingen doet, weet dan dat het geldt voor twee of drie jaar. Als u machtigingen geeft, weet dan dat het voor twee à drie jaar is. Het is niet alleen een beetje vreemd dat uw partijgenoten in de Vlaamse Raad daarvoor dan geen oog hebben, maar dat is een ander debat. Dat zullen wij in de Vlaamse Raad voeren.

Het bevestigt alleszins wat ik zeg, namelijk dat als men nieuwe investeringen schrapt, zij effect hebben in de ordonnanceringskredieten gedurende drie, vier jaar met een afnemend effect. Men heeft trouwens het meeste effect in het tweede jaar na de vastlegging. Dan vermindert dat van jaar

tot jaar. Dit wil zeggen dat, als u eenmaal schraapt, het effect van uw zogenaamde besparing na drie à vier jaar ten einde loopt. Dat wil ook zeggen dat, als u in deze begroting zoveel investeringskredieten moet schrappen om aan uw 200 miljard te geraken, u die het volgend jaar ook moet schrappen en het jaar nadien ook. Met andere woorden, u brengt definitief het investeringsniveau van de overheid permanent, gedurende een lange tijd, op een lager niveau.

Ik zeg niet dat het niet mag, niet moet. Daar spreek ik mij niet over uit, maar het wordt aan de bevolking niet gezegd. Men zegt gewoon dat als wij nog eens eenmaal die investeringen laten dalen, het leed geleden is, maar de aannemers, de bouwvakkers, al degenen die in de investeringssector werkzaam zijn, moeten weten dat uw filosofie — indien zij tenminste juist toegepast wordt — impliceert dat u gedurende een aantal jaren deze vermindering van het investeringsniveau doorvoert, zoniet zal deze vicieuze kringloop niet doorbroken worden en zal uw netto te financieren saldo misschien één keer heel eventjes omlaag gaan, maar nadien weer omhoog.

Derde vraag — ik zou er wel 120 op papier kunnen stellen, maar ik zal dat niet doen, omdat wij tegenwoordig in ons systeem weinig of geen antwoord meer krijgen op schriftelijk gestelde vragen. Men zou toch, in uw dik boek, achter heel wat cijfers een vraagteken kunnen zetten, niet wat de doelstelling betreft, want het is voluntaristisch, maar in de derde Latijnse leerde men mij dat men een probleem systematisch moet benaderen: Wat, waar, wie, hoe?

Wat? Dat weten wij dan: dat is zoveel miljard in de NMBS, om maar iets te zeggen. Wie moet dat doen? De NMBS. Hoe? Daar weten wij dus niets van. Zullen dan die vier miljard in de NMBS bespaard worden op het personeel, de wedden, de pensioenen, de investeringen, op de exploitatiekosten? Zullen de ruiten van de treinen nog minder gekuist worden, zodat wij binnenkort in met modder gepantserde treinen gaan rijden, of wat? Daarover wordt geen uitleg gegeven.

U kan natuurlijk zeggen dat dit « responsabilisering » is. De NMBS moet het zelf doen! Mij goed, maar dan zal u met mij moeten aannemen dat een hoop mensen daar weinig boodschap aan hebben, en gaan wij aan de verpolitiseerde raden van bestuur van een aantal parastatalen en nutsparastatalen de keuze overlaten om niet uit te maken waar men dergelijke toch sociaal niet onbelangrijke bijdragen gaat in mindering brengen? Gaat de dienstverlening verbeteren of niet? Is het werkelijk aan deze baroniëen van ons systeem overgelaten te beslissen hoe zij deze toch vrij aanzienlijke bedragen gaan besparen? Ik zeg niet dat er niet kan of moet bespaard worden, maar u zal toegeven dat u, wat dat betreft, in uw spaarplan een aantal opdrachten uitdeelt waarvoor wij volkomen in het duister tasten over wie uiteindelijk de lasten daarvan gaat op zijn hoofd krijgen. Ik dacht dat dit toch niet onbelangrijk is.

Een ander voorbeeld: de fusie van de beroepsziektenverzekering met de arbeidsongevallen. U stelt dat in uw plan als een doeleinde en u plakt daar een cijfer naast. U zegt: Dat gaat ons budgettair zoveel opbrengen. Maar hoe en wie gaat daarvan de kosten betalen? Zullen de bedrijven dat moeten bijleggen? Zullen het de verzekerden zijn? Zullen de uitkeringen verminderen? Terecht kan men toch wel stellen dat alleen maar de verhoogde efficiëntie en grotere zuinigheid in de technische behandeling — het valt nog te bezien, maar de concurrentie kan daar dan wel spelen — zeker besparingen toelaat, maar toch geen zeven miljard! Dat kan toch niet. Dat is uitgesloten. Met andere woorden, ofwel moet men de premies verhogen, ofwel de uitkeringen verminderen, en die uitkeringen zijn toch gebonden aan wettelijke marges. Dus dan maar de premie verhogen. Wie gaat die betalen? Zijn het de betrokkenen zelf? Zijn het de ondernemingen die moeten bijleggen? Kortom, uw plan bevat een aantal witte vlekken en geeft hoegenaamd geen antwoord op de vraag naar het hoe. U geeft wel het cijfer dat u denkt te zullen bereiken, maar zegt niet op welke manier u dat zal doen.

Mijn vierde vraag handelt over het probleem van de afwenteling, een fenomeen dat wij reeds lang kennen in de publieke financiën en de fiscale wetgeving. Het is gemakkelijk gezegd dat op een bepaald niveau zal worden bespaard, maar als u een aantal niveaus « responsabiliseert », zoals u het noemt, en deze niveaus kunnen dat niet aan omdat ze geen marge meer hebben, dan wordt dit verder doorgerekend en komt het uiteindelijk terecht bij degene die zich het minst kan verweren, bij iemand die niet gesyndiceerd is, of op een niveau waaronder geen niveau meer is waarop men het kan afwentelen. In dat opzicht lijkt het mij duidelijk dat zowel de provincies, de gemeenten, de bedrijven als de individuen — naargelang van de positie waarin ze zich bevinden —, hetzij door vermindering van

inkomen, hetzij door verhoging van de lasten, dit afwentelingseffect zullen te incasseren krijgen. Ik zou hier in detail aantonen dat de bewering dat onder deze regering de fiscaliteit en de parafiscaliteit niet stijgen, misschien formeel juist is, maar in alle geval materieel onjuist is. Een aantal bedrijven en individuen zullen ingevolge de uitvoering van uw spaarplan inderdaadwaardere lasten te dragen krijgen. Daarover ga ik nu niet uitweiden. Wij kunnen dat misschien ter gelegenheid van de bespreking van de rijksmiddelenbegroting doen.

Ik wil mij in het bijzonder buigen over iets dat mij zeer ter harte gaat — dat zal u niet verbazen — en waarover de heer Busquin reeds heeft gesproken, namelijk de wijze waarop de deelstaten, met andere woorden de Gemeenschappen en Gewesten, door u en uw regering worden behandeld. Wij stellen inderdaad vast dat, door één enkele budgettaire penntrek, het reeds zo fragiele en scheve evenwicht van 1980 — de afspraak die, bij de stemming van de bijzondere wet, politiek gesproken bestond — wordt uitgeschakeld.

Uw meerderheid heeft de voorbije jaren niets anders gedaan dan het stelselmatig beknotten, afbouwen, beknibbelen en zoveel mogelijk in eigen handen houden van de mogelijkheden van de Gemeenschappen en Gewesten. De financiële situatie is eigenlijk nooit redelijk en gezond geweest. Zij is van meet af aan op een verkeerde voet vertrokken. Welnu, u wentelt een deel van de besparingsinspanning op de Gemeenschappen en Gewesten af, alsof deze, zoals de centrale Staat, kunnen beweren dat in hun begroting veel nutteloze uitgaven voorkomen. Ik kan niet oordelen over de begroting van het Waalse Gewest, maar wel over die van de Vlaamse Gemeenschap. Ik weet dat de Vlaamse Gemeenschap in 1982 vertrokken is met een handgift, namelijk de dotatie, die onvoldoende was om op redelijke wijze de taken uit te voeren die haar werden toebedeeld. U wist dat die dotaties eigenlijk slecht berekend waren. Dat is de oorzaak waarom u reeds verplicht geweest bent om hoe dan ook tussenbeide te komen en in het politiek akkoord van 1983 een deel van de schulden van de Gemeenschappen en de Gewesten op te nemen. Het was immers zonneklaar dat, bij de berekening van de dotaties, geen rekening was gehouden met die lasten, zodat men ze in het faillissement dreef.

Ook nu bent u verplicht zekere aanpassingen te overwegen. Er dient te worden opgemerkt dat, met een éénmalige tussenkomst, u dit perverse, deficiënte systeem niet wijzigt. Die Gemeenschappen en Gewesten bedenkt u speciaal met een vermindering van hun inkomsten. Het merendeel van de uitgaven van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn dan nog uitgaven waarvan een belangrijk gedeelte onmiddellijk naar uw minister van Financiën terugkeert!

Indien wij in het Gewest de vestiging van een industrie bevorderen door daaraan een kapitaalpremie of een rentesubsidie toe te kennen — die bij onze uitgaven wordt geboekt —, dan komt deze automatisch bij de belastbare inkomsten van deze onderneming terecht. Indien het initiatief wettig is en slaagt, gaat daarvan onmiddellijk 45 pct. naar de centrale overheid terug, die daarvoor geen inspanning heeft gedaan en geen uitgaven heeft moeten doen. Hetzelfde geldt voor de belastingen op de wedde van onze ambtenaren en op alle investeringsuitgaven die wij doen. Een groot gedeelte van deze fondsen keert terug naar de centrale regering. Desondanks gaat men nogmaals onze werkingsmogelijkheden inkrimpen. Of dat een verstandige maatregel is, durf ik ten zeerste betwijfelen.

Mijnheer de Eerste Minister, u moet zelf eens uitmaken wat er overblijft van de unionistische-federalistische geloofsbelijdenis die u bij herhaling aflegde. Is nu niet duidelijk gebleken dat de Gemeenschappen en de Gewesten worden behandeld als ondergeschikte besturen? U hebt daarstraks allusie gemaakt op het feit dat zij de mogelijkheid hebben zich fiscaal te verweren. Afgezien daarvan is het zo — wij zullen het daar onmiddellijk over hebben — dat duidelijk werd gedemonstreerd dat ons zogezegd federaal systeem er een is waarbij wij theoretisch een grote juridische soevereiniteit hebben, maar waar in de praktijk, door het feit dat wij geen gewaarborgde inkomsten hebben noch voorbehouden fiscale terreinen, de centrale regering ons eigenlijk van de ene dag op de andere onder voogdij kan plaatsen, gewoon door de basis van onze financiën te reduceren naar goetdunken. Dit is de negatie van de normale *checks and balances* die in ieder federaal systeem zijn ingebouwd. Wij kunnen ons niet verweren tegen het misbruik van de financiële bevoegdheid van de centrale regering. Van waarachtig federalisme blijft in deze omstandigheden niets over. Is het niet een beetje hypocriet wanneer u zegt dat wij de belastingen kunnen verhogen? Het is inderdaad juist dat wij belastingen kunnen heffen en opentienmen op de personenbelasting kunnen goedkeuren.

De heer Martens, eerste minister. — De heer Busquin heeft dat blijkbaar vergeten.

De heer Schiltz. — Wat de heer Busquin vergeet, is mijn zaak niet. Ik ben dat dus niet vergeten.

De heer Martens, eerste minister. — Ik zeg dit terloops.

De heer Schiltz. — Mijnheer de Eerste Minister, is het redelijk ons, de Gemeenschappen en Gewesten, die eigenlijk uit de hand van centrale regering moeten leven en waarvan de uitgaven in grote mate alleen maar opbrengsten voor de centrale regering vormen, te vragen onze belastingen op onze onderhorigen te verzwaren? Als onze inkomsten een fiscale elasticiteit zouden vertonen, als de helft van onze financiering uit autonome of gedeelde belastingopbrengsten zou bestaan, dan zou u gelijk hebben. Dan mag u zeggen dat indien wij meer willen doen, wij de fiscale nota aan onze bevolking moeten presenteren. Wanneer het goed besteed is, zal die bevolking die nota graag betalen, maar thans is dit helemaal niet het geval. Wanneer wij onze bevolking vragen een paar procenten meer op de belastingen te betalen ten behoeve van hun welvaart, dan doen wij aan liefdadigheid, omdat de fiscale opbrengst van die gestegen welvaart voor 95 pct. niet naar onze kas, maar naar de uwe zal gaan. Dit kan u niet ontkennen.

Zolang deze toestand duurt en zolang er geen duidelijk verband is tussen onze inkomsten en de fiscale *return* van onze uitgaven en de thesaurietoestand van onze Gemeenschappen, is het eigenlijk onzinnelijk te vragen dat wij de moeilijke politieke verantwoordelijkheid voor een verhoging van fiscale inkomsten zouden dragen. De sanering wordt gebruikt als een van de vele etappes in de defederalisering, de herunitarisering, die uw beleid de laatste vier jaar heeft gekenmerkt.

Mijn derde aspect is wel het meest fundamentele in de stelling en de houding van de Volksunie ten aanzien van dit saneringsplan. Daarstraks werd er gesproken over de ezel, de stok en de wortel. Wel, ik moet opnieuw over een ezel praten. Ik weet niet of u de parabel kent van de boer wiens hoeve een deficit in de exploitatie vertoonde. Hij consulteerde een econoom. Deze bedrijfsanalyst wees hem erop dat zijn uitgaven te groot waren en dat hij op die manier niet kon verdienen, tenzij hij zijn uitgaven drukte. De bedrijfsanalyticus berekende de bedrijfskosten, rekening houdend met de grootte en de kwaliteit van de grond, de mogelijke produktie en de marktopbrengst. De boer werkte niet met personeel, maar bewerkte zelf zijn grond, en zoals u weet, kunnen pachtprizen niet gemakkelijk veranderd worden. Dus moest hij op de lopende uitgaven sparen. Hij had een ezel die een karretje trok en hem wat hielp bij het ploegen. Hij besloot het rantsoen van de ezel te verminderen. Hij saneerde dus op zijn begroting en hij bespaarde op het voederrantsoen van zijn ezel. Op zekere morgen kwam hij in de stal, en de ezel wilde niet recht. Dit was niet uit koppigheid. Hij was door zijn poten gezakt, omdat hij elke dag minder eten had gekregen. Toen zei de boer dat dit toch zonde was, want nu hij budgettair in evenwicht was, wilde zijn ezel niet meer mee. Zoals alle parabellen, is dit natuurlijk een beetje eenvoudig en simplistisch, maar economisch schuilt daarin toch enige waarheid.

Mijnheer de Eerste Minister, wij hebben geen moeite te zeggen dat de overheidsfinanciën in ons land ziek zijn en dat wij door de debudgettering en de overdrachten van vastleggingsmachtigingen en kredieten, het roekeloos uitgeven, het systeem van de grenzeloos gesubsidieerde vrije initiatieven — iedereen is dus vrij te doen wat hij wil, maar de Staat moet de rekening betalen —, in een gevaarlijke situatie zijn wij terechtgekomen, zeer gevaarlijk voor iedereen overigens. Bij herhaling hebben wij erop gewezen, en ook in 1977 was onze tweede grote bekommernis, dat men op dat moment grondig zou nazien hoe die koers naar de afgrond op het vlak van de publieke financiën kon worden gestopt. Een economie stelt zich altijd in evenwicht, maar het is ofwel een evenwicht in armoede en austeriteit, of een evenwicht met perspectieven. Een bedrijf in moeilijkheden kan zich door afslanking redden en op een verlaagde drempel van activiteit werken, met alle gevolgen van dien voor de werknemers en de patroon. Maar men kan ook een verstandige herstructurering doorvoeren en daardoor nieuwe perspectieven naar de toekomst toe krijgen. Hier knelt precies het schoentje.

Het deed mij enig genoegen de heer Claes hier op de tribune met grote nadruk te horen hernemen wat wij bij de bespreking van de regeringsverklaring reeds hebben gezegd, met name dat de grootste twijfels gewettigd zijn omtrent het paradigma waarop uw politiek is gesteund, paradigma volgens herwelk, wanneer het evenwicht van de openbare financiën is hersteld, de rentevoeten automatisch zullen dalen, de investeringen zullen hernemen en toenemen en de tewerkstelling daardoor zal worden opgelost. Dat is toch het einddoel dat wij primordiaal vooropstellen. Wij wensen geen rendabiliteit van de bedrijven met een massa werklozen. Onze poli-

tiek moet er niet op gericht zijn individuen rijk te maken, maar wel iedereen de kans te geven zich als mens in deze samenleving waar te maken door zinnige arbeid te verrichten en zich in te schakelen in de samenleving. Welnu, de bedrijven zaten in de nood en dreigden door de knieën te gaan. Nu is de financiële structuur hersteld, in die mate dat hun beschikbaar overschot in 1985 met 17 pct. was gestegen. De Nationale Bank heeft geconstateerd dat de bedrijven nu over voldoende overschotten beschikken om hun investeringen op een verstandige wijze te financieren: in voldoende mate autofinanciering, en in mindere mate externe financiering. De rentevoet is gedaald, mede onder invloed van internationale factoren. Maar het probleem van de tewerkstelling is niet opgelost. Het is immers zo dat het peil van uw rentevoeten niet meer uitsluitend afhangt van vraag en aanbod in zuiver kwantitatieve termen. Dat weet u toch ook.

Er zijn in ons land voldoende spaaroverschotten; ze zijn trouwens altijd voldoende geweest. Zelfs op de meest waanzinnige momenten van het uit de hand lopen van ons deficit waren de spaarquota in België hoog genoeg om dat te financieren. Waarom dienden wij dan in het buitenland te lenen? Heel eenvoudig omdat een deel van onze spaarders niet meer aan de Belgische Staat wilden lenen, omdat zij er geen vertrouwen in hadden of omdat zij in het buitenland een hogere opbrengst konden verwerven. Dit is het bewijs dat de stand van de rentevoeten niet louter en alleen een zaak is van beschikbare overschotten, maar dat er andere elementen een rol spelen, onder meer het vertrouwen van de spaarder. Ook het fiscaal regime van het spaargeld komt hier aan bod.

U kondigt me vaag een programmawet aan, waarover wij nog niets ernstigs hebben vernomen. Hoe dan ook ontbreekt er in uw plan een voluntaristische industriële en tewerkstellingspolitiek. Daarmee bedoel ik geen etatisme. Daarmee bedoelen wij niet dat er overheidsfabrieken dienen te komen. Maar wij weten toch allen dat de industriële ontwikkeling niet meer gewoon afhankelijk is van de oude marktwetten alleen, dat er een voluntaristische aanpak nodig is omdat het industrieel proces te complex is geworden en dat de calculatie van de marktvooruitzichten erg moeilijk is geworden, zodat er bijgevolg, naast het klassieke privé-initiatief op basis van voorzienbaar rendement, een bewuste politiek van de hele gemeenschap nodig is, wil men de industriële renovatie op niveau houden. Een samenwerking zowel van ondernemers als van werknemers en van overheid is nodig om een moderne industriestaat te blijven. Zowel de Verenigde Staten als Japan bewijzen dit. Welnu, wat dat betreft, moet ik zeggen dat ik toch een klein beetje mijn hart vasthoud wanneer ik zie dat in uw plan de weinige elementen die voor een voluntaristisch industrieel beleid beschikbaar zijn, worden teruggeschroefd en afgebouwd.

Men heeft er reeds op gewezen dat volgens uw plan alles wat met de uitvoerpromotie te maken heeft, zelfbedruipend moet worden. U weet goed genoeg dat zulks niet kan. Dit zou enkel mogelijk zijn door een inkalving, want er zijn niet recupererbare uitgaven en ook zaken die mislukken en waar dus niets kan worden op gerecupereerd. Aldus kalft eigenlijk uw basis, uw fonds, uw manoeuvreermassa in.

In verband met uw investeringsprogramma, met het scheepskrediet mag u het mij echt niet kwalijk nemen wanneer ik zeg dat, indien men dan toch de voorrang moet geven aan produktieve uitgaven vanwege de overheid in plaats van aan niet produktieve, er toch een aantal dingen zijn waar men vraagtekens bij moet plaatsen, op gevaar af sommige mensen, zowel van de meerderheid als van de oppositie, te ontstemmen.

Indien moet worden gekozen tussen een fonds voor industriële vernieuwing en een syndicale premie in de overheidssector, moet ik eerlijk zeggen dat ik vanuit gemeenschapstandpunt vind dat het schrappen van de dotaties voor het FIV niet verantwoord is en het behoud van de syndicale premie evenmin. Het was mogelijk geweest met dezelfde budgettaire uitslag een produktieve uitgave te doen en een niet produktieve uitgave te schrappen.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — De syndicale premie gaat slechts over 126 miljoen.

De heer Schiltz. — Ja, maar met dit verschil dat de uitgaven voor het FIV u onmiddellijk fiscale *return* kunnen opleveren, die deze minstens halveren, zodat zij na 2 of 3 jaar voor het grootste deel zijn gerecupereerd. Dat is het verschil tussen produktieve en consumptieve uitgaven. Dat moet u toch stilaan ook wel kennen. Ik haal dit aan bij wijze van voorbeeld, om u te zeggen dat in heel uw saneringsplan van een voluntaristische tewerkstellingspolitiek geen spoor te vinden is, tenzij die kleine annexe die aan uw verklaring is gehecht, en die dan nog zeer weinig concreet is.

In dat verband, Mijnheer de Eerste Minister, is, naar ik meen, het negeren van de gewestelijke dimensie in uw politiek een kwalijke zaak. Bij een vorig debat was u zo eerlijk te erkennen dat een grotere financiële en

fiscale responsabilisering van de Gewesten een mogelijkheid was — geen zekerheid — voor een zuiniger beheer van de overheidsuitgaven. In plaats van een grotere verantwoordelijkheid — vanzelfsprekend gepaard aan de middelen — op de Gewesten te leggen, vermindert u eigenlijk hun rol door gewoon hun dotaties te verminderen. Door de afbouw van het FIV vermindert u nogmaals hun mogelijkheden tot het voeren van een beleid.

Zowel wat de financiële en fiscale dimensie betreft als inzake de industriële promotie, weigert u de federale dimensie in uw nieuwe politiek te erkennen en een kans te geven. Want u zal toch zeker niet ontkennen dat, voor een voluntaristische industriële politiek, het niet de centrale Staat is die daarvoor is aangewezen, maar wel het Gewest? Dat is het aangewezen niveau en het aangewezen middel om gebruik te maken van het « gewestelijk patriotisme », als ik het zo mag noemen. De laatste jaren hebben toch bewezen dat zulks een goede zaak is om de economische expansie en bijgevolg ook de tewerkstelling te promoveren. U maakt daar niet alleen geen gebruik van, maar integendeel begint u het deze geleidingen bijna onmogelijk te maken nog een zinnige politiek te voeren. Het gaat hier immers niet alleen om het verminderen van de dotaties.

Er zitten nog andere pijnlijke verrassingen voor de Gemeenschappen en Gewesten in uw plan. Mijnheer de Eerste Minister, wat betekent die passus over de afrekening tussen de Regie van Gebouwen en de Gemeenschappen en Gewesten? Wat wil zeggen dat men de financiële situatie van het Nationale Werk voor Kinderwelzijn zal herzien vooraleer het naar de Gemeenschappen over te hevelen? Zal het zo zijn dat wij, zoals reeds eerder is gebeurd, een lediggemaakte kas zullen erven, waarbij wij wel taken, maar niet de adequate middelen zullen ontvangen? Wat zal de kostprijs zijn van het nieuwe systeem van het derde arbeidscircuit, die aan de Gemeenschappen en Gewesten zal worden aangerekend, indien ik tenminste de passus hierover goed heb begrepen?

Voor de federalisten is dit plan dus een kwalijke zaak, voor de Gewesten en voor de Gemeenschap betekent het een achteruitgang ten opzichte van vroeger, voor het gehele land, denk ik toch, Mijnheer de Eerste Minister, is het fout geen gebruik te maken van de federale dynamiek om naast de sanering van de overheidsfinanciën ook een dynamische vernieuwende innovatiepolitiek op het industriële terrein en dus tewerkstelling mogelijk te maken.

De collega's Gabriels en Claes hebben hier op deze tribune met nadruk gewezen op de aankondiging van collega Dehaene en uzelf dat dit saneringsplan een nieuw land zou scheppen, waarin een aantal pecten zouden worden herzien en waarin de uitgavenmechanismen die daaruit voortspuiten, bijgevolg zouden worden doorbroken. Indien men zou kunnen stellen dat, bijvoorbeeld op onderwijsgebied, en in sommige opzichten ook op sociaal gebied, lichtjes geraakt wordt aan bepaalde vroegere mechanismen en evenwichten, moet ik toch vaststellen, Mijnheer de Eerste Minister, dat er één evenwicht is waar u zorgvuldig afblijft. Er is één evenwicht waarin lineair wordt gesaneerd maar waar aan de verhoudingen tussen de betrokkenen niet wordt geraakt, en dat is het communautaire. Dat is toch heel eigenaardig. Terwijl men altijd stelt dat de economische en de financiële vraagstukken in deze moeilijke tijden voorrang moeten krijgen, stel ik vast dat er één massaal, collectief privilege is waaraan niet wordt geraakt en waar geen gebruik wordt gemaakt van de noodzakelijke sanering om bepaalde onevenwichten recht te trekken. Dat is het financiële privilege dat in deze Staat reeds lang, maar nu institutioneel, aan de Franstaligen wordt toegekend.

Het heeft mij een beetje verbaasd dat een verstandig man zoals de heer Busquin de rekening niet tot het einde toe heeft gemaakt. Het gaat hier over een rekening waaruit duidelijk blijkt dat er hoe dan ook inzake de openbare financiën en de spreiding van de besteding van de openbare financiën een onevenwicht bestaat tussen de twee volkeren van dit land. Dat is een politiek onevenwicht. Dat is de prijs geweest voor een bepaalde communautaire pacificatie. Welnu, terwijl men in de andere pecten aan deze prijzen begint te knagen, wordt dit hier niet gedaan. De huidige minister van Financiën, de vroegere minister van Economische Zaken heeft in een roekeloze poging om de federalisten een voet dwars te zetten, laten berekenen wat het gemiddeld belastbaar inkomen in Vlaanderen en in Wallonië is. Zijn medewerker heeft in een onbewaakt ogenblik, toen de minister in het buitenland was, gezegd dat de federalisten ongelijk hadden, want dat het gemiddeld belastbaar inkomen van de Franstaligen precies gelijk was aan dat van de Vlamingen en misschien zelfs iets hoger lag.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — De cijfers zijn voorbijgestreefd. (Gelach bij de SP en bij de Volksunie.)

De heer Schiltz. — Zij waren nochtans recent.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — U weet hoe de belastingstatistiek er uitzien. De hoogste inkomens worden in Brussel verdiend.

Vervolgens hebt u het Vlaamse gemiddelde, en ten slotte het Waalse gemiddelde. Het gemiddeld belastbaar inkomen van de natuurlijke personen is thans duidelijk het laagst in Wallonië.

De heer Schiltz. — Maar toch geen 5 pct. lager dan bij ons? 5 pct. is de minimumdrempel in alle federale staten om te beginnen aan een bescheiden transfer. Dat zou u toch moeten weten, of uw medewerker kan dit even onderzoeken.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Ik zal u de recente cijfers meedelen.

De heer Schiltz. — U kan een nieuwe studieopdracht geven, en dat komt dan in een speciale afdeling van de uitgaven van de kabinetten.

De heer Tobback. — U moet niet zeggen dat zij voorbijgestreefd zijn. Dat is een oude truc.

De heer Schiltz. — Het is toch wel een beetje bevreemdend dat, terwijl men van de ene kant de communautaire problemen op dit ogenblik als niet relevant van de hand wijst, het precies in deze sector is dat men het niet waagt aan bepaald onbillijke onevenwichten die de overheid vele miljarden kosten, te raken, en dat men overal gaat zoeken waar men een paar honderd miljoen kan uitsparen — besparingen die soms vraagtekens oproepen —, maar dat aan die massale transfer, aan dit pact, niet wordt geraakt.

Zo kom ik tot mijn besluit, Mijnheer de Eerste Minister. Als ik vergelijk wat u vijf, vier of twee jaar geleden zei met wat u nu zegt, kan ik alleen maar vaststellen dat u blijft herhalen wat u toen heeft gezegd. Met al de vragen die ik hier heb gesteld, kom ik tot een slotvraag van zuiver politieke aard. Was het daarvoor eigenlijk nodig dat u gedurende zes maanden verstoppertje met de bevolking heeft gespeeld? Had u het boek, dat nu op onze tafel ligt, niet aan het Parlement kunnen voorleggen na het sluiten van het regeerakkoord en het Parlement kunnen uitnodigen om dit in een programmawet of toch op een normale manier in het Parlement te behandelen? Alles zou reeds lang aangenomen geworden zijn. Was het nodig de show van de bijzondere machten op te voeren, onder voorwendsel dat de ingrepen die moeten worden gedaan, zo revolutionair zijn en zo diep de evenwichten in de samenleving aantasten, dat het niet anders kon gebeuren dan met volmachten? Ik denk het niet. Wij hebben daarvoor heel wat tijd verloren. Ik maak abstractie van de tijd die wij tijdens de vorige legislatuur hebben verloren inzake de publieke financiën door de Heizelgeschiedenis en andere zaken, met in de grond de lethargie die zich na het spaarplan 1984 van uw regering heeft meester gemaakt. De tijd die sedert de verkiezingen verloren is gegaan, heeft ons veel geld gekost. Indien een aantal van uw besparingen reëel zijn, had men ze vroeger kunnen toepassen op de begroting 1986. Dan zouden wij een stap verder staan dan nu, waarbij wij nog het tekort van de eerste helft van 1986 zonder enige maatregel moeten incasseren, tekort dat ook niet niks is, maar waarop geen verminderingsmaatregelen kunnen worden toegepast. In feite vraagt u nog eens opnieuw een vrij blind vertrouwen. Ik heb aangestipt hoe u in uw plan weliswaar veel cijfers als doelstellingen inschrijft, maar bij vele ervan niet eens vermeldt op welke manier en waarvoor u die doelstellingen gaat realiseren.

Na de woordenwisselingen tussen de heren Van den Brande, Beysen en Simonet te hebben gehoord, begin ik mij vragen te stellen. Ik heb enige ervaring in dit Parlement en heb nog dergelijke signalen opgevangen. Als men dan toch naar de diepere oorzaken van het ontsporen van de publieke financiën wil doorstoten, is het ongetwijfeld juist dat de verzuiling, de pecten, mede aan de grondslag liggen. Naast de opvatting die men heeft verspreid dat iedereen in dit land naast een vrij blind egalitarisme ook een stelsel van ongebreidelde vrijheid kon organiseren — maar dan wel op staatskosten —, is er nog iets dat dieper zit. De vraag die iedere politieke groep van welke aard of welke kleur ook, die in dit land in een regering treedt, zich moet stellen, is in welke mate men een regeerakkoord kan vertrouwen. Ik wil geen oude koeien uit de sloot halen. Is het niet wonderbaarlijk dat, precies op het moment van het uur van de waarheid voor deze regering, de argwaan bij de kleinste regeringspartner bovenkomt, bij degenen die politiek gesproken het minst sterk staan tegenover de grote broer? Vanwaar komt die onuitroerbare neiging om telkens opnieuw regeringspartners de indruk te geven dat ze voorzichtig moeten zijn, dat het vertrouwen dat hen wordt geschonken, maar zeer gedeeltelijk is?

Hier richt ik mij speciaal tot de christen-democratie groepen. Het komt mij voor dat de methode van het mentaal voorbehoud, de mentaliteit van het machtsmonopolie en het op ieder ogenblik kunnen uitmaken wie tot de macht kan worden toegelaten en wie niet, een veel diepere oorzaak is

van de ontsparing van onze openbare financiën. Wat heeft dat aan het land gekost aan machteloosheid, aan verloren tijd en aan gemiste kansen?

Wij zouden bijna, Mijnheer de Eerste Minister, het doel van uw Pinksterplan objectief, koel en afstandelijk kunnen onderschrijven. Er moet inderdaad 200 miljard minder aan uitgavenzijde komen, maar in die omstandigheden kunnen wij vanzelfsprekend niet geloven in de realiteit, noch in de correctheid, noch in de zinnige en krachtadige uitvoering van de ons voorgehouden cijfers. Daarbij moeten wij wel voorbehoud over de keuze van bepaalde besparingsterreinen maken, omdat wij vaststellen dat deze noodzakelijke saneringen niet worden gekoppeld aan een voluntaristisch tewerkstellings- en innovatiebeleid; omdat wij vaststellen dat van de voorgenomen besparingen eigenlijk misbruik wordt gemaakt om de schuchtere aanzet tot federalisering in dit land nog verder terug te schroeven; omdat wij vaststellen dat niet wordt geraakt aan de extra belasting van de Vlaamse meerderheid op grond van het blote feit dat zij Vlaams is en omdat de kost van het instandhouden van het Belgische feit nog steeds eenzijdig ten laste wordt gelegd van de Vlaamse arbeider, de Vlaamse ondernemer en de Vlaamse spaarder; omdat voor het overige wij moeten vaststellen dat de fundamentele oorzaken van het mislopen van de openbare financiën, eigenlijk in de grond niet worden uit de weg geruimd en dat de uirlatingen van de fractievoorzitter van uw eigen partij, Mijnheer de Eerste Minister, bewijzen dat wie voor dergelijke operaties met u scheep gaat, dreigt op zand te bouwen. (*Applaus bij de leden van de Volksunie.*)

De heer Voorzitter. — Mevrouw Vogels heeft het woord.

Mevrouw Vogels (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, Dames en Heren, verschillende collega's en ook u, Mijnheer de Eerste Minister, hebben mij gevraagd of mijn betoog een uur zou duren. Ik denk niet dat ik een uur zal nodig hebben om te zeggen wat ik te zeggen heb. Ik zal er in elk geval voor zorgen dat ik in mijn betoog binnen het groene deel en niet te veel naar het rode deel overhel. (*Gelach.*) Toch wens ik in het kort de mening van Agalev mede te delen over dit spaarplan, en wel in twee grote hoofdstukken. Eerst en vooral een aantal bedenkingen enerzijds over uw doelstellingen en onze inzichten daartegenover. Ten tweede over de besparingen die u wenst te doen en welke daarvan naar onze mening de gevolgen zijn.

De doelstellingen van dit spaarplan hebben wij eindeloze keren door de liberale coalitiepartner bij monde van vice-premier Verhofstadt horen verkondigen. Het was namelijk een hoog en rijk doel dat deze regering diende. Het was de toekomst van onze kinderen en kleinkinderen vrijwaren. Hiertoe zou dan eindelijk een punt worden gezet achter het zogenaamde sneeuwbal effect van een groter begrotingstekort, en bovendien zou na vele jaren knoeiwerk resoluut van spoor worden verwisseld en zou men eindelijk eens ten gronde de basisstructuur van onze uitgavenmechanismen saneren. Voorwaar een groots en alomvattend spaarplan zou daarvan het resultaat moeten zijn. Het doel was schoon en groots. Het wachten was lang en bang. Onze desillusie over het resultaat van zeven maanden rekenwerk is er des te groter om.

Vorige week, Mijnheer de Eerste Minister, rekende u ons voor dat u het eens was geraakt over 195 miljard besparingen, wat in feite neerkomt op een nog te financieren begrotingstekort voor 1987 van 413 miljard of 8 pct van het BNP. Los van de bediscussieerbaarheid van deze cijfers — want ik ben ter zake niet genoeg geschoold, zoals mijn voorganger, om daar verder op in te gaan —, is deze 8 pct onvoldoende om op termijn het zogenaamde sneeuwbal effect te doorbreken. Voor de schuld van het lopende jaar 1986 hebben wij nog steeds geen cijfers. Het voorziene tekort zal zeker tussen de 500 en de 600 miljard schommelen. Vorige week vrijdag verkondigde u dat het tekort voor 1987 413 miljard bedraagt. Als men dit samentelt, betekent dit dat men in de komende twee jaar de schuld met nog eens 1000 miljard zal laten stijgen, wat neerkomt op een gemiddelde van 10 pct. stijging per jaar, tegenover een BNP-stijging, volgens uw eigen berekeningen, van 3 à 4 pct. Wij vrezen dat het effect van die stijging nog altijd veel groter zal zijn op de interestlast dan het effect van de rentedaling, zodat het aandeel van de te betalen interestlasten in onze begroting nog zullen blijven oplopen.

Geen echte doorbreking op termijn van dit sneeuwbal effect, evenmin als een lichtere last op de schouders van onze toekomstige generaties. Integendeel, door de zachte en marktconforme consolidatie van de schuld, die u ons voorstelt en die volgens het plan 30 miljard moet opbrengen, wordt niet meer of niet minder gedaan dan een deel van de schuld naar de komende generaties doorschuiven. Allicht zal er wel een tijdelijke stabilisering zijn van de schuld, maar ze zal tijdelijk zijn, want met deze maatregelen is er geen enkel uitzicht op het terugdringen van het tekort in de komende jaren.

Dit brengt mij bij het tweede doel van uw spaarplan, namelijk de grondige sanering van de uitgavenmechanismen. Het is ons onduidelijk waar en hoe u met dit plan de basisstructuur van de uitgavenmechanismen hebt gewijzigd. Via allerlei onderzoeken en internationale vergelijkingen komt men tot de ontdekking dat ons onderwijs en onze gezondheidszorg duur zijn, te duur zelfs, maar in plaats van de ware oorzaken van die kostelijke sectoren aan te spreken, sleutelt men in de marge, op de rug van de verbruiker, zonder aan de fundamentele van die uitgavenstromen te raken.

Die fundamentele zijn hier reeds verschillende keren aangehaald. Er werd hier gesproken over de geldverslindende pactsenpolitiek. Ik ga het niet herhalen, ik denk dat wij, Groenen, dit al langer zeggen. Ik ben blij dat wij dat vandaag ook meer en meer van de andere partijen horen. Ik vraag mij dan ook af, wanneer mensen van alle partijen, van alle politieke strekkingen — op de PVV na die hierover niet zo duidelijk is —, dit zeggen, of het niet mogelijk is om in dit Parlement een onderzoekscommissie te installeren om de kosten die deze verzuiling voor onze maatschappij meebrengt, na te gaan en te ontdekken waar precies de geldverslindende aspecten zitten. U mag deze bedenking meteen als voorstel aanvaarden van onze kant. Ik hoop daarover tijdens de volgende week verder met alle partijen te kunnen spreken.

Een eerste conclusie na het lezen van dit plan is duidelijk. De grootse doelstellingen zijn, ons inziens, niet bereikt. Het sneeuwbal effect van het alsmar groter wordende aandeel van de rentelast op de begroting is op termijn niet doorbroken, en de fundamentele sanering van de uitgavenmechanismen bleef uit. Dat is vooral erg omdat de bevolking op dit moment nog in een bepaalde mate bereid was in te leveren, maar met het einde van de tunnel in zicht — dit was immers de laatste klim en de laatste wellicht zware en moeilijke inleveringsronde. Wel, de bevolking werd bedrogen. Deze conclusie wordt des te schrijnender wanneer men ziet welke gevolgen de inleveringsronde van 195 miljard zal hebben.

In verband met die gevolgen wens ik een drietal punten naar voren te brengen. Ik heb ze een beetje poëtisch genoemd: van Pontius naar Pilatus,...

De heer Claes. — Die waren niet zo poëtisch.

Mevrouw Vogels. — Dat is waar.

... naar een arbeidsherverdeling in retrostijl, en over de mythe van de economische groei.

Om met één beginnen — of van Pontius naar Pilatus — wijs ik erop dat één van de meest opvallende kenmerken van dit plan is dat enorm veel wordt bespaard door overheveling van lasten naar lagere overheden en naar overheidsbedrijven, wat niets meer of niets minder te betekenen heeft dan een afwentelen van de verantwoordelijkheid. En dat zult u ook moeten toegeven Mijnheer Verhofstadt. Men wast zijn handen in onschuld, want telkens weer verkoopt u dit onder het mom van de autonomie van de betrokkenen. Dat is een valse autonomie. Deze struisvogelpolitiek heeft enorm gevolgen op vier terreinen: de werkgelegenheid; de afbouw van de diensten aan de burger; het opleggen van bijkomende belastingen aan diezelfde burger; het welzijnsbeleid op lange termijn. (*Ontkennend gebaar van minister Verhofstadt.*)

Mijnheer de Minister, ik zie dat u met deze stelling niet akkoord gaat. Ik zal u echter twee voorbeelden geven om dat te verduidelijken. Men vermindert de steun aan de NMBS met 4 miljard. Deze instelling mag autonoom beslissen hoe ze deze minderinkomst compenseert. Veel keuze is er echter niet. Ofwel bouwt ze haar service aan de gebruiker af door niet rendabele lijnen te schrappen en laat ze ook bijhorend personeel afvloeien, ofwel verhoogt ze de tarieven. Het zal allicht een combinatie van beide worden. Op termijn echter betekent dit de verdere afbouw van ons openbaar vervoernet, zal dit het privé-vervoer opnieuw stimuleren en ook tot nieuwe kosten leiden voor wegeninfrastructuur, voor verkeerspolitiek. Dit zal het aantal verkeersslachtoffers doen toenemen.

Eenzelfde verhaal geldt voor de vermindering van de dotaties aan de gemeenten. Ook zij hebben de keuze tussen vermindering van dienstverlening en afvloeiing — iets wat na de recente saneringsoperaties in vele gemeenten al bijna onmogelijk is — of het optrekken van de gemeentelijke belastingen. Door het huidige systeem van bepaling van de belastingvoet per gemeente en de ongelijke verdeling van de lasten tussen de gemeenten, zal de belastingkloof tussen rijke en arme gemeenten nog toenemen, met als gevolg de vlucht van de meer begoeden naar de goedkopere buurgemeenten, verdere veroudering en verpaupering van de stad, nog minder inkomen, enzovoort. De heer Schiltz vroeg zich zoëven ook af hoeveel de kosten zouden bedragen van een nieuw systeem van tijdelijke statuten voor de gemeenten. Toevallig hoorde ik vanmiddag uit goed ingelichte bron dat

in Turnhout die kosten op 20 miljoen werden berekend. Welnu, Turnhout is niet bepaald een grote stad, en 20 miljoen is dan ook niet weinig.

De conclusie van dit verhaal van Pontius naar Pilatus is dat het Planbureau, op basis van het spaarplan, rekende met een verlies van 20 000 banen. De kans is groot dat dit onderschat is, vermits minister Coens via zijn onderwijsbesparingen alleen er al 14.000 heeft. Het is echter zeker zwaar onderschat als men er het onrechtstreeks verlies aan banen bijrekenet, door de klus die de ondergeschikte besturen en de overheid moeten klaren. Op basis van het spaarplan is inderdaad in geen bijkomende lasten of belastingen voorzien. Door de delegatie van besparingen zijn deze — en ik heb het u aangetoond — echter onafwendbaar. Erger is nog dat deze belastingen onrechtmatig zijn verdeeld. Erger is nog dat deze belastingen onrechtmatig zijn verdeeld. Het grote gewicht van de extra last ligt op de gebruiker van het openbaar vervoer, van de patiënt, van de inwoner van de grote stad. In het algemeen vormen dezen net niet de categorie van de hoge inkomens. Dit soort besparingen zet een nieuwe spiraal in werking, waarvan de kosten alweer verhaald zullen worden op de komende generaties.

Iedereen in dit halfroond, van welke politieke origine ook, laat niet na om herhaald zijn welgemeende bezorgdheid te uiten en vindt dat absoluut iets moet gebeuren aan het schrijnend probleem van de nieuwe armoede. Ook de CVP wil hierover een speciale onderzoekscommissie. Er is het probleem van de slechte huisvesting van de bevolking, de voortschrijdende milieuverloeding, de opvang van de immigranten... Er worden volop nieuwe noden geformuleerd en bevoegdheden gedelegeerd. Het volstaat echter om de budgettaire allesreiner te hanteren om vanuit dezelfde bezorgden te horen verklaren dat de middelen van gemeenten, provincies, Gemeenschappen, en Gewesten die al die hoognodige en edele taken kregen toebedeeld, helaas zullen worden verminderd.

Naast deze onrechtstreekse aanvallen blijven er de rechtstreekse aanvallen, en ook hier is de weg van de minste weerstand de gemakkelijkste gebleven. Die groepen die geen georganiseerde lobby hebben, de zieken, de vrouwen, de werklozen, de gehandicapten, zijn de gemakkelijkste prooi, zo blijkt duidelijk uit het sociale en tewerkstellingsluik van dit plan. Men zou dit luik kunnen samenvatten onder de titel: « Arbeidsherverdeling, nieuwe stijl: de retro-stijl. »

Mijnheer de Voorzitter, alhoewel het niet de gewoonte is dat op dit gestoelte met visuele middelen wordt gewerkt, zou ik het thans toch voor één keer willen doen. Ik heb daarvoor geen grootse nieuwe technologische constructies nodig. Ik heb alleen dit (*mevrouw Vogels trekt een keukenschort aan*) om duidelijk te maken wat de regering met dit plan de vrouwen aandoet. (*Applaus bij de leden van Agalev en de SP.*)

M. le Président. — J'aime autant que vous ajoutez quelque chose plutôt que de retirer ce que vous avez déjà. (*Gelach bij verschillende leden.*)

Mevrouw Vogels. — Ik heb gedacht dat dit nuttig was — en u moet niet bevreesd zijn, er komen geen kookdemonstraties — om de heren van deze vergadering de new look te presenteren die deze regeringsploeg heeft uitgezocht voor de vrouw op het einde van de jaren tachtig!

Thans wens ik te spreken over het Sint-Annapan en de gevolgen ervan voor de vrouwen en de jongeren. Het Sint-Annapan zal ongetwijfeld de geschiedenis ingaan als de eerste stap in de richting van de arbeidsherverdeling in retrostijl. Langdurig werkloze samenwonenden verliezen hun recht op uitkering, komen niet langer in aanmerking voor tijdelijke statuten en vallen grotendeels uit de boot bij de arbeidsbemiddeling. Dat het hier vooral om vrouwen gaat, is duidelijk. Noodgedwongen zullen zij terug naar keuken en haard verhuizen, en de aloude arbeidsherverdeling tussen man en vrouw zal stilaan maar zeker weer ingeburgerd geraken. Ondanks het beleid dat o zo kindvriendelijk wil zijn, wordt toch maar bespaard op de zwangerschapsvergoedingen onder het mom van gelijk-schakeling tussen werkende en niet werkende vrouwen. Zowaar een aparte invulling van het begrip « gelijkschakeling ». Of, collega's ter linkerzijde: heeft Assepoes de vakbond dan toch nodig?

Collega's, tijdens het debat over de bijzondere machten hebben wij als vrouwen onze bekommernis uitgedrukt over het beleid dat deze regering ten aanzien van de vrouwen zou voeren. Tijdens dit debat hebben wij ons zwaar geërgerd aan de houding van de ministers Dehaene en Hansenne, die door hun houding van *je-m'en-foutisme* amper wilden luisteren naar onze grieven. Onze bekommernis is terecht: gebleken; onze ergernis is nog gestegen. Moesten wij wachten op een regering met een staatssecretaris voor Emancipatiezaken om dit te realiseren? Voor ons hoeft het niet meer. U kan gerust uit het pakket van mevrouw Smet het onderdeel « emancipatiezaken » schrappen, dan kan ze zich voortaan volledig bezighouden met haar « Tsjernobyl-zaken ». Maar er is een compensatie! Vrou-

wen mogen net als mannen nu ook tot 65 jaar werken. Ook dit kadert in de herverdeling van de arbeid, nieuwe formule.

Maak plaats voor de jongeren, horen we ook in dit spaarplan. Maak gebruik van de uitgroei mogelijkheden, loopbaanonderbrekingen. De mogelijkheden blijven, maar dit uitgroeien zou weleens zolang kunnen aanslepen dat het tot misgroeien leidt. De jongeren hoeven zich echter geen zorgen te maken: er is een aparte bijlage bij het spaarplan volledig aan hen gewijd, met overigens erg creatieve, maar erg merkwaardige maatregelen.

De hoofdthema's in dit pakket is klaar. Onze jeugd is onvoldoende gevormd. Zo zal de RVA een persoonlijk gesprek organiseren met elke jongere die na afloop van zijn wachttijd nog geen betrekking heeft gevonden. Hem zal de mogelijkheid geboden worden een beroepsopleiding te volgen. De weigering van deze mogelijkheid wordt wel beschouwd als weigering van een passende betrekking. Of nog, de minister van Landsverdediging zal de dienstplicht voor de meest kansarme jongeren zo inrichten, dat deze een reële mogelijkheid tot het volgen van een opleiding krijgen. Wie sprak er ook weer over gelijkberechtiging tussen dienstplichtigen en zij die geen legerdienst doen? Dat was u toch, Mijnheer de Eerste Minister, dat was u toch, Mijnheer Hansenne, tijdens dat te langdurende debat over de bijzondere machten? Waar blijft die gelijkberechtiging? Waarom geldt de dienstplicht niet als wachttijd voor alle dienstplichtigen? Hoe zit het trouwens met de gelijkberechtiging tussen zij die kiezen voor legerdienst en zij die kiezen voor burgerdienst?

Geachte leden van de regering, u goochelt met grootse principes als gelijkheid, kindvriendelijkheid, autonomie, als het u uitkomt, maar uiteindelijk doet u niets anders dan mooi verpakte besparingen uitvaardigen op de kap van de zwaksten, van de vrouwen, de jongeren, de zieken. Heel uw aparte hoofdstuk over de tewerkstelling van jongeren is niets anders dan een ballon, bol en vol lucht. Daar waar onder Martens V nog de analyse meeging als zouden jongeren niet aan de bak komen bij gebrek aan ervaring, is de analyse nu vershoven. Jongeren zijn onvoldoende geschoold, moeten bijscholen, herscholen. Elke jongere moet zo stilaan gaan lijden aan een onderontwikkelingssyndroom. Ondanks het feit dat hij al minstens tot 18 jaar in een veel te dure school heeft gestudeerd, volstaat zijn vorming niet.

Is ons onderwijs dan zo slecht? Allicht was het vroeger beter, want ook het onderwijs oogt retro. Destijds ingestelde vernieuwingen met grootse principes, verantwoord en door opeenvolgende onderwijsministers gekoesterd als troetelkindjes, worden nu met het budgettaire badwater weggegooid. Ondertussen worden wel de tijdelijke statuten teruggeschreefd, tijdelijke statuten die voor een deel kaderden in de vorige regeringsanalyse van gebrek aan ervaring, maar die naarmate de crisis aansleepte, meer en meer maatschappelijk noodzakelijke taken op zich namen. De groter wordende mazen van het opvangnet van sociale zekerheid en bestaansmiddelen en van ons welzijnsbeleid in het algemeen, de toenemende verarming van de bevolking, hebben gemaakt dat vele organisaties, bemand en vooral « bevrouwd » met DAC- en BTK-ers, de opvang verzekeren van thuislozen, kansarme jongeren, vrouwen, enzovoort. Mijnheer de Eerste Minister, deze organisaties kunnen de nu opgelegde 10 pct. tussenkomst niet dragen. Zij zijn gedoemd te verdwijnen, met alweer nieuwe werklozen tot gevolg, opnieuw de minstbegoeden tot slachtoffer.

De conclusies van dit hoofdstuk zijn duidelijk, collega's. Het tewerkstellingsbeleid van deze regering stelt meer dan ooit het recht op arbeid voor iedereen in vraag. Arbeid wordt gezien als bron van inkomen, en niet als fundamentele behoefte van de mens. Hiervan getuigen duidelijk de maatregelen ten aanzien van samenwonenden — in casu vrouwen en jongeren — en het totale gebrek aan initiatief wat de herverdeling van het pakket bestaande arbeid betreft. Het tewerkstellingsbeleid stelt bovendien meer dan ooit het recht op individueel inkomen ter discussie, opnieuw ten koste van vrouwen en jongeren.

Een derde en laatste punt betreft de fabel van de economische groei. Blijft het economisch beleid. Het enorme instrumentenarsenaal dat de overheid in de voorbije jaren creëerde om het bedrijfsleven te steunen en te oriënteren, wordt alweer afgebouwd. De heer Schiltz heeft daarstraks ook reeds gesproken over het Fonds voor Industriële Vernieuwing dat nu wordt drooggelegd. De sanering van de nationale economische sectoren wordt doorgezet, de toelagen voor de ontwikkelingszones worden gehalveerd. Niet dat er ooit genoeg politieke wil aanwezig is geweest om een werkelijk gecoördineerd overheidsbeleid te voeren. Van al de mooie maar theoretische voorwaarden die de regering stelde voor haar overheidshulp, waaronder onder meer de eis naar een globaal herstruktureringplan, waarbij niet enkel overheid maar ook aandeelhouders een inspanning leveren en het voorhanden zijn van een industrieel luik gericht op diversificatie van de productie en de bevordering van de afzet, van al deze mooie

voorwaarden is het bij alle steundossiers nooit verder gekomen dan een sanering en afslanking ten koste van arbeidsplaatsen.

Ons economisch beleid blijft er een van sleutelen in de marge, in afwachting van het einde van de tunnel, van een nieuwe forse stijging van het BNP. Maar, beste collega's, ik denk dat iedereen in dit halfrond nog gelooft in Sint-Niklaas. Dit is geen conjuncturele crisis, maar een structurele crisis, die men niet te lijf gaat met sleutelen in de marge, maar met een fundamenteel herdenken van wat de behoeften van onze samenleving, een fundamenteel herdenken van wat arbeid en inkomen en hun onderlinge relatie zijn, van wat de sociale en milieukost is van het huidige produktiesysteem.

Dit is geen groene dromerij; er bestaan alternatieven! Een studie uit 1984 van het Planbureau toont duidelijk aan dat een investering van 1 miljard in milieuhygiëne 1.000 manjaren arbeid zou opleveren. Of nog, in 1982 berekende Herman d'Hollander dat, op basis van rationeel energiegebruik, een openbare investering van 50 miljard tot 30 pct. energiebesparing zou leiden, goed voor een besparing van 230 miljard op onze energierekening en goed voor minstens 50.000 arbeidsplaatsen. Dit zijn voorbeelden van structurele maatregelen die en milieuvriendelijk en arbeidsintensief zijn en toekomstgericht.

De heer Van Rompuy. — Dit is theorie.

Mevrouw Vogels. — Dat is de realiteit, tenminste wanneer de politieke wil daartoe bestaat.

De heer Van Rompuy. — Het gaat nu slechts om beperkte maatregelen om naar een nieuwe maatschappij te gaan, en u ziet al de reacties.

Mevrouw Vogels. — Het zijn toevallig maatregelen die altijd op de kap van dezelfde terecht komen.

Zoals gezegd, met dit economisch beleid blijft het sleutelen in de marge en terugschroeven van bestaande overheidsinstrumenten, en dit is vooral erg omdat de levenskansen van die sectoren die een plaats zouden kunnen hebben in een vernieuwde overheidspolitiek, opnieuw verkleinen, en de kansen van die sectoren die via lobbying op andere dan de georganiseerde manier de overheidsfinanciën kunnen aanwenden, nog toenemen. Het meest duidelijk voorbeeld op dit vlak zijn de «elektriciens», die er ondanks de budgettaire plerwals, het ongeval in Tsjernobyl en het niet van 70 pct. van de bevolking in slagen om het krediet voor verder onderzoek naar kernenergie te laten stijgen, ten koste van het onderzoek naar alternatieve energie, die erin slagen de overheid miljarden te laten investeren in een snelle kweekreactor, waarschijnlijk en hopelijk een verloren investering. Maar men trekt hieruit geen conclusies.

Deze politiek, collega's, hypothekeert niet alleen zwaar de regeringsplannen voor een nochtans beloofde kolencentrale. Deze politiek hypothekeert ook een ander energiebeleid in de toekomst en het voortbestaan van de KS op lange termijn. Ondanks alle vage beloften rond KS vandaag geven zij geen garantie voor de toekomst. De enige reële toekomst voor KS is deze van energieproducent binnen een energiebeleid dat hernieuwbare milieuvriendelijke en veilige energieproducenten centraal stelt.

Ik kom tot mijn besluit, en binnen mijn spreektijd, denk ik. Dit spaarplan is een misleu. Zoveel is duidelijk. De grootse doelstellingen zijn niet bereikt, het begrotingstekort wordt niet structureel teruggedrongen. De ploeg Martens V stelde drie doelstellingen: vermindering van de werkloosheid; sanering van de overheidsfinanciën; verbeteren van de concurrentiepositie van onze bedrijven. Alleen in deze derde doelstelling is zij behoorlijk geslaagd, alhoewel niet duidelijk is in hoeverre dit een verdienste is van de regeringspolitiek dan wel het gevolg is van een gunstiger internationaal economisch klimaat.

Tijdens de voorbije vier jaar slaagde men er in via allerlei maatregelen, waaronder een niet onbelangrijk deel boekhoudkundige operaties, om de stijging van de werkloosheid alleszins in cijfers af te remmen. Het scenario voor Martens VI laat zich raden. Via allerlei maatregelen, waaronder opnieuw een niet onbelangrijk deel boekhoudkundige operaties, zal men erin slagen om het begrotingstekort iets in te tomen maar zal de werkloosheid opnieuw de pan uitspringen. Een volgend spaarplan kondigt zich al aan. De mensen zullen het moe worden om het einde van de tunnel achterna te lopen om dan vast te stellen dat het de koplampen zijn van een nieuwe besparingstrein aan TGV-snelheid. Ondertussen worden steeds opnieuw dezelfde groepen getroffen, worden onze komende generaties verder belast, niet alleen met een enorme schuldenberg, maar bovenop met een enorme sociale erfenis, een berg milieuproblemen en een globale verarming van onze samenleving.

Wachten op een heropleving van onze economie is zinloos; deze crisis zal niet overwaaien. Wij zullen resoluut andere middelen moeten aanwenden, gericht op een fundamentele herverdeling van het inkomen. Dit beleid

bewerkt alleen maar een negatieve inkomensherverdeling. De vorige jaren, zo blijkt, waren gouden jaren voor de institutionele beleggers. Het aandeel van de inkomens uit vermogen in het nationaal inkomen van de intresten steeg van 6,7 pct. in 1975 naar 11 pct. in 1984. En dit kwam zeker niet alleen ten goede van de kleine spaarders: 60 pct. van het kapitaal voor de overheid wordt geleverd door de institutionele beleggers, 14 pct. door de kleine spaarder, de rest wordt betrokken uit het buitenland. In de vorige legislatuur leverden de gezinnen zwaar in. Nu snijdt de overheid zwaar in het eigen apparaat. Voor ons is het duidelijk. Het wordt de hoogste tijd eens aan te kloppen bij die groepen die aan deze crisis verdienen. De marktconforme consolidatie, zoals ze nu wordt gepresenteerd, ten belope van minstens 30 miljard, is in dit licht belachelijk.

Andere middelen ook, gericht op een fundamentele herverdeling van het inkomen, maar ook van de arbeid met drastische arbeidsduurvermindering tot 32 uur. En voor ons mag dit gerust met looninlevering voor de hoge inkomens. Andere middelen, ten slotte, gericht op een ander economisch beleid dat inspelt op de reële behoeften van de bevolking. Voor ons hoeft het BNP niet te stijgen, als dit enkel kan via produktie van meer wapens, van overbodige goederen die onze grondstoffen «versmossen» en ons milieu vervuilen. Alleen een beleid in de richting van arbeidschepende en milieuvriendelijke economie zal werkelijk de lasten op de komende generatie verlichten.

De heer Voorzitter. — De heer Willockx heeft het woord.

De heer Willockx (op de tribune). — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Dames en Heren, collega's, ik zal mijn betoog indelen in drie hoofdstukken: 1. het algemeen budgettair thema; 2. een beoordeling van het regeringsplan vanuit een aantal precieze invalshoeken; 3. de reacties op dit regeringsplan, wellicht het meest actuele gedeelte.

Ten eerste, het algemeen budgettaire. Collega's, wij staan vandaag voor het Pinksterplan, met, voor de zoveelste keer, nieuwe doelstellingen die afwijken van wat vroeger werd overeengekomen, die reeds vervat waren in het regeerakkoord en die reeds de derde uitgave waren van de ambitie om de openbare financiën te saneren. Ik zal niet uitweiden over de oorzaken van het mislukken van de vorige saneringsplannen. Dat heeft Karel Van Miert reeds gedaan. Ik zal vandaag handelen over het huidige saneringsplan.

Voorafgaand wijs ik reeds op een nieuwe dubbelzinnigheid met betrekking tot de budgettaire doelstellingen. Na het lezen van de tekst die de premier in het Parlement naar voren heeft gebracht, stel ik vast dat men in de bijlagen streeft naar de 8 pct. budgettaire norm voor 1987, terwijl in de tekst van de eerste minister gewag wordt gemaakt van het nastreven van het Europees gemiddelde. Hier dreigt een nieuwe verarring te ontstaan, want het Europees gemiddelde ligt beneden de 5 pct. van het BNP, en bij mijn weten vermeldt het regeerakkoord de norm 8 pct. voor 1987 en 7 pct. tegen het einde van het jaar.

Mijnheer de Minister van Begroting, budgettair-technisch is dit spaarplan, zoals de vorige, een vat vol onzekerheden. Deze bewering kan ik staven door vier punten.

Ten eerste is er een onzekerheid die te maken heeft met de datum van het indienen van dit spaarplan. Wat de begroting voor 1986 betreft, komt het plan te laat, en wat de begroting voor 1987 betreft, komt het te vroeg. Inzake de begroting 1986 rijst de vraag welk uiteindelijk het deficit zal zijn waarmee u de rijksmiddelenbegroting 1986 bij het Parlement zal indienen. Met betrekking tot de begroting 1987 moet men noodgedwongen hypothesen hanteren die, door het feit dat ze werden geconcipeerd in april-mei, wellicht tegen de herfst, op het ogenblik dat normaal de rijksmiddelenbegroting 1987 wordt ingediend, reeds voorbijgestreefd kunnen zijn. Bij wijziging met enkele tienden van een percent staat het vast dat dit meteen vele miljarden verschil kan meebrengen in de begrotingscijfers.

Ten tweede, een punt waarrond de grootste onduidelijkheid bestaat, betreft de relatie netto-bruto. Wij hadden verwacht dat u, vermits u reeds zovele maanden de budgettaire orthodoxie hebt gepredikt, maatregel per maatregel het bruto-effect zou nagaan en in mindering zou brengen wat aan indirect effect nadelig uitvalt voor de Schatkist, om te komen tot een netto-effect.

De heer Baert. — Dat is een serieuze berekening.

De heer Willockx. — Dit is niet gebeurd, althans niet volgens de documenten die aan het Parlement werden voorgelegd. U hebt alleen een globale hocus-pocusformule toegepast, waarbij u in feite zegt: bruto is gelijk aan netto plus conjunctuur. Dat is wat uiteindelijk naar voren komt. In plaats van met budgettaire orthodoxie, meen ik dat wij hier te doen hebben met budgettaire vogelpik.

Ten derde zijn er de voorziene 30 miljard besparingen op de rentelast. Mijnheer de Eerste Minister, ik heb uw tekst nog eens nagelezen. Wanneer men al de doelstellingen samenvat die met deze operatie samengaan, met name dat de solvabiliteit, de liquiditeit en het rendement van de institutionele beleggers niet in het gedrang mogen komen en dat de beleggers zelf niet mogen worden geschaad, en dat daarmee dit jaar 30 miljard moeten worden bespaard, dan voorspel ik u dat dit een operatie is die de Schatkist opnieuw veel geld zal kosten.

Deze operatie wordt een kopij van de voorbije doorschuifoperaties waarmee u, Mijnheer de Minister van Begroting, begin 1986 reeds te kampen had. De minister van Begroting heeft trouwens niet verheeld dat de slechte cijfers van januari 1986 inzake de evolutie van de schuld te maken hadden met de nadelige gevolgen van de doorschuifoperaties Declercq-Grootjans die tijdens de vorige regering zijn gebeurd. Ik voorspel u dat na deze operatie van 30 miljard er opnieuw voor zeer vele miljarden bijkomende lasten zullen zijn voor de Schatkist, verre van een ernstige inspanning in hoofde van de institutioneel beleggers te vereisen.

Mijn vierde en laatste punt is budgetair-technisch. U beroept zich herhaaldelijk op het enveloppe systeem. U bepaalt de bedragen die u moet besparen, bijvoorbeeld in de NMBS. U verwijst naar studies. Sommige daarvan moeten nog worden aangevat, zoals bij de Postchecks; andere zijn reeds beëindigd of zijn aan de gang. Het enveloppe-systeem heeft natuurlijk verschillende nadelen. Het vereist dat men verder preciseert en maatregelen uitwerkt.

Inzake openbaar vervoer zal men onvermijdelijk opnieuw terechtkomen bij tariefverhogingen, dat staat in de sterren geschreven. Door die tariefverhogingen worden niet alleen bijkomende lasten op de gebruikers van het openbaar vervoer gelegd, maar zij hebben ook indirecte nadelige effecten op het aantal gebruiken van het openbaar vervoer. Daardoor wordt het netto-effect van dergelijke besparingen gedrukt.

Samengevat kan worden gesteld dat budgetair-technisch het Pinksterplan ontgoochelt. De werkelijke opbrengsten zullen fel beneden de doelstellingen blijven. Mijnheer de Eerste Minister, de minister van Begroting heeft wel zijn voorzorgen genomen. En dat is nieuw. Hij heeft handig gemanoeuvereerd. Wat heeft hij gedaan? Ik stel de zaken zeer scherp. Hij heeft wekenlang, en nu nog, zijn Sint-Annabroeders belogen — en ik wik mijn woorden. Voor 1986 heeft hij het tekort met om en bij de 70 miljard overschat. Dit is een nieuwe truc, dit is budgettaire innovatie. In werkelijkheid bedroeg het tekort op de begroting 1986 volgens de werkelijke cijfers voor de eerste vier maanden ongeveer de grootte-orde van de werkelijke resultaten 1985.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het toppunt is dat u plots zegt dat de minister van Begroting te voorzichtig is, terwijl dit eigenlijk zou moeten aangemoedigd worden. Daarnaast wens ik er de aandacht op te vestigen dat de uitgangspunten voor 1986 opgemaakt zijn voor een netto te financieren saldo van 640 miljard op basis van de bilaterale gesprekken die wij met de verschillende departementen hebben gevoerd. Deze 640 miljard werden niet zomaar uit de lucht gegrepen. De bilaterale gesprekken hebben twee maanden geduurd. Vroeger was dat misschien nauwelijks twee dagen. U kan daar wellicht over meespreken. De verbetering van het netto te financieren saldo de eerste vier maanden van 1986 — en laten wij hopen dat dit zo blijft duren — is niet te wijten aan het feit dat wij de uitgangspunten zouden hebben opgetrokken, maar wel aan het feit dat wij de jongste vier maanden belangrijke besparingsmaatregelen hebben doorgevoerd en kranen hebben dichtgedraaid. *(Geroep bij de leden van de SP.)*

De heer Willockx. — Mijnheer de Minister, dat is natuurlijk onjuist. De werkelijkheid is dat in dit land — en dat is te betreuren — een fundamenteel verschil is ontstaan tussen de begrotingsprognoses en -previsies plus het feuilleton en de schatkistresultaten. U noch uw voorgangers hebben hieraan iets kunnen veranderen. Niemand heeft een antwoord op dat mysterie gevonden. De realiteit is dat in 1982 en 1983 deze situatie ten nadele van de werkelijke resultaten heeft gespeeld. Nu is het omgekeerde het geval. Mijnheer Verhofstadt, op 6 mei kende u de cijfers van de eerste vier maanden van 1986. Wat heeft u belet uw collega's in de regering in te lichten?

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Mijn collega's in de regering waren ingelicht.

De heer Willockx. — Uw bedoeling is dubbel: ten eerste wil u zo diep mogelijk snijden, omdat saneren voor u een doel op zichzelf is, en ten tweede wil u zich wapenen voor uw eigen budgettaire vogelpik. Uw

Pinksterplan is budgettaire vogelpik in de plaats van budgettaire orthodoxie.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Het is de eerste keer dat er eens wat voorzichtigheid aan de dag gelegd wordt, en de oppositie verwijt de regering deze voorzichtigheid.

De heer Willockx. — Mijnheer de Eerste Minister, het Pinksterplan is een vergissing, is bedrieglijk, vormt een voorwendsel, en is fundamenteel onrechtvaardig.

Ten eerste is het een vergissing. Alle acties en alle sectoren worden vandaag ondergeschikt gemaakt aan de budgettaire sanering. Nochtans, Mijnheer de Eerste Minister, zou u uit de resultaten van de vorige legislatuur conclusies moeten trekken. De begrotingspolitiek, de sanering van de openbare financiën, moeten deel uitmaken van een geheel waarbij tewerkstelling, groei, actief industrieel beleid en herverdeling centraal staan. U doet het omgekeerde. U vertrouwt opnieuw op de liberale therapie, die nu — en dat is het verschil met vroeger — openlijker wordt gespeeld, want u bekent zelf dat er op korte termijn een verlies aan arbeidsplaatsen zal zijn. U rekent op het liberale denkpatroon, dat in de voorbije vier jaar nochtans niet heeft gefunctioneerd, en volgens hetwelk na de sanering het investeringstempo zal toenemen, de investeringen het Europees gemiddelde zullen bereiken, de groei en de tewerkstelling zullen stijgen.

Mijnheer de Eerste Minister, welke waarborgen hebt u dienaangaande ingebouwd bijvoorbeeld door selectiviteit en via een volumetrische politiek? Ik moet ze met een vergrootglas zoeken. Mag ik u een vraag stellen? Minister Hansenne heeft een lijvig rapport geschreven over de tewerkstelling van de jongeren. In dit document stonden een aantal punten die volgens ons een positieve richting uitgingen, al waren er ook een aantal negatieve bij. Mijnheer de Eerste Minister, is bijlage 2, gevoegd bij uw verklaring van vorige vrijdag, alles wat van dit lijvig document overblijft? Zijn er andere politieke opties inzake tewerkstelling? Mijnheer de Eerste Minister, mag ik u vragen ons deze eventuele supplementaire tewerkstellingsmaatregelen in uw antwoord mede te delen?

Mijnheer de Eerste Minister, uw saneringspolitiek werkt bovendien deflatoir aan de vraagzijde — maar dat laat ik even buiten beschouwing —, maar ook aan de investeringszijde. De openbare investeringen worden zodanig beperkt dat de ordonnancerings in reële termen, maar ook in nominale termen, voor het eerst gaan afnemen. Wat blijft er over van het bouwakkkoord van juli 1985, waar u zich plechtig hebt verbonden tot het handhaven van het investeringspeil op het niveau van 1985? Wat blijft er over van enige vorm van havenbeleid? In deze teksten is er sprake van een verminderde staats tussenkomst in alles wat te maken heeft met de haveninfrastructuur. Mijnheer de Eerste Minister, u gooit onze economische potentie, die infrastructureel aanwezig is en die zijn belang heeft bewezen, al te lichtzinnig te grabbel. Quid met de Berendrechtsluis? Quid met de investeringen op de Linkeroever? Quid met de containerterminals? Quid met wat gepland was voor Zeebrugge? Wat blijft daarvan over? Op welke manier gaat u die havens de normale ontplooiingskansen geven die ze nodig hebben om hun vitale rol als economische groeipool te spelen? Terloops nog dit. Misschien is dat een subregionale bijstelling. Ik heb ook begrepen dat de wet-Chabert van 1978, die een compromis omvatte in verband met de beheersvorm van de Linkeroever, totaal op de helling wordt gezet door een passage in deze teksten, die, naar ik vrees, opnieuw tot een dispuut — waartegen ik mij met alle kracht zal verzetten — zal leiden omtrent een morzel gronds op de Linkeroever. U licht een belangrijk deel van het compromis uit de wet-Chabert, en ik vrees dat dit onrechtstreeks de kansen op ontplooiing van de Linkeroever en van de haven van Antwerpen gaat tenietdoen door inertie en door disputen die de moeite niet lonen. Van zodra het gedeelte dat de Staat voor zijn rekening nam, eruit gaat is, de wet-Chabert opgedoekt, en wij betreuren dat ten zeerste.

In verband met het sectorieel beleid is de heer Claes reeds ingegaan op de meeste sectoren, zodat ik mij kan beperken tot de scheepsbouw. Die sector kent structurele moeilijkheden. Bij herhaalde interpellaties tot minister De Croo hebben wij niet betwist dat ook internationaal een herstructurering van de scheepsbouw onvermijdelijk is. Als er geen boten worden besteld, kunnen er geen scheepswerven blijven bestaan. Wat doet deze regering nu? Enerzijds beweert zij met de holdings en de reders contact op te nemen om bestellingen in de wacht te slepen, maar anderzijds gaat zij een budgettair keurslijf opleggen aan het Fonds voor scheepskrediet, zodat, wanneer de minister van Verkeerswezen positieve resultaten zou bereiken met de reders, dit fonds voor 1987 onmogelijk deze bestellingen via de normale weg van het scheepskrediet kan financieren. *(Schouderophalend gebaar van minister Verhofstadt.)* Ik heb een technische nota bij

de hand, Mijnheer de Vice-Eerste Minister, die ik u straks zal overmaken. Die nota handelt ook over de middenwerven, de kleinere werven, de zeevisserij en de scheepsherstelling, die gedeeltelijk van dat fonds afhangen. Wanneer minister De Croo resultaat zou boeken bij de reders om nieuwe bestellingen te plaatsen, dan zal dat niet volstaan. Dit is dus het tegenovergestelde van een voluntaristische tewerkstellingspolitiek in de scheepsbouw. U maakt een keurslijf, zodat in feite de aftakeling van de scheepswerven op termijn een must wordt. Dat is de realiteit.

Het Pinksterplan is in een bepaalde mate ook bedrieglijk. Door allerlei verklaringen probeert men de bevolking diets te maken dat, dank zij de gedaalde olieprijs, de inlevering minder zwaar zal zijn en de operatie veel gemakkelijker zal verlopen. Alsof de mensen profiteren van de daling van de koopkracht ingevolge de olieprijsdaling! Daar waar én de petroleumproducten als grondstof én de dollardaling een kostprijdsdalend effect hebben, constateren wij dat, bij het ontleiden van deze theorie voor alle afgeleide producten, de doorstroming naar het prijzniveau beneden de maat blijft bij gebrek aan een prijzenpolitiek. De winst qua concurrentievermogen die kan geput worden uit de daling van de dollar en olieprijs, wordt totaal onvoldoende gevaloriseerd. Bovendien is het gunstige koopkrachteffect voor de bevolking ingevolge het gebrek aan een samenhangend prijzenbeleid ontoereikend. Uw plan is dus bedrieglijk wanneer u voorhoudt dat het nu allemaal veel gemakkelijker zal gaan.

Mijnheer de Eerste Minister, ik wil erop wijzen dat uit alle studies die vandaag de evolutie van de olieprijs met die van de rest van het goederenpakket vergelijken, blijkt dat er een nieuwe inflatoire tendens ontstaat, met ramingen die het inflatieritme voor volgend jaar opnieuw van 4 tot 4,5 pct. optillen.

Het Pinksterplan is ook een voorwendsel. Zoals de heer Claes reeds liet verstaan is u, Mijnheer de Eerste Minister, ten prooi aan liberalen dogma's. De liberalen hebben gebruik gemaakt van de sanering om een paar obsessies en frustraties ten opzichte van de openbare besturen bot te vieren. Ik zal mij beperken tot een paar voorbeelden en daarin zeer concreet zijn, eerst en vooral om u te zeggen, Mijnheer de Eerste Minister, dat dit soort privatisering dikwijls — en dat is mijn fundamentele boodschap — zeer duur uitvalt.

Mijn eerste voorbeeld betreft de *leasing*. De heer De Croo droomt al sinds het einde van de jaren zeventig van de financiering van de RTT-investeringen door *leasing*. Uit alle berekeningen blijkt dat *leasing* duurder is dan normale financiering. Desondanks wil men naar alternatieve financiering.

Mijn tweede voorbeeld handelt over de Liefkenshoektunnel. Deze wordt gebouwd via een concessie aan particuliere aannemers die over een consortium beschikken. Die particuliere aannemers, Mijnheer de Eerste Minister, gaan toegeld vragen. De investering zelf voor de Liefkenshoektunnel kost daardoor veel minder aan de Staat, dat klopt. Maar wat gebeurt er nu? Die concessionarissen zeggen dat de toevoer van verkeer naar hun Liefkenshoektunnel geoptimaliseerd moet worden, omdat zij anders niet rond komen met hun toegeld, gezien er te weinig auto's door de tunnel zouden rijden. Daarom vragen zij thans een nieuwe autoweg, te betalen door de publieke sector. Uw minister van Openbare Werken, Mijnheer de Eerste Minister, is verleden week met een koud cynisme en een totaal voorbijgestreefde mentaliteit die niet de minste rekening houdt met alles wat leefmilieu en kwaliteit van het leven betreft, komen verklaren dat die autoweg voor de bevoorrading van de Liefkenshoektunnel er komt, hoewel iedereen uit de ganse streek waarover het gaat — met name het Waasland, elke parlementair, elke politicus — het nut van die bijkomende autoweg niet inziet. Ik wil hier een weddenschap doen, Mijnheer de Minister van Begroting, dat u die autoweg zal betalen voor de mooie ogen van die concessionarissen, omdat zij hun toegeld moeten verdienen. Uw operatie van privatisering zal u, in plaats van iets op te leveren, uiteindelijk geld kosten.

Derde voorbeeld: het RTT-contract. Mijnheer de Eerste Minister, vandaag is er boeiende lectuur te vinden in een u bevriend dagblad, want de staatssecretaris voor PTT, die, zoals wij hebben gelezen, ook niet tot het klooster werd toegelaten...

De heer Martens, eerste minister. — Toch wel.

De heer Willockx. — Ik heb gelezen dat de staatssecretaris heeft verklaard dat er geen vrouwen in het klooster zijn geweest en dat men dit kan merken. (*Protest bij de leden van de meerderheid.*)

De heer Van den Brande. — Hebt u al een klooster zonder nonnen gezien? (*Hilariteit.*)

De heer Willockx. — Mijnheer Van den Brande, ik richt mij tot u. U hebt gisteren gepleit voor de responsabilisering van de openbare diensten.

Wanneer u daar logisch op doordenkt, pleit u dus ook voor een grotere autonomie van de RTT. Er is echter een foutje geslopen in de chronologie. Men moet eerst nog iets regelen, gezien er een akkoord is gesloten tussen de «Société générale» en Bell om aan de hand van een kunstmatig opgeblazen RTT-contract de telecommunicatiebestellingen te verdelen, ook naar Wallonië toe. Waar blijft hier dan de responsabilisering? Wanneer u daarover spreekt, moet u aan een overheidsbedrijf de kans geven op een autonome, bedrijfsverantwoorde manier zijn bestellingen te plaatsen. Met het RTT-contract doet u net het omgekeerde. U blaast het volume van het contract op. Mijnheer de Eerste Minister, Bell is op het vlak van de transmissie reeds diensten aan het afbouwen die het overlaat aan ACEC, steunend op het protocol dat tussen Bell en de «Société générale» is overeengekomen. Indien u communautair het RTT-contract wil regelen, zal u zich onderwerpen aan de grillen van de «Société générale». Die heeft ter zake een concept uitgewerkt dat een opgeblazen volume geeft, dat zeer duur zal uitvallen voor de RTT. De RTT zal niet kunnen betalen, en dan zal men privatiseren. (*Protest bij de meerderheid.*) Dat is wat ik dogmatisme noem, en daar willen wij ons tegen verzetten.

Mijnheer de Eerste Minister, het Pinksterplan is onrechtvaardig. Bij de verdeling van de lasten van de crisis hebben de liberalen zich kunnen uitleven. Wie dacht dat de inkomens uit kapitaal eindelijk tot een ernstige inspanning zouden worden gedwongen, is bedrogen uitgekomen. Er worden hooguit enkele miljarden, dat moet ik toegeven, teruggehaald door de beperking van de flagrante misbruiken in de coördinatiecentra. Overigens wordt het bijzonder pensioensparen in het vooruitzicht gesteld.

Mijnheer de Eerste Minister, ik zou u een precieze vraag willen stellen. U zal zich ongetwijfeld de discussie inzake de wet op de bijzondere volmachten herinneren. U hebt mij hier tijdens het debat over het regeerakkoord verzekerd dat er geen fiscale maatregelen bij bijzondere macht zouden worden genomen. Collega's, er is nu echter beslist dat in de programmawet een bijzondere macht aan de regering wordt toegekend om de PPR uit te werken. U zal dus trachten via de volmachten het pensioensparen erdoor te sluisen, omdat u al begrepen hebt dat de achterban niet mee wil. Deze operatie, zoals ze thans voorligt, en die in een normale sociale context voor ons ook nooit onbespreekbaar is geweest, zal zeker op een ogenblik van sanering, de afbraak betekenen van de normale wettelijk voorziene sociale zekerheid. Wij krijgen de PPR dus bij volmacht of bij bijzondere macht. (*Ontkennend gebaar van de eerste minister.*) Ik zou daarop dus graag een precies antwoord krijgen.

De heer Tobback. — Is het niet juist?

De heer Martens, eerste minister. — U moet de tekst van het akkoord bekijken.

De heer Tobback. — De vraag is of u de PPR wil toepassen zonder het Parlement.

De heer Willockx. — Collega's, ik kan u helpen. Er komt in elk geval in de programmawet een artikel dat de Koning de toelating zal geven om de PPR uit te werken. U moet dus niet zoeken, het is zo. Wat diezelfde onrechtvaardigheid en diezelfde programmawet betreft, Mijnheer de Eerste Minister, zwijgt u in alle talen. U rekent op de zomer-euforie. Ik ben blij dat u glimlacht.

De heer Martens, eerste minister. — Men heeft hier grote debatten gehouden over het onderscheid tussen delegatie en bijzondere machten.

De heer Willockx. — Mijnheer de Eerste Minister, het moet mij van het hart dat het hoogtepunt van cynisme van deze regering in die programmawet voorkomt, met name het charter van de belastingplichtige. Dit charter bevat zeven à acht artikelen waarbij wij ons kunnen aansluiten. Wij zullen zelfs amendementen indienen tot grotere humanisering van de fiscaliteit. Deze amendementen zullen zelfs verder gaan dan wat de regering vraagt. Er staat echter één hoofdstuk dat heel belangrijk is en dat bedoeld is de wetgeving die sinds 1980 is ontstaan, uit te hollen.

De heer Voorzitter. — Mijnheer Willockx, u hebt nog tien minuten.

De heer Willockx. — Diezelfde onrechtvaardigheid zit in de meest cynische vorm in die programmawet ingepakt, hoe u het ook draait of keert. Het is voor ons zeer duidelijk dat deze programmawet, met daarin het charter van de belastingplichtige, de mogelijkheden van het onderzoek tegen de fiscale fraude zal beperken en de Bijzondere Belastinginspectie zal uithollen. Het ontwerp van de programmawet is reeds bij de Raad van State. Wij hebben de teksten ter beschikking, en het staat vast als een paal boven water. Geef toe, na alles wat de jongste tijd is gebeurd, met de vrienden van de vrienden van de vrienden van de vrienden van deze regering die in grote fraudedelicten in opspraak zijn gekomen, is dit toch een beetje erg.

De heer Martens, eerste minister. — Het zijn niet mijn vrienden.

De heer Willockx. — Ik spreek van de regering, Mijnheer de Eerste Minister. Het is het toppunt van politiek cynisme dat u aan die mensen een vrijbrief gaat geven om de deur die inzake fiscale fraude was dichtgedaan, opnieuw te openen. U hebt gecapituleerd voor een liberale eis, ingegeven door de vrees voor de gevolgen van de actie tegen de grote fiscale fraude. (*Applaus op de banken van de SP.*)

Mijnheer de Eerste Minister, de bevolking moet zwaar inleveren. De sociale sector wordt afgebouwd, maar op het vlak van het vragen van een inspanning aan de groten, gebeurt er niets. In uw speech hebt u telkens een ganse bladzijde gewijd aan de internationale economische groepen — dat zijn de mannen van het IMF en de OESO, die hier in het Hilton voor een half miljoen per maand verblijven en die geregeld voor uw beleid komen supporteren —, aan de banken, de institutionele beleggers en de beleggers. U hebt ze gerustgesteld dat er niets gaat gebeuren en, integendeel, dat ze nog meer cadeaus zullen krijgen. Ik zoek vergeefs naar de bladzijden waar u de arbeiders, de bedienden, de werklozen, de zieken, de gepensioneerden en de samenwonenden dezelfde geruststelling geeft. Daar komt u niet aan toe. (*Applaus op de banken van de SP.*)

Mijnheer Verhofstadt, ik moet mij bij u verontschuldigen, maar op het vlak van de fiscale druk bent u op vier punten gesneuveld.

De heer Martens, eerste minister. — Ook al? Iedereen is blijkbaar gesneuveld.

De heer Tobback. — Wij kunnen niet anders dan vaststellen.

De heer Willockx. — Ten eerste, de belasting op het ziekengeld wordt verhoogd. Iedereen die buiten het ziekengeld nog een ander inkomen heeft, betaalt meer belastingen.

De heer Tobback. — Juist!

De heer Willockx. — Ten tweede, iedereen — dat is gans de bevolking — die een bijdrage doet voor de aanvullende sociale verzekering — dat is een aanvullende bijdrage in de sociale zekerheid —, betaalt meer belasting.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapbeleid en het Plan. — Dat doet niet iedereen.

De heer Willockx. — Ten derde, de inhouding op de werklozenvergoeding wordt omgezet in een bedrijfsvoorheffing. De werklozen die nog een ander inkomen hebben dan de werklozensteun, zullen meer belastingen betalen. Hoe u het ook draait of keert, de gemeenten zullen de keuze hebben tussen minder tewerkstelling, nog minder investeringen, of door de afwenteling nog meer fiscale druk uitoefenen. (*Ontkennend gebaar van de heer Verhofstadt.*) Kortom, dit zijn een reeks lineaire ingrepen die de fiscale druk voor de sociale inkomens in het bijzonder opnieuw de hoogte injaagt.

Ik kom tot mijn laatste hoofdstuk, de reacties op dit beleid. Mijnheer de Eerste Minister, geachte collega's, doorheen de lange periode van politieke inertie is de regering er door allerhande provocaties in geslaagd een sfeer van vijandigheid te scheppen in diverse lagen van de bevolking. Juist op het moment dat men een grote sociale economische ingreep voorbereidt, kan het land deze sfeer missen. Veeleer zou u alles in het werk moeten stellen om een sociale consensus te bereiken.

Mijnheer de Eerste Minister, in strijd met wat u op 15 mei in het Parlement stelde, wordt u niet zomaar geconfronteerd met drukkingsgroepen die enkel hun eigen specifieke belangen behartigen. Het komt mij integendeel voor dat, ook bij de sociale verantwoordelijken, juist vandaag meer dan ooit, het algemeen belang centraal wordt gesteld. Indien men echter de budgettaire sanering als een alleenzalmakend, als een alles overheersend doel op zichzelf naar voren schuift, is een zinnig gesprek onmogelijk. Indien men de tewerkstelling, de strijd tegen de nieuwe armoede, de sociale rechtvaardigheid en de strijd tegen de crisis centraal zou stellen, is het mijn overtuiging dat een algemene dialoog met de sociale organisaties volstrekt zinvol zou zijn.

De regering Martens VI gaat blijkbaar omgekeerd tewerk. Ze devalueert het interprofessioneel sociaal overleg tot een onderhandeling over het centrale CAO *strictu sensu*, waarbij ze zelf een keurslijf bepaalt en een rok achter de deur houdt om met de bijzondere machten partij te kiezen en voordele van het verwende patronaat. Tussendoor delegeert zij ministers-professoren in streekeconomie om mijnsluitingen aan te kondigen. Ondertussen laat ze echte en feitelijke vice-premiers toe om het Parlement

uit te dagen en geeft ze holder de bolder groen licht aan een fanatieke Onderwijs-minister om het rijksonderwijs en het VSO de doodsteek te geven en laat ze niet na zelfs de rechtsstaat op de helling te zetten door een record-politisering van de magistratuur.

Deze provocatiementaliteit kon niet anders dan tot uitbarstingen aanleiding geven. Zij smeult reeds maanden lang bij de jeugd, de jeugd die onmiddellijk heeft gereageerd op het regeerakkoord dat in wachttijdverlening en verlengde legerdienst voorziet; de jeugd, die op een waardige manier — dat mag ook eens worden gezegd — spontaan heeft gereageerd in scholierenmanifestaties en uiting heeft gegeven, buiten elke partijpolitiek om, aan haar protest tegen de maatschappelijke ingrepen die u aan het voorbereiden was. Desalniettemin hebt u nog altijd de verlengde legerdienst weerhouden, zonder dat u specifiek aan die jongeren een ernstig vooruitzicht op tewerkstelling meegeeft.

Mijnheer de Eerste Minister, u bent geconfronteerd geweest met de mijnstakingen. Ook deze mijnstakingen werden uitgelokt door verklaringen van ministers van uw regering, verklaringen in interviews, verklaringen die via het lek Olivier werden bevestigd. Bij hen ligt de verantwoordelijkheid voor de spontane uitbarsting in Limburg. Ik erken dat u hebt geprobeerd de gemoederen te bedaren. Maar u zal het met mij eens zijn dat, na het betoeg van de heer Wauthy en na de reacties van sommige van uw coalitiepartners, er in de mijnen in Limburg zeer grote onrust blijft bestaan.

Ook in de openbare diensten is de sociale malaise begrijpelijk. In strijd met de beloften van de herfst 1983 is het duidelijk dat de regering opnieuw met haar eigen personeel aan het sollen is. Geen enkele patroon in dit land kan zich veroorloven wat de overheid zich als werkgever veroorlooft. Na gedurende dertien jaar geen enkele loonsverhoging te hebben toegestaan, na gedurende zes jaar een specifieke inlevering via de solidariteitsbijdrage te hebben opgelegd, na op vier jaar tijd tienduizenden afvloeiingen te hebben georganiseerd, nu nogmaals de openbare diensten als budgettaire schietschijf gebruiken en daarover niet fundamenteel willen praten, is provocatie.

Het is uiteraard een voorzichtig zoethoudertje als u stelt wel te willen praten over de modaliteiten van de afbouw van sommige openbare diensten. Ik kan het niet beter typeren dan een woordvoerder van het vrij onderwijs, eerwaarde heer De Visch, adjunct-secretaris van het katholiek onderwijs, het vorige week stelde — ik citeer de heer De Visch: « Als je de omvang van het besparingsplan ziet, zinkt de moed je in de schoenen. Overleggen over de modaliteiten lijkt dan erg veel op het aanhoren van een terdoodveroordeelde, niet over zijn verdediging, wel over de vraag of hij voor zijn laatste uurgaret er een verkiest met filter of zonder filter. » (*Gelach.*) Eerwaarde heer De Visch, adjunct-secretaris van het katholiek onderwijs, heeft dit vorige week verklaard, Mijnheer de Eerste Minister. (*Applaus bij leden om de SP.*)

Bij al deze confrontaties staat niet uitsluitend het eigen belang centraal. Vooral de tewerkstelling, ook de kwaliteit van de openbare diensten, en zelfs de onafhankelijkheid van de energievoorziening zijn aan de orde. Als u tijdens een uitzending van RTBF vraagt waarom de werknemers uit de privé-sector staken, dan hoop ik dat u het antwoord hierop in de loop van deze twee dagen debat al hebt begrepen, namelijk omdat er een hele lange reeks sociale ingrepen zijn, omdat er een derde indexsprong is, omdat er geen serieus sociaal overleg tot stand is gekomen, en *last but not least*, Mijnheer de Eerste Minister, omdat er, gelukkig maar, in de arbeidende klasse nog solidariteit bestaat. (*Applaus bij de SP.*) Wanneer men dan een interprofessionele actie gestalte ziet krijgen, vanuit de basis gemotiveerd, dan moet u dit niet afdoen met een zogenaamde politieke actie, maar dan is dit integendeel het bewijs dat de arbeiders en bedienden in dit land nog altijd tot solidariteit bereid zijn om ook voor zaken te vechten die eventjes buiten hun specifieke eigenbelangen staan. Zij lopen niet in de val die, doorheen heel dit plan dat nu voorligt, als de rode draad loopt, namelijk dat u in alle domeinen probeert de mensen tegen elkaar op te zetten, de mannen tegen de vrouwen, de jongeren tegen de ouderen, de actieven tegen de werklozen, de onderwijzers en de kleuterleidsters tegen de licentiaten en de regenten. Mijnheer de Eerste Minister, in alle rust zeggen wij u dat, wanneer men op interprofessioneel vlak, op een beheerste en waardige manier, reageert tegen zulk beleid, deze mensen dan inderdaad — en wij zijn er niet beschaamd over — op de volle solidariteit van de socialistische beweging kunnen rekenen. (*Levendig applaus bij de SP en de PS.*)

Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Eerste Minister, Heren Ministers, Dames en Heren, ik kom thans tot mijn laatste en meest actuele punt.

Voor mij liggen — en het is misschien gemakkelijk voor de pers, omdat ze veel nota's die ze genomen hebben, naast zich kunnen leggen — twee telexbladen met de samenvatting van de SP-tussenkomsten die tot nu toe in dit Parlement zijn gehouden. (De heer Willockx toont vanop de tribune de twee bladen telextekst.)

Dat is ongeveer de synthese van wat de heren Van Miert en Claes over uw spaarplan hebben gezegd. Het enige verschil is echter dat dit nu blijkbaar uitgaat van de algemene raad van het ACV. (Gelach bij de leden van de SP.) Mijnheer de Eerste Minister, waarschijnlijk hebt u deze teksten ook al gezien. Ze zijn zelfs scherper dan wat wij ter zake hebben gesteld. Ik ga niet vooruitlopen op de gevolgen daarvan. Wij maken ons daarover niet zoveel illusies. De heer Houthuys zal er allicht wel in slagen zijn troepen opnieuw in het gelid te krijgen. Hieruit moet u toch kunnen afleiden dat de syndicale kritiek niet bedoeld is om «zomaar» tegen de regering op te boksen of politieke agitatie te stimuleren, want ook de privé-sector is vertegenwoordigd. Mijnheer de Eerste Minister, ik zou u willen vragen er rekening mee te houden dat met deze telexen het bewijs is geleverd dat het verzet tegen uw spaarplan doorgedrongen is tot in de breedste lagen van de bevolking. Ik kan u maar een bescheiden raad geven: zet u onmiddellijk opnieuw aan tafel, doe uw huiswerk opnieuw. (Applaus bij de leden van de SP, de PS, Agalev en de Volksunie.)

M. le Président. — La parole est à M. Burgeon.

M. Burgeon (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, Mesdames, Messieurs, dimanche dernier, à la télévision, M. Gol a fait une déclaration incroyable — je la cite: «En tant que Wallon, je regrette une fois de plus que ce soit la Wallonie, déjà plus mal en point, qui ait été paralysée par les grèves et où le secteur privé a été pris en otage.»

Je suis particulièrement fier de représenter dans cette Chambre une région, celle du Centre, qui est le fer de lance du combat que mènent les travailleurs pour la préservation de leurs droits, la justice et la dignité. La combativité des travailleurs de la région du Centre ne s'est jamais trouvée en porte-à-faux. Ils sont des pionniers en matière sociale. La première «Maison du Peuple» de Belgique, la première mutuelle, une des premières sections syndicales du pays, sont nées dans la région du Centre il y a plus d'un siècle. La population du Centre s'est trouvée au premier rang lors de la question royale, lors des grèves de 1960-1961, et encore aujourd'hui. Cette conscience sociale se retrouve aujourd'hui dans la qualité et la persévérance du combat que les travailleurs y mènent.

La région du Centre, grâce à son courage, à la compétence de sa main-d'œuvre, a contribué à la richesse du pays. Ses industries ont aussi été pionnières. Les charbonnages, les fabriques de matériel ferroviaire, les verreries, les faïenceries, l'industrie du vêtement, ont exporté dans le monde entier. C'est une région où l'on sait se battre, mais c'est aussi une région où l'on sait travailler. Malheureusement, trop d'industriels n'ont pas été dignes des qualités de cette population et ont géré avec imprévoyance. La haute finance a déserté cette sous-région comme elle a déserté la Wallonie.

Si je me permets ce long préambule, c'est pour répondre aux responsables des formations de droite qui essaient de dénigrer et de culpabiliser la Wallonie en la présentant comme une région gréviste ou grévilcultrice. A ceux-là, je rétorque qu'un peuple qui défend sa dignité et la justice participe à la prospérité du territoire où il vit, participe surtout au progrès de la civilisation. Ce sont les grands peuples qui se révoltent et qui font leur histoire. N'oublions pas que le suffrage universel, conquête éminemment démocratique, a été conquis par la pression sociale. Ceux qui sont incapables de reconnaître cette évidence se détachent de leur peuple et même le trahissent.

MM. Gol et Louis Michel ont eu l'outrecuidance d'accuser la Wallonie en grève, alors que les travailleurs réagissent justement parce que leur région a été délaissée par le gouvernement Martens V et le sera par Martens VI. Qui plus que la Wallonie souffrira de l'abandon du renové et du chômage qu'il provoquera? Qui plus que la Wallonie souffrira de la diminution des subsides prévus pour les zones de développement et le Fonds pour la rénovation industrielle supprimé, lui, en 1987? Qui plus que la Wallonie souffrira de l'attribution de 24 milliards à la Flandre et de 10 milliards au sud du pays à la suite de la vente des participations dans les entreprises des secteurs nationaux en boni?

Je viens de citer les mesures de ce plan qui spolient la Wallonie, mais tout le parcours de Martens V est parsemé d'injustices, de tricheries et de frustrations pour le sud du pays, que ce soit dans la sidérurgie et les autres secteurs nationaux, les commandes publiques, la SNCB, le secteur de l'aviation, les lois linguistiques et bien d'autres domaines encore. Toute l'histoire du gouvernement Martens V est marquée par une longue série

d'agressions, avec la complaisance des ministres PRL et PSC. A cela viennent s'ajouter les injustices qui frappent tous les travailleurs et les allocataires sociaux. Lors de ma dernière intervention, je vous mettais en garde contre le risque que la population en ait assez et que la rue ait le dernier mot. Vous m'avez reproché ces propos, mais si je les ai exprimés, c'est parce que j'appartiens à une région dont la sensibilité sociale est très grande. Certains ici, qui ignorent tout de cette sensibilité, semblent prétendre que les travailleurs se mettent en grève par jeu, de façon fantaisiste. Ceux-là ne peuvent imaginer la somme de sacrifices que signifie un mouvement social important. Les travailleurs sont les premières victimes de leur grève. Mais de même que l'on peut mourir pour la liberté, on peut aussi consentir d'énormes sacrifices pour la défense de la justice et de la dignité.

MM. Gol et Michel, accusés par le peuple qu'ils sont censés défendre, renversent les rôles et se posent en accusateurs. C'est inacceptable!

Sous le gouvernement Martens V, les écarts entre la Flandre et la Wallonie se sont creusés et ils continuent encore à se creuser sous Martens VI. Accuser seulement la Wallonie d'être gréviste, c'est oublier que les mineurs de Limbourg ont courageusement mené une grève de plusieurs semaines et que ce n'est sans doute pas une affaire terminée, que la grève existe aussi chez les dockers à Anvers et existera dans d'autres secteurs en Flandre demain. Les Wallons ne se laisseront pas insulter par ceux qui les ont trahis et s'apprêtent encore à les trahir chaque jour. Ceci est une première mise au point.

La deuxième mise au point sera faite à l'égard de ceux qui prétendent que les mesures frappent les institutions et non les personnes, et même pas les familles. La grande majorité des mesures frappe les personnes directement ou indirectement, que ce soit le chômeur cohabitant ou le malade cohabitant qui sont exclus, que ce soit la femme qui à 59 ans aspire à la pension, que ce soit le prépensionné qui paiera trois mille francs d'impôts en plus par mois, ou encore la femme accouchée dont l'indemnité diminue, le malade qui doit payer le ticket modérateur pour les actes techniques et le malade professionnel en proie à l'angoisse parce qu'il ne sait pas ce qu'il résultera de la fusion des deux organismes — Fonds des maladies professionnelles et Fonds des accidents du travail —, que ce soit la famille qui doit payer le transport scolaire, l'augmentation du minerval à l'université ou dans l'enseignement de promotion sociale, ou encore le travailleur à qui l'on refuse le chèque-repas; que ce soit enfin l'un des 1200 instituteurs francophones ou des dix mille emplois de professeurs du secondaire — la plupart du temps fort jeunes — devenus chômeurs, l'un des dix mille postiers chômeurs — si l'on suit *Team Consult* — ou l'un des milliers de chômeurs dans la construction à cause des 64 p.c. Toutes ces personnes sont victimes de votre politique. Qui osera encore prétendre que les mesures prises n'atteignent que l'Etat et non les personnes? Toutes les catégories sociales, travailleurs du secteur public ou privé, chômeurs, malades, pensionnés, femmes, tous sont atteints dans leur vie de tous les jours. Martens V fut le gouvernement de la pauvreté et des restaurants du cœur. Martens VI sera le gouvernement de la misère pour une grande partie de la population.

Pour ce qui est des jeunes, vous leur réservez un sort vraiment à part. D'autres orateurs viendront à cette tribune vous parler des jeunes envers qui vous poursuivez une politique de ségrégation, ainsi qu'envers les femmes à nulle autre pareille. Jamais un gouvernement en Occident n'a pris autant de mesures contre les jeunes, et ce n'est pas la formation promise dans un contexte de travaux forcés qui va compenser les véritables agressions dont les jeunes sont les victimes et qui va éviter de briser l'espoir des jeunes générations. Martens VI est avant tout un gouvernement anti-jeunes. C'est là une de ses principales caractéristiques.

Vous supprimez des dizaines de milliers d'emplois et vous parlez de créer 50.000 postes. C'est complètement aberrant, sur le plan budgétaire. Avez-vous déjà calculé combien il coûte de maintenir un emploi? Par contre, savez-vous que la création d'un nouvel emploi est de loin beaucoup plus coûteuse? Evidemment, je parle d'un emploi solide et durable, et non d'emploi ersatz et éphémère, dont vous êtes devenus les spécialistes, vous et votre ministre dit de l'Emploi. Votre programme est irréalisable, car il est plus coûteux de créer un emploi que de le maintenir.

Touche-t-on aux institutions? Oui, mais chaque fois contre la Wallonie. Je l'ai dit, diminution des subsides de développements et du FRI, manipulation des lois de 1984 sur les secteurs nationaux. Demain, ce sera peut-être la démission du bourgmestre que nous considérons comme Wallon, José Happart. Voilà comment Martens VI touche aux institutions.

J'en viens à ma troisième mise au point. Certains répètent à satiété que le Parti socialiste n'a pas d'alternative. C'est ce qui a encore été dit dimanche dernier à la télévision par les ministres. Je suis bien forcé de

constater que depuis cinq ans, le gouvernement évite un débat approfondi sur cette question et que même les médias ont évité de savoir et de faire savoir si cette information était vraie ou fausse. Je dénie le droit à ceux qui, pendant cinq ans, ont géré à la petite semaine ou à la petite année de nous critiquer sur ce point. Pendant cinq ans, nous avons connu cinq plans d'assainissement. De ces assainissements forcenés, nous retirons cinq mille milliards de dette publique, un héritage que les jeunes générations, encore elles, devront subir. Alors, à quand le sixième plan pour essayer de conjurer ces 5 000 milliards? L'an prochain, pour la sixième année? Attention, Monsieur le Premier Ministre et Monsieur le Vice-Premier Ministre et Monsieur le Ministre du Budget, car les taux d'intérêt recommencent à augmenter sur la scène internationale. En fait, la situation ne cesse de se détériorer, parce que les propositions Martens aggravent la crise. La conjoncture internationale est, présentement, plus favorable, mais on ne sait — *dixit* M. Eyskens en commission de l'Economie — comment accrocher le wagon, tout cela parce que les grands équilibres sont rompus, parce que les finances publiques sont détériorées, sans doute de façon irréversible, par la politique que vous menez et que vous voulez poursuivre, contre toute raison.

Les grands équilibres sont rompus, parce qu'il n'y a pas de relance économique. Cette dernière doit être l'objectif prioritaire. Des assainissements non déflationnistes, dans l'équité et l'équilibre, liés à une vraie politique économique, permettront d'atteindre plus facilement les 8 ou 7 p.c., qui semblent pour vous des chiffres mythiques, pourtant largement dépassés déjà dans d'autres pays européens.

Notre position se détériore de jour en jour par rapport à nos voisins. Votre conception de la politique industrielle est d'accorder aveuglément des moyens aux entreprises priées: exonération fiscale, déduction de cotisations sociales et autres Monory-De Clercq. Mais il n'y a pas de réponse du secteur industriel. La seule réponse vient de la Bourse. De temps en temps, certains leaders de droite, surtout libéraux, agitent la sonnette d'alarme, mais sans effet. Les entreprises ne se sont pas engagées dans des activités novatrices. Il n'y a pas eu d'augmentation de l'emploi, malgré les zones d'emploi, les centres de coordination, les contrats et les zones de reconversion. Il y eut un véritable gaspillage de moyens sous Martens V. On se prend à rêver des effets de ces dizaines, voire centaines de milliards engagés dans la relance sélective que le Parti socialiste défend.

Plusieurs scandales politico-financiers ont récemment révélé combien la grosse fraude fiscale est présente dans notre pays. Ne peut-on récupérer de ce côté des moyens pour la relance sélective? Mais sans doute les gros fraudeurs bénéficient-ils de trop de protection, clandestine ou légalisée sous forme de charte de contribuable ou autres artifices... Ce gouvernement est celui qui fait le plus d'idéologie, de la façon la plus étriquée, oserais-je dire la plus stalinienne. Pour des raisons idéologiques, on démantèle le secteur public, que l'on vend au grand capital. En échange de quoi? De l'amendement Gijs, qui permet d'exonérer les dons électoraux. Est-il compatible de céder la partie rentable du secteur public, alors que l'on recherche des solutions qui permettent d'avoir des finances publiques saines? Mais on vend ce secteur rentable sans perspective, tout simplement pour combler le tonneau des Danaïdes des finances publiques. La déviation idéologique apparaît quand l'application se fait en dehors de toute logique, de toute utilité sociale, comme en témoigne l'interview de M. Damseaux à propos du renové. Le moyen d'expression est la langue de bois, qui permet tous les mensonges, et votre déclaration gouvernementale en est un exemple. On démantèle les secteurs économiques, on dilapide les finances de l'Etat pour une lutte illusoire contre la crise. Le résultat? Une situation de plus en plus déséquilibrée. Comme l'a dit M. Simonet, on ne crée plus la richesse; on engendre, au contraire, la pauvreté. Quand vous vous êtes occupé de politique industrielle, ce fut le gâchis. Prenons comme exemple la sidérurgie, et demain les mines du Limbourg, mais surtout un secteur typique: celui de la construction.

La construction est considérée comme un secteur clé dans l'économie. Pourtant, comme vous l'avez malmenée! De table ronde en table ronde, de mesures inefficaces en mesures inefficaces, parce que la confiance ne règne plus du côté des candidats constructeurs, le secteur de la construction a perdu des dizaines de milliers d'emplois. Deux mesures principales existaient jusqu'à présent: la TVA réduite à 6 p.c., d'une part, la déductibilité des intérêts hypothécaires, avec un plafond de 200 000 francs en trois ans, d'autre part. Maintenant, la TVA remonte à 17 p.c., et si la déductibilité des intérêts hypothécaires semble accrue, les restrictions sont telles qu'il s'agit, en fait, d'un recul par rapport au système précédent. Parlons de la TVA. Pour les travaux de rénovation, le taux reste à 6 p.c. Ceci est cependant très vague, puisque, comme l'avoue le gouvernement, les modalités de cette opération sont encore à définir. Ce qui est clair, c'est que l'enveloppe affectée à cette mesure ne peut excéder les 4 milliards, alors que précédemment, le soutien par le biais de la TVA représentait

12 milliards. 4 milliards contre 12, c'est donc bien à la diminution de deux tiers de l'aide au secteur de la construction qu'il vient d'être procédé par le gouvernement.

Voyons maintenant l'utilité des intérêts hypothécaires. Ici aussi, les modalités sont floues, et très loin de la déductibilité intégrale réclamée par le secteur de la construction, qui vient d'ailleurs encore de nous écrire. Tout d'abord, le texte évoque la déductibilité des intérêts pour construire ou acheter une seule habitation neuve... (*Le premier ministre quitte l'hémicycle.*) Je suppose que je ne dois pas attendre M. le premier ministre?

M. le Président. — Le ministre du Budget vous écoute, Monsieur Burgeon.

M. Burgeon. — ... Cela signifie-t-il que le contribuable ne pourra bénéficier qu'une seule fois dans sa vie de cette déductibilité? (*Interruption de M. Verhofstadt.*)

M. Van der Biest. — Monsieur Verhofstadt, il est normal que M. Burgeon ne vous apprécie pas après tout ce que vous faites subir aux gens qu'il défend.

M. Burgeon. — De toute façon, le secteur de la construction se souviendra que le premier ministre ne se soucie pas de son sort!

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Ce ne sont pas les socialistes qui ont diminué la TVA. Auparavant, elle s'élevait à 17 p.c., et les socialistes étaient au pouvoir.

M. Van der Biest. — Il n'y avait pas de crise à cette époque. Nous avons déposé une proposition en 1981.

M. Burgeon. — Je parlerai bientôt de la proposition de loi sur la construction que j'ai déposée.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Comment est-il possible de tenir de tels propos?

M. Van der Biest. — Il faut avoir de la mémoire.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Comment est-il possible de dire des choses pareilles?

M. Van der Biest. — Vous n'avez qu'à lire.

M. le Président. — Monsieur Burgeon, vous attendiez le premier ministre. Le voici de retour.

M. Van der Biest. — Les patrons de la construction m'ont encore écrit au "rd'hui". Vous ont-ils écrit aussi? Vous avez diminué le taux de TVA sous notre pression. Vous avez baissé ce taux pour éviter une proposition de loi déposée au Sénat, vous le savez très bien!

M. Burgeon. — Ensuite, la déductibilité n'est valable qu'à concurrence...

M. Van der Biest. — Nous avons déposé une proposition au Sénat, que vous avez reprise en partie.

Excusez-moi, Monsieur Burgeon, de cet emportement justifié par le comportement du ministre.

M. Burgeon. — Cette déductibilité n'est valable, dis-je, qu'à concurrence du nombre d'enfants à charge. On ne connaît pas le montant de cette majoration complémentaire. Enfin, la déductibilité est dégressive et diminue de 10 p.c. tous les ans. Cela veut-il dire qu'après 10 ans, la déductibilité disparaît?

On peut aussi se demander quel est encore l'intérêt de cette déductibilité des intérêts d'emprunt hypothécaires dans un contexte de maintien des taux d'intérêts à un niveau bas. En définitive, ce nouveau type d'exonération, dont la mise en application et le calcul seront très complexes, ne paraît pas représenter un avantage beaucoup plus grand que celui qui était accordé jusqu'à présent. On peut donc dire que le particulier troque un avantage immédiat — la TVA est réduite à 6 p.c. — contre un avantage réduit à venir — une réduction qui se marquera seulement en 1988. Il s'agit, une fois de plus, de reporter vers le futur une charge actuelle, ce qui ne devrait pas faire plaisir à M. Simonet.

Enfin, autre mauvais coup au secteur de la construction: la limitation à 64 p.c. des investissements publics. Mais la grande question qui se pose est de savoir ce qu'il adviendra de la construction routière. Le ministre des

Travaux publics, M. Olivier, a déclaré qu'on ne toucherait pas à l'enveloppe de 7 milliards destinée aux travaux d'entretien des communes et qu'il n'est pas tenu de respecter la règle des 64 p.c. de façon linéaire. Pouvez-vous confirmer, Monsieur le Ministre du Budget, qu'il ne sera pas touché à ces 7 milliards destinés aux communes? Comme on le voit, le secteur de la construction reste victime de la politique la plus confuse, la moins cohérente, la moins opérante. Des emplois y seront encore perdus. Bientôt, en commission de l'Economie, on discutera de la proposition de loi du Parti socialiste sur la relance de la construction publique par la création de fonds destinés aux Régions pour financer les travaux des pouvoirs subordonnés. Il y a là une demande importante, sociale, exactement planifiable et quantifiable, dont les retombées peuvent être satisfaisantes. Cette proposition se situe dans l'esprit de l'accord PS-FGTB, dont les idées principales sont l'augmentation sélective du pouvoir d'achat, la relance sélective et le fédéralisme.

Si la révolte grandit, c'est parce que la confiance n'existe plus, ni envers le gouvernement, ni envers les partis de la majorité. Que de promesses n'ont pas été tenues, notamment: les pouvoirs spéciaux qui devaient finir, les 7 p.c., la diminution du chômage, la stabilisation de la fiscalité.

On vous juge plus sur votre passé que sur vos prévisions et déclarations, même les plus péremptoires, car les actes sont là. Mais comment croire à vos promesses quand on connaît votre passé et comment croire encore à ces partis de la majorité comme le PRL, qui se réfugie dans l'insulte à l'égard de la Wallonie? Comment croire encore au PSC, que M. Gendebien qualifiait, alors qu'il était président du Rassemblement wallon, de parti le plus « couard » du gouvernement? M. Wauthy va-t-il tirer les conclusions de son discours d'opposition d'hier?

M. le Hardy de Beaulieu. — Il a changé d'avis depuis lors.

M. Burgeon. — Ce n'est pas étonnant.

Comment M. Antoine pourra-t-il faire croire à la jeunesse que le gouvernement Martens VI fait quelque chose pour elle? On attend aussi au tournant M. Lestienne, qui vient d'envoyer au premier ministre une lettre qui dit ceci: « Ne commettez pas l'irréparable. Retirez, de l'ensemble des décisions, les mesures inapplicables concernant notamment l'enseignement secondaire et acceptez la concertation. » Fin de citation. On retient aussi de cette soirée la déclaration de l'ACV, qui est en soi un véritable discours d'opposition.

M. le Président, Monsieur le Premier Ministre, l'opinion publique est exaspérée, et cette semaine encore, des grèves et des manifestations auront lieu. Ce qu'il faut éviter avant tout, c'est le drame. C'est vrai, comme vous le dites dans la déclaration gouvernementale, « que des finances publiques saines, équilibrées sont la base essentielle d'un avenir économique prometteur ». Mais j'ai la conviction intime que vous avez prouvé votre incapacité. Vous êtes incapable de vous renouveler. Partez avant qu'il ne soit trop tard. Je vous remercie de votre attention. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La séance est suspendue.

— La séance est suspendue à 19 h 30.

— De vergadering wordt om 19 u 30 geschorst.

— La séance est reprise à 20 h. 15.

— De vergadering wordt om 20 u 15 hervat.

M. le Président. — Nous reprenons le débat en cours. La parole est à M. Collart.

M. Collart (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, mes chers collègues, l'importance de la communication que j'ai à vous faire retiendra certainement l'attention de la Chambre. J'interviendrai, Monsieur le Ministre, sur deux points. Le premier est la revalorisation du barème de l'institutrice maternelle, et le second concerne tout ce qui touche à la politique des soins de santé. Comme le disait tout à l'heure M. Simonet, il y a eu des écarts de langage, mais je vous assure qu'à cette heure quelque peu tardive de la soirée, je n'abuserai pas.

Permettez-moi de constater, Monsieur le Ministre que l'équipe gouvernementale, qui d'ailleurs brille par son absence au banc du gouvernement, est visiblement en disponibilité d'enthousiasme. En réalité, je crains que vos raids prédateurs dans tous les secteurs de la vie nationale ne laissent des séquelles dont un jour ou l'autre on appréciera les conséquences.

En ce qui concerne le barème des institutrices maternelles, qu'il me soit permis de dire que la proposition que vous venez de formuler est pour le moins ridicule. Il est, en effet, pour le moins ridicule d'octroyer à ces institutrices maternelles, personnel honorable s'il en est, presque le rang de la mendicité, et je vais vous le démontrer. Nous avons fait le calcul, Monsieur le Ministre du Budget, et lorsque je regarde le tableau des échelles barémiques, je m'aperçois que deux chiffres seulement suffiront à

convaincre, car je ne veux pas abuser de la patience de la Chambre par la lecture d'un tableau de chiffres. Une institutrice maternelle âgée de 29 ans reçoit un traitement mensuel brut, selon l'ancienne législation, de 47 348 francs. Ce traitement devient dans votre nouveau système 47 522 francs, soit une augmentation de 174 francs brut, ce qui revient à dire, Monsieur le Ministre, que l'augmentation mensuelle nette sera de 82 francs. En fin de carrière pratiquement, donc à 49 ans, l'augmentation est de 1 034 francs bruts, soit en chiffres nets 274 francs. Si vous estimez que c'est revaloriser la fonction de l'institutrice maternelle, permettez-moi tout de même d'en rire. La décence exigerait de ne pas faire de publicité à propos de mesures aussi ridicules, aussi anodines. J'espère en tout cas obtenir une réponse à ce sujet.

La seconde partie de mon intervention, je l'ai dit, portera sur les différents aspects de la politique de santé, et à ce point de vue, Monsieur le Ministre, contrairement à ce qui a été affirmé par ce gouvernement dont vous êtes un membre éminent, les malades et les actifs n'ont pas été épargnés. Les chiffres sont très significatifs: sur les 50 milliards d'économie prévues au détriment des allocataires sociaux, 4 milliards seront prélevés sur les malades et 2 milliards sur les invalides. Vous avez compris tout de suite, vous, homme de chiffres, que cela fait 6 milliards pris sur le dos de cette catégorie sociale, soit 10 p.c. des économies prévues dans ce secteur.

On est ainsi, que vous le vouliez ou non, sorti du domaine de l'assurance pour entrer dans celui de l'assistance, et ce, Monsieur le Ministre, pour un maximum d'individus. Cette évolution, nous l'avions prévue. Quoi qu'il en soit, la sécurité sociale est progressivement vidée de sa substance, malgré les belles déclarations de tous les ministres, notamment celles des ministres démocrates-chrétiens. D'autres membres de mon groupe interviendront à ce sujet, permettant ainsi de compléter l'information et de vous démontrer que le gouvernement a, dans ce domaine, choisi la voie de la facilité en faisant payer ceux qui avaient le moins les moyens de se défendre.

Ce qui me paraît le plus inquiétant, c'est que ce gouvernement part d'un préjugé selon lequel ce sont les malades et les VIPO qui en profitent, et ce même quand les études les plus sérieuses démontrent le contraire. Malgré cela, les gouvernants s'obstinent à faire mal et, comme le disait le président de mon parti, M. Spitaels, quand ils font mal, ils croient qu'ils sont efficaces. Le gouvernement s'obstine à frapper les petits mais s'abstient de toucher aux privilèges du docteur Wynen et de ses amis, j'y reviendrai dans quelques instants.

Dans le secteur du chômage, on se réfère à la notion de cohabitant pour raboter de façon substantielle les indemnités allouées, ce qui fait que quelque cent soixante mille personnes et leurs familles sont touchées dramatiquement. Permettez-moi de vous dire que c'est intolérable. Mais à part cela, le gouvernement dit en ironisant qu'il épargne les malades et les plus défavorisés!

Patrons à présent du secteur de la santé, plus particulièrement des hôpitaux. Votre document de 61 pages annonce que des mesures structurelles seront prises pour maîtriser ces dépenses à raison de 1,8 milliard par an. Il est également prévu qu'un protocole sera conclu avec les communautés; j'y reviendrai aussi dans un instant. Il est exact, Monsieur le Ministre, qu'un protocole avait été conclu lorsque M. Urbain était ministre de la Santé pour la Communauté française. Là, je pense qu'il faut être objectif et reconnaître que les termes de ce protocole ont été respectés, grâce surtout à la vigilance du ministre socialiste, mais aujourd'hui, nos craintes sont grandes quant au respect de ces dispositions, car je suis convaincu que ceux qui sont à présent au pouvoir à la Communauté française seront moins vigilants et accorderont moins d'importance à la défense des intérêts de leur communauté face à l'entreprise de « renationalisation » en cours dans tous les secteurs.

Venons-en à d'autres particularités de votre programme hospitalier. Dans ce domaine, on est en train de ferrailer dans l'obscurité, et pour autant que ce soit possible, j'aimerais obtenir un certain nombre de renseignements et d'éléments précis à ce sujet. Votre document nous annonce la suppression de 2 000 lits d'hôpitaux en 1987 et de 4 000 lits en 1988. Je reconnais, Monsieur le Ministre, que d'après les statistiques établies au 1^{er} janvier 1984, nous avons en Belgique quelque 12 000 lits d'hôpitaux excédentaires. Nous sommes d'accord à ce sujet, et je vais vous rappeler quelques chiffres par Région. Cela fait 3 823 lits à Bruxelles, 4 500 lits en Flandre et 3 082 en Wallonie. Je suis bien d'accord qu'il y a trop de lits par rapport aux besoins programmés et que cette situation ne peut durer. Mais je ne parviens pas à voir clair dans votre document. Vous allez supprimer 6 000 lits, et il va en rester 6 000, mais j'aimerais savoir ce que valent ces chiffres. De quand datent-ils exactement? A ma connaissance, depuis 1984, il n'y a pas de nouvelles statistiques, les

statistiques plus récentes n'étant pas à jour. J'aimerais savoir sur quelle base ont été fixés ces chiffres, car cela reste nébuleux.

Ce qui me paraît plus important, c'est que vos ministres de la Santé répugnent généralement à se servir de la notion linéaire. Or, le taux de réduction est un taux linéaire, que vous le vouliez ou non, puisque les taux sont fixés par Région en fonction du même taux d'occupation hospitalière pour tout le monde, quel que soit le taux de morbidité et quelle que soit la durée d'hospitalisation. Nous n'avons guère obtenu de précisions jusqu'à présent, mais vous êtes bien placé pour nous donner des informations. Disposez-vous, Monsieur le Ministre, pour fixer ces chiffres, d'études épidémiologiques régionales qui peuvent corroborer le postulat linéaire qui détermine toute votre politique en matière de restriction de lits hospitaliers? Permettez-moi de vous dire que si ce n'est pas le cas, tous les fondements s'effondrent, et vous vous trouvez alors dans l'arbitraire que le ministre conteste à travers ces notions linéaires. Ce problème ne me paraît pas négligeable.

La suppression des lits va-t-elle s'accompagner de pertes d'emplois? Dans ce cas, qui va supporter ces charges d'emplois? Est-ce que ce sera le département de l'Emploi ou pour partie les communes mères des hôpitaux publics? Nous ne le savons pas. De toute façon, le montant de 5 460 millions que vous projetez d'économiser n'est pas exact, étant donné qu'il faut opérer des transferts vers d'autres départements.

Vous voyez qu'au travers de ce document laconique qui nous a été transmis, il n'est pas possible d'y voir clair. Je ne fais pas ici de polémique, car j'estime que la santé n'est pas un problème qui puisse susciter une polémique bassement politique, mais je vous dis que le chiffre n'est pas correct, et j'aimerais avoir des précisions à ce sujet.

Vous attendez aussi de la suppression des lits excédentaires une réduction des prestations médicales. Mais, Monsieur le Ministre, il s'agit d'un problème encore plus important, et je vous demande si vous êtes bien certain que cette mesure va rapporter l'économie que vous escomptez. Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais les hôpitaux génèrent deux sortes de rentrées financières: l'enveloppe globale que vous leur attribuez et les honoraires médicaux.

Dans la mesure où vous allez diminuer le nombre de lits, donc les activités médicales au sein de ces hôpitaux, vous risquez d'avoir un transfert non maîtrisable d'actes médicaux — et je vais m'en expliquer — vers des secteurs *extra muros* aux hôpitaux, comme des centres de jour. Il suffit de consulter l'annuaire téléphonique de la région bruxelloise, par exemple, pour voir le nombre de cliniques *one day* — où l'on séjourne un jour et puis on s'en va — avec certainement moins de garanties médicales. Le staff n'est pas toujours extrêmement compétent et valable, mais les tarifs sont les mêmes, vu que les nomenclatures sont répercutées partout de la même manière.

N'êtes-vous pas en train de pénaliser les institutions hospitalières, en majorité publiques, par des transferts d'actes médicaux vers des services *extra muros* particuliers? (M. Wauthy s'entretient avec M. Verhofstadt.)

M. Burgeon. — Plus aucun ministre ne vous écoute!

M. Collart. — Ce n'est rien, ce sera repris dans les *Annales parlementaires*. De toute façon, les ministres ne nous écoutent jamais.

M. Wauthy. — Excusez-moi.

M. Collart. — Quand vous êtes à la tribune et qu'on ne vous écoute pas, vous n'êtes pas particulièrement heureux.

M. Gondry. — Lui, nous l'écoutons et nous l'applaudissons chaque fois.

M. Collart. — C'est vrai, et on vous demande la réciprocité. Mais je ne me formalise pas pour si peu.

Je disais donc qu'il y a, dans les ressources hospitalières, un secteur que le gouvernement maîtrise bien: l'enveloppe budgétaire qu'il distribue aux hôpitaux. Il y a les honoraires médicaux qui génèrent des rentrées financières, que vous ne maîtrisez pas. On sent d'ailleurs très bien que vous ne les maîtrisez pas et que vous essayez de le faire. Si j'avais l'occasion de faire un schéma, je vous montrerais deux rectangles disproportionnés, l'un correspondant aux honoraires médicaux et l'autre à l'enveloppe budgétaire. Celle-ci, vous la maîtrisez, je suis tout à fait d'accord, mais l'autre, correspondant aux honoraires médicaux, vous ne la maîtrisez pas — et dans le privé encore moins que dans le public. Alors, ne tapez pas constamment sur le secteur public en la matière. Mais comme vous ne le maîtrisez pas, vous avez essayé d'y inclure timidement les secteurs radio-diagnostic et bioclinique. Un pas a déjà été franchi, mais il faudra voir comment cela sera perçu et comment cela va être digéré par le corps médical. Vous n'êtes pas au bout de vos peines. Je me permets de vous dire que vous allez vous réserver des parties de plaisir, ou alors vous allez

devoir caner devant les Etats généraux de la médecine qui vont se tenir ce samedi, le docteur Wynen en tête. Confrontez secteur hospitalier et secteur privé, et nous allons voir ce qui va en sortir. Mais si vous canez devant ce secteur-là, devant ce groupe de pression, ne venez plus dire que nous sommes les fauteurs de troubles. Permettez-moi de vous dire qu'à ce moment-là, les organisations syndicales, quelles qu'elles soient, ont aussi le droit à la parole dans les conflits qui se déroulent actuellement dans le pays. Je ne suis pas du tout certain que vous êtes en train de choisir la bonne voie en ce qui concerne les soins de santé. Je conviens que ce n'est pas facile.

J'en arrive à un autre aspect du problème: le ticket modérateur non remboursable pour les actes médicaux techniques. Il s'agit d'une mesure éminemment linéaire. Relisez les paroles de votre ministre de la Santé, son *Livre blanc*, ses documents. Je crois qu'il devient allergique; il attrape des boutons rouges quand on lui parle de mesure linéaire. Tout le monde est rejeté sur la même ligne, quels que soient les soins, quelles que soient les Régions, quel que soit le type de maladie, quel que soit le niveau social de l'individu. Si certains, dans les rangs de la majorité, se disent démocrates, eh bien!, qu'ils réfléchissent à cette situation.

J'en arrive au ticket modérateur. A mon avis, Monsieur de Ministre, vous ne connaissez pas bien ce problème. Savez-vous ce que coûte une journée de chimiothérapie dans le traitement du cancer? Et ceci est lié également à la suppression du tiers payant. Comment cela va-t-il se passer? Qu'allez-vous faire? Bien entendu, cela ne vous intéresse pas. Vous avez pris des mesures. Une fois que vous les avez prises, vous êtes content, vous avez sauvé l'univers. Mais que va faire la personne qui, se rendant à l'hôpital, va devoir déboursier 20 000 francs? Et les petites gens qui ont des problèmes de santé n'auront plus la possibilité ni le courage de se faire soigner, parce que dans leur poche il ne reste que 10 000 francs. Qu'allez-vous faire? Répondez à ces questions. Vous en êtes incapable.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Ce n'est pas ce qui est envisagé. Vous êtes en train d'inventer.

M. Collart. — Répondez-moi, Monsieur le Ministre, je vous laisse la parole.

M. le Président. — Non, non.

M. Collart. — Expliquez-moi...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Je le ferai demain.

M. Collart. — Expliquez-moi par quel heureux hasard j'ai pu inventer.

Demain, c'est différent. En fonction de ce qui se dit aujourd'hui, vous allez cogiter sur les éléments qui vont vous permettre de donner le fallacieux prétexte à cette assemblée d'être d'accord avec vous, alors que dans le fond de vous-même, quand vous y réfléchissez, vous savez que vous prenez des mesures particulièrement iniques dans ce domaine des soins de santé.

M. le Président. — Monsieur Collart, il faut conclure.

M. Collart. — Déjà? Que le temps passe vite quand on parle bien! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*) Je voudrais encore parler pendant cinq minutes.

M. le Président. — Il y a encore beaucoup d'autres orateurs qui attendent pour prendre la parole. Ou bien je reprendrai ces cinq minutes sur le temps de parole de M. Gondry.

M. Gondry. — Ah non, Monsieur le Président, sinon je n'aurai pas le temps de développer mon intervention.

M. Collart. Je vais abréger, Monsieur le Président.

En ce qui concerne les services S (sanatorium) et le thermalisme, permettez-moi de vous dire que vos mesures sont également particulièrement iniques et vont toucher une région — la région spadoise —, jetant dans la rue quelque 400 personnes. M. Yliff s'en est expliqué. Il est certain que comme d'habitude, dans votre gouvernement, vous vous fixez des objectifs budgétaires, puis vous prenez des mesures, et enfin vous vous posez la question de savoir si elles auront des répercussions sociales. Mais vous ne faites rien pour y remédier. Je me limiterai à cela.

En ce qui concerne la biologie clinique et le radiodiagnostic j'aimerais tout de même, si vous le permettez, Monsieur le Président, dire au ministre qu'il ne faut pas systématiquement, comme c'est le cas actuellement, attaquer les institutions hospitalières publiques, qui vous donnent la ga-

rantie de ne pas surconsommer ou, de toute façon, de surconsommer moins que les instituts privés. Vous maîtrisez les premières, tandis que les institutions privées, vous n'y touchez pas. Ce sont ces instituts privés qui ont provoqué la situation catastrophique dans laquelle nous sommes aujourd'hui. Au lieu de les pénaliser, vous pénalisez les institutions hospitalières publiques.

Par ailleurs, quelles sont vos intentions à l'égard des organismes assureurs, des mutuelles? D'après la communication gouvernementale, vous entendez limiter leurs frais d'administration. Pourtant, l'article 20 de la loi de redressement, contenant les dispositions sociales du 21 janvier 1985, parue au *Moniteur belge* du 24 janvier 1985, autorise les mutuelles à augmenter leur budget de 5,5 p.c. par an.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Nous allons changer cela.

M. Collart. — Allez-vous prévenir les mutuelles, alors que l'INAMI termine seulement le compte 1981 et que les mutuelles attendent depuis lors, tout en augmentant chaque année leurs frais d'administration de 5,5 p.c.? En agissant de la sorte, vous mettez les mutuelles en difficultés. (Signe de désapprobation du vice-premier ministre.) Ne haussez pas les épaules. Acceptez-vous que les organismes assureurs prévoient une augmentation de 5,5 p.c. de leurs frais d'administration comme la loi les y autorise? Il conviendrait que les organismes assureurs soient informés à ce sujet. Il faudrait qu'ils sachent à quelle sauce ils vont être mangés!

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Le plan prévoit le blocage au niveau de l'exercice 1985.

M. Collart. — Rien n'empêche jusqu'ici les dits organismes d'augmenter leur budget annuel de 5,5 p.c. depuis 1981. Ils n'ont pas reçu de nouvelles instructions. Depuis 1981, l'augmentation est calculée sur la dotation de l'INAMI de l'exercice 1981. Etes-vous bien d'accord avec moi, Monsieur le Ministre?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Le système va changer. Le blocage se fera sur l'exercice 1985. Comme vous le savez, l'économie prévue s'élève à 18 milliards.

M. Collart. — Monsieur le Président, j'avais encore pas mal de choses à dire...

M. le Président. — Ce sera pour le prochain plan d'assainissement!

M. Collart. — Oui, soyez certain que nous ne manquerons pas de l'examiner. Cela nous réservera beaucoup de plaisir.

M. le Président. — Concluez donc, Monsieur Collart.

M. Collart. — Monsieur le Président, les meilleurs discours peuvent être comparés à des mini-jupes. Permettez-moi de faire cette comparaison, puisque nous ne sommes plus très nombreux dans cette salle. Les discours doivent être suffisamment longs pour couvrir l'essentiel, mais ils doivent rester suffisamment courts pour captiver l'attention. C'est, je crois, ce que j'ai fait!

Monsieur le Ministre, à travers les mesures de ce plan, et notamment la restriction du Fonds des communes, les dispositions relatives aux organismes hospitaliers publics et aux mutuelles, vous allez mettre ces organismes dans l'impossibilité d'assurer une gestion équilibrée, et la qualité des soins de santé, qui nous tient particulièrement à cœur, en pâtira. N'allons-nous pas faire une médecine distincte pour les riches et pour les pauvres? Soyez persuadé que nous serons attentifs à ce danger et que nous ne ménagerons pas nos efforts pour veiller à la qualité des soins de santé.

Je vous remercie de l'attention que vous avez réservée à mon intervention et pour les réponses que vous me ferez.

M. le Président. — La parole est à M. Gondry.

M. Gondry (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le vice-premier ministre, mes chers collègues, vous avez entendu tout à l'heure mon collègue Burgeon qui vous a exposé la situation de la région du Centre, notre région, qui est en ébullition, en révolte. Elle l'était la semaine dernière, l'est toujours aujourd'hui et le sera encore demain. Je sais aussi, par des communiqués de presse, que les organisations syndicales chrétiennes nous rejoignent et durcissent l'action.

La population active de notre région et celle contrainte au chômage, jeunes et vieux, hommes et femmes, ne démissionnent pas, ne démissionneront pas. Ses travailleurs du privé comme ceux du public et des parasta-

taux, son personnel enseignant tant du libre — libre confessionnel aussi — que de l'officiel ne craignent pas les menaces, même si elles émanent du ministre De Croo. Ils ont montré si souvent leur maturité, leur cohésion, leur solidarité face aux agressions sociales qu'ils sont mûrs pour le combat. Sans concertation véritable possible, la grève est le plus sûr moyen — bien que les ouvriers n'y tiennent pas — de montrer leur désir d'obtenir leurs droits à la liberté, à la dignité. Ils y sont forcés par votre attitude. Les travailleurs du Centre n'éprouvent aucune confiance en un gouvernement qui usurpe, par des pouvoirs forts, tous les pouvoirs de la Nation, qui mène avec la complicité des élus de la démocratie chrétienne une politique néolibérale.

C'est une fumée noire, âcre, lourde, qui s'est échappée de la cheminée de Val-Duchesse, une fumée annonciatrice de nouveaux sacrifices, de nouvelles privations, non pour tous, mais uniquement pour le monde du travail, les allocataires sociaux, pour les moins bien nantis, avec des mesures antijeunes: jeune cohabitant — allocation de repos d'accouchement — enseignement — service militaire.

Les démocrates chrétiens, qui deviennent de plus en plus rares dans cette enceinte, comme démocrates, sont loin de leurs encycliques. Quel écart des écrits aux actes posés par les gouvernements Martens qui se sont succédé des dernières années! Or, les encycliques préconisaient de profondes réformes sociales.

Si les libéraux conservateurs n'avaient pas eu de partenaires conservateurs catholiques et certains ambassadeurs — MM. Dehaene et Maystadt, on l'a assez répété! — pour implorer M. Houthuys, la grève aurait été déclenchée beaucoup plus tôt parmi les groupes chrétiens contre le gouvernement, et plus spécialement contre les partenaires chrétiens de ce gouvernement. La coulèuvre a été avalée pendant un moment, mais elle vous sera bientôt rendue! Si tout cela ne s'était pas passé, nous aurions eu droit à un nouveau conflit dans le ménage Deprez-Michel, mais dans les conflits posés par ce couple turbulent, M. Houthuys a servi de médiateur. Et pourtant, pour les démocrates-chrétiens de cette Chambre, la lecture de *La Cité* du 22 mai devrait leur ouvrir les yeux. C'est le Mouvement ouvrier chrétien qui parle dans *La Cité* et qui dit: «Entre ce qui avait été promis avant les élections, les trois quarts du chemin de l'assainissement étant fait, la prochaine législature devra être plus sociale.» Le peuple constate que c'est loin de ce qui est en cours maintenant. Les mesures budgétaires retenues par le gouvernement — dit le MOC — n'ouvrent aucune perspective positive en matière d'emploi. Au contraire, selon des estimations effectuées par le Bureau du plan sur l'impact des économies décidées, 30 000 emplois dans les différents services publics — y compris l'enseignement — disparaîtront avec une compensation possible — mais non certaine — de 15 000 dans le secteur privé, grâce à l'amélioration de la conjoncture internationale; rien n'apparaît à l'horizon. On en est encore très loin, et à cet égard, nous vous souhaitons bonne chance, car ce serait effectivement très bon pour l'emploi. Mais dans la presse et dans ce que le MOC, ce n'est pas l'amélioration de la conjoncture internationale qui nous donnera ces 15 000 emplois nouveaux.

Rien n'est fait non plus, Monsieur le Vice-Premier Ministre — et je m'adresse ici plus particulièrement à vous —, pour rééquilibrer les inégalités entre le poids de la fiscalité sur les revenus du travail et les revenus financiers, et le gouvernement reste en deçà des possibilités d'économies sur la charge de la dette publique. C'est toujours le MOC qui parle. Les mesures retenues dans l'enseignement secondaire traduisent non seulement le masochisme politique du ministre francophone de l'Éducation nationale, qui laisse tailler dans son budget par des mesures qui frapperont plus durement la Communauté francophone du pays, mais elles mettent à mal l'enseignement rénové et l'effort de démocratisation qui avait été difficilement entrepris.

L'action de sensibilisation sur les problèmes des jeunes a évité que le stage avant le chômage ne soit allongé, mais les possibilités d'emplois ne sont pas plus ouvertes, et les conditions nouvelles de l'enseignement hypothèquent l'avenir. Bref, dit le MOC dans *La Cité*: «Globalement, le paquet n'est pas équitable ni du point de vue social, ni économiquement, ni culturellement».

Le premier ministre, à l'émission *Faire le point*, avait dit qu'il ne comprenait pas les travailleurs du privé qui se mettent en grève sans être menacés par votre plan d'assainissement. Laissez-moi vous dire que ces travailleurs, menacés quand même, et particulièrement ceux de la construction et d'autres, se battent, dans le Centre, pour d'autres valeurs. M. Collart vient d'en parler pour sa région; c'est la même chose pour le Centre. Ils ont derrière eux un long passé de luttes pour une réelle couverture sociale; avec leurs pères, ils ont construit avec leurs seules ressources, des cotisations volontaires, un vaste réseau d'œuvres sociales inégalables: institutions de soins, institutions d'hébergement, institutions d'accueil d'enfants abandonnés, institutions du troisième âge, institutions

de convalescence, et j'en passe. Ils savent que votre plan d'assainissement va mettre à mal ce riche réseau, qui ne s'appuie pas sur la charité, mais sur la solidarité. Après avoir déjà menacé, maltraité même, ces œuvres sociales par vos arrêtés des pouvoirs spéciaux de 1982 et 1983, et avoir annoncé que les trois quarts du chemin étaient réalisés, voilà que sur des économies de 195 milliards, 52 seront puisés uniquement dans les départements sociaux, et peut-être même 55, car vous puisez dans les Communautés et Régions, et les Communautés ont une mission sociale à remplir. Est-ce sérieux ? Et pour les chrétiens ? Je pense, Monsieur Peeters, le seul CVP dans l'assemblée, que vous êtes chrétien ! Et vous, Monsieur le Vice-Premier Ministre, si vous ne vous rendez pas compte que vous êtes occupé à massacrer notre réseau social, notre réseau de santé, dans une région qui n'avait vraiment pas besoin de cela, comprenez-vous maintenant pourquoi les travailleurs du privé, et y compris les chrétiens du Centre, la base des organisations, veulent en découdre avec un gouvernement de régression sociale ?

Au moment où notre société connaît une crise profonde qui remet en cause tant de valeurs morales, psychologiques, économiques, sociales et politiques, on ne saurait trop insister sur l'importance du mouvement démocratique dans la genèse et les prolongements de toutes les réalisations économiques et sociales. Nous devons, en effet, à l'adoption du suffrage universel les résultats les plus marquants. Sans prétendre au monopole socialiste, il faut souligner l'importance du rôle et de l'action des progressistes de toutes les familles politiques et de toutes les écoles de philosophie sociale, prolongeant et dépassant, pour ainsi dire, la solidarité nécessaire des travailleurs.

Les conquêtes de notre démocratie économique et sociale proviennent, certes, des affrontements et des crises, mais surtout de la négociation et de la concertation à tous les niveaux. Le gouvernement ne connaît plus ni la négociation ni la consultation. Vous consultez, certes, mais vous n'en faites qu'à votre tête. C'est pourquoi nous assistons dans ce pays à un recul social de plus de cinquante années, et pour les plus démunis à un transfert au dix-neuvième siècle, au retour à la misère et à la marginalité. Bientôt, devant les églises de nos villages, nous reverrons encore les mendiants perdus de vue depuis longtemps, parce qu'ils étaient aidés par un mouvement social, par la sécurité sociale. C'est pourquoi, Monsieur le Vice-Premier Ministre, vous vous coupez du peuple.

Certes, les élections du 13 octobre ont confirmé une confiance à votre majorité, et c'est surtout au premier ministre que je m'adresserais, s'il était présent, mais c'est parce que vous avez dit aux électeurs le contraire de la vérité quand vous leur avez signalé que les trois quarts du chemin étaient accomplis et que leurs sacrifices avaient été payants. Vous les avez trompés.

Aujourd'hui, en sollicitant de nouveaux pouvoirs spéciaux, vous réclamez, avec votre plan d'assainissement, toujours aux mêmes, des sacrifices toujours plus lourds encore. Et les jeunes ne sont pas les mieux servis, puisque par votre politique d'austérité scolaire, vous les faites sortir des écoles pour les enfermer dans les casernes. Votre plan militaire est loin d'être achevé. Vous demandez aux jeunes d'autres sacrifices dans ce domaine. D'autres vous le diront mieux que moi tout à l'heure. Ensuite, vous leur donnez le statut de cohabitant, avec perte possible de toute indemnité à partir de la troisième période, toutes des périodes très courtes pour eux, car ils n'ont pas de passé professionnel. Les jeunes, en effet, ne peuvent faire l'ajout des mois supplémentaires comme leurs aînés qui ont un passé professionnel.

Dans le volet « cellule sociale » de votre plan d'assainissement, je devrais commencer par les prépensionnés, tous gens du privé. Dans l'émission *Faire le point*, le premier ministre disait encore ne pas comprendre pourquoi ils se battent aujourd'hui dans la rue. Mais permettez-moi Monsieur le Vice-Premier Ministre, avant tout de vous rafraîchir la mémoire, de tenter de vous faire comprendre ce que je viens, avec beaucoup de difficultés, de comprendre, parce ce que je ne croyais pas que pour des raisons d'infimes économies, on pouvait briser des élan de générosité, de solidarité. Je songe à un collègue qui est souvent sur ces bancs, à M. Luc Dhoore. Tant que le même appareil sera au pouvoir, vous-même et M. Dehaene notamment, Luc Dhoore, ne pourra plus être ministre. Il a mis au point un projet de loi établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs, projet de loi gênant pour vos vilaines actions. Ce projet a été refusé par les libéraux. A l'époque, les socialistes l'ont adopté avec le CVP et le PSC. Nous avions beaucoup à reprocher à ce projet de loi, surtout en matière d'accidents de travail et de maladies professionnelles. Toutefois, nous l'avons voté, car il contenait beaucoup de garanties pour le monde du travail. Voter ce projet, c'était voir en lui un garde-fou contre toutes les tentatives d'un futur gouvernement de droite. Ce gouvernement de droite est arrivé, et malgré l'existence du garde-fou, la loi est violée, les mauvaises actions sont perpétrées. Si le

ministre des Affaires sociales avait été présent, je lui aurais rappelé que l'article 13 empêchait de revenir sur la notion de cohabitant. A un commissaire qui lui demandait si les revenus du travailleur, du malade et du chômeur étaient liés au revenu de la famille, le ministre des Affaires sociales de l'époque, M. Dhoore répondit, au nom du gouvernement : « A l'heure actuelle, un certain nombre de dispositions tiennent déjà compte de la composition ou de la situation de la famille, par exemple : des allocations familiales sensiblement plus élevées sont accordées aux orphelins et aux handicapés. Un homme marié a droit à une pension de ménage qui est supérieure à une pension d'isolé. En ce qui concerne le chômage, la situation familiale joue également un rôle. Un chef de famille a droit à une allocation plus élevée. Le présent article permet de tenir compte d'une dimension familiale dans l'établissement des droits. La taille de la famille ne constitue qu'un élément lors de la fixation du niveau des droits. Il est très important de préciser clairement que par « situation de la famille », il ne faut pas entendre revenu familial. En principe, on peut dire que l'article 13 ne donne pas la possibilité de lier des droits au revenu familial. »

Il vous a fallu des pouvoirs spéciaux pour faire entrer en vigueur la notion de cohabitant. Il vous faut de nouveaux pouvoirs spéciaux pour lier un revenu de sécurité sociale à la notion de revenu familial. Délibérément, donc, le successeur de M. Dhoore, qui était à l'époque le chef de cabinet du même premier ministre qu'aujourd'hui, a violé cet article 13 et attaqué par surcroît la femme et l'enfant que la démocratie chrétienne tente encore de défendre, mais dans des écrits seulement, car si elle les défendait réellement en actes, une telle chose aurait été impossible, puisqu'une loi empêchait le mal qui vient d'être commis par Martens V et qui va l'être encore par Martens VI.

M. le Président. — Concluez, Monsieur Gondry.

M. Gondry. — Je n'ai pas encore atteint les vingt minutes, Monsieur le Président.

M. le Président. — Si, vous avez commencé à parler à 20 h 43, et il est maintenant 21 h 03. Vous devez conclure.

M. Gondry. — A mes yeux, Monsieur le Vice-Premier Ministre, MM. Martens et Gol, que nous avons vus et entendus dimanche, sont les véritables démogogues. Eux, et vous aussi, Monsieur le Ministre, puisque vous les représentez.

Trahir ainsi la sécurité sociale, des lois qui ont été votées par la Chambre, des régimes de chômage, d'indemnités, le régime fiscal d'abattement pour les prépensionnés, tout cela constitué, permettez-moi de vous le dire, un sérieux retour en arrière. Lorsque vous dites qu'au 1^{er} juin 1986, les prépensionnés ne bénéficieront plus de l'abattement qui était estimé comme le plus avantageux, en réalité, c'est pour qu'ils fassent place aux jeunes. Belle société que la nôtre !... Ces prépensionnés devront travailler jusqu'à 65 ans et les jeunes ne trouveront plus de place.

Même la mort n'est plus respectée, puisque vous allez retrouver de l'argent quelque part, en supprimant les allocations pour frais funéraires et même les arrérages décès qui sont cependant dus à la famille, si ce n'est à la veuve, puisque la veuve gardera encore le droit. N'est-ce pas là un retour à des temps immémoriaux ?

Vous aviez déjà attaqué le Fonds des maladies professionnelles, le Fonds des accidents de travail, vous allez maintenant privatiser ce régime. Vous le remettez en d'autres mains, mais vous dites qu'il y aura maintien, pour les assurés, des avantages actuels. Mais peut-on encore vous croire ? On ne vous croira pas. Je vous en donnerai deux preuves : Vous avez dit, lors de l'émission *Faire le point* : « Il nous faut des pouvoirs spéciaux, car sans eux, dans deux ans, la Chambre n'aura pas encore accepté nos projets de loi. » Eh bien !, Monsieur le Ministre, il suffit de prendre pour exemple le problème des handicaps, qui est prévu dans votre protocole. Sachez, Monsieur le Premier Ministre qu'un projet de loi relatif à ce problème existait déjà en 1984. Il a été camouflé ; nous devons à chaque fois demander la discussion du budget de la Prévoyance sociale. Mme Demeester, qui en était cosignataire, l'a repris aujourd'hui, parce qu'elle est devenue secrétaire d'Etat. Il faudra simplement deux séances de commission pour le faire aboutir, alors que par le biais des pouvoirs spéciaux, il aurait fallu des mois. Il y a des mois que votre conclave a lieu. Il y a des mois que vous n'avez rien fait !

M. le Président. — Veuillez terminer, Monsieur Gondry.

M. Gondry. — Je termine, Monsieur le Président.

Il me reste cependant quelque chose à dire concernant les organisations patriotiques et l'Institut national des invalides de guerre. Vous n'admettez plus le double remboursement possible entre l'INAMI et l'INIG. En

réalité, vous prenez les victimes de la guerre pour des gens malhonnêtes. Vous auriez pu discuter de cela beaucoup plus tôt. Pendant un an, ils ont frappé à la porte du premier ministre, demandant à être reçus. Ils ne le furent jamais. Cela se passait sous Martens V, et sous Martens VI, ils attendent encore.

M. le Président. — Veuillez terminer, Monsieur Gondry, sinon je vais donner la parole à M. Denison.

M. Gondry. — J'abrège, Monsieur le Président.

M. le Président. — Vous avez déjà dépassé votre temps de parole depuis cinq minutes. Il y a encore beaucoup d'orateurs inscrits, dont Mlle Burgeon, qui aimerait rentrer chez elle. Je dois à présent donner la parole à M. Denison, si je ne veux pas que nous soyons encore là à 3 h du matin. (*Protestations de M. Gondry. Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

La parole est à M. Denison.

M. Denison (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, en quittant leur siège le vendredi 23 mai dans l'après-midi, après avoir écouté la déclaration de M. Martens, je suppose que la plupart de mes collègues auront émis, sur vos propos, des réflexions à chaud. Ce fut, en tout cas, Monsieur le Vice-Premier Ministre, le comportement qui fut mien. Je sais, bien sûr, que les réflexions qui bouillonnent à chaud ne sont pas, loin s'en faut, bonnes conseillères. C'est donc calmé par la douceur, non seulement de conditions atmosphériques exceptionnelles mais aussi de ma forêt de Marlagne, que j'ai relu soigneusement, dimanche, le rapport de synthèse sur les décisions nécessaires pour l'assainissement des finances publiques que vous nous avez remis. Je dis « relu », car dès jeudi, la presse diffusait largement tous les aspects de ce document, prouvant une fois de plus en quelle estime vous teniez l'institution parlementaire.

Eh bien !, Monsieur le Premier Ministre, je dois vous dire que ma réflexion à froid n'a pas été différente de ma réflexion à chaud. En effet, dimanche soir, comme vendredi après-midi, la lecture de ce document laissait flotter dans ma tête les notes d'un vieux succès de la chanson française — que vous n'avez pas connu — qui, en 1953-1954, était interprété par Patachou et Yves Montand, et qui s'intitulait *Rengaine ta rengaine*. Je m'explique. Quelle différence y a-t-il donc entre le discours de M. Martens du 23 mai 1986 — je cite : « Lorsqu'à la fin de l'année passée, le gouvernement s'est présenté devant le Parlement pour lui demander la confiance, il avait pleinement conscience que son existence allait être placée sous le signe d'un terrible défi. Il lui faudrait prouver rapidement qu'il était capable de guérir le pays du mal lancinant de la maladie de ses finances publiques » — fin de citation —, et celui du 18 décembre 1981, c'est la date de la première déclaration gouvernementale de la nouvelle majorité — je cite : « La politique du gouvernement risque d'être rapidement paralysée, lorsque le déficit budgétaire atteint des proportions insupportables. Une réduction de ce déficit est donc un élément clé dans l'élaboration d'une politique de redressement » — fin de citation ?

Quelle différence y a-t-il entre ce que M. Martens disait vendredi — je cite : « Le plan d'assainissement ne contient aucune mesure d'accroissement de la pression fiscale ou parafiscale. Au contraire, le plan quadriennal sera entièrement exécuté, tant dans son volet relatif à la réduction de la fiscalité que dans celui portant sur les allocations familiales », et ce que proclamait M. Martens le 18 décembre 1981 — je cite : « Il n'y aura pas d'alourdissement de la pression fiscale et parafiscale globale mais, au contraire, un encouragement de la population par un aménagement de l'imposition du travail et de la fiscalité des familles » — fin de citation ?

Je pourrais, Monsieur le Vice-Premier Ministre, continuer longtemps comme cela les longs couplets de la rengaine languissante. Je ne le ferai pas, car je dépasserais de loin le temps qui m'est imparti. Cette rengaine ne fait simplement que traduire votre impuissance devant les défis que M. Martens se jette à lui-même depuis cinq ans. A ce titre, elle ne serait que ce qu'elle est, si elle n'était accompagnée d'un contre-chant, extrêmement dangereux de tromperie, pour l'avenir de notre pays. Tromperie vis-à-vis du Parlement et de l'opinion publique. Car si l'on examine un peu plus profondément le texte de votre déclaration gouvernementale de décembre 1981, on peut s'apercevoir à quel point ce gouvernement Martens V a raté lamentablement ses objectifs.

N'est-ce pas M. Martens, en effet, qui, le 18 décembre 1981, du haut de cette tribune, déclarait entre autres ce qui suit : « Dans un petit pays comme le nôtre, doté d'une économie très ouverte, le gouvernement choisit résolument la seule issue possible, à savoir une politique orientée vers la croissance économique dont les moteurs doivent être les investissements industriels et la motivation au travail de la population. » Comment fonctionnent ces moteurs en 1986, Monsieur le Vice-Premier Ministre ? Ou en

sont aujourd'hui les investissements industriels et la motivation de notre population ? Voulez-vous parcourir avec moi les rues de Wallonie pour en vérifier le degré de grippe ?

En décembre 1981, M. Martens déclarait aussi — je cite : « Une conséquence de la société de bien être a été une certaine augmentation des egoïsmes, individuels et de groupe. Le gouvernement est décidé à combattre cette tendance, et il fait appel à l'effort solidaire de tous dans le but d'arrêter le processus d'appauvrissement collectif qui nous menace et qui touche surtout les chômeurs et les moins favorisés. Cet effort temporaire est indispensable si l'on veut prévenir un plus grand appauvrissement et si l'on veut rétablir la confiance. » Aujourd'hui, Monsieur le Vice-Premier Ministre, pour contrôler la valeur de votre action en ce domaine, puis-je vous inviter à faire le tour des CPAS de ce pays ? A titre d'information, je vous signale que pour le seul CPAS de Namur, les demandes d'aide ont augmenté de 40 p.c. en 1985 par rapport à 1984.

Enfin, pour la fine bouche, laissez-moi relire un passage particulièrement éloquent de votre déclaration de décembre 1981 : « Il ne s'agit pas de pratiquer une politique déflationniste mais bien d'enclencher un processus d'assainissement indispensable et ordonné déblayant le chemin de la production, du bien-être et de la prospérité. Cette politique doit être complétée par des actions spécifiques en faveur de l'emploi. Le gouvernement doit mettre tout en œuvre pour donner à nos jeunes une chance de s'intégrer valablement à la vie active. C'est la raison pour laquelle un plan particulier visant l'emploi des jeunes sera mis en œuvre. » Je suppose, Monsieur le Premier Ministre, que ce plan que vous préconisez il y a cinq ans est arrivé à maturité et qu'il devient, après cinq ans de réflexion, le plan de M. de Donnée, qui, en trois mots, se traduit aujourd'hui par : « les jeunes à l'armée ».

Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne vais pas refaire, à ce propos, l'exposé que j'ai fait à cette même tribune en décembre dernier lors de la discussion de la déclaration gouvernementale de Martens VI. Je répéterai simplement le pari que j'ai lancé à l'époque au ministre de la Défense nationale. En décembre, en effet, m'adressant à M. de Donnée, je lui disais que le plan d'allongement du service militaire qu'il concoctait allait juste suffire à compenser la réduction des effectifs professionnels de l'armée à 25 000. Aujourd'hui, la réduction affecte 1 000 volontaires de plus, qui seront, comme les autres, envoyés au chômage.

Je répète donc, et plus que jamais, que l'augmentation de deux mois du temps de service ne pourra servir qu'à compenser la réduction du nombre de volontaires et que le problème du déficit démographique 86-87 reste entier et non résolu par cette seule augmentation. Le contingent nécessaire, avec candidats gradés, reste pour 1986 de plus ou moins 39 100 miliciens, et l'estimation pour cette même année pour les aptes et disponibles est de plus ou moins 37 000, soit un déficit de plus ou moins 2 100 miliciens. Ces chiffres seront amplifiés en 1987, et malgré la réforme des lois sur la milice que vous envisagez, vous allez inéluctablement vers une nouvelle augmentation de 1 à 3 mois de service militaire en 1987-1988. Nous nous retrouverons alors avec le ministre de la Défense, et je ne raterai pas l'occasion de lui rappeler mon intervention d'aujourd'hui.

En tout cas, je voudrais que les jeunes sachent dès maintenant ce qui les attend demain. Car pour masquer tout cela, vous parlez d'une revalorisation du service militaire. Là aussi, dans les mois qui viennent, j'aurai l'occasion de revenir sur ce problème en commission de la Défense, qui devra pouvoir aller vérifier sur place la vérité de cette revalorisation. Sachez cependant, Messieurs les Ministres, que pour nous, socialistes, la véritable revalorisation du service militaire passe par la revalorisation de la solde, non pas en l'augmentant de 50 p.c., mais en la portant au moins au niveau du minimex, et cela au nom de la justice élémentaire que vous évoquez si souvent dans vos discours.

M. Wauthy, lundi, dans l'une de ses interventions qui me fait plus penser à Louis de Funès qu'à un chef de groupe, a longuement parlé de préservation. En matière d'enseignement, de service militaire, de chômage, et pour ce qui concerne notre jeunesse, la préservation est devenue du mépris. Je répète, Monsieur le Premier Ministre, qu'un homme, qu'une équipe gouvernementale, qu'une majorité parlementaire qui méprise la jeunesse est un premier ministre, une équipe gouvernementale, une majorité parlementaire qui se suicide ! (*Applaudissements.*)

Je ne voudrais pas, Messieurs les Ministres, être trop cruel en m'étonnant trop longuement ici sur les réductions de 5,7 milliards que vous allez effectuer dans les futurs budgets de la Défense nationale. Je serai plutôt tenté de dire qu'elles me réjouiraient en tant que socialiste si elles pouvaient aider au renforcement de la paix dans le monde. Mais permettez-moi de m'imaginer déjà votre tête demain, quand vous, les fidèles de l'Otan, les bons élèves de l'Alliance, les redresseurs du déséquilibre des forces, les implanteurs de missiles, les pourvoyeurs d'armes chimiques binaires, vous

irez annoncer cela au grand frère américain et à nos alliés de l'Alliance. Elle sera confortable, demain, votre position devant les *Misters* Wauthy américains, ceux-là qui vous parleront de préservation de l'Alliance, de l'assurance et de l'équilibre. Je serai extrêmement curieux d'observer les réactions ou le mutisme des *Close*, *Simonet* et *De Decker* devant ces réductions. Là encore, Monsieur le Premier Ministre, tromperie, hypocrisie, duplicité dans lesquelles vous trempez depuis cinq ans.

Mais pour terminer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, le plus bel exemple, la plus belle illustration de ces péchés capitaux que vous avez érigés en vertus, me vient du congrès provincial namurois de la FNAPG, qui s'est tenu dimanche dernier à Dinant, bonne ville de M. Wauthy. Vous appelez aujourd'hui, Messieurs de la majorité, au civisme de tous les citoyens, vous faites appel au civisme pour la jeunesse en prolongeant son service militaire, vous rappelez à celle-ci les valeurs qu'il faut défendre, mais vous trahissez en même temps tous ces jeunes de 1940, à qui l'on avait fait les mêmes discours, qui les ont crus et qui ont offert leur vie ou les plus belles années de leur vie pour défendre ces valeurs contre un ennemi, contre un système totalitaire qui venait lui aussi de l'Est.

J'aurai voulu poser à M. Martens les questions suivantes: Que deviennent donc vos promesses exprimées le 2 juin 1985 au Congrès de la FNAPG de Charleroi? Que devient la pension de réversion dont doivent bénéficier les veuves des prisonniers de guerre et invalides en vertu de la loi du 4 juin 1982? Il est plus que temps de dénoncer aujourd'hui l'attitude de votre gouvernement, et plus particulièrement de certains ministres CVP, qui, de 1983 à 1985, ont mené une véritable offensive contre les invalides en réduisant leur droit aux soins médicaux et pharmaceutiques. Il est plus que temps de dénoncer, aujourd'hui, la mise en veilleuse pendant 4 ans de la commission — article 4 —, ce qui a permis de supprimer de la nomenclature des centaines de spécialités pharmaceutiques et de ne pas en agréer d'autres. M. Gol a, semble-t-il, pris un arrêté d'exécution pour mettre un terme à cette entorse aux dispositions législatives. La question que je lui pose est la suivante: Quand installera-t-il enfin cette commission?

Je vais passer sous silence d'autres points que j'aurais voulu évoquer afin de ne pas dépasser le temps de parole qui m'est imparti. J'aurais pourtant encore voulu demander à M. Martens quelle attitude il compte adopter au sujet des promesses qu'il a faites le 2 juin 1985 à Charleroi. J'attends une réponse à ce sujet.

S'il est aussi une autre affaire qui prend l'allure d'un véritable détournement, c'est bien celle qui concerne les prisonniers de guerre de courte durée de captivité. En effet, le 8 août 1981, le ministre *Luc Dhoore*, devenu aujourd'hui mon collègue questeur, en même temps qu'il fusionnait les deux œuvres de guerre pour créer l'Institut national des invalides, instituait le droit, pour les prisonniers de guerre de courte durée, à la prise en charge du supplément des soins, après passage par la mutuelle. La disposition prenait cours le 1^{er} janvier 1982 — il y a plus de quatre ans —, et chaque année, l'Institut national des invalides inscrivait à son budget un crédit de 120 millions en conformité avec la loi. Mais le successeur de M. Dhoore, autre ministre limbourgeois, fit en sorte que l'arrêté d'exécution ne sorte ses effets que le 1^{er} octobre 1985. Est-ce la même attitude que le gouvernement va adopter quant aux promesses de Charleroi?

Sujet moins grave, mais typique d'un climat relationnel regrettable avec les associations de victimes de la guerre. Le premier ministre, souscrivant à la démarche de la FNAPG en vue de l'octroi de distinctions honorifiques aux anciens prisonniers de guerre qui se dévouent depuis des décennies au sort de leur prochain, a marqué son accord pour un mouvement quinquennal 1985 plus souple et particulier à l'anniversaire de la libération des camps de captivité. Nous sommes en 1986, et comme sœur Anne, ces gens attendent toujours, mais ils savent aujourd'hui ce que valent les promesses du premier ministre.

Mais parmi les points les plus contestés pour les invalides se trouve, sans réponse, l'abrogation de l'article 47 de la loi du 30 juin 1983. Celle-ci prévoyait en effet une retenue de deux index sur les pensions d'invalidité. La mesure, comme le rappellent les textes de la discussion au niveau du Parlement, sera exceptionnelle et temporaire. Elle dure depuis 1983, et chaque année, les invalides versent 350 millions dans les caisses d'un institut dont la mission première est de prendre totalement en charge les invalides qui leur sont dus. Ce qui revient à dire que, dans la pratique, les invalides interviennent indirectement dans leurs soins de santé, alors que ceux-ci leur sont entièrement dus en vertu de la loi de juillet 1969 et du protocole de 1975, que l'on n'hésite pas ainsi à violer.

Votre gouvernement reste toujours silencieux sur ce rattrapage d'une retenue sur des pensions de réparation, qu'il ne faut pas confondre avec les pensions de retraite professionnelle. Je crois qu'il est temps de mettre fin à cette hypocrisie.

J'en terminerai après avoir dit que le gouvernement de Martens V avait envisagé une rallonge au protocole, car il est, dans l'inventaire annexé à ce dernier en 1975, question de la proportionnalité des pensions d'invalides. Cela veut dire que 10 p.c. d'invalidité doivent correspondre, comme il est d'usage, en matière civile, à 1/10 de 100.

Les ex-prisonniers de guerre en sont, en cette mesure, à devoir rattraper encore 40 p.c. du montant, et c'est là une matière prioritaire.

J'en arrive à la conclusion. Le vice-premier ministre ainsi que le premier ministre et de nombreux membres du gouvernement, appuyés par la presse de droite, ont accusé les travailleurs en lutte dans ce pays de mener une grève politique. Je vous invite, Messieurs, à relire l'histoire. C'est toujours lorsque l'injustice, la tromperie et l'exploitation du peuple ont déferlé que la classe ouvrière est descendue dans la rue et y a arraché, quelquefois dans le sang, les grandes réformes politiques, économiques et sociales. Elle y a arraché, Monsieur le Vice-Premier Ministre, le suffrage universel, sans l'aide duquel vous n'occuperiez pas cette place aujourd'hui. Alors, je vous demande ceci: après avoir appris — cela sera infirmé ou confirmé — que l'ACV venait, à grand fracas et par une majorité assez confortable, de repousser votre plan ce soir, et lorsque, le 31 mai, Monsieur le Vice-Premier Ministre, vous entendrez les masses gronder dans les rues bruxelloises, tous ceux que vous avez trompés hier et que, par vos mesures, vous allez continuer à opprimer demain, je souhaite à M. Martens et à vous-même que vous vous ressaisissiez pour reconnaître enfin l'iniquité de la politique que vous menez et que vous la changiez rapidement, car, croyez-moi, Monsieur le Vice-Premier Ministre, bientôt il sera trop tard. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Walry.

M. Walry (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, après six mois de tergiversations, on connaît enfin toutes les mesures que ce gouvernement prendra pour « assainir les finances publiques ». L'objectif, certes, est louable et même prioritaire pour assurer le redressement économique du pays. Nous aussi, nous sommes demandeurs de réformes, d'assainissement et de meilleure rentabilisation des services publics, mais dans une approche globale, et non pas dans un esprit négatif d'économies à tout prix.

S'il est vrai qu'il est manifestement devenu plus difficile de préserver un consensus de crise que d'élaborer un accord basé sur la distribution des richesses, il n'empêche que tout réside dans la manière et dans les moyens. L'actuel gouvernement n'entend qu'un seul langage: celui de la force, celui des pouvoirs spéciaux. Dialogue, concertation, négociation, sont des concepts dépassés. Paraphrasant Victor Hugo, je dirais que « si vous avez la force, il nous reste le droit ». Ainsi donc, après six mois de léthargie volontaire, destinée surtout à laisser pourrir notre situation économique et, par voie de conséquence, à justifier davantage les mesures draconiennes envisagées, Martens VI frappe, cogne, cible.

D'une façon générale, les banques, les entreprises, les holdings, les compagnies d'électricité, dont les comptes d'exploitation et de résultat font apparaître des bénéfices faramineux, en un mot, le capital est épargné.

Les travailleurs, les chômeurs, les handicapés, les jeunes, les femmes, les malades sont sacrifiés. Ce sont eux qui vont apporter les milliards nécessaires pour assainir le budget, pour apurer une partie de la dette. Les services publics en général et l'enseignement en particulier sont étranglés. Pour sauver la face, on déclare qu'il faut enrayer le chômage des jeunes. Pour cela, il faut mieux les former. Et, ô paradoxe!, pour mieux les former, on restreint les budgets dans l'enseignement, on augmente les normes d'encadrement, on supprime des milliers d'emplois. Devant tant de mépris, tant d'injustice, tant d'arrogance, l'heure n'est plus à l'attente et à la passivité.

S'il est exact qu'à aucun moment, dans les différents documents de Val-Duchesse, il n'est fait mention de la politique familiale et des allocations familiales, il ne faut pas croire pour autant que les familles seront épargnées par l'action de démolition de ce gouvernement. Qui pourrait nier, en effet, que les mesures prises dans d'autres domaines — par exemple en AMI, en matière de chômage —, dans la construction, et cetera — ont des effets directs ou indirects sur le budget des ménages? D'autres de mes collègues aborderont ces différents aspects; je voudrais,

en ce qui me concerne, me limiter à ces questions touchant directement à la famille.

Trop longtemps, on a considéré que les membres du Parti socialiste étaient contre la famille. Je voudrais que les choses soient claires et qu'une fois pour toutes, cette affirmation fautive soit oubliée, car personne n'a le monopole de la défense des familles, et il est grand temps qu'on le sache. Pour nous, socialistes, la conception de la famille ne peut se fonder que sur la liberté et sur l'égalité des sexes si on veut éviter qu'elle soit destructrice. Dans cette optique — et sans vouloir donner d'appréciation morale sur la conception et le rôle de la famille —, le Parti socialiste constate que celle-ci demeure une — et je souligne une — valeur essentielle de l'organisation sociale, même si elle ne constitue évidemment pas un modèle de vie impossible à l'ensemble des individus. Je crois, d'ailleurs, que ces familles qui ont pu croire un moment que le gouvernement et certains partis allaient les épargner seront très rapidement convaincus du contraire.

Avant d'examiner les dispositions qui risquent de frapper les familles, en dehors, bien sûr, des mesures générales qui les touchent directement ou indirectement dont je parlais il y a quelques instants, je voudrais évoquer la situation démographique qui caractérise notre pays et met en péril notre avenir à tous. Depuis 1984, l'accroissement naturel est proche de 0 p.c. — 0,54 p.c. en 85 —, et depuis 1979, le solde migratoire est négatif ou proche de 0 p.c. Au total, donc, notre population stagne ou régresse. Cette situation n'est pas propre à notre seul pays, mais elle s'apparente à ce qui se passe dans l'ensemble de l'Europe. D'après une étude de la « Kredietbank », le taux de croissance par région est passé pour l'Europe de 0,83 p.c. — entre 1959-1960 — à 0,40 p.c. entre 1975 et 1980. Certaines régions sont plus défavorisées que d'autres. C'est le cas de la Wallonie, où le taux de la population immigrée ne suffit plus à compenser le taux naturel d'accroissement négatif de la population.

Il faut également être conscient que cette situation aura des répercussions très graves sur certains régimes de sécurité sociale, tels ceux des pensions et de l'AMI. Ce vieillissement de la population s'accompagne d'un non-renouvellement des générations, puisque la moyenne de 2,12 enfants par famille n'est plus atteinte. Alors, est-ce bien le moment, par exemple, étant donné cette situation, de réduire de 10 p.c. l'intervention dans la deuxième période de repos d'accouchement? En tant que bourgmestre, j'ai réintroduit l'octroi d'une prime de naissance dans ma commune, ce qui ne constituera malheureusement qu'une maigre compensation par rapport à la perte encourue par la mère en congé de maternité.

Même si nous sommes tous convaincus que les allocations familiales qui sont octroyées ne constituent qu'un complément bien incomplet pour assurer l'éducation d'un enfant, et si nous sommes tous conscients de la période difficile dans laquelle nous vivons, nous, socialistes, n'avons jamais compris comment les prétendus défenseurs de la famille au sein de ce gouvernement avaient accepté que les mesures présentées comme temporaires en 1982 soient prolongées d'année en année. La retenue de 500 francs, et ensuite de 375 francs, sur les allocations représente une ponction financière énorme sur l'ensemble des familles. C'est également une ponction qui s'effectue de manière aveugle, puisque toutes les familles se voient retenir la même somme, quels que soient leurs revenus. Et s'il est vrai que les plus démunis sont exemptés, il faut être conscient que pour être considéré comme démuné, il faut vraiment gagner peu de chose. Ces retenues représentent : 4 milliards en 1982, 4,8 milliards en 1983, 3,3 milliards en 1984, 3,3 milliards en 1985, 3,3 milliards en 1986; au total : 18,7 milliards.

Si on y ajoute d'autres mesures, comme la suppression des treizième et quatorzième mois pour l'enfant de premier rang, le paiement des allocations à terme échu et d'autres restrictions, le montant global des restrictions se monte à près de 45 milliards en quatre ans. Ces chiffres ont été cités pendant la campagne électorale et n'ont jamais été démentis. M. De-prez et les membres du gouvernement se défendaient en invoquant le plan pluriannuel en matière d'allocations familiales. Parlons-en, de ce plan, qui est soi-disant destiné à rendre un petit peu de ce qui a été enlevé aux familles; cela représente des sommes dérisoires en regard de ce qui a été pris : 100 millions en 1985, 1,2 milliard en 1986, 1,2 milliard en 1987, 1,1 milliard en 1988, 1,100 milliard en 1989. A titre d'exemple, on retire 375 francs par mois, et les suppléments d'âge pour les enfants de 12 à 16 ans, qui seront alignés et ensuite augmentés, seront de 112 francs par mois.

Les familles sont menacées; elles le savent et ne manquent pas de le dire au gouvernement. Déjà, si on considère la réaction très dure des enseignants, qui sont aussi pour la plupart des parents, on peut mesurer que ce refus de votre politique sera important. Bientôt, ce sera la communauté éducative tout entière qui réagira contre cette politique qui est la vôtre et qui n'offre aucune perspective aux familles et aux jeunes et, parmi eux,

à ceux qui ont le moins de moyens. L'enfant devient un luxe dès la naissance; les moyens deviennent rares pour les éduquer; l'enseignement coûte de plus en plus cher aux familles, et la vie quotidienne devient un exercice de plus en plus difficile pour un nombre de plus en plus important de personnes. Le gouvernement envisage également d'économiser 1/4 de milliard sur l'ONE avant de la communautariser. Ce sera donc une institution vidée de sa substance qui sera transférée — personne ne sait quand — aux Communautés.

Je voudrais rappeler la position socialiste à l'égard de la politique de la famille et de l'enfance. C'est François Mitterrand qui a écrit, et nous partageons cette idée : « Nous voulons que tous les enfants qui naissent soient librement désirés; nous voulons que tous les enfants désirés puissent naître. » Les socialistes veulent mettre en œuvre une politique globale d'accueil de l'enfant. Pour cela, il faut aider les familles à vaincre les obstacles économiques et psychologiques à la conception des enfants, en créant une société « enfants admis ». La mise en œuvre d'une telle société implique des actions sur les plans pécurinaire, éducatif et juridique. Je reste convaincu qu'il n'existe pas, au sein de ce gouvernement, un seul de ces projets, ni même la première ligne d'un tel projet. Il ne suffit pas, comme certains le font, de tenir de beaux discours; il faut encore passer aux actes. Ce n'est pas en se voilant la face ni en raisonnant en termes strictement budgétaires qu'on parviendra à mener, dans ce domaine, une réelle politique sociale à visage humain, comme le PS le souhaite.

Il va de soi que c'est dans l'ensemble du secteur public que des mesures draconiennes vont être prises, visant à supprimer des milliers d'emplois et à déstabiliser l'ensemble des services. Ce n'est certes pas demain que vous mettrez en place une autre politique plus collective de déplacement, visant notamment à économiser la consommation énergétique.

J'aimerais vous faire part des préoccupations des habitants de ma région. Dans le Brabant wallon en général, et dans la région de Jodoigne en particulier, ville dans laquelle il y a plus d'élèves que d'habitants et, par voie de conséquence, de nombreux enseignants et éducateurs, l'inquiétude et le désespoir ont fait place aux grondements de la révolte. J'ai remis il y a deux jours au ministre de l'Éducation nationale une lettre signée par 720 enseignants. Ils disaient leur écoeurément devant les mesures budgétaires dont l'enseignement va une fois de plus, mais dans des proportions tout à fait inqualifiables, faire les frais. Je voudrais vous lire deux paragraphes significatifs de leur texte : « Mais bien sûr, Monsieur le Ministre, il est bien connu que les enseignants sont des fonctionnaires inefficaces, voire paresseux. Ils ont l'habitude des bilans « orientés » et ne se font plus d'illusions sur l'objectivité des analyses qu'on leur consacre; leurs absences, leurs congés pléthoriques, l'insolente stabilité de leur emploi fournissent une riche matière aux déclarations démagogiques. On ne leur a pas encore reproché leurs traitements plantureux et le caractère délaçant de leurs occupations : cela ne saurait tarder ..., et il va de soi que ces innombrables heures que consacrent ces fainéants à préserver l'aspect éducatif de leur sinécure sont gratuitement prestées. (...) Un peuple conscient de ses intérêts et de ses devoirs investit dans sa jeunesse en lui assurant une formation solide. Nous abandonnons cette évidence-là aux Japonais, pour entrer, à reculons, dans la voie du sous-développement et, en tout cas, de la médiocrité la plus crasse. Faut-il alors encore s'étonner de la drogue, de la délinquance et de la hausse de criminalité chez les jeunes? »

J'aimerais, à ce sujet, Monsieur le Ministre, vous faire part de trois brèves réflexions :

1) Vous connaissez le respectable et naturel souci des enseignants de leur devoir vis-à-vis des enfants et des adolescents qu'ils ont la responsabilité de former et d'éduquer. Vous avez spéculé sur leur sens du devoir et des responsabilités, étant convaincu qu'ils n'iraient quand même pas jusqu'à entamer une grève administrative ou à saboter l'organisation des examens. Mais aujourd'hui, vous êtes allé trop loin. « Il est des moments où il ne resterait plus aucun droit si l'on ne pouvait mépriser », disait Roger Martin du Gard. Aujourd'hui, les enseignants, à juste titre, méprisent leur gouvernement, et bon nombre d'entre eux sont décidés à aller jusqu'au bout, car ils se rendent compte que « répondre par la force » est le seul langage que vous comprenez. C'est le seul comportement qui, avec certitude, peut vous ébranler. Par conséquent, ne soyez pas surpris si demain des actions douloureuses, auxquelles vous n'êtes pas habitués, sont entreprises avec vigueur et détermination.

2) On peut se demander s'il y avait un seul pédagogue à Val-Duchesse. Comment peut-on qualifier votre décision de faire prester des heures de remplacement par des chefs d'écoles primaires dans n'importe quelle classe, alors que ceux-ci, pour la plupart, n'ont plus eu la responsabilité directe d'une classe depuis des lustres? C'est pédagogiquement délirant. Mais la pédagogie, vous l'avez enterrée en même temps que l'enseignement renoué.

3) Les jeunes étudiants normaliens et tous les futurs jeunes pédagogues sont au chômage de longue durée. Je crains pour eux qu'ils ne pourront trouver un emploi dans l'enseignement que dans 15 ou 20 ans, c'est-à-dire quand ils auront oublié l'ABC de leur formation. Poursuivrez-vous votre raisonnement jusqu'au bout et aurez-vous le courage de fermer toutes les écoles normales du pays?

La rentrée 86 sera le septembre noir de l'enseignement. Fossoyeur de la pédagogie. Fossoyeur de l'enseignement renoué. Fossoyeur du peuple. Fossoyeur, c'est peut-être ce substantif qui restera à votre gouvernement, Monsieur le Premier Ministre, lorsque l'histoire évoquera son œuvre. C'est d'autant plus regrettable qu'il fut un temps où le premier ministre avait tant promis. Les travailleurs lui avaient fait presque entièrement confiance, ils s'étaient mis à espérer avec lui. Le désastre psychologique, leur amertume, leur désespoir n'en est que plus grand. Essayez de les comprendre. Nous vous le demandons une dernière fois, pauvre Michelet, lui qui affirmait: « Quelle est la première partie de la politique? L'éducation. La deuxième? L'éducation. Et la troisième? L'éducation. »

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles. — Reste encore l'instruction!

M. Walry. — Si peu!

Etant bourgmestre d'une petite commune du Brabant wallon, je suis devenu, avec l'ensemble de mes collègues, un mandataire aux abois. Vous aviez promis qu'il n'y aurait pas de fiscalité nouvelle. C'était même votre crédo, et en tout cas votre premier commandement. Mais aujourd'hui, vous réduisez considérablement l'intervention du Fonds des communes. Plus grave encore, vous obligez les communes à procéder au paiement des CST, CMT et TCT. L'Etat ne les remboursera que partiellement beaucoup plus tard. Je crains fort que ce ne soit trop tard. Bon nombre de communes seront financièrement asphyxiées. Vous ne leur laissez plus qu'une cruelle alternative: ou licencier la mort dans l'âme bon nombre de leurs travailleurs — il est vrai que pour vous, ce ne serait jamais que quelques milliers de désespérés en plus; ou alors augmenter la fiscalité communale dans des proportions considérables. Par conséquent, notre population n'échappera pas à une fiscalité accrue.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, faut-il vraiment laisser tout espoir de voir un jour les calculs à courte vue faire place à une gestion raisonnable de l'éducation et de la Nation? On aimerait éprouver que la bêtise et la mauvaise foi ne l'emportent pas à tous les coups. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition.*)

M. le Président. — La parole est à M. Daras.

M. Daras (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, pour l'instant, il est difficile de préparer son intervention. Je pensais, en effet, que je parlerais hier soir ou ce matin, et j'avais songé à féliciter le gouvernement pour la stratégie efficace qu'il avait décidé de suivre, stratégie efficace particulièrement — et vous connaissez mon intérêt pour ce problème — dans le domaine de l'enseignement.

Stratégie efficace donc, puisque, comme M. Walry vient de le dire, il est évidemment opportun de publier les mesures le plus tard possible dans l'année. En effet, on a beau dire que les enseignants ne sont pas des gens très sérieux, très courageux...

M. Van der Biest. — C'est de ce côté qu'on dit cela, n'est-ce pas, Monsieur Gol?

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — C'est vous qui êtes en train de le dire.

M. Daras. — Non, Monsieur Gol, car j'ai eu l'occasion d'entendre M. Tromont, M. Bertouille et puis M. Damseaux — c'est tout, car je ne suis pas là depuis longtemps —, mais c'est déjà un bel échantillon de ce qu'on pense dans ce milieu de l'enseignement.

Certains prétendent qu'on peut demander plus aux enseignants, car ils n'en font pas tellement. Ce n'est pas vrai. En fait, les enseignants sont des gens sérieux et qui ont une conscience professionnelle.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Dans toutes les professions, il y a des bons et des mauvais.

M. Daras. — Vous n'avez pas tort. En revanche, si vous vous dites qu'étant donné la proximité des examens, les problèmes d'homologation, les problèmes de diplômes, les enseignants, que l'on va frapper durement, n'entreprendront pas d'actions dures parce que leur première préoccupation est l'avenir de leurs élèves, je dis donc: bonne stratégie.

Bonne stratégie aussi que celle de diviser pour régner. J'ai dit « bonne stratégie », mais je n'ai pas dit que c'était démocratique. Dans ma naïveté verte — tout le monde sait que nous sommes des naïfs —, j'ai toujours considéré que la démocratie consistait plutôt à rassembler pour régner. Diviser pour régner, cela signifie toucher le moins possible à l'enseignement fondamental, voire accorder certaines compensations à l'enseignement gardien. Ainsi, les enseignants de ces secteurs ne risquent pas de trop bouger. Diviser pour régner, c'est aussi ne pas toucher — ou peu — au traditionnel général, au type II, ce qui implique évidemment de diviser pour régner entre le nord et le sud, par la force des choses. Les chiffres sont là, dans le document que vous nous avez fait parvenir. La modification des normes d'encadrement permettra — ou faudrait-il dire déjà: « permettrait » ou « aurait permis » — d'épargner 1,5 milliard dans le nord et 2 milliards 300 millions dans le sud.

Je voulais donc dire: « Bonne stratégie! » Cela pourrait marcher. Bonne stratégie aussi que celle de tenir des discours différents. Nous avons entendu M. Deprez nous dire: « Mais non, on ne va pas liquider le renoué, on va juste l'asphyxier. S'il meurt, tant pis, mais on ne l'aura pas tué. » Vous-même, Monsieur Gol, avez dit qu'il n'était pas question de faire de l'archéologie pédagogique. Vous auriez pu éventuellement parler de pédagogie archaïque. Et vous avez eu cette formule: « Tout cela donnera une espèce de type 1 bis. » Mais pendant que, logiquement, M. Deprez et M. Gol jouaient les pompiers, M. Damseaux, lui, jouait les pyromanes. Il en faut pour tous les goûts.

Mlle Burgeon. — Où est M. Damseaux? Il n'est pas là.

M. Daras. — Je suis d'ailleurs très déçu que M. Damseaux ne soit pas ici.

M. Van der Biest. — Il ne reviendra probablement plus.

M. Daras. — Il ne reviendra peut-être plus, mais M. Damseaux a dit clairement que ces contraintes budgétaires lui permettraient d'atteindre son but politique: la suppression du renoué. Ce serait, à la limite, une bonne stratégie: à chacun dans la population de choisir le discours qu'il préfère selon les espoirs qu'il nourrit.

Il y a peut-être une erreur: c'est de vouloir bien montrer que l'on mettait sur le même pied l'enseignement libre et l'enseignement officiel. Ceci fait que la réaction dans l'enseignement libre est aussi forte que dans l'enseignement officiel.

Il y a peu de temps encore, M. Damseaux, que rien n'émeut, disait: « Si tout le monde est mécontent, c'est que je suis un bon ministre. » C'est une définition très personnelle, mais soit.

M. Van der Biest. — Permettez-moi de vous interrompre quelques instants, Monsieur Daras, pour signaler que M. Martens avait dit un jour: « Je suis très content d'être impopulaire. » C'est probablement du *sub* de ce gouvernement.

M. Daras. — J'aurais pu, Monsieur Gol, hier soir ou ce matin, féliciter le gouvernement pour sa stratégie. Mais ce soir, comme plusieurs de mes collègues, je viens de lire la résolution qui a été adoptée par la CSC. Cela devient moins évident pour vous ainsi que pour votre stratégie. Il ne suffit sans doute pas toujours de bien jouer pour gagner. Bien sûr, les ministres libéraux — je ne connais que ceux-là depuis que je suis ici — de l'Education nationale nous ont habitués à des discours élitistes et réactionnaires sur l'enseignement...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Réaction salutaire.

M. Daras. — Salutaire peut-être, mais connaissaient-ils bien la réalité de l'enseignement? Il ne faut pas la connaître pour oser dire que le renoué constitue un nivellement par le bas. Il ne faut pas bien la connaître pour faire référence continuellement aux taux de réussite à l'université, comme si c'était la référence absolue et comme si finalement ce n'était pas l'université elle-même qu'il fallait rénover. Vous n'avez pas échappé à la tentation de chercher dans le passé des solutions pour l'avenir, et la façon dont on nous présente les choses consiste bien en un retour à une pédagogie du passé plutôt qu'à un investissement dans la matière grise.

Je donne un exemple: vous allez instaurer 2 heures de néerlandais obligatoire dans l'enseignement primaire, dans les classes de cinquième et de sixième année. Je n'ai rien contre l'apprentissage du néerlandais — ce n'est pas moi qui utilise couramment les brulôts communautaires —, mais je sais, pour l'avoir vécu, pour avoir reçu ces deux heures de néerlandais dans l'enseignement primaire en cinquième et sixième année, et pour encore avoir reçu bien des cours de néerlandais ultérieurement, que c'est inefficace pour l'apprentissage de la langue.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Vous étiez mauvais élève.

M. Daras. — Cela dépend sans doute des élèves...

M. Féaux. — ... et des professeurs.

M. Daras. — Il est clair qu'en période difficile, une partie de la population se réfugie dans des valeurs sûres qu'elle a tendance à chercher dans le passé, lorsque tout marchait nettement mieux qu'aujourd'hui. Je continue à croire que préparer l'avenir, c'est investir dans la matière grise, et je constate que vous faites exactement le contraire. Pour relever les défis de la mutation, ces défis que nous devons absolument relever, vous comptez plus sur l'évolution de la conjoncture internationale que sur la formation et la volonté des populations de notre pays.

Est-il nécessaire de souligner l'hypocrisie incroyable de certaines expressions telles : « Il revient aux pouvoirs organisateurs d'adapter leurs projets pédagogiques aux exigences budgétaires en privilégiant la formation générale et polyvalente » ? C'est aussi cynique que de dire aux gens qui meurent de faim en Afrique qu'il leur revient de déterminer leurs menus et leur gastronomie.

M. Van der Biest. — C'est bon !

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — C'est indécent.

M. Van der Biest. — Une métaphore n'est jamais indécente quand elle est bonne.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Elle n'est pas bonne.

M. Van der Biest. — Ce n'est pas mon avis.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — C'est indécent vis-à-vis des Africains qui meurent.

M. Daras. — Laissons les appréciations.

Comme le disait M. Walry tout à l'heure : à ceux qui aujourd'hui font des études normales ou universitaires en se destinant à l'enseignement, on dit clairement : Nous n'avons pas besoin de vous. Ce n'est pas très exaltant. On n'aura plus besoin d'eux. En cas de maladie, on fera appel aux agents en disponibilité et non plus à des temporaires. De plus, le nombre de stagiaires sera abaissé. Du côté néerlandophone, les stagiaires seront employés dans les écoles du type 1 frappées par la réduction des normes. C'est ce qui est précisé dans le document qui nous a été remis. Du côté francophone, ils vont servir à l'enseignement du néerlandais à l'école primaire.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Et aussi à corriger, à concurrence de 224 unités, les conséquences du capital-périodes pour l'enseignement officiel.

M. Daras. — Je ne le nie pas, mais ce que je veux dire, c'est que les mesures qui frappent le type 1 touchent nettement plus la partie francophone que néerlandophone. Dans la partie néerlandophone, les stagiaires seront utilisés pour compenser les effets des nouvelles normes d'encadrement.

Une autre sortie est possible, et c'est l'armée. Le service militaire sera revalorisé. Comme de nombreux miliciens auront suivi un enseignement médiocre, les enseignants sans emploi seront employés à l'armée pour s'efforcer d'améliorer la formation des recrues. L'armée va tout arranger. De l'école-caserne à la caserne-école!...

En fait, la seule stratégie commune à l'ensemble du gouvernement, c'est la stratégie budgétaire. Etre d'accord sur le budget, cela ne signifie pas nécessairement être d'accord pour pratiquer une politique commune.

Le gouvernement insiste sur le fait qu'on ne touche pas — ou si peu — à l'enseignement fondamental. Il n'a pas de grand mérite à cela. Il suffit de savoir calculer pour comprendre que la mise au chômage d'un instituteur ne rapporte rien à l'Etat. Il en va tout autrement pour un licencié. Les victimes, dans le secondaire, ce sont les sciences — voilà qui va faire plaisir à M. Wathélet, qui se plaint du manque de formation dans cette branche — et les langues, ce qui rend d'autant plus dérisoires les deux heures de néerlandais par semaine en cinquième et en sixième primaires. Pour moi, il est clair que l'avenir est sacrifié pour le profit immédiat.

Permettez-moi d'aborder rapidement le problème des statuts précaires, les CST et les TCT. D'autres orateurs ont déjà parlé des difficultés que rencontreront les communes. Je n'y reviendrai pas. Je voudrais toutefois souligner qu'il va falloir payer 10 p.c. du salaire des CST la première

année. Quand les CST apparaissent comme un cadeau fait à certaines associations, on peut éventuellement faire accepter une telle mesure par la population. Je me demande, toutefois, si le gouvernement — et plus spécialement son aile libérale — est bien au courant du rôle que jouent des milliers d'a.s.b.l. dans la structure de la société civile. Je vois que M. Gol hausse les épaules. Il ne sait donc pas de quoi je parle.

Je ne suis pas sociologue...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — Heureusement !

M. Daras. — ... mais j'ai d'autres défauts. Je suis convaincu que leur rôle est essentiel et que toutes ont pu, grâce aux CST et aux TCT, avoir un effet tampon entre les conséquences de la crise, accentuées par la politique du gouvernement, et la population. Nous connaissons tous — sauf, peut-être, M. Gol — ces a.s.b.l. qui, à titre bénévole, travaillent dans de nombreux domaines : aide aux handicapés, écoles de devoirs, etc... Elles n'ont pas les moyens de payer 10 ou même 5 p.c. du salaire d'un CST ou d'un TCT, à l'exception de celles qui bénéficieront de dérogations, car — mais je suppose que vous avez tous lu le document qui nous a été remis — il y a des possibilités de dérogation. Il faut voir à qui seront accordées ces possibilités de dérogation. A ce sujet, les textes sont vagues.

M. Van der Biest. — Aux a.s.b.l. appartenant aux députés de la majorité.

M. J. Michel. — Ce qui est certain, c'est qu'elles ne seront pas accordées aux a.s.b.l. qui travaillent pour l'URSS. C'est garanti.

M. Van der Biest. — Que signifie cette intrusion de l'URSS dans le débat écologique ?

M. J. Michel. — Vous le savez très bien.

M. Daras. — C'est là une prise de position politique.

M. J. Michel. — C'est une précision.

M. Daras. — Bien. Je ne faisais pas de provocation. Je parlais des gens qui travaillent réellement dans la société civile. Ils n'auront plus les moyens de le faire. On pourrait se dire qu'éventuellement, on peut employer des objecteurs de conscience, mais voilà : non seulement, il n'y a plus moyen de faire reconnaître les a.s.b.l. pour qu'elles puissent employer des objecteurs de conscience, mais de plus, ceux-ci vont devoir faire vingt-quatre mois. Il est clair que cela risque de décourager un bon nombre d'individus.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et du Commerce extérieur. — On ne pourra plus faire appel à des objecteurs de conscience pour servir de marionnettes dans des manifestations pacifiques.

M. Van der Biest. — Vous parlez de marionnettes. C'est votre fantasme.

M. Daras. — Tout cela est sympathique.

M. le Président. — Votre temps de parole est écoulé depuis deux minutes. Il faudrait conclure.

M. Daras. — Monsieur le Président, il est clair que les mesures que l'on nous propose vont avoir une série d'effets pervers que vous n'avez pas mesurés, et pas seulement au niveau budgétaire et politique. Les dispositions que la CSC a prises aujourd'hui ne sont pas vraiment au nombre des effets pervers. C'était prévisible. Mais même si vous passez ce cap, ces effets pervers, croyez-moi, vous rattraperont au tournant. Votre plan d'assainissement n'assainira pas grand-chose. Et franchement, je parie que vous n'arriverez pas au bout. (*Applaudissements sur les bancs socialistes et Ecolo.*)

De heer Voozitter. — De heer Belmans heeft het woord.

De heer Belmans (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Vice Eerste Minister, Dames en Heren, in het regeerakkoord staat vermeld dat « de dienstplicht en de milietewetten zullen worden hervormd ». Daardoor zal het beroep op beroepsvrijwilligers voor Landsverdediging worden beperkt. Tegelijkertijd zullen de vorming, de taken en het statuut van de dienstplichtigen worden verbeterd en zullen de gewetensbezwaarden uitsluitend voor maatschappelijk nuttige taken worden ingezet. Dat dit voornemen in het regeerakkoord is opgenomen onder het hoofdstuk « Overheidsfinanciën », onthult slechts ten dele de ware bedoelingen.

Tussen het topjaar 1964 en het dieptepunt 1975 daalde het mannelijke geboortecijfer in België van 82 633 naar 61 574, of liefst met meer dan 25 pct. Bij gelijklopend contingent en behoud van Navo-taken worden

dergelijke cijfers in de toekomst fataal. Dit geldt niet alleen voor de militaire dienst. Ook andere pijlers van onze maatschappij, zoals het onderwijs en ons stelsel van sociale zekerheid, worden ondergraven door de demografische aftakeling als symptoom van de welvaartsziekte, waarvoor dringend de passende medicatie moet worden gevonden.

Als late uitloper van de gouden jaren zestig kenden wij in 1973 de professionalisering van ons leger, die zelfs een verlaging van de diensttijd mogelijk maakte en die tevens inspeelde op de behoefte aan technisch geschoold personeel voor het bedienen van steeds meer gesofistikeerde wapens. Zeer vlug volgde de ontmuchtering en hebben wij moeten vaststellen dat deze omschakeling onbetaalbaar en onhoudbaar was. Ook het beroep op vrijwillige dienstverlening werd een mislukking, omdat de aangeboden vergoeding totaal onvoldoende bleek.

Het geleidelijk vervangen van beroepsmilitairen door dienstplichtigen bood daarom meerdere voordelen. Ten eerste, de schamele soldij, die dringend aan een billijke verhoging toe is, betekent slechts een miniem onderdeel van de loonkost van actieve militairen. Ten tweede, vermits vele dienstplichtigen zonder hun dienstplicht de stempelokalen zouden bevolken, betekent een verlenging van de legerdienst ook een ernstige besparing op de werkloosheidsuitkeringen. Ten derde, lijkt het voor de regering psychologisch belangrijk de alarmerende jeugdwerkloosheidscijfers kunstmatig met enkele duizenden eenheden te verminderen.

Vele jongeren vinden het hoogst onbillijk en discriminerend dat slechts één vierde van hen militaire dienst moet volbrengen. Een wijziging van de militaire dienst is fundamenteel en vergt tijd. Een kleine tegemoetkoming voor dit ongelukkige kwart van onze jongeren zou bestaan in de drastische verhoging van de schamele soldij, enerzijds — zelfs een vervanging van deze soldij door een wedde voor de bijkomende maanden —, en in de aanrekening van de diensttijd of een gedeelte hiervan op de wachtperiode, anderzijds, twee maatregelen die echter het beoogde spaareffect en de psychologische weerslag zouden doorkruisen. In uw spaarplan hebben wij dan ook tevergeefs deze kleine compensaties gezocht.

In uw «bijlage II» lezen wij: «De minister van Landsverdediging zal de dienstplicht voor de meest kansarme jongeren zodanig inrichten, dat deze een reële mogelijkheid tot het volgen van opleiding krijgen. In dat geval zal de dienstplicht met het doorlopen van de wachttijd worden gelijkgesteld.» Verder beloofde de regering diverse maatregelen, waaronder «het inzetten van leerkrachten voor de bijkomende vorming van miliciens en de beroepsopleiding». Het moet mij van het hart, Mijnheer de Vice-Eerste Minister, dat de maatregelen die bedoeld zijn om de legerdienst zinvol te maken, zoals beroepsopleiding en algemene vorming tijdens de legerdienst, gewoon een doekje voor het bloeden zijn. Zij zijn als dusdanig volkomen vreemd aan de verlenging van de legerdienst, zodat ze reeds veel vroeger hadden kunnen getroffen zijn. Ze lijken trouwens onuitvoerbaar, toch zeker de beroepsopleiding. De veelheid van beroepen binnen eenzelfde eenheid, de noodzakelijke infrastructuur en de verscheidenheid van leeropdrachten maken een zinvolle beroepsopleiding tot een illusie. Wel zouden een betere kennis van diverse talen, en op de eerste plaats van de moedertaal, en verder informatica, elektronica, autotechniek, dactylo en andere vaardigheden die nauw bij de legertaken aansluiten, kunnen bijgebracht worden. Maar, wij herhalen het, dat kon ook vroeger!

Wij vragen ons echter af wie die «meest kansarme jongeren» zijn, die een reële mogelijkheid krijgen, vermoedelijk tot het volgen van een beroepsopleiding, en die als bevoorrechten en als enigen hun dienstplicht kunnen doorlopen als wachttijd. Welke criteria zullen gelden bij hun selectie? Zullen zij in afzonderlijke eenheden worden ondergebracht? Liefst in België, om de opleiding te vergemakkelijken? Bestaat hier geen gevaar voor discriminatie, positieve of zelfs negatieve? Waarom kan niet voor alle werkloze jongeren de dienstplicht gelijkgesteld worden met wachttijd, als een schamele compensatie? Moet ook de aangekondigde verhoging van het aantal KRO en KROO «om de omkadering van de jonge militairen te verbeteren», worden gezien in het kader van deze laattijdige bezorgdheid om hun «bijkomende vorming en hun beroepsopleiding», of is het alleen maar een besparingsmaatregel op het aantal actieve officieren en onderofficieren?

De discussie over heel deze problematiek werd reeds op gang gebracht door het regeerakkoord en wordt thans bekroond met uw ontnuchterend spaarplan. Tussen beide werd het terrein afgetast, werden de reacties gepeild, gevoed door al of niet gewilde lekken, die de weerstand moesten meten en de reactie vermoeden. Zij bieden thans ook een alibi aan sommigen die het moeilijk zouden gehad hebben uw spaarplan goed te keuren, en die thans kunnen zeggen: «Het is nog niet te kwaad als we gevreesd hadden; en wij zijn er in gelukt dit en dat te doen schrappen», ook wanneer dit een leugen en opgemaakt spel zou zijn.

Blijkbaar zijn de jongeren in hun afwijzing niet heftig genoeg geweest. Vergis u echter niet. Een half jaar lang werd voorgehouden dat een keuze moest gemaakt worden tussen twee mogelijkheden: ofwel de verlenging van de legerdienst, ofwel de afbouw van een aantal vrijlatingen en onthefingen. Het zal wel juist zijn dat deze keuze moeilijk was, vermits uw regering en uw meerderheid hierover grondig verdeeld waren. U hebt dan maar de gemakkelijkste oplossing gekozen: in plaats van «of/of» werd het «en/en». De knoop werd doorgemaakt op de rug van de jongeren. Behalve de verlengde diensttijd voor alle dienstplichtigen, zal hun aantal jaarlijks worden opgedreven met ongeveer 7 000, die vanaf de lichte 1987 geen vrijlating of ontheffing zullen kunnen genieten, zoals zij mochten verhoppen en in hun toekomstplannen reeds hadden opgenomen. Ook zij zullen u verre van dankbaar zijn.

Het vooropgestelde aantal doet vrezen dat het in de bedoeling ligt te raken aan een aantal vrijlatingen op morele grond, die vooral de grotere gezinnen aanbelangen, zoals de twee broederdiensten en de gezinnen met ten minste zes kinderen in leven, twee gevallen die door de demografische evolutie reeds drastisch afnemen; of het geval van één broederdienst in een gezin met een zeer laag inkomen, of het kostwinnerschap. Het raken aan de twee eerste gevallen lijkt in deze sombere demografische situatie en in een gezinsvriendelijke maatschappij uitgesloten. De beide andere gevallen kunnen slechts worden opgevangen door een passende financiële tegemoetkoming aan het behoeftige gezin. Doch ook hiervoor zal wel geen geld beschikbaar zijn. Het ligt voor de hand dat het koppelen van de verlengde dienstplicht aan de afbouw van dergelijke vrijlatingen helemaal geen noodzaak is. Er wordt zelfs gedacht aan het inzetten van de overbodige dienstplichtigen in andere diensten, zoals civiele bescherming. Die euforie lijkt ons verre van gezond.

Mijnheer de Eerste Minister, de jeugd had gehoopt dat u begrip zou hebben opgebracht voor het offer dat van een aantal van hen wordt gevraagd en dat velen van hen zinloos vinden. Dat u erin zal slagen deze dienstplicht zinvoller en minder nutteloos te maken, gelooft wel niemand, want anders was dit reeds vroeger gebeurd. Billijke compensaties als een behoorlijke soldij, eventueel een loon en aanrekening op de wachttijd als werkzoekende, wordt hun blijkbaar om budgettaire redenen geweigerd. Door het cumuleren van de dienstplichtverlenging met de afbouw der vrijstellingen wordt zelfs dieper in hun vlees gesneden dan nodig is. Het doet echter meer pijn dan u denkt, en het laat littekens na. Onze fractie is ter zake dan ook solidair met de jongeren en verwerpt daarom beslist en heftig dit onderdeel van uw onvoldragen en onevenwichtig spaarplan. (Applaus bij de leden van de VU.)

M. le Président. — La parole est à M. Désir.

M. Désir (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, d'emblée, Monsieur le Vice-Premier Ministre, il est un point du rapport de synthèse que vous avez remis la semaine dernière au Parlement que je voudrais tenter d'éclaircir aujourd'hui.

M. Clerfayt. — Il n'écoute pas.

M. Désir. — Il va écouter. Attendez.

En effet, en page 2 de ce document, il est question des droits de succession qui seront accordés en 1987 au titre de charges additionnelles. Et, par ailleurs, il est bien dit qu'en 1986, on s'est basé sur des estimations budgétaires à politique inchangée. Ce sont ces termes qui sont utilisés. Par déduction, il faut donc en conclure que les droits de succession à attribuer à la Région bruxelloise ne sont pas à envisager pour l'année 1986. Notre collègue, M. Clerfayt, ici présent, vous a interrogé hier à ce sujet, et ni le premier ministre ni le vice-premier ministre M. Verhofstadt n'ont pipé mot. Permettez-moi de reposer la question en termes non ambigus: Les droits de succession seront-ils, de toute façon, accordés à la Région bruxelloise en 1986? (Pas de réponse.) Permettez-moi de vous poser une deuxième question à ce propos. Successivement, M. Van Rompuy, la semaine dernière, puis hier M. Vanden Brande, sont intervenus pour vous demander de préciser quels seraient les avantages nouveaux accordés à la Communauté flamande de Bruxelles en contrepartie de ces droits de succession qui ne constituent toujours, jusqu'ici, à travers vos déclarations, qu'une sorte de mythe de Sisyphus. On nous demande beaucoup, mais en vue du but à atteindre, on repart à zéro. Il est bien évident — et je crois pouvoir m'exprimer au nom des bourgmestres bruxellois — que nous n'avons jamais admis le fait que ces droits de succession aient été accordés aux deux autres Régions, sans conditions, alors que ces droits sont marchandés pour Bruxelles, qu'on en a privé la Région bruxelloise en 1984 et 1985, et que tout laisse croire, jusqu'ici, sinon qu'ils sont déjà, dans votre esprit, supprimés, tout au moins qu'on va assortir leur libération de telles conditions que cela reviendra à un nouveau refus.

Dans notre esprit, l'attribution des droits doit être totalement et définitivement dissociée des fameux problèmes de restructuration ou de rationalisation qui cachent mal une volonté de reprise en mains des communes bruxelloises et un plan destiné à satisfaire une certaine exigence flamande, c'est-à-dire d'imposer à terme la parité de gestion au mépris des lois démocratiques qui ont inspiré le suffrage universel.

Nous n'avons guère entendu, dans le discours du premier ministre, que vous ayez enfin donné satisfaction aux habitants de la Région bruxelloise en ce qui concerne leurs aspirations à se voir dotés d'institutions autonomes et, par conséquent, de moyens adaptés à leur véritable mission, dans le respect de l'article 107^{quater} de la Constitution.

C'est peut-être le moment de rappeler, comme nous l'avons fait lors de notre Congrès du FDF, samedi dernier, une réflexion amère de notre collègue Cécile Goor, qui exerçait une responsabilité ministérielle jusqu'en décembre dernier. J'extrait sa déclaration d'un article paru dans *La Libre Belgique* en juin dernier : « Après quatre ans de présence dans l'exécutif bruxellois, j'estime qu'il faut régler le problème. Il n'est pas normal d'avoir une troisième Région, prévue dans la Constitution, et de la laisser sous statut provisoire. Tout ce qui est provisoire est insécurisant. Même le monde économique le ressent. Tout ce qui est provisoire vous fait traiter par les autres gens de seconde zone. On ne traite pas avec le provisoire, on traite par-dessus la tête du provisoire. »

Et j'ajoute à ces réflexions désabusées quelques extraits du memorandum que l'Union des entreprises de Bruxelles nous avait adressé en octobre 1985, au lendemain des élections : « Au cours des quatre dernières années, aucune initiative parlementaire n'a été prise, en dehors du code régional du logement, qui soit de nature à adapter les lois et règlements économiques et sociaux aux impératifs du développement de notre capitale. Toutes les initiatives que l'UEB a prises dans ces domaines se sont heurtées à une position de principe : la problématique bruxelloise a été mise au frigo, et les problèmes que nous soulevions ne pouvaient être résolus qu'après la définition de notre statut institutionnel. » L'UEB, donc, au lendemain de votre réélection, demandait avec insistance que Bruxelles soit sortie du frigo économique et social, même, ajoutait-elle, si les milieux politiques estiment difficile de la sortir immédiatement de son frigo institutionnel.

Au lieu de cela, qu'avons-nous eu ? Le maintien, en un premier temps, de la limitation des ressources de la Région, puisque la dotation régionale est déterminée en vertu des lois coordonnées du 20 juillet 1979 et que cette part décroît sans cesse, puisqu'elle est désormais sous la barre des 8 p.c.

Il n'était donc, dès octobre, plus question de prendre en compte la charge du bilinguisme pour la Région, les communes et l'Agglomération bruxelloises, les charges que représente pour Bruxelles d'être, avec l'ensemble des 19 communes, à la fois capitale nationale et internationale, la contrepartie de ce que, à tort ou à raison, on appelle la main-morte, c'est-à-dire, pour être clair, le manque de ressources en provenance des très nombreuses propriétés exonérées de toute imposition.

Il n'a plus été question non plus de revoir les critères de répartition du Fonds des communes, qui, incontestablement, établissent une discrimination au détriment de la région centrale du pays. Bien au contraire, aujourd'hui, dans votre rapport de synthèse, il est plus que jamais question d'étrangler financièrement les communes bruxelloises, au travers de mesures qui visent d'abord les communes en général, et plus particulièrement les communes de la région centrale du pays.

En exécution des arrêtés royaux 278 et 292, il y aura diminution de la masse salariale de 1,75 p.c. L'exécution, en 1987, de votre accord gouvernemental prévoit une nouvelle diminution de 1 p.c. Parallèlement, on introduira une diminution du Fonds des communes, qui, cumulée avec la diminution du Fonds des provinces et celle de la dotation spéciale de la ville de Bruxelles, atteindra 6 milliards 795 millions.

A partir du 1^{er} octobre 1986, l'intervention de l'Etat pour la mise au travail des chômeurs de toutes catégories — on en a longuement parlé aujourd'hui, mais il est bon de le répéter — sera diminuée, ce qui, par voie de conséquence, va augmenter la charge financière des communes. Veut-on véritablement augmenter le nombre de chômeurs ? Veut-on véritablement renvoyer à charge de la collectivité toute une série de travailleurs qui sont, je l'avoue, sous-payés pour des tâches qui correspondent parfois à un haut degré de qualification sanctionné par les diplômes délivrés par notre enseignement technique, artistique ou universitaire ?

Il est évident que la première réaction des communes et des CPAS, confrontées à des problèmes de trésorerie, sera de licencier les travailleurs qui pèsent le plus sur le budget des communes et des CPAS. Ces licenciements auront pour conséquence de réduire, dans une notable proportion, les activités des associations sociales et culturelles à qui, par le biais de diverses catégories de chômeurs mis au travail, on avait donné sinon les véritables moyens dont ils devraient disposer, tout au moins la possibilité

de maintenir en état de fonctionnement une vie associative déjà fort appauvrie. N'aurons-nous comme seule possibilité que de signifier à toutes ces catégories de travailleurs que, notre type de société étant désormais orienté vers une certaine conception de la réussite qui passe par le rendement, le gain matériel et l'exploitation commerciale, leur place dans notre vie associative, qui constitue un précieux relais entre le citoyen et le pouvoir subsidiant, est dorénavant considérée comme superfétatoire, voire inutile ?

Si l'on aborde le problème des finances communales par le biais du Fonds des communes, les réflexions sont tout aussi amères. On oublie trop souvent que les communes sont à l'origine d'une certaine forme de relance économique, qu'en réduisant leurs possibilités d'investissement, on réduit également le nombre d'emplois dans le secteur privé. C'est hier qu'un membre de votre majorité, le député Wauthy, a fait remarquer que beaucoup de communes qui ont souscrit un plan d'assainissement financier visant à rétablir leur équilibre pour fin 1988 ne pourront tenir leurs engagements, sauf à combler le manque de recettes en augmentant leurs impositions. Est-ce cela que vous voulez : au bout du compte, accroître la pression fiscale, non pas dans le chef de l'Etat, mais en rejetant la responsabilité sur les pouvoirs subordonnés ?

Au-delà de ces remarques qui concernent les communes en général, il y a, bien entendu, le problème de gestion de l'Agglomération et des communes bruxelloises. Et c'est le moment de ressortir une étude qui fut introduite — introduite est le mot, parce qu'elle n'est pas restée longtemps à l'étude — à la commission de l'Intérieur du Sénat, il y a trois ans environ, étude qui mettait nettement en évidence le fait que la charge par tête d'habitant, si l'on compare entre elles les cinq grandes agglomérations du pays, est nettement moindre à Bruxelles que dans les quatre autres grandes agglomérations, exception faite pour Bruxelles-ville, cela va de soi. Et cela pour chacune des fonctions traditionnelles, qu'il s'agisse de personnel, de frais de fonctionnement, de transfert ou de dette. En fait, les administrations communales des 18 communes bruxelloises, qui représentent 850 000 habitants, coûtent moins cher par fonction que n'importe quelle autre grande agglomération du pays, où se sont opérées, il y a trois ou neuf ans, les fameuses fusions qui devaient, en principe, générer une véritable rationalisation et, par voie de conséquence, des coûts de fonctionnement moindres.

Les derniers chiffres dont je dispose proviennent de l'Union des villes et communes. Je tiens à vous les communiquer afin qu'il y en ait trace dans le *Compte rendu analytique*. Ils concernent l'année 1983, et, je le répète, par habitant, lorsqu'en Wallonie en frais de personnel on dépense 33 275 francs, en Flandre, dans les grandes agglomérations toujours, c'est 27 050 francs. et pour les 18 communes de Bruxelles, on redescend à 17 276 francs. En frais de fonctionnement, les mêmes charges par habitant donnent les chiffres suivants : grandes villes de Wallonie 6 109 francs, grandes villes de Flandre 5 482 francs, pour les 18 communes 2 689 francs. En ce qui concerne les transferts, même répartition : Wallonie 5 992 francs, Flandre 3 710 francs, 18 communes 3 700 francs. Enfin, pour la dette, les chiffres respectifs, dans les grandes villes toujours, sont en Wallonie 21 728 francs, en Flandre 16 856 francs, et à Bruxelles 5 959 francs. Cela signifie, en clair, que la gestion d'une grande agglomération de 850 000 habitants coûte moins au citoyen, parce que des efforts d'austérité — je n'aime pas le mot assainissement, parce qu'il signifie que la gestion n'était pas saine — ont abouti depuis de nombreuses années à la présentation de comptes extrêmement favorables à la défense des gestions communales décentralisées et, en tout cas, en opposition avec la thèse du regroupement, pour ne pas employer le mot de fusion.

Vous êtes, Monsieur le Ministre, municipaliste liégeois et vous savez que les fusions, c'est bien connu, ont coûté très cher et continuent à coûter très cher aux administrations des grandes villes. On peut se demander, dès lors, pourquoi certains continuent obstinément à vouloir imposer certains types de restructurations, qui ne veulent pas dire leur véritable nom, à des communes bruxelloises qui, par ailleurs — les chiffres le prouvent —, sont gérées avec parcimonie.

Et il a bien fallu s'adapter aux circonstances, puisque l'étranglement financier progressif imposé par les derniers gouvernements a fait en sorte que dans certaines communes, on a atteint les limites inacceptables en saine gestion, inacceptables sur le plan du véritable service au public, et inacceptables aussi sur le plan de l'équité, puisque — il faut encore le rappeler — le Fonds des communes, par ses trois critères profondément injustes, a établi depuis 1976 une situation discriminatoire en défaveur des communes bruxelloises et de l'Agglomération. C'est presque une ironie du sort réservée aux citoyens de seconde zone de la troisième région du pays : à force de les appauvrir, à force de dégraisser Bruxelles, on a fini par rendre lumineuse la thèse qui justifie le maintien actuel des structures communales, car ce sont elles qui sont le moins dispendieuses.

Encore faut-il ne pas aggraver continuellement la situation qui leur est faite. Nous sommes arrivés à la limite de ce qui est acceptable ou inacceptable. Faute d'institutions appropriées, faute d'autonomie, faute de véritables pouvoirs, on en arrive, à cause de notre statut provisoire, à constituer dans notre pays un territoire cadencé, symbole d'insécurité, de non-pouvoir et, par conséquent, de non-avenir. Alors que dans les circonstances présentes, au moment où deux nouveaux pays viennent de se joindre à la Communauté européenne, Bruxelles, à la fois capitale de la Belgique, de la Flandre — admettons-le —, mais aussi de la Communauté française et de la Région wallonne, siège des institutions européennes et internationales, concentration d'entreprises multinationales, devrait être soutenue, portée, par l'ensemble de la Nation, pour en faire ce qu'elle devrait être en 1986, une sorte de phare, d'aimant, pour une véritable relance économique.

Comme député de ce pays, comme municipaliste, et aussi comme défenseur de l'école pour tous, je me dois également de m'insurger contre les mesures que je qualifierai de sauvages qui sont prises aujourd'hui contre l'enseignement de qualité. Dans le secondaire d'abord, puisque, de l'aveu du ministre Coens lui-même, 14 000 emplois au moins seront perdus. Et si le ministre avoue 14 000, ce sera peut-être 20 000 demain, ce qui justifie le vent de révolte qui souffle aussi bien dans l'enseignement officiel que dans l'enseignement libre. Ce soir, nous en avons eu un écho à travers les communiqués émanant de la CSC. Ces mesures, hélas, ne concernent pas seulement le secondaire, comme il a été dit. Dans le primaire aussi, on envisage la suppression de stagiaires ONEM et d'emplois statutaires. Et dans les deux niveaux, une réduction de budget de fonctionnement qui entraînera à terme, d'une part, la suppression d'emplois temporaires et, d'autre part, une plus grande intervention financière des parents. C'est ce que d'aucuns ont qualifié d'économies à courte vue, sans la moindre perspective pédagogique. C'est sacrifier la formation d'une certaine jeunesse. Sur ce point, les municipalistes, qui sont en contact quotidien avec le monde des enseignants et avec les associations de parents, ne peuvent aujourd'hui marquer le moindre accord, parce que, plus que jamais, nos jeunes ont besoin d'encadrement de spécialistes de l'orientation et de matériel didactique, par exemple, qui puissent les préparer à ce que l'on appelle les métiers d'avenir.

Il arrivera encore que les communes dont la situation financière n'est pas totalement apurée puissent prendre en charge une partie des frais qui sont aujourd'hui contestés, mais je suppose que vous vous rendez compte que, dans ces conditions, selon la structure sociale des populations, il y aura — ce que nous avons toujours voulu éviter — des disparités qui apparaîtront de commune à commune ou de ville à ville. C'est exactement le contraire des principes démocratiques que nous avons toujours voulu défendre dans le domaine de l'enseignement. N'aurait-il pas mieux valu laisser jouer les effets induits par une conjoncture favorable sur le plan international? D'autres l'ont signalé avant moi: le fait d'augmenter systématiquement le nombre de demandeurs d'emploi va avoir sur notre économie des effets contraires. Cette politique va lourdement grever nos obligations sociales. Même si chaque chômeur reçoit moins, à quoi servira cette mesure si leur nombre total passe de 600 000 à 700 000?

Pour toutes ces raisons, vous le savez, Monsieur le Vice-Premier Ministre, le FDF ne pourra accepter tel quel votre plan global d'assainissement des finances publiques. Vous avez, une fois de plus, oublié l'injuste sort réservé à la Région bruxelloise. Vous avez, une fois de plus, rejeté la responsabilité de combler les trous sur les pouvoirs subordonnés. Vous avez, ce qui est plus grave dans notre esprit, sacrifié l'essentiel lorsqu'il s'agit de la formation des jeunes et de la préservation de certaines catégories d'emploi. Vous avez choisi la politique du vide. Je le regrette. *(Applaudissements sur les bancs du FDF et sur les bancs socialistes.)*

M. le Président. — La parole est à Mlle Burgeon.

Mlle Burgeon (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, le premier ministre, lors de sa déclaration ce vendredi 23 mai, expliquait que le gouvernement était devant un terrible défi: «Il lui faudrait prouver rapidement qu'il était capable de guérir le pays du mal lancinant de la maladie des finances publiques.» Je suppose que vous ironisez lorsque vous dites «rapidement». Voici sept mois et demi que les élections ont eu lieu, et vous commencez seulement à nous présenter un plan que je qualifie de désespérant. Il est vrai que depuis quatre ans, rien n'avait été fait pour enrayer cette maladie, bien que vous ayez dit auparavant que les trois quarts du chemin avaient été faits. Cela reste à prouver! Le premier ministre expliquait également que: «même dans la lutte contre le chômage et dans la création de nouveaux emplois, nous avons eu des résultats remarquables.»

Mes questions seront celles-ci:

1. Combien d'emplois avez-vous créés dans le secteur public depuis 1981?

2. Combien d'emplois avez-vous créés dans le secteur privé depuis 1981?

Je ne comprends pas que vous disiez avoir créé des emplois pour le privé, alors qu'en 1982, on comptait 2 032 000 emplois, et qu'en 1985, on n'en dénombrait plus que 1 918 000, soit une réduction de 114 000 emplois. Où sont les créations nouvelles?

Le comble de votre déclaration atteint son sommet lorsque le gouvernement affirme que «la préoccupation des plus défavorisés et le souci de la famille sont permanents». Alors, pourquoi empêcher les enfants des familles défavorisées de fréquenter l'université: en doublant le droit d'inscription; en réduisant de moitié les subsides sociaux accordés aux universités; en bloquant l'allocation forfaitaire par étudiant au niveau de 1985, alors que tout augmente?

Belle politique familiale que vous préparez là, en diminuant de 10 p.c. l'allocation de repos d'accouchement dès le deuxième mois. Voici encore un minimum de 6 750 francs perdus après avoir fait subir aux parents d'un seul enfant la suppression des treizième et quatorzième mois d'allocation familiale et la retenue de 375 francs par mois. Ce projet touchera 60 000 femmes. On n'aurait pas pu faire mieux comme politique familiale. Même les partis chrétiens ont réagi à ce sujet, mais reste à savoir si leurs actes correspondront à leurs paroles.

Votre souci de faire intervenir la notion de cohabitant en matière d'assurance maladie-invalidité, de chômage et de prépension, prouve bien que vous accablez les familles de restrictions inadmissibles. En effet, pour l'assurance maladie-invalidité, vous avez décidé d'instaurer une notion de cohabitant similaire à celle prévue dans la réglementation du chômage. Leur indemnité subira donc une diminution de 3,5 p.c., et le plancher minimal subira une perte de 2 500 francs par mois. En 1987, 60 000 invalides, dont 24 000 femmes, seront concernés par cette mesure.

Par ailleurs, comment comptez-vous réhabiliter les personnes qui ont été les victimes injustes de l'article 143, que vous avez supprimé à bon escient, mais que vous remplacerez par un système scandaleux où le chômeur est à la merci des moyennes régionales. L'application de cette mesure entraînera l'exclusion immédiate de plus ou moins 48 000 chômeurs, qui constituent 75 p.c. de la masse totale, dont 90 p.c. sont des femmes. Est-ce de cette façon que vous accordez — je cite: «une attention particulière à l'emploi de jeunes femmes au chômage par une série de mesures spécifiques»? Belle façon d'endormir les Belges et de leur faire croire n'importe quoi!

Qu'avez-vous encore décidé à Val-Duchesse? Bien peu de choses socialement encourageantes. La première année, l'allocation du chômeur cohabitant correspondra à 55 p.c. de la dernière rémunération. Donc une perte de 1,5 à 5 p.c. par rapport à sa situation actuelle. Après un an d'indemnisation, ce montant tombera à 35 p.c., nouvelle perte de 2,5 à 5 p.c.! La deuxième période d'indemnisation sera raccourcie de 6 mois plus 3 mois par année d'activité professionnelle, au lieu de 1 an plus 3 mois par année d'activité, comme cela se passait auparavant. C'est scandaleux de prendre de telles mesures, alors que la période de crise dans laquelle nous vivons a considérablement diminué le volume de l'emploi, bloquant les chômeurs dans leur état.

Mais ce n'est pas tout! Le cohabitant subira une troisième période où les allocations seront réduites à un forfait de 10 504 francs par mois, alors que le montant actuel est de 13 338 francs pour le cohabitant dont le partenaire gagne moins de 30 678 francs par mois. Ainsi, 84 000 femmes se verront exclues, dont 48 000 à court terme.

M. Van der Biest. — 24 000 femmes sont concernées. Le ministre s'en moque, il lit son journal. Voilà le respect qu'il a pour le Parlement.

M. le Président. — Vous pouvez poursuivre, Mademoiselle Burgeon. M. Gondry vous écoute.

M. Tomas. — C'est le gouvernement qu'on interpelle!

Mlle Burgeon. — A partir du 1^{er} juin prochain, l'allocation de prépension évoluera de concert avec l'allocation de chômage, soit 55 p.c. du traitement la première année, 35 p.c. la deuxième et un forfait de 10 504 francs. Or, depuis quatre ans, vous encouragez un plus grand nombre de personnes à prendre leur prépension, leur promettant un taux constant de 60 p.c. Cette nouvelle mesure, qui consiste à introduire une notion de cohabitant dans le système de prépensions, aura un effet dissuasif et ira à l'encontre d'une politique de résorption du chômage et de promotion de l'emploi des jeunes. Le 6 décembre 1985, j'avais fait remarquer à M. Gol que le gouvernement avait «oublié» les femmes lors

de sa formation. Je ne m'étonne plus aujourd'hui que vous les ayez oubliées hier, car aucun ministre féminin n'aurait accepté autant de mesures antiféminines. A ce sujet, je me réjouis que ces messieurs aient si bien compris les revendications des femmes qui luttent pour l'égalité des sexes. Le seul avantage qu'elles avaient encore est supprimé : elles prendront leur pension à 65 ans comme les hommes ! Ah, bien sûr, rien ne les empêchera de prendre leur retraite à 60 ans, mais le montant dû sera diminué de 5/45^{èmes}, soit environ 11 p.c. Déjà, l'interruption de carrière qui est souvent demandée par les femmes pour élever leurs enfants et qui a été outrageusement encouragée par votre gouvernement, leur crée de nombreuses difficultés pour couvrir une carrière complète de 40 ans. Que dire alors d'une carrière de 45 ans ? En 1987, 24 000 femmes tomberont sous cette mesure. Nous voilà donc partis avec approximativement 20 000 emplois supplémentaires qui ne pourront plus être proposés aux jeunes. Et vous appelez cela une politique d'emploi pour les jeunes ?

Il me semble, Monsieur Gol, qu'une fois de plus, le PSC-CVP, se croyant au centre, a glissé et s'est retrouvé confortablement installé à droite. Je n'en veux pour preuve que la diminution de 2 p.c. de l'impôt pour les entreprises et la réduction des cotisations patronales de sécurité sociale que vous avez prévues, en vue de recruter des jeunes de moins de 25 ans. Pour vous, il est donc logique que le patron mette à la porte le jeune qui aura atteint 25 ans. En instaurant cette mesure, avez-vous pensé aux solutions alternatives pour les jeunes de plus de 25 ans ? Ce sera le chômage ou le CPAS. Bel avenir en perspective.

Les mesures importantes d'économie que vous avez prévues dans l'enseignement fondamental, et surtout dans le secondaire, frapperont à nouveau fortement les femmes et les jeunes. Ces derniers seront les premiers à être envoyés au chômage ou à l'armée, puisqu'on ferme les écoles et on ouvre les casernes ! Les jeunes sont tout aussi concernés lorsqu'on leur annonce que les jours de congé de maladie ou d'infirmité non utilisés de leurs collègues plus anciens ne pourront plus être transférables à la fin de leur carrière. J'étais enseignante avant de venir vous rejoindre dans cet hémicycle, et c'est grâce à ces congés de maladie accumulés en fin de carrière par mes collègues que j'ai pu travailler pendant plus de sept ans. Que se passera-t-il maintenant ? Les jeunes enseignants sortant des écoles n'auront plus l'espoir de rester un an complet dans un même établissement et devront passer d'intérim en intérim sans avoir le temps de bien connaître l'établissement dans lequel ils travaillent ni les élèves — et c'est important — dont ils s'occuperont.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Vous enseigniez dans le renové ?

Mlle Burgeon. — J'étais institutrice primaire.

Belle politique de jeunes, en effet, Monsieur Martens !

Voilà, Monsieur le Président, Messieurs les Ministres, chers collègues, les mesures qui seront prises à l'égard des femmes et des jeunes. Osez encore affirmer que vous accorderez « une attention particulière à l'emploi des jeunes femmes au chômage par une série de mesures spécifiques » après les preuves que je viens de fournir — si vous m'avez écoutée — et qui démontrent le peu de confiance que l'on peut vous faire. Nous avons compris ce qu'étaient vos « mesures spécifiques ». Ce sont des mesures négatives pour les plus démunis et les plus démunies.

Le mal actuel est très clair. A la tête de notre pays se trouvent des personnes qui ne connaissent rien au problème des chômeurs — quel est le ministre qui a déjà connu les files de pointage ? — ni à celui des femmes. A nous de subir la politique d'un gouvernement antijeunes, antifemmes, antichômeurs, antisocial ! Voilà ce que je déplore le plus, et j'espère que lors des prochaines élections, la population aura enfin compris que vous l'avez dupée.

Je vous remercie de m'avoir aussi bien écoutée ! (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Je tiens à souligner que Mlle Burgeon n'a parlé que pendant 13 minutes. J'espère que les orateurs suivants suivront son exemple.

La parole est à M. Féaux.

M. Féaux (à la tribune). — Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Premiers Ministres, chers collègues, je viens d'une localité qui, par la volonté des Flamands, est devenue il y a quelques années, une ville universitaire, mais qui est aussi depuis toujours une cité de cheminots. Par conséquent, Ortignies se trouve être au centre d'au moins deux foyers importants de vive opposition aux mesures gouvernementales : le milieu universitaire et le monde des travailleurs du rail.

Je ne parlerai pas des décisions envisagées au niveau de l'enseignement universitaire, et plus particulièrement de la recherche scientifique, puisqu'un de mes collègues le fera demain, mais je ne puis m'empêcher de souligner les réactions résolument négatives formulées par le conseil d'administration de l'UCL qui s'est réuni hier et s'est penché sur ces mesures. Par parenthèse, le gouvernement nous reproche, d'une manière générale, de ne pas bien lire les textes issus du conclave de Val-Duchesse, ou de mal comprendre, voire de les interpréter. S'agissant d'universitaires, et plus particulièrement du recteur, monseigneur Massaux, on peut croire qu'ils ont la maturité et les références suffisantes pour analyser ces textes en connaissance de cause, et sans qu'on puisse dire qu'ils se sont laissés manipuler par le PS...

Mais j'en reviens aux cheminots, dont je voudrais maintenant évoquer les problèmes. Les connaissant bien, pour les côtoyer régulièrement, partager leurs espoirs et aujourd'hui leurs inquiétudes, je puis dire qu'il ne s'agit ni d'excités ni de têtes brûlées. Tout au contraire, ils sont très attachés à leur métier de travailleurs du rail et ils ont une très grande fierté de leur rôle de travailleur d'un service public. S'ils ont donc été les premiers à se mobiliser dans la lutte qui s'est développée contre les mesures issues du conclave, c'est que, vraiment, ils se sentent agressés.

Et, effectivement, comment ne le seraient-ils pas ? Depuis que M. De Croo a les chemins de fer dans ses attributions et s'immisce dans toutes les décisions, toute une série de mesures restrictives ont été prises sous les fallacieux prétextes de rendement et de modernisation, de rationalisation de l'exploitation, sous le couvert finalement de « donner un avenir au rail ». Or, ces mesures n'ont en fait abouti qu'à de très maigres résultats, au niveau du transport des voyageurs comme de celui des marchandises, qui est quand même la raison d'être principale de la SNCB. Mais, en revanche, sur le plan de l'emploi, elles ont fait de solides saignées : plus de 10 000 unités de travail supprimées. Sur le plan des investissements, il y a eu également de sérieux ralentissements, notamment en matière d'équipement. Et, aujourd'hui, voilà qu'à l'issue du conclave budgétaire, une nouvelle réduction est annoncée.

J'avoue d'emblée ma surprise à la lecture du document qui nous a été remis. En effet, si l'on savait depuis plusieurs semaines que l'intervention de l'Etat dans le déficit d'exploitation de la SNCB serait diminuée, les chiffres de 1,5 milliard en 1986 et de 4 milliards en 87 étaient cités, jusque devant le conseil d'administration, si je ne m'abuse. J'ose croire qu'il s'agit bien là du chiffre définitif. Dans le document, il n'est question que de 4 milliards...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Quatre milliards pour 1987. Le plan ne reprend pas le montant de 1,5 milliard pour l'exercice 1986, qui figurera dans le budget des Voies et Moyens.

M. Féaux. — Donc, vous confirmez que, pour les années 1986 et 1987, la restriction est de 5,5 milliards.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Il ne faut pas faire ce genre de calcul. Les économies sont toujours présentées sur base annuelle. Dans le cas qui nous occupe, la première année d'application à cent pour cent des mesures d'assainissement est l'année 1987. Cela figure d'ailleurs au début du document.

M. Féaux. — Donc, les mesures annoncées pour 1986 et 1987 représentent bien 5,5 milliards. Quoi qu'il en soit, il convient d'examiner le contexte dans lequel cette mesure est prise et ses conséquences.

Le contexte d'abord. Nul ne pourra accuser les gestionnaires de la SNCB de n'avoir pas fait le nécessaire pour réaliser les objectifs prescrits par le plan d'assainissement, c'est-à-dire équilibrer le compte d'exploitation de la SNCB, moyennant une intervention de l'Etat diminuée de 1 p.c. l'an. En réalité, l'effort de 1 p.c. — le fameux A.R. n° 140 — est largement dépassé, puisqu'en fait, depuis 1983, l'intervention de l'Etat a diminué de 11 p.c. D'ici 1987, si l'on se base sur une hypothèse de 5,5 milliards de réduction, nous nous trouverons à près de moins 20 p.c. en 4 ans !

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — A quel moment étiez-vous ministre des Communications, Monsieur Féaux ?

M. Féaux. — En 1981.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — N'est-ce pas à ce moment-là que la SNCB a fait des emprunts en yen ?

M. Féaux. — Oui, et alors ?

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Alors ...

M. Féaux. — Qu'est-ce que cela vient faire avec l'effort qui a été demandé au niveau de la SNCB, qui a été réalisé au-delà de ce qui avait été demandé dans le cadre de l'arrêté royal n° 140 et qui, aujourd'hui, si l'on se base sur l'hypothèse de 5 milliards de réduction, va nous amener à près de 20 p.c. en 4 ans ?

Aux 11 000 postes de travail supprimés à la SNCB, sous le gouvernement Martens V, il faudra ajouter quelque 3 700 unités qui seront perdues d'ici 1987 — chiffre cité par M. De Croo —, ceci alors que, dans certaines directions, la situation est devenue très tendue faute d'effectifs. Ce ne sont pas les 250 recrutements sélectifs de 1986 qui pourront permettre de redresser la barre.

Fondamentalement, on ne peut que déplorer qu'aux exigences difficiles du plan d'assainissement, l'Etat ajoute de nouvelles contraintes, ne respecte pas les conditions initiales du contrat qu'il a, en quelque sorte, conclu avec la SNCB, et modifie sans cesse les règles du jeu. La chose était courante précédemment : on a connu le problème des 2 p.c. d'index, les remous autour de l'indemnité de nuit, l'ignorance délibérée de certains facteurs extérieurs tels que le coût de l'énergie. Aujourd'hui, on en arrive à une mesure d'une ampleur telle que deux questions, inévitablement, se posent : Quelles activités la SNCB devra-t-elle délaisser ? Quelles répercussions aura cette réduction de 4 milliards en 1987 sur les tarifs ?

Pour la première question, si l'on souhaite maintenir le service à son niveau actuel — à moins qu'on envisage de supprimer certaines lignes, voire certaines gares —, c'est tout naturellement dans les activités « secondaires » de l'exploitation que l'on devra trancher. Et ce n'est un secret pour personne que certains lobbies se pressent au portillon pour réclamer la privatisation de l'entretien de l'infrastructure ou du matériel, l'abandon de la remise à domicile des petits colis, d'autres choses encore. A cet égard, méfions-nous des fausses économies : si l'on élimine, par exemple, pour les petits colis, un déficit réel de 3 milliards, il n'en reste pas moins que l'on perdra aussi les recettes de ce service, qui sont du même ordre et qu'il faudra de toute manière payer le personnel !

Pour la seconde question — relative aux tarifs —, je crois utile de rappeler que ceux-ci ont connu, depuis 1982, une série de hausses d'un total de près de 45 p.c. De nouvelles hausses, pour financer le manque à gagner de 4 milliards — ou 5,5 milliards —, ne sont-elles pas à craindre ? En fait, ce serait, dès lors, l'usager qui payerait pour le désengagement de l'Etat : on peut prétendre ne pas augmenter la pression fiscale, mais de dures réalités s'imposent aux gens.

Les résultats du prieuré supposent une poursuite des rationalisations et des restructurations en cours à la SNCB. Certes, on a déjà eu le plan IC-IR, bon dans son principe, mais souffrant d'un manque flagrant de coordination entre la SNCB et la SNCV. On a eu le plan de transport. La restructuration des directions est aujourd'hui à l'ordre du jour. Dois-je dire que cette réforme a jusqu'ici traîné, puisque les premières décisions de restructuration de la direction remontent à septembre 1985 et que, depuis, le ministre freine l'évolution du dossier ? D'abord parce que l'on était en période électorale, ensuite peut-être pour rechercher l'oiseau rare. Mais aujourd'hui, il s'agit d'imposer un directeur général qui vient de l'extérieur. Mais on peut se poser la question de savoir pourquoi l'on a besoin d'avoir recours à de soi-disant spécialistes extérieurs. La SNCB ne compte-t-elle pas en son sein d'éléments suffisamment compétents et décidés ? Par ailleurs, pour éviter les aléas dus à l'accumulation d'exigences contradictoires de la part de l'Etat, il est temps de conclure le contrat-programme entre l'Etat et la SNCB. Cette réforme fondamentale, qui doit être liée à une plus grande autonomie de gestion et à une responsabilisation des gestionnaires, ne semble guère avancer. Il est vrai qu'elle gêne une tendance naturelle à l'interventionnisme ministériel.

J'avoue ma perplexité quant à l'autre mesure prise à l'égard de la SNCB, à savoir celle visant la Caisse des soins de santé. Je me rappelle du rapport de la Sobemap, qui indiquait que le système cheminots ne coûtait pas plus cher que le régime général — cela figure au rapport de la Sobemap — et que, par ailleurs, les travailleurs de la SNCB ne disposaient d'aucun avantage particulier exorbitant. De plus, le système mis en place à la SNCB permet d'obtenir un absentéisme largement inférieur à ce qu'il est dans le privé — c'est aussi repris au rapport. C'est donc un bon système, et la Régie des postes elle-même semble vouloir s'en inspirer.

Alors, à quoi correspondent ces 720 millions d'économies ? Si je ne me trompe pas, une étude de'il y a un an indiquait qu'au maximum 300 millions pourraient résulter d'une application du système général à la SNCB.

Pourquoi, dès lors, 420 millions de plus ? Pourquoi une mesure qui ne semble pas dégager d'économie substantielle et qui s'en prend à un système performant, auquel les cheminots tiennent beaucoup ?

Je voudrais rappeler maintenant qu'à côté des économies faites au compte d'exploitation existent aussi les mesures générales relatives à la réduction des investissements publics à 64 p.c. Celle-ci se répercutera nécessairement sur les travaux d'électrification et de modernisation du réseau, donc sur la régularité et le confort des voyageurs. En fait, la SNCB se trouve prise dans un faisceau d'exigences qui la met dans une spirale dont elle peut difficilement sortir : moins d'investissement, donc coûts d'exploitation plus élevés, personnel de moins en moins nombreux dans certaines directions, et donc baisse des fréquences d'entretien du matériel, réduction de l'intervention de l'Etat au compte d'exploitation, donc action nécessaire sur les recettes au travers de hausses tarifaires.

Certes, l'on peut espérer des résultats positifs des réformes comme celles du plan de transport. Mais suffiront-elles ? Les derniers chiffres de trafic connus n'incitent pas à un optimisme débridé. C'est pourtant eux qui indiquent si l'action menée est positive ou non.

Bref, dans ce domaine particulièrement important de l'activité économique du pays, le gouvernement impose une politique aveugle d'assainissement avec, pour conséquence, une situation de plus en plus intenable pour les services publics. Quoi d'étonnant, dès lors, si les cheminots constituent l'un des bastions résistant le plus à vos mesures. L'enjeu est vraiment trop important pour eux, et je ne crois pas que c'est en jouant au « tranchemontagne », ou en tenant des propos menaçants et provocateurs comme ceux de M. De Croo, ou encore en faisant des déclarations de matamore, que l'on utilise nécessairement la bonne méthode pour arriver à un résultat.

Je viens de lire dans un communiqué de l'agence Belga que la STIB va continuer la grève, notamment à cause de l'absence de soucis de compréhension du ministre avec lequel les délégués avaient aujourd'hui un entretien.

Dans un dernier volet, je voudrais évoquer brièvement les problèmes d'emploi. Lors de la discussion du chapitre « Emploi » du projet de loi sur les pouvoirs spéciaux, tant en commission qu'en séance plénière, le ministre de l'Emploi et du Travail avait laissé pointer l'oreille en ce qui concerne le plan de résorption du chômage. Derrière la volonté de « plus grande cohérence » souhaitée dans la déclaration gouvernementale, derrière le souci d'une plus grande harmonisation, voire humanisation, des différents statuts CMT, CST, TCT, se cachait surtout une préoccupation de limiter, voire de réduire l'effort financier de l'Etat dans le plan de résorption du chômage et de transférer sur d'autres pouvoirs — Communautés, Régions et communes — et sur les promoteurs de projets le coût d'une partie des programmes actuels et des améliorations préconisées, comme les augmentations barémiques pour les TCT. C'est clairement ce qui est prévu en cette matière dans le document issu du conclave de Val-Duchesse.

Les communes et les CPAS qui occupent des CMT, avec conclusion d'une convention d'aménagement du temps de travail, verront, dès le 1^{er} octobre prochain, la quote-part d'intervention dans la rémunération des travailleurs ramenée de 70 à 60 p.c. Par ailleurs, dès 1987, les travailleurs occupés dans les communes, les CPAS et a.s.b.l. créées par les communes, que ce soit en qualité de CMT, CST ou TCT, verront leur statut uniformisé et seront transférés aux communes, qui recevront un montant forfaitaire de moins de 400 000 francs pour les rémunérer. Cela se traduit, en termes budgétaires, par 3 milliards de charges en moins pour l'Etat, mais 3 milliards de charges en plus pour les communes. Ajouté à l'amputation de plus de 7 milliards du Fonds des communes pour 1986 et 1987, on mesure l'importance du nouveau fardeau de charges imposé aux communes. Comment pourront-elles assumer ces charges nouvelles sans alourdir leur fiscalité ?

Et qu'en est-il des autres promoteurs qui occupent des CST et TCT ? Ils auront eux aussi à intervenir dans les coûts salariaux : pour les CST, 10 p.c., là où c'était la gratuité — première année —, et 10 p.c. aussi pour les TCT ; dans certains cas, 5 p.c. pourraient être pris en charge par les Communautés. Ceci signifie, en clair, que nombre d'a.s.b.l. et autres groupements aux reins peu solides, mais dont l'activité n'en est pas pour autant moins utile, socialement parlant, devront mettre la clé sous le paillason. Il faut en être conscient. Il faut également être conscient que les travailleurs occupés dans ces projets, et qui seront remerciés, sont pour la plupart des jeunes et qu'ils risquent de se retrouver au chômage.

Certes, il est prévu d'accorder des dérogations à certaines a.s.b.l. impécutieuses, je présume, mais ayant des projets intéressants à développer. Ces dérogations seront données par ce groupe de travail ministériel prévu dans l'accord gouvernemental et dont on connaît aujourd'hui la composition. Sous le précédent gouvernement, elle était fonctionnelle, c'est-à-dire qu'elle regroupait les ministres concernés: Emploi, Budget et Régions. Actuellement, sa composition est politique: deux ministres de la famille chrétienne plus deux ministres de la famille libérale plus les représentants des Régions. Elle ouvre donc largement la porte à l'arbitraire et à la politisation, pratique très courante depuis les dernières élections.

M. Antoine vous a demandé ce matin sur quels critères allaient être prises les dérogations...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Cette commission a justement été créée pour éviter l'arbitraire.

M. Féaux. — Vous auriez dû entendre les diverses interpellations développées à cette tribune, qui ont démontré précisément...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Parce que pareille commission n'existait pas.

M. Féaux. — Elle existait déjà auparavant.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Les interpellations dont vous parlez ont eu lieu sous la législature précédente. Cette commission a été créée sous l'actuel gouvernement. Elle n'a pas encore eu beaucoup d'occasions de se prononcer sur des cas concrets, puisque les dossiers sont bloqués pour des raisons budgétaires. Tous seront réexaminés par cette commission, à laquelle sont associées les Régions et les Communautés. Son objectif est précisément de permettre une approche plus réaliste du problème.

M. Féaux. — M. Mottard a interpellé à cette tribune à propos du CPAS de Blégnny, qui se voit refuser la reconduction de 5 CST, alors qu'un organisme privé proche du ministre de l'Emploi de la même commune reçoit 60 CST. Il est clair qu'il s'agit d'une décision à caractère politique. Le cas n'est pas isolé; il en est d'autres à Bassenge, dans le Hainaut occidental...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Dans le Hainaut occidental, c'était sous la législature précédente, et il ne s'agit pas de CST, mais de TCT.

M. Féaux. — Le cas de Blégnny se situe sous l'actuelle législature. En résumé, les augmentations des interventions des promoteurs, d'une part, et les difficultés financières des institutions publiques locales, d'autre part, constituent des périls majeurs pour la survie des formules de remise au travail et de ceux qui y sont occupés. J'ai lu tout à l'heure le communiqué de la CSC. Que dit-il? Les charges financières imposées aux services, aux institutions concernées, auront une répercussion sur le volume de l'emploi. Ce seront surtout les jeunes qui continueront à vivre dans l'incertitude et la précarité. Au lieu de les rassurer, de la stabiliser, le gouvernement va aggraver leur situation d'inconfort et de marginalisation.

Je termine, Monsieur le Président. Qu'il s'agisse des emplois repris dans les formules du plan de résorption du chômage, qu'il s'agisse de l'emploi salarié, de l'emploi dans le secteur public, le gouvernement n'a jamais — contrairement à ses affirmations constantes — considéré l'emploi comme un objectif prioritaire. Il le considère plutôt comme un dérivé de mesures prises dans d'autres domaines.

L'absence de chapitre spécifique à l'emploi dans les textes de Val-Duchesse confirme cette opinion, et ce ne sont ni les ajouts de dernière minute à la déclaration du premier ministre ni le plan du ministre de l'Emploi qui changeront subitement ce constat que l'on peut faire depuis 1982. Est-ce parce qu'il est conscient de cette faille dans son accord que le gouvernement s'abstient prudemment de chiffrer les pertes d'emplois que produiront les mesures concrétisant le conclave? Car des pertes d'emplois — vous ne le niez d'ailleurs pas —, il y en aura dans le secteur public, et les travailleurs de ces entreprises l'ont très bien compris.

Mais à côté de ces pertes directes, il y aura également les répercussions indirectes sur l'emploi dans d'autres secteurs, en raison de la limitation des investissements, des rationalisations et restructurations diverses, ou encore du relèvement des taux de TVA dans le secteur de la construction. La note sociale sera donc très lourde à supporter, tandis que le redressement des finances publiques, qui devrait en résulter et qui est annoncé depuis cinq ans par des plans successifs, reste toujours aussi hypothétique. Cette fois, les travailleurs, les éternels dindons de la farce, l'ont bien compris, et c'est

la raison pour laquelle ils sont aujourd'hui en lutte. Ils ont voulu cette fois crier avant qu'on ne les étrangle, les cheminots et aussi les autres.

Les propos douxceux tenus par le premier ministre et M. Gol à la télévision n'ont pas modifié leur attitude de combat, et les travailleurs de ma région m'ont chargé de vous le dire. Leur détermination est grande, sachez-le, et ce ne sont pas quelques accommodements de dernière minute ni un vote d'une majorité grégaire qui les feront faiblir.

M. le Président. — La parole est à M. Albert.

M. Albert (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Messieurs les Vice-Premiers Ministres, chers collègues — et j'associe également les membres de la Fonction publique attachés à notre organisation pour vous saluer et vous remercier de votre patience dans le déroulement des débats qui sont les nôtres, puisqu'aussi bien au fil des interpellations, nous nous retrouvons à la deuxième journée, à 23 h 16, et elle n'est pas encore terminée. Aussi votre patience doit-elle être saluée!

De heer Van Rompaey. — Dat is onze schuld niet.

M. Albert. — J'aurais aimé rencontrer M. Tromont, mais M. Tromont, en d'autres périodes, est parti pour des fonctions de gouverneur dans certains endroits de notre région, non soumises au corps électoral. J'aurais aimé rencontrer M. Bertouille, mais M. Bertouille est parti vers d'autres missions qui relèvent de son mandat législatif. Mais j'aurais surtout, Monsieur le Président, voulu rencontrer dans cet hémicycle M. Damseaux...

Mlle Burgeon. — Il est disparu.

M. Albert. — ... ministre de l'Education nationale, car je suis très attaché à tout ce qui touche à l'enseignement, et au travers du plan de la Pentecôte, tel que le premier ministre l'a déposé, nous pourrions délibérer très largement du monde universitaire, de l'enseignement secondaire, auquel je suis particulièrement attaché de par mes anciennes activités professionnelles, et de toutes les annexes. Je me bornerai à parler d'un secteur de l'enseignement qui, quoi qu'on veuille, quoi qu'on dise, touche l'ensemble des familles, car il s'agit de l'enseignement fondamental, fréquenté par les enfants de tous ceux et celles qui fondent un foyer.

Vous étonnerais-je si je vous affirme que, le vendredi 23 mai dernier, j'ai, au même titre que bon nombre de collègues de l'enseignement, subi la déclaration de M. Martens comme une offensive à l'égard de notre jeunesse et de l'espoir que nous devons lui insuffler dans son cadre de vie, dans les structures de sa formation, dans les possibilités d'avenir qui lui sont offertes?

Messieurs les Vice-Premiers Ministres, vous réclamiez déjà, le 24 novembre 1985, par une déclaration solennelle présentée par votre chef de file, six mois pour permettre à votre sixième gouvernement d'atteindre l'efficacité nécessaire pour le dernier quart d'un parcours, vers le redressement général de notre pays.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Vous semblez oublier qu'il a parcouru les trois premiers quarts avec vous!

M. Albert. — Vous n'avez pas écouté, Monsieur Gol. Voulez-vous que je reprenne le paragraphe: six mois pour permettre au gouvernement Martens d'atteindre l'efficacité nécessaire pour le dernier quart d'un parcours voulu par Martens V vers le redressement général de notre pays.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — J'ai très bien entendu. J'ai fait remarquer que le sixième gouvernement Martens ainsi que le précédent étaient de la même composition, tandis que les quatre autres l'étaient avec vous. (*Protestations sur les bancs socialistes.*)

M. Albert. — Il y a eu, Monsieur Gol, quatre gouvernements Martens qui étaient de centre-gauche. M. Martens a jugé bon, au travers de circonstances particulières, de se transformer — ce peut être épanouissant — dans le cadre politique, mais il vit le deuxième gouvernement de centre-droite à vos côtés. Or, il est bien clair que les références que l'on peut puiser dans la presse sont suffisantes pour relever, à la veille des dernières élections, que M. Martens et d'autres personnes éminentes de son gouvernement — je suppose que vous avez été l'une d'entre elles — ont déclaré que les trois quarts du chemin avaient été parcourus. Il ne restait donc plus qu'un seul quart à parcourir. C'est à cela que je fais référence dans ma déclaration. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

Au cours des sept mois, pratiquement, qui viennent de s'écouler, où toute initiative a été absente, vous avez réclamé, par trois fois, la confiance

de votre majorité: ce fut votre déclaration gouvernementale, ce furent les pouvoirs spéciaux, et aujourd'hui, c'est le plan d'assainissement des finances publiques et — quelle gifle à la vérité — la promotion de l'emploi des jeunes.

Vos mesures, enfin annoncées, longtemps attendues, au-delà de la désindexation, au-delà de la modération salariale, au-delà de l'augmentation du coût délibérément non contrôlé de la vie quotidienne, au-delà des restrictions sur les allocations sociales, vos mesures dévoilent une vaste escroquerie au niveau de l'emploi, non seulement dans les services publics mais également dans le secteur privé; un exemple: dans la construction et les secteurs annexes. Vos mesures dévoilent également une escroquerie encore plus pernicieuse, au niveau des jeunes et des femmes, au niveau des budgets familiaux qui subiront lourdement, comme pendant les cinq dernières années — inutile de dire —, le prix de votre politique.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Comment feriez-vous 200 milliards d'économies?

M. Albert. — Nous pourrions trouver d'autres alternatives.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Vous pourriez faire aussi l'économie de quelques discours.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Citez-moi donc cinq mesures rapportant 50 milliards d'économies, puisque vous avez d'autres alternatives.

M. Albert. — Il est de notoriété que les clauses relatives à l'Otan et qui nous incombent augmentent de 4 p.c. le budget de la Défense nationale, qui est, à ma connaissance, nettement supérieur à ces 4 p.c. Supprimez quelques avions et quelques chars d'assaut, et déjà vous gagnez beaucoup d'argent. D'un autre côté, diminuons les bénéfices privés. Ces économies seront rentables. Appliquez des ponctions aux secteurs de production d'énergie tels que les producteurs d'électricité. Vous aurez de l'argent et vous le prendrez dans d'autres poches que dans la poche du peuple. *(Colloque entre M. Burgeon et le banc du gouvernement.)*

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Vous proposez deux économies au lieu de cinq.

M. Albert. — Et le secteur de l'énergie?

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Pour ce qui est de la défense nationale, nous le faisons, puisque nous bloquons les investissements au niveau de 1985. Vos propositions alternatives sont égales à zéro, et en second lieu, vous proposez des impôts, et à concurrence de quel montant?

M. Albert. — Sur les sociétés à gros bénéfice, productrices d'énergie, sur Intercom, par exemple.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — A concurrence de combien?

M. Albert. — Il vous a fallu des mois à Val-Duchesse pour dresser un plan pour le moins impraticable. Ne me demandez pas d'en faire autant en deux minutes. *(Interruption de M. Burgeon.)*

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Combien?

M. Albert. — Retournons à Val-Duchesse. Nous en discuterons.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Combien? La réponse est zéro.

M. Albert. — D'autres vous jugeront.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Je veux bien être jugé par n'importe qui.

M. Albert. — Vous avez décidé de frapper de plein fouet des secteurs d'importance vitale.

M. Burgeon. — Je veux bien vous répondre. Où est l'argent?

M. Albert. — Il ne faut pas, Monsieur le Ministre, essayer de refaire ici des conclaves de huit semaines.

M. Burgeon. — Allez voir où est l'argent. Pensez à l'affaire Kirschen!

M. Albert. — Ainsi, Monsieur le Vice-Premier Ministre, avez-vous décidé l'assassinat pur et simple de notre enseignement, pour l'économie de quelque 22 milliards annoncée. Restera-t-elle, cette économie, à ce

stade, ou se portera-t-elle vers d'autres sphères, tels que les 35 milliards initialement prévus?

Le discours du premier ministre, dans la mesure où il touche surtout des principes et des mécanismes, laisse la porte ouverte à l'accentuation de mesures encore plus draconiennes, sous le masque d'une logique présentée comme raisonnable. Cette logique, à notre sens, mais également au sens des enseignants des secteurs officiel et libre, est simpliste et hypocrite. Que ne peut-on pas faire avec des pouvoirs spéciaux tels que ceux dont vous disposez!

Tout comme vous, nous prônons, en matière d'enseignement, la nécessité d'une solide formation de base pour nos jeunes et des possibilités régulières de fonctionnement. Nous sommes également partisans d'un enseignement basé sur la réalité et sur la vie. Seulement, nous nous rendons compte que nous ne parlons pas de la même vie, que nous ne parlons pas de la même réalité.

Qu'est-ce que ce plan qui se déclare « de redressement » et qui démantèle la formation des jeunes, de la maternelle à l'université, pour mieux les former au cours d'un service militaire prolongé? Après le Heysel — dont nous allons malheureusement fêter l'anniversaire —, ce sera bien là la seconde histoire belge qui nous fera montrer du doigt!

M. Deprez a affirmé que l'enseignement fondamental échappait au couperet des économies, conformément aux engagements que le PSC avait pris en cette matière. On l'a bien vu récemment au cours des manifestations d'enseignants chrétiens. La FIC, dans un aveuglement incompréhensible, ignorant les positions de ses membres, les positions du SNEC, emboîte le pas à ce président irréfléchi.

Bien au contraire, l'enseignement fondamental n'est pas épargné. Parlons par exemple d'avantages pécuniaires! Vous avez le culot de considérer que les institutrices maternelles trouvent leur compte, puisqu'elles disposeront d'une modification barémique, depuis longtemps réclamée! C'est faux!

La proposition gouvernementale consiste à remplacer, dans le barème de l'institutrice maternelle, le montant des biennales — 10 070 francs à 100 p.c. — par celui des biennales du barème des institutrices primaires — 10 494 francs à 100 p.c. —, soit une augmentation de 424 francs à 100 p.c., ce qui est largement inférieur à un seul saut d'indexation que vous imposez régulièrement.

M. Burgeon. — Et la pension à 65 ans pour les institutrices maternelles? C'est le nivellement par le bas.

M. Albert. — Cette mesure touche l'ensemble. Savez-vous que l'on fixait à environ 500 francs par mois cette plantureuse augmentation? C'est la seule chose que vous présentiez comme positive dans votre plan.

Mais il y a le reste! L'enseignement fondamental se préparait à perdre de nombreux emplois statutaires à la suite de la dénatalité.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — C'est une chose dont nous ne sommes pas seuls responsables.

M. Albert. — Je ne vous en rends pas responsable, sachez m'en gré. Cette dénatalité, nous la vivons tous, et nous n'en sommes pas responsables.

Si le gouvernement avait effectivement suivi le PSC, qui disait que Martens VI serait plus social, il aurait profité de cette circonstance pour diminuer le nombre d'élèves par classe dans le maternel et le primaire, où il n'est pas rare de compter encore près de trente enfants pour un enseignant.

Au contraire, et d'une manière cumulative, vous imposez une révision des normes d'encadrement, qui fera, là aussi, chuter l'emploi, puisque vous ramenez le nombre des stagiaires d'Etat de 1 200 à 700.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Les stagiaires, on ne les trouve pas seulement dans l'enseignement primaire.

M. Albert. — Je ne parle que du maternel et du primaire.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Il y avait 1 200 stagiaires dans l'enseignement francophone, répartis entre trois réseaux: le libre subventionné, l'officiel et l'Etat. Il y avait aussi des stagiaires dans le secondaire. A présent, on concentre tous les stagiaires dans le fondamental, de façon à pouvoir à la fois organiser, en cinquième et sixième primaires, des cours de seconde langue et à compenser — je l'ai dit tout à l'heure, mais vous n'étiez

peut-être pas présent — à concurrence de 224 unités les pertes dans l'enseignement officiel causées par l'application du capital-périodes.

M. Albert. — Vous savez très bien, Monsieur Gol, que les stagiaires sont en très grande majorité centrés sur le fondamental, le maternel et le primaire, mais qu'ils sont actuellement quantité négligeable au niveau du secondaire.

Par ailleurs, je ne voulais pas, dans mon intervention, aborder le problème des cours de langue, pour lesquels je n'ai rien à redire. Mais dites-vous bien que dans la mesure où l'on demande un apprentissage obligatoire du néerlandais aux enfants de cinquième et de sixième, dès le moment où ils passeront dans le secondaire, ils opteront de façon préférentielle pour le néerlandais dès la première, puis la deuxième année, ce qui entraînera automatiquement des difficultés pour certains professeurs de langue qui sont spécialisés dans l'anglais ou l'allemand.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Ce que vous êtes en train de dire est tout à fait typique d'un certain raisonnement qu'il est difficile d'admettre. Vous dites que le choix que les élèves seront amenés à faire — il est assez normal que l'on essaie de connaître les deux langues dans notre pays; ce serait en tout cas un avantage pour les francophones — présenterait un inconvénient pour les professeurs d'autres langues. C'est bien là cette façon tordue de poser les problèmes de l'enseignement, non pas en fonction de l'intérêt des élèves, mais en fonction de l'intérêt de l'emploi des enseignants.

M. Albert. — Indépendamment du bien-fondé de la connaissance de la deuxième langue nationale, nous sommes toujours en démocratie, et quiconque a la possibilité de choisir la langue qu'il souhaite connaître.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Il n'est pas anormal d'imposer la seconde langue nationale comme langue de choix dans l'enseignement. Si on l'avait fait plus tôt, les francophones seraient aujourd'hui dans une meilleure position.

M. Albert. — Cela aura des conséquences sur le plan secondaire. Vous laissez, au-delà de cela, planer le doute quant au pourcentage d'utilisation de ce maudit capital-périodes déjà injuste dans ses facettes d'activités sportives, de cours d'adaptation, d'initiation laïque ou confessionnelle.

Ne devons-nous pas attendre, en août 1986, une circulaire ministérielle qui réduira à 93 p.c., à 88 p.c. comme ce sera le cas dans le secondaire, le degré d'utilisation du capital-périodes?

En diminuant les possibilités d'encadrement, Monsieur le Vice-Premier Ministre, vous mettez en cause l'avenir de notre enseignement. Puis-je vous dire comment j'ai vu évoluer l'école fondamentale dans ma région, ces dernières années? L'enseignement magistral et traditionnel s'est orienté, avec douceur et grandes précautions, vers un système plus ouvert, communément appelé type 5/8 et 9/12. Des enfants d'âges divers, suffisamment encadrés, se sont intéressés à des activités scolaires en prise directe avec leur vie quotidienne, à un rythme plus proche de leur développement intellectuel et culturel, qui permet à chacun de s'épanouir davantage, qui permet à l'éternel dernier d'être aussi le meilleur, quelquefois, qui laisse à l'enfant momentanément en retard une chance de plus de se hisser au niveau de ses condisciples, et cela dans le plus grand respect des programmes et des matières essentielles.

Cet enseignement épanouissant n'empêche nullement les petits génies d'être géniaux ni l'élite de planer, mais au lieu d'être conçu d'abord pour eux, il est, avant tout, porteur d'une meilleure formation pour tous.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Je crains qu'il n'ait aggravé les inégalités sociales.

M. Albert. — M. Damseaux a dit que c'était un acte politique. Il en sera responsable, et vous avaliserez sa responsabilité. Il n'a pu se concrétiser sans le concours d'enseignants motivés et en nombre suffisant pour mener à bien ces projets éducatifs.

Les mesures gouvernementales mettent fin à ce qui n'a jamais été un test. Nous ne nous sommes jamais permis de tenter des expériences sur le dos des enfants (*exclamations sur les bancs de la majorité*), mais un choix de société réfléchi, préparé et mis en œuvre par des enseignants dévoués, soucieux de préparer un avenir valable pour chacun des élèves dont ils assumaient la responsabilité.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — On a obligé les enseignants à pratiquer le renouveau.

M. Albert. — Cet espoir étant mort, vous installez un enseignement conçu pour l'élite. Que les autres se débrouillent jusqu'à leur service

militaire, et au-delà, le CPAS. La rénovation de l'enseignement fondamental bafouée,...

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Jaurès avait suivi l'enseignement traditionnel.

M. Albert. — L'encadrement nécessaire compressé, les frais de fonctionnement et des subventions des institutions bloqués au niveau de 1985. Tout cela concourt à la déstabilisation du monde enseignant.

Pensez-vous, Monsieur le Ministre, pouvoir entretenir la colère des enseignants en leur proposant des recyclages pour des recrutements dans le cadre de formations professionnelles organisées par les communautés, en utilisant les agents mis en disponibilité, afin de compléter les cadres militaires, ou encore en leur offrant un diplôme après une année de formation au sein de l'ONEM en tant que chômeurs qualifiés?

Les enseignants pénalisés par la mise en disponibilité, à cause de vos nouvelles normes d'encadrement, devront en plus subir un rabotage de situation pécuniaire. Ils se verront accorder 90 p.c. de leur salaire pendant les trois premiers mois, pour ensuite le voir fixé à 80 p.c. pendant les 9 mois suivants, 60 p.c. pendant la deuxième année, 40 p.c. pour la troisième et 20 p.c. à partir de la quatrième année. Pensez-vous, Monsieur le Premier Ministre, convaincre les enseignants de quelque réseau que ce soit du bien-fondé de vos impositions? Ils ne seront pas dupes de cette agression délibérée.

Lorsque je parlais tout à l'heure de la diminution du taux d'encadrement, des 500 stagiaires qui étaient voués à la disparition, il faut y ajouter les conséquences de l'interdiction d'utiliser les reliquats du capital-périodes, soit 450 emplois; il faut y ajouter les conséquences de l'obligation pour les directeurs 180, de donner six heures de cours par semaine, soit 250 emplois.

M. Gol, vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (F.). — Vous trouvez que ce n'est pas normal qu'un directeur d'école donne six heures de cours par semaine?

M. Burgeon. — Non.

M. Albert. — Ils ont d'autres responsabilités! Il faut y ajouter les conséquences du non-remplacement des agents malades pendant moins de quatre semaines, nombre indéterminable actuellement. Cela fait, bon an, mal an, un minimum de 1 200 emplois que l'enseignement fondamental francophone s'appête à voir disparaître.

Lorsque vous associez à tout cela l'instauration d'un ticket modérateur de contribution financière, par les parents, dans le transport scolaire, lorsque, dans un temps rapproché, vous envisagez la suppression pure et simple de ce transport avec l'obligation d'appliquer un tarif équivalent à la SNCV, c'est, là aussi, aux plus faibles, aux plus démunis, que vous imposez l'austérité, les sacrifices, les restrictions.

Un nom d'élitisme qui donne un maximum de chances à un minimum d'élèves, au nom de soucis budgétaires mal situés, au nom d'options politiques pernicieuses, vous allez gâcher l'avenir scolaire de nos jeunes.

Vous avez lancé, Monsieur le Premier Ministre, une giflette à la figure de tous les jeunes. Sous le masque d'un visage bon enfant, vous n'instaurerez qu'une seule loi, celle de la jungle. Pour vous, la solidarité, c'est l'austérité à sens unique. Pour vous, les jeunes et les femmes, les chômeurs, les handicapés sont des gêneurs et des parasites. Pour vous, la liberté, c'est l'individualisme, l'égoïsme, le mépris du peuple. Selon vous, l'homme libre serait celui qui détient le pouvoir et l'argent. Vous cherchez, en outre, à culpabiliser, à convaincre vos principales victimes. Vous êtes le calcul pernicieux, vous êtes le repli sur soi. Vous êtes, quoique vous vouliez faire paraître, le passé. Les enseignants vous l'ont fait, vous le font et vous le feront sentir.

Monsieur le Président, je vous remercie pour votre patience, car j'ai largement débordé mon temps de parole. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De heer Voorzitter. — De heer Caudron heeft het woord.

De heer Caudron (*op de tribune*). — Mijnheer de Voorzitter, Heren Ministers, geachte collega's, de bewering van de eerste minister en van de ganse meerderheid als zouden de minstbedeelden helemaal niet geraakt worden door dit spaarplan, is totaal vals. Het grootste wereldprobleem van het ogenblik, namelijk de honger, de armoede en de uitbuiting van de derde wereld, wordt hier opnieuw in al zijn scherpe gesteld. Wanneer wij zien dat op de kredieten voor ontwikkelingssamenwerking 800 miljoen en bij de leningen aan vreemde staten 2 miljard wordt geschraapt, dan denken wij terug aan het thema van Broederlijk Delen van voor enkele jaren: «Wentel de crisis niet af op de armen!»

Na onderzoek van de verschillende begrotingsposten waarop bespaard wordt, stellen wij bijvoorbeeld vast dat de opleiding en herscholing van het personeel moet inleveren. Dit wil zeggen dat er niet zoveel belang gehecht wordt aan de vorming van deze coöperanten. U bespaart zelfs in de verplichte multilaterale bijdragen betreffende de voedselhulp. Ik vraag mij af of dat wel kan, rekening houdend met de internationale afspraken en de daaraan verbonden verdeelsleutel per land. Voedselhulp mag ons inziens alleen maar verminderen wanneer ze omgebogen wordt naar voedselstrategie. Dit is de afspraak die wij hebben met de Wereldvoedselraad van het FAO.

Door te besparen op het specifieke ontwikkelingsprogramma van de Verenigde Naties — UNDP —, steunt België de aanval van de Verenigde Staten van Amerika op het hele VN-systeem in het algemeen en de ontwikkelingsinspanning van de VN in het bijzonder.

Precies omwille van de verminderde financiële inspanning van de USA zijn de Europese landen in 1984 overeengekomen die tekorten bij te passen, en dit om het hele UNDP-programma niet te kelderden. Bovendien is de UNDP samen met de Wereldbank een der voornaamste promotoren van de Ronde Tafels voor de Armste Landen, waar de gemeenschappelijke programma's voor deze landen worden uitgewerkt.

Ook op de post *Junior Experts* van de VN zal bespaard worden. In plaats van het aantal *Junior Experts* te verminderen, zou België beter met de VN onderhandelen over de lagere kostprijs per *Junior Expert*. Die dure vogels kosten ons 4 miljoen per stuk en per jaar!

De zwaarste klap krijgen de ontwikkelingslanden echter van het departement van Financiën, dat de toelagen aan het Fonds voor leningen van Staat tot Staat met 2 miljard vermindert.

Wanneer over een tijdspanne van twee jaar 2,8 miljard worden afgepakt van het budget van ontwikkelingssamenwerking, betekent dit dat voor 1987 de 0,50 p.c. van het BNP niet zal gehaald worden, daar waar in de regeringsverklaring plechtig beloofd werd dat tegen het eind van de legislatuur de 0,70 p.c. zou zijn bereikt!

Mijnheer de Voorzitter, waarde collega's, voor de jongste verkiezingen hebben de meeste partijen in dit land het tienpuntenprogramma van het Nationaal Centrum voor Ontwikkelingssamenwerking onderschreven, en heeft bijna elk van ons de geknoopte zakdoek in ontvangst genomen en plechtige beloften afgelegd. Deze beloften hielden in dat de nieuwe regering meer initiatieven zou steunen die gericht zijn op de verbetering van de voedselsituatie van de arme bevolkingen en dat 0,70 p.c. van het BNP zou worden bereikt.

Ik vraag mij af hoe CVP-collega Johan Van Hecke zich nu voelt nadat hij als nieuwverkozen kamerlid door zijn partij werd vooruitgeschoven als CVP-specialist inzake ontwikkelingssamenwerking en nadat hij zich in de pers herhaalde malen met stoere uitspraken heeft gemanifesteerd als het schild en het zwaard van de derde wereld. Ik citeer uit *De Standaard* van 10 februari 1986 onder de hoofding « Van Hecke, CVP: budget moet per jaar 10 pct. hoger »: « Van die doelstelling kan en mag niet afgeweken worden. Een besparing op ontwikkelingssamenwerking zou voor mij onaanvaardbaar zijn. » En in dezelfde krant, maar dan van 21 maart 1986, lezen wij onder de titel « Van Hecke, CVP, niet eens met Kempinaire »: « CVP-kamerlid Johan Van Hecke protesteerde er gisteren scherp tegen dat staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking Kempinaire wil afstappen van het streefdoel om 0,7 pct. van het BNP aan ontwikkelingshulp te spenderen. » Als collega Van Hecke consequent is met zichzelf, mogen wij dus een onthouding bij de eindstemming verwachten.

De heer Van Rompaey. — Mijnheer Caudron, u mag de zaken niet uit hun verband rukken. Onze partij heeft op haar congres over buitenlands beleid als grote doelstelling vooropgezet dat de 0,7 pct. moet worden nagestreefd. Het is een formidabel engagement van de regering dat in de verklaring werd opgenomen, met name dat men dit zeer moeilijke doel in budgettaire termen wil realiseren naar het einde van deze legislatuur. Dat is de grote doelstelling die onze jonge collega uitdrukkelijk heeft willen beklemtonen.

Ik geloof dat onze bekommernissen niet ver uit elkaar liggen. Wij mogen op dit ogenblik zeggen dat er waarschijnlijk geen enkel land in de wereld op een zulke doeltreffende en misschien stille manier onder andere technische middelen inzet om het moeilijke probleem van de voedselvoorziening in Ethiopië te helpen oplossen, niet alleen op een ogenblik dat de kranten daar bol van stonden, maar ook nu nog. Het land België staat op die manier zijn man in de wereld.

De heer Caudron. — Wat wil u daarmee zeggen? Er staat in de regeringsverklaring dat de 0,7 pct. moet worden bereikt.

De heer Van Rompaey. — Tegen het einde van de legislatuur.

De heer Caudron. — Inderdaad. Als u daar nu 2,8 miljard van afneemt, komt u aan het einde van 1987 niet aan de 0,50 pct. Dan daag ik u uit te bewijzen hoe u op het einde van de legislatuur de 0,7 pct. moet behalen.

De heer Van den Brande. — Er zijn ook de leningen van Staat tot Staat.

De heer Van Rompaey. — De mensen die de zakdoek hebben afgegeven, hebben uitdrukkelijk gevraagd dat wij ons zouden richten op echte ontwikkelingshulp, onder de vorm zoals die humanitair bestaat. Dat is de grote doelstelling die wij zullen waarmaken tegen het einde van de legislatuur.

De heer Caudron. — Wij zullen elkaar spreken, maar achter deze zakdoek zit veel komedie.

De heer Verhofstadt, vice-eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Wij zullen naar een alternatieve financiering zoeken, die dezelfde impact moet hebben, maar die daarom niet de ware weerslag op de begroting hoeft te kennen. In andere landen gebeurt de leningen van Staat tot Staat, niet door een rechtstreekse dotatie gegeven door de Staat aan een fonds, maar met andere mechanismen. Deze andere mechanismen, die in andere landen bestaan, worden onderzocht om te zien of wij dit ook vanaf 1987 kunnen toepassen. Wij zouden het dan doen op de wijze zoals het in andere landen gebeurt, met minder negatieve budgettaire effecten.

Iedereen die deze dossiers kent, weet dat er hier een besparing kan worden doorgevoerd. Men moet niet het aantal coöperanten verminderen. Er kan worden bespaard door het rationaliseren van een aantal bestaande werken. De inspanning wordt dan *in se* niet verminderd. Men tracht alleen het op een iets minder kostelijke wijze te doen.

De heer Van den Brande. — Mijnheer Caudron, één van de thesissen van collega Van Rompaey stelt dat wij moeten proberen een aantal zaken te optimaliseren.

De heer Caudron. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, ik stel in ieder geval vast dat in de regeringsverklaring méér wordt beloofd en dat het in de plaats daarvan minder wordt, want 2,8 miljard wordt afgenomen. Dat is evident.

M. Van den Brande. — Reculer pour mieux sauter!

M. Defosset. — Pour sauter en l'air!

De heer Caudron. — Mijnheer de Voorzitter, ik kom opnieuw ter zake. Verleden week kregen wij zowel op televisie als in de kranten mooie beelden van CVP-PVV-ministers in conclaaf die pronkten met hemdjes van *Sport Aid*, waaruit de naieve burger kon afleiden dat aan de hongerende derde wereld niet zou geraakt worden.

Het toppunt van cynisme zagen wij verleden dinsdag op de Grote Markt te Brussel, waar een triomfantelijke eerste minister lachend stond te zwaaien aan de zijde van de Soedanese atleet Omar Khalifa, die de wedloop tegen de tijd en de honger in de wereld liep, zes uur nadat Wilfried Martens als klap op de vuurpijl een streep had getrokken door 2,8 miljard ontwikkelingsgeld van zijn Sint-Annaconclaaf. Niemand zou het de eerste minister kwalijk genomen hebben indien hij na een vermoeiende nachtzitting in zijn bed was blijven liggen. Maar nee, hij verkoos op te staan om de misselijke komedie ten top te drijven en Omar Khalifa op te vrijen, nadat hij hem symbolisch ten val had gebracht. (*Protest bij de leden van de CVP.*) Dan verkies ik de houding van oud-staatssecretaris Mayence, die er brutaal eerlijk voor uitkomt dat elke Belgische ontwikkelingsfrank dubbel en dik naar ons land moet terugkeren.

Verleden zondag zagen wij de komedianten van de Belgische politiek in *Sport Aid* meelopen, een wedloop die, ocharme, 2 miljoen opleverde, en morgen, woensdag, worden diezelfde sporthelden verwacht om 14 u in het stadhuis van Brussel op de Nationale Bijeenkomst voor Overleving en Ontwikkeling, georganiseerd door *Food and Disarmement International*. Allen daarheen, waarde collega's, want de televisie zal er ook zijn! (*Applaus bij de leden van de Volksunie.*)

M. le Président. — La parole est à M. Defosset.

M. Defosset (à la tribune). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, je regrette d'intervenir aussi tardivement dans ce débat, devant une assemblée qui, pour reprendre l'expression du professeur Prelor, de Liège, n'a plus grand-chose d'une assemblée représentative mais est plutôt une assemblée figurative.

M. Van den Brande. — C'est la qualité qui compte.

M. Defosset. — Je jouerai donc mon rôle de figurant devant cette assemblée.

Cela fait le énième plan que nous sommes amenés à discuter. Certains ont dit que c'était le cinquième. Moi, je crois qu'il y en a eu plus, si l'on remonte dans les années précédentes. Mais peu importe. Vous avez jonglé avec les chiffres du solde net à financer, du déficit, par rapport au produit national brut. Quand je dis « vous », je parle du gouvernement, évidemment. Je regrette, Monsieur Verhofstadt, de n'avoir que vous comme interlocuteur, alors que vous n'êtes pas tellement porteur de l'héritage de Martens V, mais il faut bien que je m'adresse à vous en tant que représentant du gouvernement actuel. Et je dis que le gouvernement actuel — qui se veut le continuateur de Martens V — a jonglé avec les chiffres. Début 1982, on devait arriver à 6,9 p.c. Fin 1985, on est passé à 7, puis à 9 p.c., et maintenant on annonce 8 p.c. pour fin 1986. On sait très bien que toutes ces étiquettes, tous ces chiffres — c'est leur valse comme dans les soldes —, ne seront jamais tenus. Ce n'est d'ailleurs pas tenable, car est-ce enfin le bon plan ?

Monsieur Van den Brande, on a utilisé beaucoup de termes sportifs au cours des dernières heures. Mais ce n'est pas parce qu'on change un numéro de dossard que l'on gagne une course. Certains ont évoqué la montée après la descente. Cela m'a fait penser surtout au rocher de Sisyphe. Vous connaissez *Le mythe de Sisyphe* d'Albert Camus : quelqu'un pousse éternellement le même rocher; puis, quand il est à dix mètres du sommet, il redégringole. Malheureusement, comme ceux qui faisaient pousser le rocher sont toujours à l'écart, il n'écrase jamais que les plus faibles, ceux qui n'ont pas réussi à se mettre à l'abri, soit en Belgique, soit dans d'autres pays d'évasion fiscale. C'est toujours le même mythe de la contradiction entre vos belles déclarations et les implacables réalités. Et je pense aux déclarations que nous avons entendues ici vendredi, dimanche à la RTBF, sur la légitimité de notre gouvernement, et selon lesquelles ce plan d'austérité — le cinquième ou le sixième — sera le bon et sera approuvé par l'opinion publique.

Il est un peu simple de dire que la confiance vous a été accordée sur ce point et par les électeurs et par le Parlement. En ce qui concerne les électeurs, il faut bien dire que la duperie qui a eu lieu à propos des élections du 13 octobre 1985 a sans doute battu tous les records. Les campagnes électorales permettent sans doute ce qu'on appelle, en droit, le *dolus bonus*, et même parfois un peu plus. Mais je crois qu'aujourd'hui, cela dépasse toutes les bornes.

Depuis début 1985, il y a eu un refus d'explication sur le contrôle budgétaire. Cette explication aurait dû intervenir en mars 1985 sur l'exécution du budget de cette année-là. Nous n'en savons pas encore grand-chose. Je sais, Monsieur Verhofstadt, que vous m'avez fait le plaisir de me répondre lorsque je vous ai interrogé par écrit sur ce qui était normalement l'état d'exécution du budget de 1985, avec notamment le pourcentage du solde net à financer par rapport au PNB.

A ce propos, il convient de constater un changement dans les habitudes parlementaires. Dans le temps, les réponses aux questions parlementaires écrites étaient données dans les deux ou trois semaines. Maintenant, lorsqu'on la reçoit dans les trois ou quatre mois, c'est normal. Cela illustre bien le changement dans les habitudes parlementaires. Depuis plus de 21 ans que je travaille dans cette maison, je n'ai jamais assisté à de tels records, à une telle désinvolture à propos des réponses données aux questions parlementaires. C'est inadmissible.

M. le Président. — C'est vrai dans le cas de certains ministres.

M. Defosset. — Il faut croire, Monsieur le Président, que je m'adresse aux « mauvais » ministres à cet égard !

M. le Président. — Un de ces jours, cela va craquer. A bon entendeur, salut !

M. Defosset. — Je vous fais confiance, Monsieur le Président, comme toujours.

Habituellement, dans le courant des mois de septembre, octobre, nous sommes toujours en possession de l'exposé général du budget des Voies et Moyens pour l'année suivante, et il fait le point sur l'exécution du budget de l'année. Cette fois, même dans la communication gouvernementale, nous n'y avons pas eu droit. C'est grâce à ma question parlementaire que j'ai été quelque peu informé de l'état d'exécution du budget de 1985. Et dans votre réponse, Monsieur le Ministre, vous avez reconnu que, finalement, Martens V a fait du surplacé, puisque — il faut bien le reconnaître — passer de 12,6 p.c. fin 1981 à plus de 12 p.c. fin 1985, c'est une performance remarquable après tous les sacrifices exigés depuis plus de quatre ans. Des centaines de milliards ont changé de poche sans aucune efficacité.

Ce gouvernement a pratiqué la politique du silence pendant les derniers mois de la législature, depuis mars-avril 1985 jusqu'à la dissolution. C'est la politique du silence, du secret à l'égard du Parlement qui doit normalement vous contrôler, et à l'égard de la population. Ce sont là les artifices du pouvoir dont parlent dans leurs livres M. Arthur Schlessinger, conseiller de John Kennedy, et Jean Ziegler dans *Les délices de la raison d'Etat* : « Plus l'Etat se retranche derrière le secret, plus il peut s'arroger le droit de mentir ! » Martens V s'est bien arrogé ce droit et il n'y est pas allé par quatre chemins !

Bien dommage qu'il n'existe pas, dans notre pays, de procédure de référendum. Je vous mets au défi de soumettre ce plan d'austérité, ce énième plan d'assainissement à l'opinion publique aujourd'hui. C'est trop facile de se faire élire par un blanc-seing en trompant l'opinion publique, en lui disant que les trois quarts, sinon les quatre cinquièmes du chemin ont été accomplis et qu'on ne lui demandera plus rien parce qu'en réalité, tout va très bien.

Vous avez trompé les gens. En effet, vous revenez devant le Parlement en déposant un nouveau plan d'assainissement, qui reconnaît que les précédents ont été de nul effet. Côté des gens dans la rue, comme je l'ai fait, et vous constaterez que l'opinion publique en a assez et ne comprend plus, parce que la différence est grande avec ce qui se passait début 1982. A cette période-là, il existait une confiance, et l'opinion publique était prête, comme elle l'a d'ailleurs montré, à faire beaucoup de sacrifices. Elle les a faits en espérant que ce serait utile, que cela aiderait au redressement du pays. Cela ne s'est pas fait, et la confiance a disparu. Il y avait aussi un certain état de grâce qui n'existe manifestement plus : début 1982, c'était la lune de miel; aujourd'hui, ce ne sont plus que scènes et disputes publiques. Vous avez aussi utilisé le même procédé vis-à-vis du Parlement.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, je m'adresse à vous parce que vous êtes là physiquement, mais croyez bien que je ne fais pas de personification abusive. Je considère que vous êtes le porte-parole du gouvernement. Je vous pose dès lors la question : Ne pensez-vous pas avoir interverti la démarche normale ? J'admettrais que vous puissiez exciper de la confiance du Parlement si vous lui aviez soumis dès le début les grandes lignes de votre plan. Mais commencer par obtenir les pouvoirs spéciaux, c'est-à-dire un blanc-seing, sans préciser ce que vous allez demander, et après quatre ou cinq mois nous présenter le plan actuel, je trouve que c'est un peu fort !

Quelle aurait été la démarche véritablement honnête, intellectuellement, respectueuse des prérogatives du Parlement ? La majorité devrait d'ailleurs y être plus sensible. Du reste, M. Van den Brande y était plus sensible à une certaine période. C'eût été de présenter à la fois les grandes lignes de ce plan, en demandant les pouvoirs spéciaux. Au moins, à ce moment-là, on n'achetait pas un chat dans un sac.

Par contre, aujourd'hui, après vous avoir donné les pleins pouvoirs pour la troisième fois, comment la majorité pourrait-elle s'opposer à ce plan, sinon par des réserves et des contorsions mentales et intellectuelles ?

M. Van den Brande. — Nous n'avons jamais été enthousiastes en ce qui concerne le procédé des pouvoirs spéciaux, je l'ai déjà répété à maintes reprises. D'ailleurs, comme parlementaire, on ne peut être favorable à un tel procédé.

Wij hebben die overweging gemaakt. Bovendien zal u toch niet kunnen zeggen dat er geen aanzet van een resultaat is geweest. Wanneer ik de mensen van uw groep en uzelf hoor, dan stel ik me toch steeds de vraag: Wat is uw alternatief ?

Je ne vais pas schématiser, mais on se trouve devant un défi.

M. Defosset. — Lors de l'octroi des pouvoirs spéciaux antérieurs, on a fourni beaucoup plus d'explications, au préalable, sur leur contenu. Bien sûr, je n'approuve pas la méthode. Vous même, d'ailleurs, vous avez dit : « Une fois, mais pas deux. » A la deuxième fois, vous avez dit : « Deux fois, mais jamais trois. » Maintenant, vous en êtes à la troisième fois, et sans doute continuerez-vous à répéter la même chose. C'est la loi de la soumission de la majorité, quelle qu'elle soit, d'ailleurs. Il y a, bien sûr, d'autres exemples dans le passé. Je ne veux pas faire peser tous les péchés d'Israël sur vos épaules. Mais c'est ainsi que l'on discrédite une institution dans l'opinion publique. Je vous assure que ce discrédit est de plus en plus courant. Nous devons tous ensemble essayer de remonter le courant.

Dans la technique actuelle, il eût été beaucoup plus honnête de dire aux parlementaires, lorsqu'on demande les pouvoirs spéciaux, quel usage on va en faire. Avouez, Monsieur Van den Brande, que par rapport à la déclaration gouvernementale, ce plan contient des éléments tout à fait différents et même contradictoires, sauf peut-être quant aux objectifs.

Sur certains points, nous sommes d'accord, notamment, bien sûr, sur le fait qu'il faut assainir les finances publiques. Nous avons d'ailleurs présenté des mesures alternatives. Personnellement, je veux mettre le gouvernement — ou une représentation du gouvernement — au défi d'entamer une bonne fois un dialogue à cet égard. Mais alors, il faut le faire autrement que dans une polémique occasionnelle, circonstancielle, un jour à minuit. Je le répète, nous avons des propositions alternatives. Mettons-nous autour d'une table de discussion et confrontons nos idées.

Rien qu'en charge de la dette publique, nous avons pour le moins — et en mieux — la même alternative que vous. Et par là, nous faisons le quart du chemin que vous accomplissez. Nous avons également toute une série de mesures alternatives que nous pourrions expliquer, ne serait-ce qu'en matière d'enseignement, et en mettant fin parfois à certaines pluralités d'institutions qui sont souvent, en Belgique, la cause d'une multiplication de dépenses particulièrement abusives. Je pourrais donc avancer de nombreux éléments fondamentaux. Mais ce n'est pas mon propos aujourd'hui.

Après six mois, on en arrive au fond des mesures pour lesquelles vous avez obtenu les pouvoirs spéciaux. C'est un fond amer. Je ne puis que constater à nouveau cette habileté machiavélique de la part du gouvernement qui masque tout, qui fait de l'illusionnisme. Et je l'admets encore, si l'on ne se targuait pas avec impudence, et devant le Parlement et devant l'opinion publique, de la légitimité, une légitimité qui n'existe, en réalité et si l'on voulait scruter la conscience de chacun, ni dans l'opinion publique ni dans la majorité parlementaire. En réalité, on assiste à un changement insidieux de régime au nom de la raison d'Etat, cette fameuse *Realpolitik*, la raison invoquée depuis toujours par ceux qui remettent en cause les fondements même du régime démocratique.

Déjà le 19 juin 1984, lors de la discussion du projet de loi de redressement — le énième déjà à l'époque —, j'ai dénoncé ce que l'on appelle « la philosophie néolibérale » — car le libéralisme mérite beaucoup mieux — qui inspire de plus en plus l'action gouvernementale dans un esprit tel qu'elle engendre sournoisement, mais combien efficacement, une dangereuse dévaluation de nos institutions démocratiques et du respect des libertés fondamentales. Je vous renvoie aux exemples concrets que j'ai cités. Mais depuis ce moment, il y a au moins cinq ou six éditoriaux du *Journal des Tribunaux* qui en parlent, et je pourrais en citer autant du *Rechtskundig Weekblad*, des juristes éminents tels Rigot, de Quertainmont, Delperée et d'autres, tant du côté francophone que du côté flamand, qui parlent de désarticulation de notre régime démocratique, du déclin de l'Etat de droit, comme disait de Quertainmont en parlant de la loi mammoth, des lois cadres, des délégations, des lois de pouvoirs spéciaux.

M. de Quertainmont disait à propos de l'avant-dernière loi des pouvoirs spéciaux : « La pratique des pouvoirs spéciaux ne se justifierait que dans le cas où le Parlement constaterait son impuissance à apporter sa collaboration à l'élaboration des lois, par exemple en cas de guerre ou dans le cas d'impossibilité de réunir les parlementaires. Rien de tel dans la pratique suivie en Belgique depuis la dernière guerre, où il apparaît que le recours du gouvernement au régime de pouvoirs spéciaux n'est aucunement dû à l'incapacité du Parlement de remplir sa mission mais répond au souci d'éviter toute discussion parlementaire et d'éventuelles divergences de la majorité politique au sujet de mesures difficiles d'austérité financière. » C'est le seul motif. Je pourrais ainsi multiplier les exemples.

Lorsque j'entends que le gouvernement prétend qu'il faudrait deux ans au Parlement pour faire passer les textes, je dis que ce n'est pas vrai. Le président a d'ailleurs déjà réagi à ce sujet. Dans la mesure où il y a une majorité cohérente, cela irait tout aussi rapidement que par des arrêtés de pouvoirs spéciaux, avec la possibilité de droit d'amendement, avec une meilleure législation dans tous les domaines...

M. le Président. — Dans certains cas.

M. Defosset. — Dans la plupart des cas, Monsieur le Président. Je sais que vous vous y attachez, et je vous rends hommage ici. Revitaliser, redynamiser le travail parlementaire...

M. le Président. — Ce sont les parlementaires qu'il faut revitaliser aussi.

M. Van den Brande. — Si l'on était déjà d'accord. On a fait une suggestion à la conférence des présidents pour que majorité et opposition soient d'accord pour s'imposer des limites de temps de parole, comme cela se fait dans tous les parlements du monde moderne. Il serait déjà plus facile d'aboutir à quelque résultat. Mais cela pose quelques problèmes.

M. Defosset. — Il y a d'autres problèmes, mais je n'ai pas l'impression de dire des choses inutiles...

M. Van den Brande. — Ce n'est pas cela que j'ai voulu dire, Monsieur Defosset.

M. Defosset. — Que voulez-vous. Même les meilleurs discours qui passent à une heure aussi tardive et devant une assemblée quasiment vide sont vidés de leur sens en quelque sorte.

M. Van den Brande. — Ce n'était pas une réflexion personnelle, Monsieur Defosset.

M. Defosset. — Je n'en doute pas, pas plus que je ne doute de la réflexion du Président sur la revitalisation des parlementaires.

M. le Président. — Ce n'est qu'une considération d'ordre général.

M. Defosset. — Je ne m'attacherai qu'à l'un des aspects néolibéralistes. Certains y ont déjà insisté : c'est sur la manière de vouloir transférer aux plus faibles, qu'il s'agisse des personnes, des institutions, les conséquences de ses erreurs de gestion, même si elles remontent à longtemps, et les sacrifices les plus lourds. Il n'y a plus de solidarité. Quelqu'un parlait tout à l'heure de « loi de la jungle ». Certains ont ri, mais je crois que c'est vrai. On revient à une sorte de *struggle for life*, où les plus forts n'ont qu'à émerger et les autres n'ont qu'à périr. Cela me rappelle des souvenirs assez décevants.

De même, lorsque j'analyse les options élitistes en matière d'enseignement, je ne comprends pas. Pour les allocations d'étude, il n'y a pas de crédits pour les Communautés. Qu'importe ! Les fils de notaire seront toujours notaires. Les fils de bourgeois feront toujours des études universitaires. Mais comment les fils d'ouvriers pourront-ils crever le plafond de leur classe dans la politique que vous mettez en place ? C'est l'évidence même. Je peux vous rappeler l'exemple des allocations d'études pour lesquelles la Communauté française n'a plus d'argent.

Vous vous attaquez donc aux jeunes, aux femmes, aux demandeurs d'emploi, aux pensionnés, aux institutions qui sont à la base de la pyramide.

En ce qui concerne le transfert aux autres pouvoirs, vous avez déclaré que c'était tout à fait normal, chacun devant participer à l'effort commun. Des exemples sont cités, où l'on cumule le solde du déficit à financer par rapport au PNB avec les autres pouvoirs, parce que c'est plus éloquent. 16,1 à la fin de 1981, 13 maintenant, mais dans le déficit de l'Etat, c'est toujours plus de 12, précisément parce que les communes, notamment, ont été obligées de faire des efforts surhumains. Et vous voulez encore leur en imposer d'autres !

Il est inexact que les autres pouvoirs n'ont pas fait d'efforts. Votre langage est à double sens et entretient la confusion.

Divers intervenants ont déjà parlé des Communautés et des Régions. Je me bornerai à rappeler les spoliations antérieures. Les lois d'août 1980 n'ont pas été respectées. Je puis vous donner des exemples en ce qui concerne notamment la Communauté française. Les crédits culturels — article 7 — n'ont pas été évalués selon les besoins réels en ce qui concerne les transferts : enseignement par correspondance, enseignement à distance. Il n'y a pas eu concertation préalable pour les ristournes d'impôts — article 9 —, mais, par contre, un refus de fiscalité propre, malgré les articles 110 et 111 de la Constitution. Le projet permettant la publicité commerciale sur les chaînes privées de télévision a été rejeté par l'exécutif de la Communauté française en raison de l'attitude du gouvernement central. La répartition des redevances à Bruxelles est de 20 p.c. à la Communauté flamande, 50 p.c. à la Communauté française, les 30 p.c. restants, soit 150 millions par an, étant confisqués par le gouvernement central, et ce depuis des années, alors que l'on sait, par des réponses aux questions parlementaires, que dans les dix-neuf communes, 89 p.c. des utilisateurs sont de langue française.

Agir ainsi, c'est non seulement désarticuler les rapports entre le législatif et l'exécutif, mais aussi détourner l'esprit de conciliation des lois d'août 1980, dont l'équilibre était déjà très fragile, alors que, je le répète, la Communauté française ne peut plus faire face à toute une série de dépenses considérées sans doute comme superflues, puisque le plan gouvernemental s'y attaque : allocations d'études, lecture publique, maisons de soins intégrées, bref, tous les services qui s'adressent aux plus démunis, à ceux qui n'ont pas eu de chance au départ. Les mêmes procédés sont d'ailleurs utilisés à l'égard des Régions, sans parler de la destruction du FRI.

Le plan gouvernemental est vraiment un comble. A la page 53, il est dit qu'à partir de 1987, les dotations évolueront en fonction des dépenses courantes de l'Etat, exception faite de celles relatives à la dette publique. C'est exactement, Monsieur Van den Brande, la même formule que l'arrêté royal n° 263 du 31 décembre 1983, modifiant l'article 75 de la loi du

5 janvier 1976 sur le Fonds des communes. Le gouvernement ravale les Communautés et les Régions au niveau des communes, considérées comme des pouvoirs subordonnés, alors que ce sont des pouvoirs parallèles dans la hiérarchie des pouvoirs. C'est absolument inadmissible, d'autant, je le répète, que les moyens des Communautés et des Régions ont été chichement comptés et que l'application correcte des lois de 1980 a été sabotée depuis le début de 1982. Quel paradoxe, alors que l'on constate qu'en Europe occidentale, les pays qui résistent le mieux à la crise économique sont ceux qui ont une structure fédérale et qui accordent à leurs entités fédérées des moyens d'expansion économique, comme l'Allemagne avec ses *Länder* ou la Suisse avec ses cantons! C'est aussi une évidence.

M. Van den Brande. — Si vous plaidez pour des pouvoirs parallèles, il faut aller jusqu'au financement. C'est étrange que vous ne soyez pas d'accord pour un système de ristournes et que vous mainteniez à tout prix celui des dotations, c'est tout à fait illogique par rapport aux arguments que vous développez.

Dat is de eigen verantwoordelijkheid inzake fiscaliteit.

M. Defosset. — Dans l'état actuel des rapports politiques, comment voulez-vous discuter? Nous ne sommes absolument pas opposés aux propositions, l'accroissement des moyens des Communautés et des Régions, selon des formules à discuter, quelles qu'elles soient, mais il y a une différence entre la négociation et un *diktat* notamment imposé par une majorité méprisante des droits de l'opposition, opposition qui fait parfois beaucoup d'efforts pour faire des propositions positives. Mais, quelles que soient d'ailleurs les Communautés auxquelles nous appartenons, les Communautés et les Régions — ou le *Vlaamse Raad* avec la fusion des exécutifs — ne disposent pas de moyens suffisants. En Allemagne et en Suisse, 50 p.c. des ressources fiscales et parafiscales vont à l'Etat central; pour les *Länder* en Allemagne, c'est 52 p.c., et pour les cantons en Suisse, 48 p.c. Nous sommes loin du compte. Comment vous étonnez-vous que la Belgique soit « l'homme malade de l'Europe »?

M. le Président. — Veuillez en terminer, Monsieur Defosset. Je vous ai déjà laissé parler presque dix minutes de trop.

M. Defosset. — Accordez-moi encore cinq minutes, Monsieur le Président.

M. le Président. — Je vous en accorde trois.

M. Defosset. — Je vais faire l'effort de ne pas les dépasser.

En ce qui concerne le Fonds des communes, c'est un peu la même procédure. Lorsque je vois les documents que vous avez publiés — et j'y reviendrai à un autre moment —, vous parlez de la stricte « application de l'arrêté royal n° 263 du 31 décembre 1983 et des articles 26 et 27 de la loi de redressement du 31 juillet 1984 ». Cela fait plus de 6 795 millions... Les dotations aux communes ont servi de base à leurs plans d'assainissement. Beaucoup d'entre elles doivent y recourir. Des statistiques établies par l'Union des villes, il résulte que le Fonds des communes devait représenter en 1986 la dotation 1985 plus 2 p.c. Actuellement, avec vos mesures, cela va faire moins 4 p.c. en 1986 et en 1987 moins 8 p.c. en termes nominaux, soit moins 12 p.c. en termes réels. Ce sont des cumuls de mesures restrictives. Vous ne pouvez pas discuter ces chiffres. Ce sont des spécialistes de l'Union des villes qui les ont donnés. Vous parlez de 6 milliards. En réalité, il y en a plus de 9 mis à charge des communes. Je ne m'étendrai pas sur ce point.

Je voudrais toutefois revenir sur ce que vous appelez les compensations de l'annulation de l'accroissement des retards dans le versement par les trésoreries aux communes des additionnels à l'impôt des personnes physiques, les trop perçus par l'Etat au détriment des communes qui remontent à 1979. Ils avaient été évalués — et sous-évalués — à 21 milliards. Que représentent alors ces 6 milliards? Proviennent-ils de la tranche additionnelle qui avait été promise? Ou sont-ils prélevés sur les 21 milliards qui devaient être payés en cinq tranches au lieu des quatre initiales? Il en reste deux à liquider: de 4 et 3 milliards...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Cela reste.

M. Defosset. — Je voulais vous l'entendre dire. Puisque les 21 milliards avaient été sous-évalués, le montant définitif — selon accord avec l'Union des villes — devait être de 27 milliards. Vous nous dites que vous gardez les six milliards de différence, mais en contrepartie, dites-vous, nous aurons 6 milliards de déficit de la Caisse de répartition des pensions communales, où il y aurait déjà un déficit de 7,2 milliards...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Fin 1986!

M. Defosset. — C'est un véritable piège à gogos. Peut-on le dire ainsi?

M. le Président. — Cela dépend de qui il s'agit.

M. Defosset. — Il ne s'agit certainement pas des auteurs, mais de ceux qui s'y laissent prendre.

C'est un artifice budgétaire, Monsieur le spécialiste du budget. Où gagnez-vous les 6 milliards, puisque ces 6 milliards devraient être ajoutés aux 21 milliards initiaux?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Ils ne sont pas mis dans le tableau non plus. Les 6 milliards dont vous parlez ne sont pas dans les 195 milliards. Le mécanisme que l'on change, c'est que nous ne voulons plus que la dette des pensions fasse des pertes chaque année par le fait que c'est la trésorerie de l'Etat central qui paie.

M. Defosset. — Je vous ai fait préciser que ces 6 milliards n'avaient rien à voir avec les deux dernières tranches, alors que jusqu'ici, des interprétations contradictoires avaient été données. Pour moi, la seule explication logique — et je l'avais comprise ainsi —, c'était que les 6 milliards qui avaient été promis comme rajout ne seraient pas donnés. Toutefois, ces 6 milliards, Monsieur Verhofstadt, si vous ne les donnez pas, vous ne les gagnez pas non plus, puisque vous les avez encaissés en 1978 ou 1979. Il n'y a donc pas là de réelle économie.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Ils ne sont pas en caisse.

M. Defosset. — D'accord, ils ne s'y trouvent pas, mais ils devraient y être s'il y avait réellement 7,2 milliards de déficit de la caisse des allocations des pouvoirs locaux. Vous compensez 6 milliards de dettes avec 6 milliards de recettes non budgétisées, ce qui montre que les dettes n'existent pas; sinon, vous n'avez pas 1,2 milliard d'économies, vous en auriez 7,2 milliards, c'est extrêmement clair. Essayez de l'expliquer à tous les responsables de l'Union des villes et des communes, qui ne comprennent pas davantage.

Mais enfin, Monsieur Verhofstadt, cette caisse de répartition des pensions communales avait un solde bénéficiaire de 600 millions il y a deux ans. Dans un précédent plan d'assainissement, vous avez confisqué ces 600 millions. En contrepartie, on vient d'exiger à partir de 1985 des pouvoirs locaux de porter leurs cotisations à 5,75 p.c., ce qui, rien que pour ma modeste commune, entraîne une dépense supplémentaire de 6 millions, étant précisé qu'au bout de l'année, on allait faire les comptes. Et maintenant vous osez venir dire, alors qu'il n'y a que 350 millions de déficit aujourd'hui, qu'il y aurait 7,2 milliards, parce que vous comptez simplement les perspectives de préfinancement qui s'étalent sur plusieurs années, ce qui vous permet de faire ce tour de passe-passe budgétaire de compenser 7,2 milliards que vous ne devez pas budgétiser avec 6 milliards de dépenses qui n'existent pas. C'est la seule manière; sinon vous avez 6 milliards d'économie supplémentaire.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Les communes gèrent elles-mêmes leurs caisses.

M. Defosset. — Cela n'est pas vrai. Il y a actuellement 350 millions de déficit. Ils incombent uniquement aux intercommunales et à l'Opéra de Flandre. Je ne vais pas en faire à présent une question communautaire. Les rapports sont à peu près moitié moitié, 350 millions, et j'ai les renseignements et les éléments, et nous aurons un autre débat à ce sujet, s'il le faut.

Toute une série de communes ne font pas partie de cette caisse: Liège, Anvers, Gand, Turnhout, Hasselt, Louvain, Ostende. Pourquoi doivent-elles intervenir par compensation dans des pertes dans lesquelles elles ne sont jamais intervenues? C'est un procédé absolument dérisoire. Pour terminer, je dirai que, parmi les autres mesures pour les communes, rien que l'unification du statut social unique représente une charge supplémentaire pour les communes de 9 milliards 250 millions, moins 12 600 emplois. La totalisation des chiffres de l'effort supplémentaire demandé aux communes déjà exsangues, soit en moins-values de recettes, soit en plus-values de dépenses, dépasse plus de 20 milliards, sans compter les CPAS. Le minimex, vous le mettez en dépenses supplémentaires pour vous, pour 718 millions; vous n'intervenez que pour moitié. Il s'agit aussi de 718 millions pour les communes, sans parler de toute une série d'autres choses: l'augmentation des assistés sociaux, les 14 000 chômeurs de l'enseignement. Il est vrai que vous avez dit que ces chômeurs bénéficieraient de l'environnement économique meilleur en 1990! Que feront-ils en attendant?

La manière dont vous transférez une série de difficultés aux communes est inadmissible. Vous leur imposez des charges de plus en plus lourdes depuis des années, et ce n'est pas le premier plan d'assainissement que vous leur infligez. En ce qui concerne les communes bruxelloises, déjà en 1976 vous avez confisqué la moitié des recettes. Pour elles, c'était le premier plan d'assainissement. Le deuxième est intervenu en 1981, et le troisième en 1984. Aujourd'hui, les communes bruxelloises sont exsangues.

On nous promet les droits de succession. Que ce soit 2 400 ou 2 300 milliards, peu importe, encore que 150 millions sont déjà subtilisés. Le texte est équivoque: seront-ils budgétisés en 1986?

M. Verhostadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Dans l'accord gouvernemental, c'est très clair, c'est aussi prévu pour 1986, mais les montants ne sont libérés qu'au moment où un plan d'assainissement est élaboré.

M. Defosset. — C'est très bien, mais ces plans existent, et d'ailleurs, pourquoi cette discrimination?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Ces montants, je le répète, ne sont libérés qu'après qu'un plan d'assainissement a été élaboré et approuvé.

M. Defosset. — Les plans d'assainissement existent aussi bien d'ailleurs dans les autres Régions, mais à Bruxelles, comme ailleurs, vous les bouleversez. Vous les rendez irréalisables. Rendre ces plans d'assainissement irréalisables, c'est reprendre d'une main non pas ce que vous donnez, mais ce que vous prétendez donner de l'autre, en assortissant de conditions qui n'ont pas été exigées pour les autres Régions. C'est une politique antibruxelloise d'étouffement des communes, à l'égard desquelles vous ne semblez prévoir — quant à leur dette publique — aucune mesure d'allègement des intérêts. Qu'en est-il à ce sujet?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — 600 milliards de déficit! Voilà la réalité! Et c'est la jeunesse qui, dans quelques années, devra le payer. (*Vives interruptions sur les bancs socialistes.*)

M. Defosset. — D'un autre côté, vous ne pouvez ignorer que les libertés communales sont aussi une conquête démocratique, et ces libertés vous gênent, alors qu'elles remontent au Moyen Âge. Les libertés communales signifient aussi l'autonomie communale, et c'est la fin de ces libertés aussi que vous voulez. Si c'est là votre néolibéralisme, vous n'avez aucune raison d'en être fier.

M. le Président. — La parole est à M. De Groeve.

M. Degroeve (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, je vais d'abord vous rendre un hommage. Il est vrai que, malgré le niveau d'énerverment de notre collègue Léon Defosset, je tiens à vous faire remarquer que, depuis 48 heures, vous êtes le premier, à avoir déclaré que les droits de succession étaient acquis à Bruxelles pour 1986. Quant aux conditions, je suis d'accord d'en discuter. Plusieurs orateurs ont questionné le gouvernement à ce sujet depuis hier, et, je le répète, vous êtes le premier à avoir répondu à cette question précise. Je suis certain que l'on ne manquera pas de vous rappeler ces propos.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Cela figurera également dans le budget.

M. Degroeve. — Mais il faudra attendre l'élaboration du budget des Voies et Moyens.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, je vais aborder un point qui ne l'a pas encore été au cours de ce débat et qui vous intéresse au premier chef. Ce soir, je suis privilégié par votre présence, car il s'agit de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique. Je suis très inquiet en ce qui concerne votre attitude en matière d'enseignement universitaire. Quand je parle de «votre» attitude, c'est celle du gouvernement. Une fois de plus, on ne respecte pas les engagements pris au travers des plans d'assainissement des universités, et je crains fort que ce soit une politique constante. Qu'est-ce en fait qu'un plan d'assainissement accepté par arrêté royal? C'est un contrat bilatéral entre l'université et le gouvernement, et à partir du moment où vous-même, ou l'un de vos partenaires, modifiez unilatéralement les termes du contrat, ce contrat est rompu. Or, si je prends le plan 1986-1987, vous avez décidé qu'il n'y aurait plus d'indexation du coût forfaitaire par étudiant. Je vous rappelle que les universités sont toutes

soumises à un plan d'assainissement et qu'elles l'ont calculé en fonction d'une augmentation croissante du coût forfaitaire par étudiant. C'est tellement vrai qu'en 1985-1986, vous avez indexé le coût forfaitaire, alors que vous aviez pris des mesures en ce qui concerne la non-indexation des traitements et des salaires. Maintenant, vous estimez que vous ne devez plus suivre cette règle et vous rompez le plan d'assainissement.

Ce qui me paraît plus grave, c'est l'amputation de 50 p.c. des subsides sociaux et la globalisation de l'allocation sociale avec l'allocation de fonctionnement. En réalité, le budget social des universités n'est plus individualisé. Il va rentrer dans une masse beaucoup plus large au moment où vous libérez aussi le minerval. C'est-à-dire que nous allons nous retrouver devant une technique que j'appellerais «d'élitisme social», alors que nous sommes très loin de l'élitisme au sens républicain du terme. En effet, rien ne permet de dire que l'augmentation du minerval dans les universités sera consacrée à des fins sociales au profit des étudiants, les universités étant libres de consacrer cette augmentation du minerval à n'importe quelle fin et de ne pas se préoccuper du budget social.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Les étudiants sont représentés au conseil d'administration des universités.

M. Degroeve. — C'est le cas à l'ULB et à la VUB, qui sont des universités démocratiques. Mais je connais d'autres cas, et vous aussi.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — C'est le cas aussi à Gand.

M. Degroeve. — Nous allons d'ailleurs revenir à ce subside des universités et à la diminution de 10 p.c. des nombres planchers pour les petites institutions. Je crois d'ailleurs que ces dernières s'y attendaient, mais s'il faut mourir un jour, autant mourir de belle mort!

J'irai demain écouter votre collègue André Kempinaire à la commission des Affaires étrangères. Je ne lui conseille pas de parler de l'aide de la Belgique au développement rural des pays en voie de développement au moment où, par les mesures que vous prenez, une université comme Gembloux est appelée à mourir. Elle était la seule à pouvoir aider au développement rural des pays en voie de développement. Vous la tuez, à petit feu, d'accord, mais vous la tuez.

En réalité, Monsieur le Vice Premier Ministre, vous me faites penser à César, ce film remarquable de Pagnol, dans lequel Raimu disait: «Si on ne peut pas tricher avec ses amis, ce n'est pas la peine de jouer aux cartes.» Eh bien!, mon cher Ministre, vous trichez avec les universités, parce que vous changez seul les règles du jeu en plein milieu du jeu, à savoir les plans d'assainissement des universités. Vous trichez tellement que vous ne savez même plus en quoi vous trichez, et c'est la raison pour laquelle votre collègue, l'honorable M. Damseaux, ne parvient pas à répondre aux questions que l'honorable M. Yliff, lui, pose depuis des semaines pour savoir si toutes les universités ont payé la modération salariale. Vous la connaissez la réponse, vous, Monsieur le Ministre du Budget. Répondez donc à la place de M. Damseaux, et vous verrez que, même dans votre jeu, les cartes sont biseautées. Vous le savez, et si vous ne le savez pas, je me tiens à votre disposition pour vous l'apprendre.

J'en viens à la recherche scientifique. Le 18 novembre 1983, M. Maystadt, qui avait en charge la politique scientifique, déclarait: «La Belgique ne veut plus être la lanterne rouge de la recherche scientifique en Europe.» Il faut reconnaître qu'il a bonne mine pour l'instant, M. Maystadt. Le plan Maystadt, si tant est qu'il ait jamais existé, s'est évaporé, et avec lui le rattrapage de la politique scientifique.

Déjà en 1985 — vous n'étiez pas encore là et vous n'y êtes pour rien —, le plan de rattrapage Maystadt qui prévoyait 1,8 milliard à la recherche a été annulé par le fait que l'Etat n'a payé que onze douzièmes des allocations de fonctionnement aux universités, soit 2 milliards de gain. Mais en 1986, c'est mieux. Vous payez, enfin jusqu'à présent, douze douzièmes aux universités. Mais il n'y a pas de seconde tranche du plan de rattrapage. Je pense à l'honorable collègue De Bondt, avec qui je siégeais l'année dernière, qui ne voulait pas voter le plan Maystadt parce qu'il n'y avait pas assez pour les Communautés et les Régions. Il a aussi bonne mine, aujourd'hui, le sénateur De Bondt. Non seulement vous ne donnez pas les moyens aux universités, mais, de plus, vous vous tournez vers le secteur privé pour vous remplacer.

Adieu la recherche fondamentale, mais qui plus est, le CNPS lui-même constate que pour atteindre le même résultat, c'est-à-dire la stagnation, le secteur privé devrait investir 20 milliards par an chaque année pour les

cing prochaines années! Même avec des incitants fiscaux, le secteur privé ne le fera pas! Et cela, vous le savez! Voyez-vous, quand on veut être doctrinaire, il faut l'être à bon escient!

Vous, qui êtes féru de comparaisons internationales — par exemple sur les chemins de fer —, pourquoi ne faites-vous pas des comparaisons internationales en matière de recherche? C'est en Belgique que l'Etat dépense le moins par tête d'habitant ou par rapport aux investissements des entreprises. Il suffit, pour s'en rendre compte, de compulsurer les statistiques de l'OCDE et de la CEE.

Quant aux incitants fiscaux, ils ne me dérangent pas, mais je vous demande alors de répondre à l'honorable Robert Henrion et au Conseil supérieur des finances. Vous savez que ce dernier s'interroge pour savoir ce que sont les incitants fiscaux, et il m'intéresserait aussi de savoir quel type de mesures vous prévoyez pour relancer la recherche scientifique au travers des incitants fiscaux.

Allez-vous, par exemple, inciter les producteurs d'électricité à investir dans la politique d'utilisation rationnelle d'énergie? Il faut reconnaître que ce serait un suave paradoxe de demander à ceux qui ont intérêt à ce que l'on consomme de l'énergie de faire des recherches sur les économies d'énergie! Et pourtant, l'URE est un thème de la politique scientifique. Mais il faut aussi reconnaître qu'on n'est pas « regardant » : au travers du budget des Affaires économiques, vous prévoyez que les électriciens investissent 250 millions de francs dans le surrégénérateur français Superphenix. C'est un choix. On ne fait pas d'URE en Belgique, on investit de l'autre côté.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — C'est une décision prise en 1978 par un gouvernement social-chrétien-socialiste!

M. Degroeve. — Et ce gouvernement social-chrétien-socialiste avait, lui, décidé de pratiquer une politique de recherche scientifique! Ne l'oubliez pas!

Quand vous dites que la recherche fondamentale sera « renforcée », c'est une phrase que je trouve remarquable. C'est un peu comme si vous disiez, Monsieur le Ministre, que l'armée de Pyrrhus est sortie renforcée de sa victoire, ou bien, pour prendre un exemple d'actualité, que Tchernobyl renforce le communisme en URSS. Cela n'a pas de sens, Monsieur le Ministre : d'un côté, vous fermez les tiroirs où il y a de l'argent, pour en ouvrir d'autres dans lesquels on ne sait même pas s'il y en a. En réalité, c'est l'arrêt des initiatives de l'Education nationale en matière de recherche scientifique...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — A l'initiative ministérielle! Je vais vous répondre demain.

M. Degroeve. — Monsieur le Ministre, je ne demande pas mieux que d'être convaincu. Donnez-moi des arguments. C'est un problème qui m'intéresse. Vous êtes comme moi, vous voulez que cela réussisse. Pour l'instant, je constate l'arrêt de la recherche scientifique à l'échelon de l'Education nationale, l'arrêt de la recherche scientifique en ce qui concerne le programme national de l'énergie et l'arrêt du programme PREST.

Je voudrais vous poser une question. Je ne vous demande pas d'y répondre maintenant, car il est déjà tard. Mais ayant remplacé les 300 Maystadt-boys, qui verront leur contrat terminé fin 1987, je voudrais que vous m'expliquiez ce que sont « les pôles d'attraction interuniversitaire en technologie de pointe »!

Dernière remarque : il y a une incohérence dans votre politique. Il y a une chose dont vous ne tenez pas compte — vous n'y êtes pour rien, personne n'y est pour rien —, c'est le départ massif, pour cause démographique, de toute une génération de chercheurs en 1995, en l'an 2000. Et par la politique que vous allez pratiquer aujourd'hui, je crains qu'ils ne soient pas remplacés par une nouvelle génération de chercheurs. Or, vous savez qu'il faut quinze ans pour former un chercheur. Ce sera donc le vide en l'an 2000.

Le souci de la recherche d'économies publiques à tout prix et dans le respect d'une soi-disant justice distributive du rationnement scientifique vous amène à prendre des mesures détestables, aux répercussions incalculables pour les générations à venir. Un pays qui est appelé à faire des économies sur l'intelligence meurt tôt ou tard. Hélas, Monsieur le Ministre, vous aurez aussi attaché votre nom au désert scientifique que sera la Belgique de demain. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — La parole est à M. Eerdeken.

M. Eerdeken (*à la tribune*). — Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, mes chers collègues, j'interviens dans la foulée de mes prédécesseurs à propos des problèmes que connaissent les communes.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, permettez-moi de vous dire que je salue la performance politique qui est la vôtre, c'est d'être un des vice-premier-ministres de ce pays à votre âge. Vous avez sauté des échelons intermédiaires pour arriver à ce sommet de l'Etat. Vous n'avez pas, comme moi, vécu la vie d'une municipalité.

M. Verhofstadt vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Si, j'ai été conseiller municipal à Gand.

M. Eerdeken. — Vous n'avez pas été bourgmestre ni échevin. Il y a une différence entre être député et être ministre. Vous avez été conseiller communal. Je suis bourgmestre. Sur le plan de ma ville, je suis à égalité avec vous par rapport à vos fonctions au sein du gouvernement.

Cela dit, j'ai été sidéré quand j'ai pris connaissance de votre programme, et notamment — ce qui était imprévisible pour la plupart d'entre nous — de ce qu'il contenait pour les communes. Toute une série de dispositions ont été prises, qui vont malmenier, de façon définitive, je crois, nos municipalités.

La première catastrophe concerne le Fonds des communes. Vous avez prévu une économie de six milliards 795 millions, en ce compris le Fonds des provinces et la ville de Bruxelles. Des amis, à la Région wallonne, ont pu chiffrer ce qu'il allait en coûter aux villes et communes de Wallonie en 1987. Cela représente 10,8 p.c. de la somme à laquelle elles pouvaient prétendre. C'est énorme. Cela représente en moyenne au minimum 500, au maximum 600 additionnels au précompte immobilier. Autrement dit, ce que vous enlevez au Fonds des communes, vous nous obligerez, dans nos municipalités, à le prélever en impôts, notamment en impôts fonciers. Retenez les chiffres. Ils ont été vérifiés pour la Région wallonne : 500 additionnels au précompte immobilier minimum, 600 maximum, suivant la valeur des additionnels, municipalité par municipalité.

Mais il n'y a pas que le Fonds des communes. Vous prenez d'autres dispositions, notamment en matière d'occupation de travailleurs dans nos municipalités. A la suggestion de l'Etat, nous avons embauché des CMT, des TCT. C'était l'idée, à l'époque, de M. Hansenne, alors ministre de l'Emploi, tandis que vous étiez président du PVV. Il avait imaginé ce TCT et avait conseillé aux municipalités d'embaucher ces gens, car il n'en coûterait rien aux administrations communales. Ces travailleurs seront, disait-il, totalement payés par l'Etat. Il fallait, pour qu'ils puissent être engagés, que nous puissions justifier qu'il n'y avait aucune utilité économique. Autrement dit, il devait s'agir de travailleurs occupés à des tâches culturelles, archéologiques, et cætera, bref, des tâches qui n'apparaissent pas comme fondamentales pour les municipalités.

Parce qu'il ne leur en coûtait rien, beaucoup de communes ont engagé ces gens, estimant qu'il valait mieux les occuper plutôt que de les laisser au chômage. Aujourd'hui, le gouvernement décide deux choses. En ce qui concerne les chômeurs mis au travail, il décide que, du 1^{er} octobre 1986 au 31 décembre de la même année, il en coûtera 10 p.c. de plus pour les communes, parce que vous allez économiser 10 p.c. de la dépense de l'Etat. Autrement dit, vous les transférez vers les communes.

Mais il y a pire! Deuxième décision : au 1^{er} janvier 1987, ce ne sera plus l'Etat qui paiera ces travailleurs, mais bien les communes, exceptées les cotisations patronales, et l'Etat versera un subside évalué à 368 365 francs.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — 12 milliards seront quand même payés par l'Etat central afin que les communes puissent disposer de personnes travaillant pour elles. Il s'agit bien de 12 milliards de subventions.

M. Eerdeken. — Je suis heureux de vous l'entendre dire. La subvention de l'Etat sera de 11 milliards 950 millions, mais votre économie, Monsieur Verhofstadt, est bien de 4 milliards 184 millions.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Cela vaut non seulement pour les communes, mais aussi pour les autres programmes : CST, TCT, et CMT.

M. Eerdeken. — Mais qui va payer les 4 milliards d'économies?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — D'autres mesures figurent dans le plan.

M. Anselme. — A l'époque, M. Verhofstadt, comme moi-même, était trop jeune pour connaître la totalité du dossier. Je crois savoir que depuis dix ans, les communes n'ont pas ce à quoi elles ont droit. Et cela représente bien davantage que 12 milliards! Cela a d'ailleurs déjà été dit.

En outre, les charges supplémentaires que vous ajoutez aux communes depuis près de cinq ans les amputent de quelques milliards supplémentaires: 18 à 20 milliards. M. Eerdekens vous le prouvera, Monsieur le Ministre. N'exagérez donc pas.

M. Eerdekens. — L'Etat dépensera encore 12 milliards. Avant, l'Etat dépensait 16 milliards. Les communes dépenseront 4,184 milliards, et s'il y a des plans d'austérité à poursuivre d'année en année, finalement, vous nous ferez tout payer.

Comprenez ceci. Dans nos municipalités, nous sommes tenus aussi par des règles budgétaires. Nous devons équilibrer nos recettes et nos dépenses. Par conséquent, si vous restreignez les avantages que vous nous avez accordés pour recruter du personnel, nous le mettrons dehors.

Dans ma ville, je devrai licencier 80 CMT, sans quoi je devrai augmenter la fiscalité. Sans doute, l'Etat n'a-t-il pas augmenté la fiscalité, mais il fait faire la besogne de lever des impôts nouveaux par les pouvoirs subsidiés. Ce n'est pas correct. Nous ne sommes pas dupes dans nos communes, les administrés non plus.

Ce que je disais pour les chômeurs est grave lorsqu'on sait qu'il existe un décalage entre le statut des chômeurs occupés par les communes et les CPAS et ceux des a.s.b.l. qui n'ont rien à voir avec les municipalités. Pourquoi cette discrimination? Pourquoi obliger les communes à payer le traitement des CMT dans les communes et les CPAS, et autoriser par ailleurs que l'Etat subventionne encore la totalité du coût du traitement des chômeurs occupés par les a.s.b.l., excepté une intervention de 5 p.c.? C'est là une discrimination qui ne se comprend pas.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Certaines a.s.b.l. disposent de moins de moyens financiers que les communes.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, comme je n'ai pas confiance dans l'Etat, je vais vous expliquer comment j'ai procédé dans ma commune lorsque les services de l'ONEM, à la demande de M. Hansenne, ont proposé de recruter des chômeurs. J'ai refusé, car je ne voulais pas engager de « troisième circuit ». J'ai suscité des initiatives privées pour créer des a.s.b.l., afin qu'elles soient tout à fait indépendantes du pouvoir communal, me disant qu'il serait plus difficile de retirer des travailleurs aux a.s.b.l. qu'aux pouvoirs communaux. Ce que j'avais pressenti il y a dix-huit mois s'est révélé vrai, et mes échevins ont reconnu que j'avais eu raison de ne pas avoir engagé un seul travailleur du troisième circuit.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Vous avez créé des a.s.b.l.?

M. Eerdekens. — Non, j'ai suscité des initiatives privées afin que les recrutements n'entrent pas dans un cadre communal ou paracommunal. J'avoue que ce n'est pas tout à fait normal, mais, je le répète, si je l'ai fait, c'est parce que je n'avais pas confiance dans l'Etat, et la suite m'a donné raison. L'exemple des chômeurs n'est, bien sûr, qu'un exemple, mais qu'il faut ajouter à celui du Fonds des communes.

Il y a aussi le problème de l'ONSS-APL. A la suite de l'interpellation de M. Defosser, vous avez parlé du déficit de la Caisse des pensions, la Caisse de répartition communale. Mais vous n'avez pas parlé du boni de la défunte Caisse d'allocations familiales des communes. Vous avez oublié de dire que, depuis le 1^{er} janvier 1986, existe l'ONSS-APL, c'est-à-dire l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. Cette nouvelle caisse de sécurité sociale des communes, qui devra un jour englober, je le présume, la totalité de la sécurité sociale des agents communaux et des CPAS, se voit, dès sa naissance, amputée de 1,2 milliard, ce qui compromet à terme l'exécution de ses obligations. C'est exactement le même principe que celui qui fut appliqué, il y a une vingtaine d'années, quand on a commencé à puiser dans les réserves de caisses de pension. L'Etat est donc déjà en train d'empêcher les communes, à terme, d'assurer l'exécution de leurs obligations de sécurité sociale, en perpétuant cette détestable habitude des prélèvements dans les caisses des pensions.

Un quatrième problème me préoccupe: celui des pensions alimentaires. Nous avons, Monsieur le Vice-Premier Ministre, en commun le fait d'être avocats. Nous savons donc ce qu'est une pension alimentaire, un débiteur et un créancier d'aliments. Il semble que le gouvernement a pris la résolution de faire payer les pensions alimentaires par les CPAS, lesquelles disposeront d'une dotation de 300 millions pour ce faire.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — C'est l'Etat central qui paiera intégralement les sommes dues.

M. Eerdekens. — Ah non, Monsieur le Vice-Premier Ministre.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — C'est la réglementation qui a été élaborée, et un crédit de 300 millions a été inscrit dans ce but.

M. Eerdekens. — Monsieur le Vice-Premier Ministre, je vous vois venir avec vos gros sabots! En ce qui concerne les pensions alimentaires, en France, l'Etat verse les pensions alimentaires non payées via la Caisse française des allocations familiales. En Belgique, il est parfaitement possible de simuler ce que représente le volume des pensions alimentaires, puisque, fiscalement, il est permis de déduire 80 p.c. des pensions alimentaires payées, à condition, bien sûr, qu'on les déclare. Du reste, de nombreux contribuables ne savent pas que cette faculté existe.

Le chiffre d'affaires, si j'ose dire, des pensions alimentaires doit représenter, dans notre pays, à peu près 15 milliards. Lorsqu'on sait qu'en France, le pourcentage des impayés est de 27 p.c., qu'il ne serait en Belgique — ce sont les chiffres de Mme Smet — que de 19 p.c., la dépense pour les CPAS sera de 3 milliards. La dotation de 300 millions représentera donc 10 p.c. de la dépense effective des CPAS.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Monsieur Eerdekens, je suppose tout de même que nous parlons de la même chose, c'est-à-dire des pensions alimentaires dues par l'un des parents pour un ou des enfants. C'est à ce sujet que l'on vient d'instaurer une réglementation. Cela ne représente pas 15 milliards.

M. Eerdekens. — Nous avons un autre juriste dans cette assemblée, qui est notre honorable Président. Il saura, lui, que le Belge est né malin et que lorsqu'il conviendra de fixer les aliments et que la contribution globale sera de 12.000 francs, s'il faut annoncer 11.000 francs pour l'enfant et 1.000 francs pour la mère, on le fera. Et la partie défenderesse s'en remettra à la justice, parce que l'on sait que le CPAS paiera. Je vous assure qu'il y aura là un problème.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — De toute façon, c'est l'Etat central qui va payer.

M. Eerdekens. — Mais Monsieur le Vice-Premier Ministre, permettez-moi de faire appel à votre bon sens. A l'heure de l'austérité, à l'heure où vous mettez les communes à genoux, de grâce, ne venez pas ajouter ce problème de pension alimentaire.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Mais on ne l'ajoute pas! L'examen est fait par les CPAS...

M. Eerdekens. — Mais avec quel personnel?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Les crédits seront payés par l'Etat central. Nous avons demandé l'avis des CPAS et des associations de communes. Ils ont donné leur accord, pour autant que les crédits nécessaires soient payés par l'Etat central. Quant à l'examen et à l'enquête préalable...

M. Eerdekens. — Qui donc paiera les frais de l'enquête?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Mais enfin, il n'est tout de même pas nécessaire de mettre en place une nouvelle administration centrale pour procéder à tout cela si les CPAS existent déjà pour le faire!

M. Eerdekens. — Mais Monsieur le Ministre, les CPAS n'ont pas les moyens ni l'administration pour affronter ces problèmes.

D'autre part, quel est le CPAS qui paiera? Le débiteur et le créancier d'aliments peuvent habiter des communes distinctes. Quel va être le CPAS qui devra assurer le paiement de la dotation? Et que se passera-t-il quand le débiteur d'aliments, par exemple, quittera sa commune pour aller habiter dans une autre commune? Quel est le CPAS qui s'occupera de la récupération de ces aliments? Qui paiera les frais d'huissier?

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Mais c'est déjà le cas aujourd'hui. Les CPAS paient déjà eux-mêmes les pensions alimentaires pour les enfants et les paient à 100 p.c. Avec les nouvelles mesures, c'est l'Etat qui paiera.

M. Eerdekens. — Monsieur le Vice-Premier Ministre, je vous vois venir avec vos gros sabots. Mais je suis heureux que vous en parliez. La seule différence avec la situation actuelle, c'est que le CPAS paie maintenant un minimex, qui lui est remboursé partiellement. Lorsqu'il paiera la pension

alimentaire, ce ne sera plus considéré comme un minimex remboursable. Autrement dit, le CPAS aura une dotation, avec la charge de récupérer...

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Je ne sais si cette mesure entre déjà dans le cadre des mesures que l'on vient de prendre.

M. Eerdekens. — C'est exact, ces mesures ne sont pas prévues dans votre dernier programme, je le reconnais. Mais ce que vous avez projeté s'ajoute à ce projet non prévu dans l'accord de Val-Duchesse, qui impliquera pour les CPAS des décaissements importants. Dès lors, de grâce, à l'heure où vous nous imposez cela, remettez aux calendes grecques cette question des pensions alimentaires payables par les CPAS. Ce problème dure depuis des années, et cela fait 20 ans que l'on envoie en correctionnelle des gens qui ne paient pas leurs aliments. Ce n'est donc pas le moment de vouloir venir satisfaire tous les fantasmes de certains groupements féministes — essentiellement du CVP —, puisque c'est de là que vient la proposition.

Autre remarque: les hôpitaux! Vous avez prévu la diminution de 6 000 lits et vous avez adopté l'arrêté 407 des pouvoirs spéciaux. Avez-vous pu chiffrer ce qu'il allait en coûter aux communes? Nous ne pouvons pas encore le faire au niveau de la Région wallonne. J'ai demandé, pour ma part, que l'on puisse simuler ce qui en résulterait réellement pour nos budgets. Mais ces mesures de réduction du nombre de lits impliquent une réduction des dépenses de l'Etat. Et je le comprends. Mais comme les dépenses en matière d'hôpitaux publics sont fixes — ne serait-ce que les dépenses immobilisées —, et que les déficits des hôpitaux publics sont répartis entre les communes, si les recettes sont réduites, vous connaissez vous-même ce phénomène en comptabilité industrielle, l'on assistera à un supplément de charges à payer par les communes. Nous allons donc participer, et bien que vous n'avez pas voulu nous atteindre spécialement, non pas directement, mais indirectement, à la résorption d'une part du déficit des hôpitaux publics. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute.

Vous imaginez d'autres formules qui feront mal, dans l'enseignement de promotion sociale, les écoles du soir, les écoles commerciales et industrielles. 303 millions, dont 203 dans la région francophone! Dans ma province, cinq communes seulement ont une école industrielle. Dans ma ville, cela coûtera 3 millions, qu'il faudra récupérer par une augmentation du minerval ou une intervention de la commune, à moins que l'on ferme l'école. De toute façon, il s'agit de dépenses supplémentaires pour les communes.

Vous prévoyez également le transfert progressif vers les CPAS de dépenses qui étaient précédemment à charge de l'administration pénitentiaire, du département de la Justice, comme celles relatives aux dépôts de mendicité et aux maisons de refuge de l'Etat. C'est un premier pas dangereux. J'ignore jusqu'où il peut conduire.

Vous faites des économies sur le dos de l'enseignement communal — et cela touche aussi l'enseignement libre — en matière de subventionnement pour les fournitures classiques.

M. Verhofstadt, vice-premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Finalement, on ne pourra plus rien faire!

M. Eerdekens. — Pour les communes, vos mesures représentent une charge supplémentaire d'une vingtaine de milliards, des impôts nouveaux, sans parler de l'amputation du Fonds des communes, des centimes additionnels au précompte, des licenciements de CMT et de TCT. Vos mesures signifient aussi qu'il faudra raboter, en 1987 et 1988, les investissements au budget extraordinaire bien plus qu'on ne l'avait imaginé à Val-Duchesse. Or, si on investit moins, on ne pourra plus assurer la maintenance des services communaux; on ne pourra plus veiller à la bonne tenue des voiries, on nuira au secteur de la construction.

J'estime qu'en général, les gestionnaires communaux sont attentifs aux souhaits et aux besoins de leurs administrés et qu'ils veillent à ne pas galvauder l'argent du contribuable. Par vos mesures, vous allez provoquer un retour à des communes végétatives comme il y en avait au dix-neuvième siècle, des communes incapables d'assurer leurs missions. Si c'est cela que vous voulez, vous y arriverez, mais préparez-vous alors au mécontentement de 10 millions de Belges, mécontentement qui sera peut-être beaucoup plus fort que vous ne le pensez.

QUESTIONS ECRITES — SCHRIFTELIJKE VRAGEN

(Rgt. art. 86)

M. le Président. — La liste des membres ayant posé des questions écrites conformément à l'article 86 du règlement figure en annexe.

De lijst van de leden die schriftelijke vragen hebben gesteld overeenkomstig artikel 86 van het reglement, wordt in bijlage opgenomen.

Voir annexe, p. 1125.

Zie bijlage, blz. 1125.

M. le Président. — Mesdames, Messieurs, nous allons interrompre ici nos travaux.

Dames en Heren, wij beëindigen hier onze werkzaamheden.

— La séance est levée mercredi 28 mai à 1 h 10.

— De vergadering wordt woensdag 28 mei om 1 u 10 gesloten.

— Prochaine séance plénière, ce matin, mercredi 28 mai, à 10 h.

— Volgende plenaire vergadering, deze morgen, woensdag 28 mei, om 10 u.

ANNEXES

QUESTIONS ECRITES

(Article 86 du règlement)

Des questions ont été déposées sur le bureau par MM. Baldewijns, Coveliers Degroeve, De Roo, Desutter, Dillen, du Monceau, Hendrick, Mme Lefeber, MM. Marchand, Suykerbuyk, Van Renterghem, R. Van Steenkiste, Vanvelthoven, Van Wambeke et Vermeiren.

BIJLAGEN

SCHRIFTELIJKE VRAGEN

(Artikel 86 van het reglement)

Vragen werden ter tafel gelegd door de heren Baldewijns, Coveliers Degroeve, De Roo, Desutter, Dillen, du Monceau, Hendrick, Mevr. Lefeber, de heren Marchand, Suykerbuyk, Van Renterghem, R. Van Steenkiste, Vanvelthoven, Van Wambeke en Vermeiren.
